



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

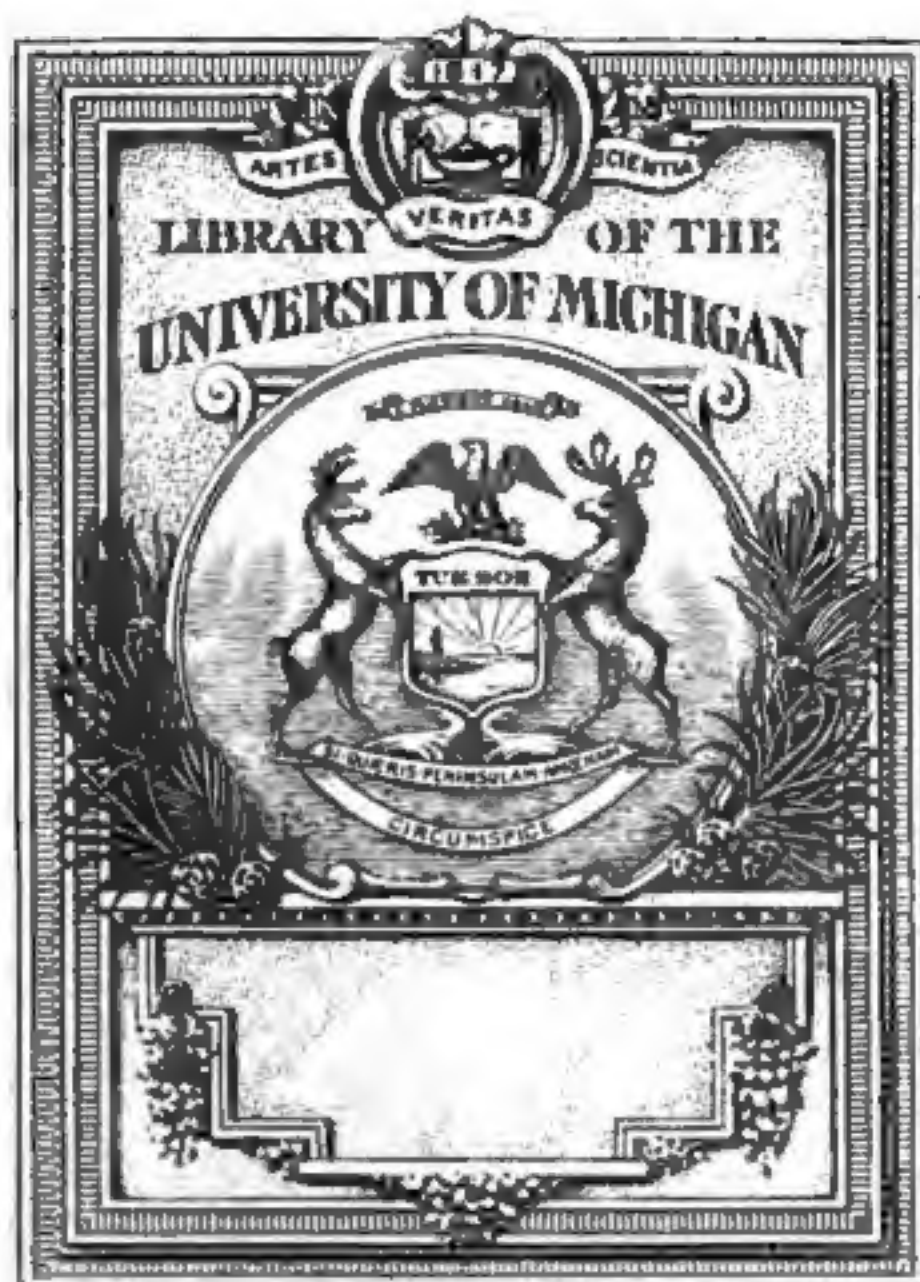
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

73274

DUPL



[REDACTED]

[REDACTED]

.

4

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2



.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.



**A C T E S,
M E M O I R E S,**

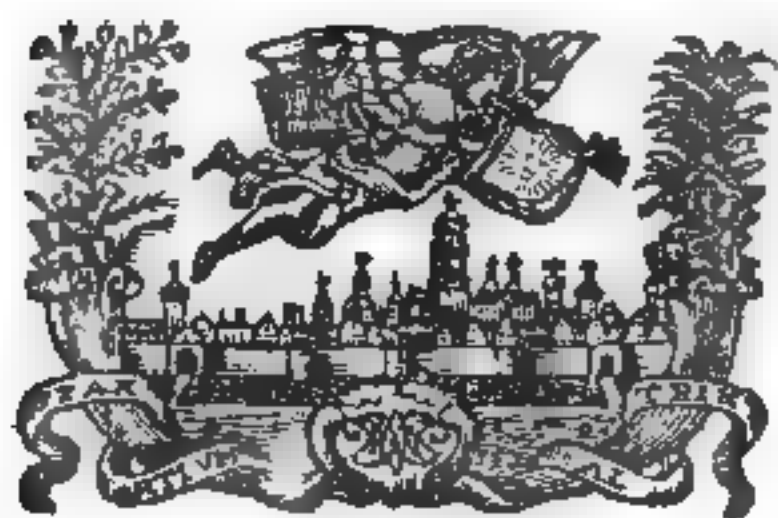
& autres

PIECES AUTHENTIQUES,

concernant la

A I X D' U T R E C H T.

T O M E S I X I È M E.



A U T R E C H T,

GUILLAUME VANDE WATER,

E T

J A Q U E S V A N P O O L S U M.

M D C C X V.

**ACTES,
MEMOIRES,**

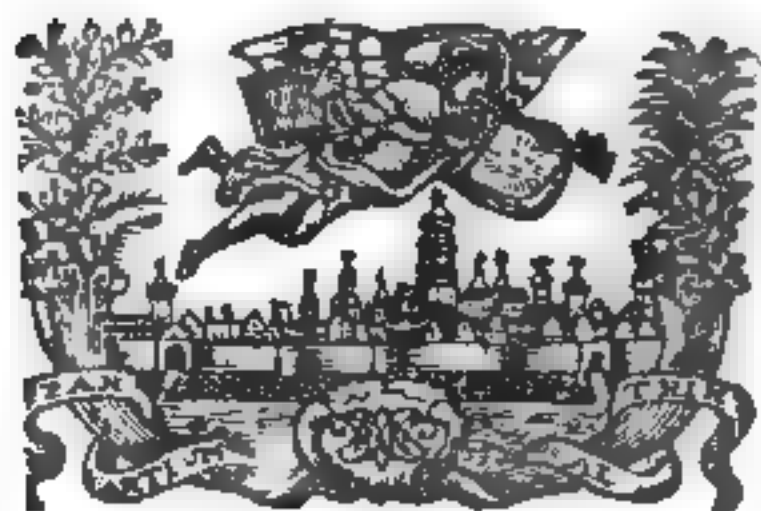
& autres

ECES AUTHENTIQUES,

concernant la

IX D'UTRECHT.

TOME SIXIÈME.



A UTRECHT,

GUILLAUME VANDE WATER.

ET

JACQUES VAN POOLSUM.

M D CC XV.

D

283.5

A22

v. 6

653628-127

T A B L E

D E S

PIECES AUTHENTIQUES,

Qui se trouvent dans le VI^{me}
Tome des Actes & Memoires
de la Paix d'Utrecht.

In Mantuani Ducatus Feudum juris respon-
sum pro Vincentio Gonzaga Duce Gua-
stalla; p. 541

Instrumenta Investitura. p. 601

Replicatio Serenissimi Guastalla Ducis ad-
versus responsum ab Anonymo Auctore
editum contra jura Eidem competentia ad
Ducatum Mantuanum deducta. p. 655

Traité de Paix entre Sa Majesté Catholique
& le Duc de Savoye. p. 724

Acte de Cession du Royaume de Sicile, fait
à Madrid le 10 Juin 1713. p. 788

Traité de Paix entre le Roy de Portugal &
Sa Majesté Catholique, conclu à Utrecht
le 6 Fevrier 1715. p. 828

Article separé, fait le 6 Fev. 1715. p. 867

Plenum Mandatum Regis Portugalliae. p. 870

Plenipotencia de sua Magestade Catholica. p. 875

Traité de Paix entre l'Empereur, l'Empi-
re, & le Roy Très-Chrétien, conclu à
Bads le 7 Septemb. 1714. p. 879

Article séparé, fait le 7 Septemb. 1714. p. 928

Ratification dudit Traité par le Roy Très-
Chrétien. p. 929

Pleinpouvoir du Roy Très-Chrétien. p. 931

Plenipotencia Casarea. p. 934

Conclusion ou Resolution de la Diette de l'Em-
pire, du 23 Avril 1714. p. 939

Ratificatio Casarea. p. 941

Conclusion ou Resolution de la Diette de l'Em-
pire, du 9 Octob. 1714. p. 944

Certificat de l'échange des Ratifications du
Traité. p. 947

Ordonnance pour la publication de la Paix,
le 4 Novembre 1714. p. 948

Memoire présenté le 30 Juin 1713. à L.
H. P. par M^r. du Bois d'Incourt, Et
vo

- Envoyé à la Haye de la part du Prince & Comte de Solre.* p. 950
- Les deux Articles séparés du Traité de Paix & de commerce entre le Roy d'Espagne & les Etats Generaux, inseré dans le 5 Tome. Fait à Utrecht le 26 Juin 1714.* p. 954.
- Deduction des Droits de la Serenissime Maison d'Hesse Rhinfels, au sujet de la Forteresse de ce nom.* p. 959
- Memoire présenté aux Puissances Protestantes, qui ont envoyé leurs Plenipotentiaires au Congrès d'Utrecht, par Mr. le Marquis de Miremont, Envoyé de la part de Sa Majesté Britannique, pour y appuyer les interets des Eglises Reformées de France.* p. 981
- Le Memoire, que le Marquis de Rochemont a présenté au Duc de Buckingham, Président du Conseil, en faveur des Protestans de France.* p. 989
- La Protestation du Chevalier de St. George, qui a été envoyée, sous une simple enveloppe, à tous les Ministres qui sont en cette Ville le 25 Avril 1712.* p. 993
- Memoire pour Mr. le Duc, & Mad. la Duchesse de Luynes, au sujet des Souve-*

*rainetez de Neufchatel , & de Valengin
en Suisse.* p. 996

*Reflexions sur la Reponce , faite au Memoi-
re presenté au Congrès d'Utrecht , par Mr.
de Duliolo , au sujet des Interets de S. A.
S. Mr. le Duc de la Mirandole , inseré
dans le 2 Tome des Actes &c.* p. 1049

*Traité de Barriere entre Sa Maj. Imp. , et
Sa Maj. de la Gr. Bretagne et les Etats
Generaux.* p. 1075



IN
MANTUANI
DUCATUS
FEUDUM
JURIS
RESPONSUM
PRO
VINCENTIO GONZAGA
DUCE GUASTALLE &c.
PRÆSIT VIRGO MATER.



Regale Feudum Mantuani Ducatus dimissum à Serenissimo Ferdinando Carolo Gonzaga Mantuæ Duce, sine filiis capacibus vita functo spectare, & pertinere ad Serenissimum Vincentium Gonzagam Guastallæ Ducem, uti à communi stipite, & primo investito legitimè descendente, uti Agnatum cum Defuncto in gradu succedendi proximiorē, & uti subingressum in jura Primogeniti, irreluctabiliter est fatendum, sive usus feudales inspiciamus, in cap. 1. de Natur. success. Feud. cap. 1. §. Si

Actes & Mémoires

Agnati, ad quorum exclusionem Feudum Domino aperiri probatum contenditur *per Text. in cap. 1. §. Denique, quæ fuit prim. caus. benef. amitt. & in cap. Inico vers. Cum autem ad Dominum, an ille, qui interfec. Fratr. Domini.*

Ea verò remotionis Agnatorum ratio esse dicitur, quod fidelitas, servitium, & reverentia ergà Dominum, sint Leges, conditiones, & pacta, sub quibus Dominus Feudum concessit, aliàs non concessurus; Propterea cessante causa, vel defecta conditione, cessat concessio, cumque resolutio proveniat ex implicito pacto, inito inter primum acquirentem, & Dominum, qui rei suæ hanc conditionem adjecit, conqueri non possunt Agnati de Feudi amissione, si alter ex illis, quem primus acquisite Feudi administrationi prò tempore præfecit, male se gesserit, *ad tradit. per Curt. de Feud. p. 5. n. 2. p. lect. Feudal. 22. n. 22. & seqq. Hartman. Pistor. q. 15. n. 22. lib. 2. Besold. cons. 57. n. 15. 16. & seqq. Torr. de success. in primogen. p. 1. cap. 31. n. 58. Boscol. apud eundem Torr. resp. 3. n. 16. De Luc. de Feud. disc. 131. n. 13. & 14. vers. tùm etiam, quia responderunt, & n. 15. & antè n. 20. & disc. 161. sub n. 52. Addendo, signum esse, quod Feudum revertatur ad Dominum, propter culpam Vassalli, ut hanc assequatur Injurie suæ Vltionem, Pont. d. lect. 22 à n. 15. ad seqq. Besold. dict. cons. 57. n. 79.*

Quid-

touchant la Paix d'Utrecht.

Quidquid autem esse possit de relato Banno, cujus merita, in obsequii specimen, hic non exquiruntur, ac supposita prò nunc citrà veri noxam, ipsius subsistentia, certissimum est, idem Bannum, qualecumque sit, nullam habere aptitudinem nocendi iuribus Agnatorum, dùm in contumaciam quæ Mantuæ Ducis fuit prolatum: quando enim agitur de præjudicio Innocentis, sicuti vera, & expressa confessio, vel alter actus alienationis, illi nequit obesse, ità multò minùs nocere valet confessio ficta; quamobrem ad repulsam Agnatorum receptum est, felloniæ, vel alterius criminis, plenam & concludentem, ac veram exigì probationem, nec sufficere præsumptam, & fictam à contumacia resultantem. *Farinac. prax. Criminal. q. 25. n. 79. & q. 116. n. 130. & cons. 135. n. 5. lib. 2. Cabal. resol. criminal. 182. n. 25. Cent. 2. Monac. de feud. cap. 50. n. 48. & 49. De Luc. de feud. d. disc. 121. sub n. 17. vers. Secus autem.*

Præterquàm quod, citrà recessum à præmissis, quæ per se satis inserviunt intentioni Ducis Vincentii, cum Mantuæ Feudum; utpotè concessum prò dicto Joanne Francisco, & prò ejus Descendentibus Masculis cum ordine primogenituræ, ut aptiori loco opportunius demonstrabitur, sit Feudum ex pacto, & providentia. *Curt. de Feud. q. 8. n. 19. p. 1. princ. Becc. cons. 161. natè n. 4. Alb. cons. 694. n. 1. Cephal. cons. 234. n. 7. Schrader. de Feud. p. 2. cap. 3. n.*

Actes & Mémoires

3. *Rosenthal. cap. 2. conclus. 40. n. 1. & in
Glos. A. Urfin. de Feud. p. 1. q. 6. art. 1. sub
n. 30.* Quod est verum etiam, quando con-
cessio fit pro se, & hæredibus, & successo-
ribus, dumodo additum sit Masculis, vel
ex suo corpore descendantibus. *Dec. cons.
395. n. 5. 6. & 7. Soccin. Jun. cons. 72. n.
27. l. 1. Roland. cons. 67. n. 30. & 31. lib.
1. quos sectatur Schrader. d. part. 2. cap. 3,
n. 24.* Ubi inquit, hoc esse verissimum,
& ita bis consuluisse, *Magon. decis. flor. 54.
n. 3. Marescot. Var. resol. lib. 1. cap. 26. n.
17.* præsertim, quando Investitura mentio-
nem faciens de hæredibus, proinde se re-
fert ad ordinem successionis primogenia-
lem, in subsequenti clausula præscriptum,
quia tunc infallibiliter, saltem quoad Ma-
sculos descendentes, remanet ex pacto, &
providentia. *Camerar. in cap. 1. an Agnatus
cap. 3. sub n. 45. Iser. in cap. 1. vers. Secun-
dus casus est, de eo qui fin. fecit Agnat. Frecc.
de sub feud. lib. 3. formul. 3. n. 16. Peregrin.
cons. 5. n. 46. lib. 1. Capyc. Latr. consult. 75.
n. 124. Mansf. consult. 166. n. 34. sub vers.
Et potissimum. Rot. Rom. cor. Dunozet. de-
cis. 748. sub n. 22. 27. & 28. & decis. 760.
sub n. 2. & cor. Ottobon. decis. 265. per tot.*
Fortius adhuc, ubi res est de Feudo digni-
tatis, quod dicitur ex pacto, licet datum
sit pro hæredibus Masculis. *Rusdorf. de vin-
dic. Palatin. cap. 8. per tot. Iter. de feud.
Imperii cap. 3. n. 18. in fin.* Pro ut ex pa-
cto esse, & providentia, propter illud dum-
taxat.

touchant la Paix d'Utrecht.

taxat tenent, pluribus aliis adductis, *Vallej. Bocer. Bisch. relati per Itter. de feud. Imper. cap. 12. sub n. 13.* Ubi, quod pauci dissentire sunt ausi.

Verior est sententia, quod Feudum Antiquum ex pacto, & providentia, non ad Dominum, sed ad Filios, ac multò facilius ad Agnatos, ordine successivo deferatur, quantumvis Vassallus possessor in Dominum directè deliquerit. *Glos. in cap. 1. §. Hoc quoque de success. feud. & in cap. 1. Si Vassal. feud. priv.* Ubi in fin. dicit hanc esse sententiam æquiores, quæ in effectu fuit etiam *Cyni in l. 2. n. 4. Cod. de liber. & eorum liber.* quod laudant cum multis aliis, *Jacobin. in sua Investit. feud. in verb. dictiq. Vassalli il primo n. 60. Alex. cons. 30. n. 15. lib. 1. Dec. cons. 445. sub n. 69. Ruin. cons. 23. sub n. 32. lib. 5. Gozadin. cons. 46. n. 5. Crave. cons. 859. sub n. 12. & cons. 983. n. 25. Bursat. cons. 225. n. 187. Menoch. cons. 815. n. 39. & 40. Urfill. ad Afflict. decis. 282. in fin. Thom. de Marin. lib. 1. tit. 2. de feud. & pact. & providen. n. 88.* Idemque sentiunt Insignes Germaniæ Jurisprudentes. *Besold. cons. 57. n. 102. lib. 1. Ubi cum eo citat. Borcholt. feud. cap. 8. n. 142. Vultej. de feud. lib. 1. cap. 11. n. 74. & seqq. Rosenthal. cap. 11. concl. 8. n. 1. & concl. 9. n. 1. 2. & 10. in fin. Koppen. decis. 54. n. 19. Gaill. de pac. public. lib. 2. cap. 14. sub n. 7. Ubi congerit. Bart. Bald. Saliset. Din. Panormit. & alies. Schrader. cons. 1. n. 68. Rusdorff.*

Actes & Mémoires

in vindic. Palatin. cap. 1. n. 59. 60. 61. & 61.

Nititur hæc opinio prævalidis juris fundamentis; Alterum est, quod sicuti prædecessor, qui Feudum possidebat, non poterat de eo disponere per contractum in successoris perniciem, neque pro Anima, vel quavis alia urgentissima necessitate, *Tex. in cap. Imperialem, de prohibet. feud. alien. per Federic. & notant communiter Scribentes, in cap. 1. qualit. ol. feud. alien. poter. Surd. cons. 305. n. 3. Riminald. Jun. cons. 55. n. 2. Rosenthal. de feud. cap. 9. concl. 3. litt. T. & cap. 7. concl. 2. n. 7. & litt. L. & M. Giurb. de feud. in prælud. 6. n. 34.* Valde minus illud distrahere queat per delicta, quæ contractibus in subjecta materia parificantur à Jure, *ut in l. Omnes, ff. de Judic. l. Si filius, C. de bon. proscript. Bartol. in l. Si finita, §. de Vectigalibus n. 12. ff. de damn. insect. Clar. in §. Feudum, q. 84. Hartman. Pistor. q. 15. n. 2. lib. 2. Besold. cons. 153. sub n. 33. 44. 45. & 93. Rosenthal. de feud. cap. 11. concl. 11. n. 23. Giurb. de feud. §. 2. Glos. 12. n. 5. ubi, ex Menoch. Molin. & aliis, ampliat etiam ad Crimen læsæ Majestatis, Molin. de primogen. lib. 4. cap. 11. n. 7. Rusdorf. eod. tract. cap. 1. n. 34. & cap. 15. à n. 1. Torr. de success. in primog. p. 1. cap. 31. n. 17.* Videtur enim delinquens cum Fisco quasi contrahere, & in illum bona, ex quasi contractu, transferre *l. Imperatores, ibi: Tu te ipsam pœnæ subdidisti ff. de*

touchant la Paix d'Utrecht.

ff. de Jur. Fisc. Molin. præcit. cap. 11. v. 8. Torr. d. cap. 31. n. 18. Rosenthal. de feud. cap. 10. conclus. 4. n. 4.

Alterum est, quod secus penderet à potestate Vassalli privare Agnatum Feudo, facinus aliquod in illius fraudem committendo, quod esset magnum absurdum, ut ponderat præter alios *Hartman. Pistor. dicta q. 15. nu. 25. vers. 2.* quod licet regulariter non sit præsumendam, tamen dantur casus, in quibus culpa in successoris fraudem molita dijudicatur, ut si aliqua inter eos præexisteret inimicitia, vel animi livor. *Clar. §. fin. q. 78. n. 16. Bajard. ibid. n. 98. Menoch. præsumpt. 124. n. 5. lib. 3. Farinac. 4. 164. n. 129.* Vel si Possessor de ultimis comprehensivus careret Prole, ac spe illam legitimè suscipiendi, ità *ex Bart. Ruin. Grat. Bero. & aliis, notat. Fulgin. de emphyteus. tit. de solu. Canon. tit. 1. n. 54.*

Alterum verò fundatum super Jure naturali, quod non patitur unum puniri pro alio, cum poena suos tantum tenere debeat Auctores, nec progredi contra eos, qui procul à calumnia existunt. *l. Si quis in suo §. Legis C. de in officios. testam. Bosold. cons. 153. n. 46. Koppen. decis. 54. n. 24. Hartman. Pistor. q. 15. n. 15. & 34. lib. 2. Wesemb. cons. 6. n. 151. Rusdorff. cap. 16. à n. 18. ad plures seqq.*

Ubi verò secundæ huic opinioni adhærere non placeat, meherclè, nemo veritatis amator declinare poterit ab altera media,
que

Actes & Mémoires

quæ concilians D. D. diffidia, instruit. Feudum antiquum ex pacto, & providentia; ob offensam Vassalli in Dominum directum, non ità amitti, ut filii, & Agnati ab eo penitus arceantur, sed tantum donec vivit delinquens, post cujus mortem ad filios, eoquè faciliùs ad Agnatos debeant pervenire, hoc enim pacto habet Dominus injuriæ ultionem cum vita delinquentis duraturam, Agnatus verò id totum consequitur, quod sibi erat debitum Vassallo non delinquente, eo quod jus suum cum effectu ab illius tantum morte incipere poterat, juxtà optimam distinctionem *Iserniæ in cap. unic. §. denique, & in cap. 1. Si Vassal. feud. privat. cui deferat n. 7. & 8. Afflict. in tit. quæ sunt Regalia §. & bona committentium n. 5. Castrensj. in l. Si finita §. Si de Vectigalibus n. 6. ff. de damn. infect. Gigas. in rubr. de pœn. commiss. crim. læs. Majest. q. 3. n. 4. in fin. & q. 5. n. 8. Frecc. de author. & potest. Baron. lib. 2. author. 29. n. 1. & 2. Rudinger. contr. feudal. lib. 2. cap. 50. n. 4. Et hanc cum Menoch. Cravet. & aliis. veriore, & communem esse affirmat Besold. cons. 57. n. 101. Hartman. Pistor. d. q. 15. à n. 27. 30. & 32. Ubi in ea residet, & plurimis rationibus communit à n. 33. 36. 38. 40. 42. 45. & 57. respondendo ad Textus contrarios, usque ad finem Gail. de Pac. public. lib. 2. cap. 14. n. 9. Rusedorff. de vindic. Palatin. cap. 18. n. 6. optimè Itter. de feud. Imber. cap. 24. n. 10. Ubi post mortem Vassalli in felloniam delapsa*

touchant la Paix d'Utrecht.

delapfi tradit, etiam liberos privari, Agnatos verò, & Gentiles post obitum criminosi, ejusque filiorum ad Feuda esse admittendos, & hoc verius, ac rationi Juris Feudalis esse convenientius; allegando *Stevivum*, & *Mauritium*, cum pluribus aliis per eos citatis, qui hanc Sententiam sectantur, & sub n. 12. idem; confirmat in Crimine læsæ Majestatis contra Imperatorem patrato, ex *Miler. Rumelin. & cæteris*.

Æquissima hac opinione retenta; suffocantur omnes tumultus ex adverso incitati, explotis enim Textibus Feudalibus ad exclusionem Agnatorum objectis, qui intelligendi sunt de Feudo informi, vel hæreditario, non autem de Feudo ex pacto, & providentia, ut post *Imol. Castrens. Roman. Alex. & cæteros* distinguit *Hartman. Pistor. in relat. q. 15. n. 31. & 47.* à quo usquè ad finem aliis modis ad dictos Textus eruditè recurrit, latius *Rosenthal. de feud. cap. 11. q. 5. sub n. 7. & q. 7. itidem n. 7.* quod pariter observat *Rusdorff. d. tract. cap. 18. n. 2.* supprimitur illa meditatio desumpta ex tacita conditione perpetuæ fidelitatis Feudo primordialiter insita, quia potius congruit sensus, hoc ità à principio actum fuisse inter Dominum, & Vassallum, ut unusquisque proprii criminis pœnam luat, non autem, quod successor ex alterius delicto prægravetur, id quod adversantium considerationi præponderare debet, tanquam rationi naturali, & omnimodæ æquitati

Actes & Mémoires

tati subnixum, ut benè post *Cammerar. iæ* cap. 1. vers. *oppoño primo n. 34. an Agnat. vel Filius, animadvertit Hartman. Pistor. d. 9. 15. n. 32. § 35.*

Silent etiam ea, quæ dicebantur de quærela successori deneganda, ob malam gestionem administratoris in Feudo, quia cum administratio uicuique Feudi possessori ad vitam dumtaxat dici possit concessa, *Surd. cons. 18. n. 16. Pont. decis. 40. n. 7. Schrader. cons. 1. n. 89. Giurb. de feud. §. 2. glos. 12. sub n. 8. Rusdorff. in vindic. Palat. in præfat. n. 167. § 168. Capyc. Galeot. contr. foren. 49. n. 18. lib. 2.* Ità ut Principes dignitatum Feuda tenentes absoluto dominio non potiantur, sed sint veluti administratores, tutores, usufructuarii, & fideicommissarii. *Gail. obser. 72. n. 7. lib. 2. § de Pac. publ. lib. 1. cap. 14. n. 10. Hartman. Pistor. q. 6. n. 3. § 6. lib. 2. Rosenthal. cap. 9. concl. 50. n. 14. Malin. de primogen. lib. 1. cap. 19. Pont. decis. 40. n. 14. Giurb. de feud. §. 2. glos. 12. sub n. 1. Schrader. de feud. p. 6. cap. 6. n. 109. Rusdorff. eod. tract. cap. 15. n. 11. ubi ait, quod passim hoc nomine vocantur in recessibus Imperii.*

Idcirco per consequens innegabile, non potest administrator præjudicare principali per delictum, nisi donec vixerit delinquens, nec poena debet extendi ultrà vitam Vassalli, ad quam limitatum est illius Dominium, seu verius Dominii regimen. *Sonsbecca. de feud. p. 13. sub n. 6. vers. fallit postremè*

touchant la Paix d'Utrecht. 553

*ſtremò Capyc. in Inveſtit. feudal. cap. Feudat-
tariorum delicta, Colum. 2. §. Prælati in fin.
Ruſdorff. cap. 15. n. 8. 12. & 16. Sicuti à
pari Feudum Uxoris, quæ illius admini-
ſtrationem, vel ex pacto, vel ex conſuetu-
dine tribuit Marito, ob hujus felloniam,
non aperitur Domino abſolutè, ſed mor-
tuo Marito reſtituitur Uxori. Schrader. de
feud. p. 9. princip. p. 1. ſeſſ. 7. 9. q. ult. Ro-
ſenthal. cap. 10. concl. 5. n. 5. & per tot. Be-
ſold. conſ. 57. n. 119. & 120. uſque ad 126.
Ruſdorff. d. cap. 15. n. 8. & 9. ubi plenè
probat; Et ſimiliter, ſi Feudum Civitati
tuerit elargitum Adminiſtratore in Domi-
num criminante, Feudum Domino appli-
catur, ſed non diutius, quàm durante de-
linquentis vita, poſtquam Civitati remitti-
tur. Papiens in form. libet. quo agit. ad re-
vocat. feud. gloſ. nec ſuperſtitibus, Verſ. Ve-
rùm quod dixi Tuſc. litt. F. concl. 198. n. 24.
Sonsbecc. de feud. p. 13. n. 6. ad fin. Verſ.
fallit poſtremum, & n. ſeq. Schrader. de feud.
p. 2. partis nonæ princip. ſeſſ. 9. q. 35. n. 30.
& ſeqq. Ruſdorff. d. cap. 15. n. 8. & 9. ubi
concordantes Beſold. d. conſ. 57. n. 130. Ul-
trà quàm quod exploratiſſimi Juris eſt, in
mandato quantumvis generali, nunquam
intelligi conceſſam facultatem delinquendi,
vel mandantem ad pœnam obligandi, l. 3.
§. Si Procuratori, & ibi D. D. ff. quod cu-
juſq. univerſ. nom. quam cum aliis ad hoc
peculiare propoſitum expendit, Schrader,
de feud. 2. p. q. 1. princ. ſeſſ. 9. n. 52. Be-*

Jold. d. cons. 57. n. 127.

Neque dicatur cum *Bald. in cap. 1. §. Denique, sub n. 1. quæ fuit prim. caus. benef. amit.* prædictas Theses favore Ducis Vincentii hætenus allegatas *de jure communi* esse veras, prout *Bald.* metipse profitetur, sed jure consuetudinario scripto aliud servari, cum magis communiter D. D. indistinctè stent pro reversione Feudi ad Dominum; Etenim quatenus tenaciter in prima rigidissima opinione persistatur, rejecta distinctione adeò æqua, & tot rationibus convallata, nihilominus hoc Nos non terret, quia Omnes dictam Sententiam severe tenentes ultrò citroque fatentur, illam non procedere, nec attendi conditionem fidelitatis ab initio in Feudo impressam, quando ex investitura depræhenditur Dominum noluisse, quod unius Vassalli delictum successoribus quoque noxium evaderet. *Curt. Jun. de feud. p. 5. n. 3. Berlich. d. concl. 37. n. 29. & 30. Rusdortff. cap. 19. n. 13.* de qua voluntate sufficit constare etiam tacitè, vel ex conjecturis, licet non sit formaliter expressa, *Berlich. d. concl. 37. sub n. 30. Rosenthal. cap. 11. concl. 3. sub n. 4.* cum omnibus illicò recensendis.

Tunc autem resultare inquirunt hanc concedentis intentionem, cum Feudum præbetur Patri etiam pro Filiis, aut Agnatis specialiter nominatis, vel æqualiter cum eo contemplatis, sive cum Feudum datum est Generi, Familiæ, aut Posteris, sive un
cuique

touchant la Paix d'Utrecht. 555

cuique ex investitis, jure proprio, principaliter, & independenter ab alio, sive adjecta clausula, quod Feudum de uno in alium ex vocatis revertatur; His enim concurrentibus, (itâ tamen, ut una sufficiat de dictis circumstantiis, quia singulæ de per se parem habent operabilitatem) colligitur, eam fuisse mentem Domini, quod unius fellonia, nec Filio, nec Agnato infanti, ullum gignat detrimentum.

De nuncupatione speciali, quod nempe, licet non sit efficax ad acquirendam Filio portionem Feudi vivente Patre, attamen operetur, quod delictum Patris in Dominum directe commissum non noceat Filio, docuit *Rosenthal. cap. 9. concl. 66. n. 60. cum pluribus citatis in glos. G. & H. Berlich. concl. 37. n. 31. p. 3. & decis. 313. n. 24. Fulgin. de Emphit. tit. de solut. canon. q. 1. n. 49. Koppen. decad. 2. enucl. 15. n. 17. Giurb. de success. feud. prælud. 5. n. 44. & §. primo glos. 12. sub n. 13. Capyc. Galerat. contr. 48. sub n. 43. lib. 2. De Luc. de feud. disc. 46. n. 7. ubi testatur per Rot. Rom. ita fuisse decisum, Rusdorf. loc. citat. cap. 19. n. 7. 15. 26. & 30.*

De æquali contemplatione per Principem habita tam intuitu recipientis, quàm Filiorum, vel Agnatorum, scribit *Ulderic. Zas. de feud. part. 10. n. 98. Schrader. de feud. part. 5. cap. 2. n. 62. Monach. de feud. cap. 50. n. 56. Gaill. de pac. pub. lib. 2. cap. 14. n. 17. & cap. 18. n. 30. & seqq. Rosenthal.*

cap. 9. concl. 66. n. 61. & 62. cum plerisque
 videndis in glos. K. & cap. 11. concl. 3. n. 1.
 & in glos. A. Rusdorf. cap. 1. n. 38. & sub
 n. 61. & cap. 16. sub nu. 14. & cap. 19. n. 1.
 & 6.

De largitione facta Generi, Familiæ, vel
 Posteris, fidem perhibent Curt. Jun. de
 feud. p. 5. in rubr. feud. amiss. cui deferat.
 n. 4. & seqq. Brun. cons. feudal. 8. n. 14. &
 15. lib. 1. Cravet. cons. 404. n. 35. & cons.
 859. n. 12. & seqq. Roland. à Vall. cons. 29.
 n. 33. lib. 3. & cons. 74. eod. lib. 3. ubi ple-
 nè, Bursat. cons. 225. n. 187. Menoch. cons.
 305. n. 12. Besold. cons. 57. n. 112. Gaill. de
 pac publ. d. cap. 14. sub n. 8. Zas. de feud.
 n. 98. p. 10. Schrader. eod. tract. p. 5. cap. 2.
 n. 62. Farinac. q. 25. n. 93. Rusdorf. cap. 16.
 n. 50. & 51. & cap. 19. n. 16. 26. & 33.
 Giurb. de feud. §. 2. glos. 12. sub n. 5. ubi de
 more plurimos addit concordantes.

De concessione unicuique vocatorum fa-
 cta jure proprio, & independenti, Alvarot.
 in cap. §. Denique sub n. 9. in septim. con-
 clus. quæ fuit prim. caus. benefic. amitt. Dec.
 cons. 706. sub n. 15. Plot. cons. 66. nu. 24. lib.
 1. crimin. divers. Jacob. investitur. Feud. in
 verb. dictique Vassalli promiserunt il primo
 sub nu. 58. Vers. quarto limitabis, nisi in in-
 vestitura. Roland. cons. 1. num. 54. lib.
 Bursat. cons. 225. n. 187. Mozz. de feud. t.
 fin. sub n. 39. vers. limitatur primò. Pe-
 gr. n. de jur. fisc. lib. 5. tit. 1. n. 109. C.
 in §. Feudum q. 66. n. 4. Ulderic. Zas.

touchant la Paix d'Utrecht. 557

feud. part. 10. sub n. 102. vers. tertio fallit. Farinac. prax. crimin. q. 25. n. 39. Koppen. decis. 54. sub n. 16. junct. n. 119. ubi plurimi Germani concordantes, Schrader. cons. 1. n. 163. vers. similiter. Spad. apud Farinac. cons. 124. sub n. 15. lib. 2. ubi quod hæc conclusio est receptissima. Roxas de incompatibil. Règnor. p. 6. cap. 6. nu. 20. 21. & 37. Torr. de success. in majorat. p. 1. cap. 33. n. 124. & Rota Roman. apud eund. decis. 26. n. 3. & decis. 27. n. 10. Rusdorf. cap. 1. sub n. 62. & cap. 19. n. 14. 26. 31. & 32.

Tandem de Clausula reversionis de uno in alium, ut eum vel altera æquipollens eximat Filios, & Agnatos à privatione antiqui Feudi, licet offensa principaliter & directè tangat personam Domini directi, quia tunc omnes considerantur principaliter de per se, non tamquam successores primi investiti, sed tamquam primi successores, *cùm Bald. Alvarot. Alex. Dec. Alciat. Curt. Jun. Boss. Roland. Jacobin. resolvit. Farinac. d. q. 25. n. 39. Zas. d. par. 10. n. 102. sub vers. tertio fallit. Sonsbec. de feud. q. 13. sub n. 6. vers. fallit quarto. Hariman. Pistor. lib. 2. q. 16. n. 27. Schrader. de feud. p. 5. cap. 2. nu. 62. & cons. 1. sub n. 163. Vers. similiter. Besold. cons. 57. nu. 109. & 110. quod consilium fuit approbatum per totam Academiam Tubingensem, ut ibi in fine est adscriptum. Berlich. concl. 37. n. 29. part. 3. Rosenthal. cap. 11. concl. 5. & in glos. H. Rusdorf. cap. 19. sub n. 8. 9. & 11.*

tuam adventus, speciali Diplomate superius enunciato diei 22. Septembris 1433. in quo præhabita narrativa eorum, quæ nunc retulimus, eundem Joannem Franciscum, & ob ejus, Atavorumque merita, illius Descendentes legitimos, Mantuæ Marchiones constituit, & inter Illustres S. R. I. Principes solemnissima Pompa cooptavit, Dominio Civitatis, Territorii, & Districtus eidem concessio, & refirmato prò se, ejusque Filiis legitimis Masculis, & Successoribus in perpetuum, cum expressa concessione omnium Regalium majoris spheræ; Postque sine prævia alterius petitione, ita benignissimè statuit, & decrevit.

Caterum ad declarationem sæpè nominatarum supra concessionum, utque de earum ordine omnis ambiguitas auferatur, & tollatur omnis materia quæstionis, confusionisque omnis possibilis dubietas extirpetur, detur autem potius clarus, & determinatus succedendi in prædicta Marchionali dignitate, ac omnibus, ut supra concessis, stilus, & ordo: Hoc præsentì Nostro Imperiali Edicto in perpetuum valituro jubemus, dicimus, & sancimus, quod Primogenitus tuus, Marchio Joannes Franciscus, Masculus ex vero, & legitimo Matrimonio ex Te natus, in Marchionatu, ac Marchionali dignitate, ac Fendo præfatis, ac cæteris omnibus, & singulis supra concessis, & indultis, Tibi succedat, aliisque Fratribus suis, & Filiis Tuis legitimis præferatur.

touchant la Paix d'Utrecht. 561

Et quod dicto Primogenito Tuo decedente etiam Te vivente, Filius primogenitus Masculus, ex legitimo Matrimonio ortus dicti Primogeniti, præferatur Patruis, & aliis quibuscumque in successione Marchionatus præscripti Feudi, & aliorum superius concessorum, quod, quoad prædictam concessionem in singulis Primogenitis Masculis, ex legitimo susceptis Matrimonio, descendantium à Primogenitis legitimis, ut supra descendantibus, volumus observari.

Deinde ordinata inter secundogenitos, uniformi vocatione in casu defectus totius lineæ Primogeniti, ita præcisè declaravit.

Intelligendo tamen, quod illi Primogeniti succedentes ad Regimen Marchionatus præfati sint habiles, & idonei, sani mente, & ratione, alioquin repertis illis Primogenitis, & eis qui ordine superscripto successuri sunt, in defectu rationis, & mentis, aut aliis defectibus legitimis, & justis, successio in proximam post eos sanum mente, & indefectuosum, ut præmittitur; ordine superscripto transferatur.

Neminem enim fugit, quod in Primogenituris, & potissimum prædicta serie initutis continentur omnes illæ qualitates, & circumstantiæ, quæ per D. D. exoptantur ad evincendam mentem institutoris, pro inculpabilitate, & exemptione cujuslibet vocati, qui non peccavit, à pœnis emeritis per alterum Primogenituræ possessorem, qui privatione se dignum reddidit ob aliquod

immanissimum scelus, etiam læsæ Majestatis humanæ, & divinæ; Quandoquidem Primogenitus successor non capit à Patre, vel alio delinquente, sed à primo Majoratus, vel Primogenituræ institutore, & succedit, non vigore substitutionis, vel transmissionis de successore in successorem, sed tamquam virtute novæ vocationis, recta via à primo disponente in ipsum substitutum directæ. *Molin. de primog. lib. 1. cap. 8. n. 21. & cap. 9. n. 3. & 4. Mart. de success. leg. part. 4. q. 2. art. 11. nu. 108. Rosenthal. de feud. cap. 11. glos. 6. nu. 2. p. decis. 39. nu. 21. & decis. 40. nu. 7. Menoch. cons. 352. n. 17. Bellon. de Jur. accresc. cap. 7. q. 19. n. 218. Giurb. de feud. §. 2. glos. 12. sub n. 2. & sub n. 6. ubi ex Pereir. decis. 25. n. 11. & aliis, ait, quod omnes futuri successores intellectualiter comprehenduntur in persona primi acquirentis. Torr. de success. in majorat. part. 1. cap. 13. n. 18. & cap. 31. ante n. 68. Rusdorf. in vindic. Palatin. cap. 1. nu. 16. 24. & seqq. Roxas. de incompatibil. Regn. part. 3. cap. 2. n. 33. Imo quilibet Primogenitus dicitur etiam Primogenituram capere, ne dum ab institutore, sed etiam à Deo, quia capit non tantum ut Filius, sed etiam ut Primogenitus, quod à Dei munificentia procedit, Pont. lect. feud. 12. n. 44. 50. & 51. Giurb. de feud. §. 2. glos. 10. n. 63. Rusdorf. d. cap. 1. à n. 16. ad plures seqq. Torr. de success. in major. part. 1. cap. 53. n. 2. & seqq.*

touchant la Paix d'Utrecht. 563

Idcirco quilibet Primogenitus dicitur habere jus non quærendum, sed quæsitum, mediante vocatione primi Institutoris formatum, & adeptum, ac radicatum ex spe firma, & invariabili in eo instanti, quo facta est erectio Primogenii. *Bald. in l. cum antiquioribus n. 11. C. de jur. delib. Cancer. lib. 3. resol. cap. 21. nu. 269. Molin. de primogen. lib. 3. cap. 4. nu. 14. cum aliis quos commendat Giurb. de feud. §. 2. glos. 10. n. 73. Itter. de feud. Imper. cap. 9. sub nu. 27. vel in eo momento, quo ex utero Matris in lucem prodit, Castrens. cons. 164. sub n. 5. lib. 2. Menoch. cons. 42. n. 11. §. 37. Valenzuel. cons. 97. n. 2. Molin. de primogen. lib. 3. cap. 6. nu. 57. Altograd. Jun. contr. 59. n. 16. §. 17. Roxas d. cap. 2. sub n. 33. Torr. eodem tract. part. 1. cap. 41. §. 7. n. 17. vel etiam in ipso conceptionis actu, ut compluribus probat Rusdorf. ibidem cap. 6. per tot. §. cap. 7. n. 56. Quod jus compegit etiam vivente Patre, vel Antecessore, Torr. ibidem part. 1. cap. 31. nu. 68. §. Menoch. cons. 805. n. 4. 5. §. 27. Knipschild. de fideicom. famil. nob. cap. 16. n. 312. idque magis verificatur de facto in specie nostri casus, in quo discernitur ad evidentiam, ita præcise ordinasse Imperatorem Sigismundum in recitato ejus Decreto, per illa in Joannem Franciscum effata, ibi: *Et quod dicto Primogenito Tuo decedente etiam Te vivente, Filius Primogenitus Masculus ex legitimo Matrimonio ortus dicti Primogeniti**

preferatur Patruis, & aliis quibuscumque;
 Per ea enim verba: *Te vivente:* revelatur,
 veluti per speculum, limpida loquentis in-
 tentio. *l. his autem 22. q. 2. M. Tull. in Orat.*
pro A. Cecin. Valenzuel. cons. 162. n. 18.

Quamvis ideo successor consequatur Pri-
 mogenituram in illo tantum instanti, quo
 verificatur conditio, vel venit dies ejus vo-
 cationis, attamen illam apprehendit, non
 ex jure transmissio, sed ex propria persona
 sublato de medio procedente possessore. *Valenz. cons. 97. n. 9. Phæb. decis. Portugal.*
104. n. 43. Solorzan. de Jur. lib. 2. cap. 19.
n. 4. & seqq. Mans. consult. 297. n. 25. vers.
& magis. De Luc. de lin. legal. art. 27. sub
n. 22. Torr. de success. in majorat. part. 2. q.
43. nu. 48. decis. Sicil. apud De Luc. de feud.
n. 174. Nam tunc incipit operari jus pro-
 prium acquisitum immediate ab eo, qui
 Primogenituram ordinavit, licet tunc us-
 que per occupationem alterius primonati,
 fuerit suspensum, *Castren. cons. 164. col. 4. in*
fin. Vers. & tunc incipit habere locum aliud
Jus, lib. 2. Ijern. cap. 1. n. 9. de success. feud.
& cap. Imperialem §. præterea Ducatus, n.
28. & 29. de probib. feud. alien. Decian. cons.
16. n. 8. lib. 4. Menoch. d. cons. 808. nu. 31.
Molin. de primogen. lib. 3. cap. 6. n. 37. Schra-
der. de feud. cap. 1. n. 46. Gratian. discept.
247. nu. 10. & discept. 554. n. 11. & 12.
Giurb. d. glos. 12. nu. 3. Capyc. Galeot. contr.
forens. 1. n. 26. & 27. lib. 1. Robles. de re-
præsent. lib. 1. cap. 11. nu. 21. Torr. d. p. 1.
cap.

cap. 13. sub n. 18. vers. attamen, & n. 19. Roxas. d. cap. 2. sub n. 33. pulcherrimè Inter. de Feud. Imper. cap. 9. sub n. 27. quod æque procedit, siue modernus successor sit descendens, siue collateralis, quia cuncti indifferentè veniunt per quandam speciem successorii Edicti, ut sentiunt omnes præcitati, & individualiter Robles. d. cap. 11. n. 22. Castell. contr. lib. 3. cap. 19. n. 168. cum duob. seqq. Torr. memorat. cap. 13. nu. 20. Nec enim est novum, quod fiat hodie perfecta juris acquisitio, sed ejus effectus differatur in diem, vel in mortem alterius, qua secuta, retrotrahitur ad tempus primi actus, Giurb. de Feud. §. 2. glos. 10. n. 76. Prout evenit in donatione facta cum clausula ex nunc pro tunc, in qua pariter idem verificatur, Thesaur. quæst. for. 82. n. 3. lib. 2. Pont. lect. Feud. 12. n. 49. Cost. de retrotract. cap. 10. Faber. in Cod. sui nominis, lib. 7. tit. 7. definit. 35.

Dimanat etiam ex præmissis, neutrum ex Vocatis habere diversum, vel majus jus quam alter, Roxas præcit. cap. 2. sub n. 33. quia imo habentur, veluti si essent simultaneè vocati, Tiraquel. de Primogenit. q. 40. n. 99. Frecc. de sub Feud. lib. 2. fol. 73. pag. 1. n. 16. Schrader. cons. 6. à n. 6. & 7. Giurb. d. glos. 12. sub nu. 3. licet unus vocetur donec vivit, & alter post illius mortem, Cappyc. Galeot. contr. 49. n. 18. lib. 2. Surd. cons. 108. n. 16. Pont. decis. 40. n. 7. Cum aperti juris sit, Dominium posse dari uni ad

preferatur Patruis , & aliis quibuscumque ;
 Per ea enim verba : *Te vivente :* revelatur ,
 veluti per speculum , limpida loquentis in-
 tentio. *l. his autem 22. q. 2. M. Tull. in Orat.*
pro A. Cecin. Valenzuel. cons. 162. n. 18.

Quamvis ideo successor consequatur Pri-
 mogenituram in illo tantum instanti , quo
 verificatur conditio , vel venit dies ejus vo-
 cationis , attamen illam apprehendit , non
 ex jure transmissio , sed ex propria persona
 sublato de medio procedente possessore. *Valenz. cons. 97. n. 9. Phæb. decis. Portugal.*
104. n. 43. Solorzan. de Jur. lib. 2. cap. 19.
n. 4. & seqq. Mans. consult. 297. n. 25. vers.
& magis. De Luc. de lin. legal. art. 27. sub.
n. 22. Torr. de success. in majorat. part. 2. q.
43. nu. 48. decis. Sicil. apud De Luc. de feud.
n. 174. Nam tunc incipit operari jus pro-
 prium acquisitum immediate ab eo , qui
 Primogenituram ordinavit , licet tunc us-
 que per occupationem alterius primonati ,
 fuerit suspensum , *Castren. cons. 164. col. 4. in*
fin. Vers. & tunc incipit habere locum aliud
Jus , lib. 2. Ijern. cap. 1. n. 9. de success. feud.
& cap. Imperialem §. præterea Ducatus , n.
28. & 29. de probib. feud. alien. Decian. cons.
16. n. 8. lib. 4. Menoch. d. cons. 808. nu. 31.
Molin. de primogen. lib. 3. cap. 6. n. 37. Schra-
der. de feud. cap. 1. n. 46. Gratian. discept.
247. nu. 10. & discept. 554. n. 11. & 12.
Giurb. d. glos. 12. nu. 3. Capyc. Galeot. contr.
forens. 1. n. 26. & 27. lib. 1. Robles. de re-
præsent. lib. 1. cap. 11. nu. 21. Torr. d. p. 1.
cap.

touchant la Paix d'Utrecht. § 65

cap. 13. sub n. 18. vers. attamen, & n. 19. Roxas. d. cap. 2. sub n. 33. pulcherrimè *Iter. de Feud. Imper. cap. 9. sub n. 27.* quod æque procedit, sive modernus successor sit descendens, sive collateralis, quia cuncti indifferentè veniunt per quandam speciem successorii Edicti, ut sentiunt omnes præcitati, & individualiter Robles. d. cap. 11. n. 22. *Castill. contr. lib. 3. cap. 19. n. 168. cum duob. seqq. Torr. memorat. cap. 13. nu. 20.* Nec enim est novum, quod fiat hodie perfecta juris acquisitio, sed ejus effectus differatur in diem, vel in mortem alterius, qua secuta, retrotrahitur ad tempus primi actus, *Giurb. de Feud. §. 2. glos. 10. n. 76.* Prout evenit in donatione facta cum clausula *ex nunc pro tunc*, in qua pariter idem verificatur, *Tbesaur. quæst. for. 82. n. 3. lib. 2. Pont. lect. Feud. 12. n. 49. Cost. de retrotract. cap. 10. Faber. in Cod. sui nominis, lib. 7. tit. 7. definit. 35.*

Dimanat etiam ex præmissis, neutrum ex Vocatis habere diversum, vel majus jus quam alter, *Roxas præcit. cap. 2. sub n. 33.* quia imo habentur, veluti si essent simultanei vocati, *Tiraquel. de Primogenit. q. 40. n. 99. Frecc. de sub Feud. lib. 2. fol. 73. pag. 1. n. 16. Schrader. cons. 6. à n. 6. & 7. Giurb. d. glos. 12. sub nu. 3.* licet unus vocetur donec vivit, & alter post illius mortem, *Cappyc. Galeot. contr. 49. n. 18. lib. 2. Surd. cons. 108. n. 16. Pont. decis. 40. n. 7.* Cum aperti juris sit, Dominium posse dari uni ad

In quorum consequentiam unusquisque, & Primogenitus admittitur ad successionem post mortem ultimi possessoris, non tamen *pro ut ex nunc*, sed *pro ut ex tunc*, id est à principio erecti Primigenii. Decian. resp. 117. n. 34. lib. 3. Schrader. conf. 1. n. 46. Giurb. d. glos. 12. n. 3. Roxas d. cap. 2. sub n. 33. Et ulterius, quia Primogenitus, etiam in vita prædecessoris, habet jus adedò radicatum in Primogenitura, ut reputetur, ac si jam successisset. Torr. p. 1. eod. tract. cap. 33. n. 103. Alix. Barbof. Alvarez. & alii, cum quibus quidem firmat, Roxas de incompatib. p. 4. cap. 1. n. 69. Mynsinger. Schurf. & cæteri, quos addit Rusdorf. cap. 1. n. 46. & cap. 13. n. 22. Idedò succedens in Primogenitura venit ad possessionem magis continuative, quàm per viam novæ adoptionis, & post mortem antecessoris bona non acquirit, sed jam acquisita retinet, Koppen. Sen. conf. 2. sub n. 34. ubi concordantes Mart. de success. p. 4. q. 21. art. 18. n. 16. Mantic. de tacit. lib. 23. tit. 27. nu. 2. Valenz. conf. 60. n. 17. & conf. 69. n. 54. Giurb. de Feud. §. 2. glos. 11. sub nu. 74. Amat. resol. 2. n. 47. Rusdorf. cap. 1. n. 47 & cap. 13. à n. 24. ubi latissimè. De Luc. d. lin. leg. art. 9. nu. 30. Torr. de success. i majorat. part. 2. cap. 33. n. 106.

Liquet propterea, & tangitur ad oculu in Primogenitaris, & præsertim ab ext neo conditis per propriæ voluntatis imp sum, non ad acquirentis instantiam, sà

superquè mensuram intercedere omnes clausulas, & circumstantias, per quarum accessum D. D. arbitantes, Vassallum præjudicare successori, committendo crimen in personam Domini, & contrà fidelitatis juramentum, dant manus victas, admittendo, successorem quamlibet pœnam evadere ex mente concedentis, qui noluit unius conditionem, per alterum fieri deteriore, quæ quidem eo fortiùs locum obtinent, ubi, ut in casu, res est de Feudis dignitatum majorum, cum largitione Regalium, quæ tamquam nobilia, & pretiosa, non veniunt jurè successionis, sed sanguinis, gentilitatis & familiæ, quam respexisse videtur primus concedens, Gail. de pac. public. lib. 2. observ. 13. n. 17. & observ. 14. n. 7. Rusdorf. vindic. Palatin. cap. 1. n. 54. Feuda enim cum tali dignitate dicuntur Feuda Primogenitorum, Mastrill. de Magistrat. lib. 4. cap. 12. per tot. ubi respondet omnibus objectis, & reprobatur contrarium tenentes; Et ordo Primogenituræ in Feudis dignitatis necessarius reputatur ex jure politico, Aëtolin. resol. 31. n. 8. Boscol. apud De Luc. de Feud. in contr. Feudal. art. 4. per tot. quare in ipsis non succeditur secundum communem usum Feudorum, Rusdorf. d. cap. 1. n. 14. & cap. 12. à n. 57. ad 65. ubi inquit, Textus contrarios consuetudinum Feudalium non procedere, nec ullam vim habere in Principatibus majora Regalia obtinentibus, eo etiam, quia multa est differ-
rentia

rentia inter successionem privatorum in Feudis particularibus, & illam Principum in integris provinciis; nam Principatus, & Feuda Regalia dignitatum ex pacto & providentia, ad certam familiam, certasque personas in investituris expressas, per concedentem, restricta, ita sunt alligata, ut nulla ratione, & modo, nullo prætextu, & titulo, nec ullo ultimi præcessoris facto, five ex contractu, five ex maleficio, jus successionis competens liberis, & Agnatis, dum adhuc existunt in lumbis parentum, per conventionem, & obligationem utrinque confirmatum, & per primam investituram acquisitum, & appropriatum adimi, confiscari, & in alium transferri possit, & potissimum, quando hujusmodi Feuda sunt in Primogenituram erecta, quia in idem finem influunt jura naturæ, sanguinis, & divinum, quæ sunt immutabilia, ut pleno calamo hoc inducens etiam ex dispositione Aureæ Bullæ, firmat Rusdorf. d. cap. 1. n. 11. 12. & 13. & cap. 4. per tot. & cap. 6. per tot. & cap. 7. nu. 56. & cap. 10. n. 44. ubi, quod ideo Filius non debet portare iniquitatem Patris, & cap. 16. n. 12. 13. & 14. quod etiam resolvit Monach. de Feud. cap. 50. n. 6. Gram. Peguer. Tapia & cæteri per Giurb. de Feud. §. 2. glos. 10. nu. 69. Gail. lib. 2. de pac. pub. cap. 14. n. 17. Menoch. conf. 805. n. 4. 5. & 27. Molin. de primog. lib. 4. cap. 11. n. 53. Roxas d. par. 3. cap. 2. n. 33. Torr. d. cap. 31. n. 69. p. 1. Koppen.

pen. sen. decis. 54. n. 14. & 15. Hartman. Pist. obser. 41. n. 19. & 11.

Hic tamen non sistunt, licet tranquille sistere possent jura Ducis Vincentii, sed altius ascendunt; Quatenus enim rationes hactenus cumulatæ, & desumptæ à præcitata Investitura Augustissimi Sigismundi, jurgiis adhuc remanerent obnoxie, quod sit dictum per modum suppositionis impossibilis, & nulla arte verificabilis, omnes ambiguitates irent eliminatæ, insimul combinando dispositionem Pacis Ratisbonensis in Artic. IV. Decretum Imperiale ad normam dictæ pacis editum, de quo in calce præsentis sub litera C. Investituram ab Augustissimo Ferdinando II. datam die 2. Julii 1631. præfato Duci Carolo Nivernensi, de Ducatu Mantuano, cum individuali exceptione Terrarum, & Locorum Guastallenfi Duci adjudicatorum, pro ut ex ejusdem Investituræ tenore, de quo in fine sub litera F. & conventiones in ejus executionem subsequetas, pro dirimenda acerrima lite, tunc etiam in Foro Martis diu exagitata inter Duces Nivernensem, & Guastallensem, utrinque pro successione Mantuani Ducatus decertantes; ab his enim strictior petenda est hujus causæ decisio, quia in judicandis, & definiendis causis Feudalibus, iis præsertim, quæ ad Feuda Imperii, & Principum virorum fortunas, horumque Filiorum, & Agnatorum Jura quæsitæ, & successiones, Feudique amissionem propter felloniam à

Vas-

Vassallo commissam spectant, & pertinent. ad pacta Familiæ, ubi sunt, ut hæc, Imperiali placito roborata, præcipuus recursus est habendus, Rusdorf. cap. 22. nu. 11. 30 & seqq. nedum enim vim legis habent. Calderin. conf. 7. de constit. Signorol. conf. 245. Gail. lib. 2. observ. 127. nu. 9. Dauth de testam. n. 87. Sed insuper adeo ad unguem sunt servanda, ut ex eis cessent, & abrogatæ jaceant Leges in omni materia sed potissimum in Feudis, Afflict. decis. 265 n. 102. Natt. conf. 49. n. 19. Schurff. conf. 98. n. 2. cent. 1. De Luc. de feud. disc. 3 sub n. 2. Weseembec. conf. 15. n. 73. p. 1. Besold. conf. 57. n. 168.

Siquidem, cum in adimplementum dictæ Pacis Ratisbonensis, Augustissimus Imperator Ferdinandus II. peculiaribus ejus litteris, ad Parmæ Ducem inscriptis, quarum tenor in fine præsentis utique subjicietur sub littera D. decreverit, Cæsarem Gonzagæ Guastallæ Ducem (prævia adjudicatione illi facienda, prout facta fuit duarum ex Terris Mantuanis, Luzzariæ scilicet, & Reggioli, cum omni superioritate, & Jurisdictione, uti Prædecessores Mantuæ Duces possidebant) teneri facere renunciationem individualiter à sua S. C. M. præscriptam sequentis formalis tenoris.

Ut mea ex parte quartum capitulum Pacis Ratisbonensis plenè exequatur, & Voluntati S. C. M. Domini Nostri Clementissimi debita submissione obediam: Ego omnibus præ-
tenfio

touchant la Paix d'Utrecht. 573

tenſionibus meis, meorumque heredum, & descendendum ad Ducatum Mantuanum in favorem Domini Ducis Caroli, ejusque lineæ Masculinæ renuncio, ut in eodem Capitulo expressum est, reservans tamen mihi, meisque heredibus, & descendentibus, in defectum præfatæ lineæ Masculinæ, (quod Deus avertat) immediatam successionem ad dictum Ducatum Mantuanum.

Ex præcitato Decreto Cæsareo, per Guastallæ Ducem de verbo in verbum adimpleto, & ideo cujusdam novæ concessionis Feudalis constitutivo, quæ etiam sine solemni investitura fieri potest, utpote quia Imperator non modo per particulare Diploma, sed solo quoque nomine, vel quibuslibet aliis signis, & symbolis voluntatem indicantibus investire dicitur de Feudo Imperiali, Irenic. ad Burgoldens. super Instrum. pac. Cæsar. Suecic. in mantiss. art. 4. §. quod si verò, in Verb. investitura. Schenck. de Feud. tit. 25. n. 3. & sub n. 4. lib. 1. Klock. conf. 145. n. 48. junct. n. 43. Itter. de Feud. Imper. cap. 9. sub n. 1. De Luc. de regal. disc. 161. n. 61.

Scatet non tantum perspicua nominatio præcisa sub qua Gloriosissimus Ferdinandus II. Duces Guastallenses ad successionem Mantuani Ducatus eveniente casu ibi meditato accivit, per quam nominationem, non præsumpta, sed manifesta, & litteralis apparet contemplatio per Cæsaream Majestatem habita, intuitive ad Guastallæ Duces,

ces, saltem æquè principaliter, quæ operatur unius felloniam alteri innocenti esse innoxiam, ut superius abundè fuit præostensum, & terminanter notant Schrader. conf. 1. sub n. 163. Vers. similiter. Spada apud Farinac. conf. crim. 124. sub n. 15. lib. 2. Ubi etiamsi scriberet pro Fisco, cujus erat Advocatus, nihilominus ingenue admittit hoc esse receptissimum. Rosenthal. de Feud. cap. 9. concl. 66. n. 61. & 62. & cap. 11. concl. 3. cum multis videndis, hic in glos. A. & ibi in glos. K.

Verum etiam liquidò constat, Guastallæ Duces sibimetipsis quæsi^{visse} irrevocabile & firmum Jus succedendi in Ducatu Mantuano, in eventum deficientis lineæ Masculinæ præfati Ducis Caroli, & quidem ex facto proprio non deducto ex solis verbis primæ investituræ, & ex D. D. interpretatione, sed ob singulare meritum, & actum positivum dictæ renunciationis expletum, & in propriam perniciem consummatum, ut obtemperarent Jussibus Cæsareis; Inspecto potissimum, quod sine præmissa eorum renunciatione, Imperator, qui jam Ducatum Mantuanum declaraverat cecidisse incommissum, & illum vi, & armis occupaverat, de Jure non poterat Feudum ipsum, vel per anteriora jura, vel per felloniam devolutum in dictum Ducem Cæsarem, uti majorem Agnatum remittere Duci Carolo, sine consensu Guastallensis, cui jus fuerat adeptum. Wesembec. conf. 42. n. 107. Vers. Qui

touchant la Paix d'Utrecht. 575

Qui non consentiunt. Berlich. decis. 310. n. 13. & 14. Rosenthal. cap. 10. concl. 39. sub n. 2. & glos. B. Klock. conf. 159. n. 4. & seqq. lib. 3. Itter. de Feud. Imper. cap. 23. n. 8.

Nequit enim negari, quin talis renunciatio, ad mentem Cæsarei Decreti eodem pacto affecta, præ se ferat quandam speciem investituræ simultaneæ, quæ nihil aliud est, quàm jus futuræ successionis conditionale, dependens à contingenti, si Vassallus decedat sine liberis, Jason. conf. 18. 4. lib. 1. Hennis. conf. Feud. 6. n. 4. Wesembec. conf. 6. n. 178. Carpzov. decis. Saxon. 279. n. 20. Gail. observ. 1. n. 15. lib. 2. Hartman. Pistor. obser. 41. n. 10. & 11. vel redoleat conjunctionem manus in Foro Germanico, usitatam, quæ idem operatur, ac jus stabilitum agnationis, descendens ex jure communi Feudali, Koppen. decad. 3. enucl. 1. n. 9. Hartman. Pistor. p. 2. q. 20. n. 6. vel sapiat pactiorem in Germania, confraternitatem vulgò appellatam, & moribus approbatam, per quam, scilicet inter Illustres Familias Cæsaris autoritate conventum est, ut altera earum extincta, Principatus, & Territorium Feudale certa successionis lege, alteri deferatur. Itter. de Feud. Imper. cap. 17. n. 1. & 6. ubi plurimas hujusmodi conventiones recenset. Knipschild. de fideicomm. famil. cap. 5. n. 45. Klock. conf. 114. n. 17. & seqq. lib. 3. Rusdorf. cap. 22. n. 36. Carpzov. de leg. Reg. Ger-

man

man. cap. 6. sess. 7. n. 1.

Compertum autem est, Feudum non aperiri Domino licet à possidente in eum fuerit maximum crimen perpetratum, sed ad Agnatos devolvere, quando simultaneam habent investituram, Simon. Ulderic. in addit. ad Hartman. q. 15. lib. 2. Vers. cùm enim, ubi subjungit, quod omnes hoc expressè fatentur. Rosenthal. de feud. cap. 9. membr. 2. concl. 65. n. 13. 14. & 15. & sub n. 16. Wesembec. conf. 9. sub n. 52. part. 1. ubi latè hoc probat. Carpzov. decis. Saxon. 76. n. 17. ubi quod simultanea investitura non tribuit jus conditionale, sed purum, Gail. de pac. publ. obser. 1. n. 15. lib. 2. Hartman. Pistor. obser. 4. n. 10. & 11. Rusdorf. cap. 15. n. 22. ac quando conjunctio manus intercessit, Simon. Ulderic. ad Hartman. d. q. 15. vers. cùm enim. Koppen. decis. 54. sub n. 16. nec non, & quando confraternitatum pacta intervenerunt, Cæsareo tamen placito roborata, quia producant jus radicatum in personis comprehensis, & ad ipsarum hæredes masculos transitorium, non personale, & temporaneum sed reale, & perpetuum, quod nec contrahendo, nec delinquendo tolli, aut minui potest. Ernest. Cothman. conf. 74. n. Engelbrecht, Reinking. & alii, quos secutus Rusdorf. cap. 22. n. 36. & 39. Rosenthal. cap. 9. membr. 2. concl. 65. n. 10 cap. 11. concl. 2. n. 6. Itter. de feud. lib. 1. cap. 17. n. 13. & cap. 23. sub n. 8. hinc
ex

exigitur in his pactionibus Imperialis auctoritas, & confirmatio pro forma, ut memorant Gail. obser. 127. lib. 2. Carpzov. d. cap. 6. sess. 7. n. 36. Iter. cap. 17. n. 10. quia multum interest Majestati Cæsareæ, ne commodum ex aperiendis alioquin Feudis, sibi tamquam Domino intercipiatur: Iter. cum aliis concordantibus sub eodem n. 10. & in terminis punctualibus n. 14. ubi quærendo, an bona, quæ gentilitiis pactionibus sunt comprehensa, si ex paciscentibus ultimus possessor læsæ Majestatis crimini se obnoxium reddiderit, possint successori pædito adimi, ait, hoc fuisse vehementer disputatum inter Comites Sulmenses, & Ludovicum Hassiæ Lantgravium, & quæstionem fuisse decisam ad favorem successoris, pro restitutione bonorum, ut verè ita definitum legimus in Pacificatione Osnabrugensi, ex instrumento pacis, art. 4. §. 32. & 33. relat. per Pfaner. post histor. de pac. fol. Mihi 22.

In summa, quando Agnatus sibi paravit jus succedendi facto proprio, sive tale factum habeat faciem Investituræ simultaneæ, sive conjunctæ manus, sive gentilitiæ Confraternitatis, sive quomavis nomine nuncupetur, sive remaneat in terminis facti puri, simplicis, & anonymi, continuò, & perenniter, principium est in Jure verissimum, & inconcussibile, quod delictum Patris, vel cujuslibet alterius Vassalli in Principem, ejusque Majestatem conspirantis,

non obest Filiis, eoque minus Agnatis successoribus, Besold. conf. 37. n. 109. 110. & seqq. Simon. Ulderic. in addit. ad Hartman. ejus Patrem, lib. 2. q. 15. vers. eum enim. Rosenthal. cap. 9. membr. 2. concl. 65. n. 10. ubi ita statuit, etiam si acquisitio per proprium factum non sit pura, sed conditionalis, de quo licet dubitare videatur in d. concl. 65. sub n. 16. attenta difficultate contra se ipsum excitata, super qua ibi remanet in ancipiti, & dicit velle cogitare, attamen articulum reassumendo in cap. 11. concl. 2. n. 6. illum pro hac opinione resolvit; Monach. de Feud. cap. 23. n. 13. & in partic. 1. n. 38. Koppen. decis. 54. sub n. 16. Gail. obser. 1. n. 15. lib. 2. Idem Hartman. Pistor. obser. 41. n. 10. & 11. Rocc. disput. 1. n. 72. vers. Ulterius, ubi hoc admittit, etiamsi totis viribus tueretur jura Fisci in famigerata causa Frangipana, ob enormia delicta læsæ Majestatis in personam, & statum Imperatoris. Rusdorf. cap. 15. n. 22. Idemque determinant etiam illi, qui loquuntur de Feudo ob singulorum merita impertito, Schrader. conf. 1. n. 163. vers. similiter. Spad. pænes Farin. conf. crim. 124. sub n. 15. lib. 2. Rusdorf. cap. 19. n. 14. 26. 31. & 52. Sonsbec. de Feud. q. 13. sub n. 6. vers. fallit quartò; Adstipulantibus eidem Duci Vincentio ejus Ascendentium meritis, per Imperatorem Sigismundum contestatis in præcitata primordiali investitura, quibus se motum fuisse, litteraliter

profitetur, cùm etiam in idem suffragentur servitia, quæ ab hæredibus in futurum sperantur, Schrader. de Feud. p. 5. cap. 2. n. 62. & in idem confert Rusdorf. cap. 15. n. 54.

Quandoquidem ubi Agnatus proprio facto sibi quæsitum jus formatum in Feudo, etiam vivente altero possessore, silent omnes Textus Feudales in contrarium adducti favore Domini; quia nulla Lex reperitur in toto Jure Feudali, neque alibi, quæ velit quempiam privandum esse Feudo, vel Jure ad Feudum, per propriam providentiam quæsito, & quæstio non intrat, quando Agnati prætendunt jam quæsisse per se ipsos jus in Feudo, quia hoc casu ipsis non præjudicat alterius delictum. Spad. apud Farinac. d. conf. 124. sub nu. 15. Rusdorf. cap. 15. n. 22. nec ulla Lex loquens de crimine læsæ Majestatis aufert Filio jus creatum vivente Patre, sed solum potentiam succedendi in iis, quæ eo tempore acquisita non erant, Boer. decis. 7. n. 6. Gomez. ad l. Tauri, 40. n. 91. vers. tertio. Molin. de primogen. lib. 4. cap. 11. n. 52. Torr. de success. in majorat. part. 1. cap. 31. n. 69.

Hæc quæ tanti sunt roboris, ut certissimam præberent Victoriæ, etiam in terminis investituræ simultaneæ, conjunctæ manus, Confraternitatis, & aliarum similium dispositionum, in quibus successor ut plurimum contendit de lucro captando, & de Feudo potius quærendo, quàm quæsito,

vel saltem quæsito per titulum lucrativum, & ubi Imperatoris autoritas interjicitur simpliciter per assensum permissivum, multo majoris evadunt momenti in subjecto casu, in quo Dux Guastallæ agit de damno vitando, hoc est, de sibi asservando jus antiquum à prima investitura derivatum, & iterum adeptum ope tituli valde onerosi, nempe per renunciationem successionis usque tunc intentatæ ad Ducatum Mantuanum, non sponte emissam, sed à Cæsarea Majestate invito renunciante imperatam; Major enim est virtus, & operabilitas assensus dispositivi, seu conventionalis, quàm sit illa pura consensus permissivi, ut ex Bald. Zucchar. & Gozadin. distinguit Galerat. de renun. lib. 5. cap. 9. sub n. 1. & prosequitur in cap. 10. sub n. 6. valdeque magis quàm petitioni ad lucrum intentæ jura favent retentioni amissionis exclusivæ. Novell. Leon. 27. & 40. Burgoldens. notit. rer. Imper. Rom. Germ. p. 1. disc. 26. n. 5. col. 6.

Minime facesscente, quod Renunciatio, per quam processit Cæsar ille Guastallæ Dux die 2. Maji 1631 (de qua in fine per extensum, sub littera E.) jurium abdicacionem, non vero retentionem inferat, ita ut dici soleat renunciante ad Jura renunciata regredi non licere, nam renunciare in materia Feudali, nihil aliud est, quàm refutare, Cyriac. de Feud. lib. 2. tit. 14. Galerat. de renun. contr. 1. cap. 39. n. 5. in fin. Schoener. de Feud. lib. 1. disput. 9. cap. 18. Rosenthal.

touchant la Paix d'Utrecht. 581

Rosenthal. cap. 9. concl. 58. n. 3. Giurb. de Feud. §. 1. glos. 12. sub n. 5. maximè quando non fit in extraneum, sed in Agnatum, quia tunc remanet refutatio, etiam ubi fit per modum expressæ venditionis, Boscol. apud Torr. de success. in majorat. p. 2. resp. 6. n. 16. ac etiam si refutans non habeat actualem Feudi possessionem, quia sufficit spes invariabilis, & indubitata in eo succedendi, tamquam proximior, & immediatus successor, Text. in cap. 1. de eo, qui fin. fec. agnat. & in cap. 1. §. ult. si de Feud. fuer. controver. inter domin. & agnat. refutare autem est medius terminus inter retinere, & alienare, per quem jus nostrum à nobis non penitus abdicamus, sed ad tempus restringimus, ita ut magis videatur pro illo tempore suspendi, quàm extingui. Rosenthal. cap. 9. concl. 50. n. 2. Camerar. in cap. Imperialem, pag. 110. 114. & 228. Monach. de Feud. cap. 10. sub n. 4. Boscol. prædict. resp. 6. n. 31.

His constantissimè positis, per quæ concludenter evincitur, Lineam Guastallæ nullatenus subjici potuisse Feudi amissioni, propter infidelitatem, si qua fuit, Lineæ Mantuanæ, opus non esset ulteriori labore in hac causa, quæ ex allegatis in tuto portu est constituta; sed non ideo abstinere debeo ab animadversionibus, quæ ad causam nimis conferunt; Tota enim facti serie attentè perspecta resultat, in hoc casu magis, quàm in quibuslibet aliis superius enucleatis

clarè dignosci , mentem Augustissimi Ferdinandi II. non fuisse , nec esse potuisse , ut Lineæ Guastallensi præjudicatum irret per delictum aliquod Lineæ Mantuanæ ; hoc enim plene colligitur , non tantùm tacitè , & ex conjecturis , quod satis inserviret , ut fuit præmonstratum , sed etiam expressè.

Tacitè , quoniam Imperator bene novit optima jura , quibus innixus Cæsar Dux Guastallensis ad Mantuanam successionem aspirabat , ut patet , tùm quia voluit per eum propriis juribus renuntiari , quod fieri nequit per nihil juris habentem , cùm privatio semper præsupponat habitum , & renunciationis effectus sit , ut ipsa declaret remissum jus ex antea renuncianti competiisse , l. si Universæ , C. de legat. l. decem , ff. de Verb. obligat. Galerat. de renun. lib. 1. cap. 8. n. 23. tùm quia adjudicatæ fuerunt renuncianti illæ duæ Terræ , quæ tunc erant Membra Ducatus Mantuani , nempe Luzzaria , & Reggiolum , cum omni superioritate , & jurisdictione , uti prædecessores olim Mantuæ Duces possidebant , & hæc titulo Pacis , & transactionis , quæ indicat transigentem obtinere id quod assequitur , jure suo primævo , ita per remotionem obstaculi consolidato in ea minori parte obdubium , quod de toto , ob incertum litis eventum haberi poterat , ad Text. in l. si profundo , ubi Bart. Castrenf. & cæteri C. de transact. Molin. de primogen. lib. 4. cap. 9. n. 22. in fin. Noguierol. alleg. 37. n. 4.

De

touchant la Paix d'Utrecht. 583

De Luc. de Regal. decis. 93. n. 8. Rot. Rom. decis. 306. n. 6. par. 5. recent.

Nefas idcirco esset præsumere, quod iustissimus Imperator his præcognitis, contra æqualitatem in transactionibus præcipuè servandam, Decis. Sicil. apud De Luc. de feud. n. 131. senserit, Gualtallæ Ducem ad renuntiandum propriis juribus adigere, sub misera spe in casum remotissimum deficientis lineæ Ducis Caroli, huic liberas relaxando habenas disponendi de Feudo in alterius præjudicium, etiam per delictum, renunciantem è contra deferendo expositum atroci periculo perdendi Feudi ob culpam renunciatarii, vel ejus descendendum, neglecta, postposita, & despecta Ducis Cæsaris indemnitate, pro commodo proprii Fiscus, cujus causa sub bono Principe semper mala esse debet.

Absit hoc concipere de D. illo Imperatore, attento maxime, quod non tantum ejus præstitit consensum successionem conditionaliter reservatæ per Ducem Gualtallæ, verum etiam ad illam cooperavit facto proprio, cum Princeps sua facere dicatur ea omnia, quibus auctoritatem impartitur, §. hæc igitur, in procem. ff. & in l. 1. §. 2. C. de vet. jur. enuclean. Afflict. decis. 135. n. 5. Osalch. decis. 141. n. 3. Thesaur. decis. 146. n. 9. vers. nec obstat. Carpzov. decis. Saxon. 64. n. 26. Boscol. pænes De Luc. de Feud. contr. Feudal. art. 3. n. 76. quæ cooperatio infert renunciationem proprii juris,

Galerat. de renun. lib. 5. cap. 10. n. 6. præcipuè quia facta fuit sine ulla clausula iurium præservativa, cujus omissio renunciationem magis inducit, Bart. in l. si cum dote, §. transgrediamur, n. 6. ff. solut. matrim. Cravet. conf. 91. n. 10. Galerat. d. lib 5. cap. 1. n. 30. & cap. 13. n. 3. Rosenthal. cap. 9. concl. 18. sub n. 11.

Mirum hæc recipiunt juris incrementum, reflectendo, quod idem Imperator tunc temporis plenissime conscius erat de criminibus Duci Carolo imputatis, propter quæ illum è Mantua, ac toto Statu dejecerat! Quando enim de tempore concessionis assensus jam competit jus caducitatis, non potest exinde Dominus illam opponere tertio, cujus favore secutus est actus; quia iste dicere valet, se secutum fuisse fidem ipsius Domini, qui assensum præstitit, potius quàm alterius contrahentis, cum quo alias tali saltem modo non contraxisset, ut præcise arguit De Luc. de regal. disc. 161. n. 61. in fin. Et quamvis De Luc. ibidem loquatur de caducitate jam commissa de tempore assensus, nihilominus ejus doctrina est applicabilis etiam ad caducitatem impofterum incurrendam, tam quia onera, & vincula super Feudo per Vassallum imposita cum simplici Domini permissione, ita afficiunt ipsum corpus Feudi, etiam in odium Domini, ut superveniente casu devolutionis ob jus caducitatis, nequeat Dominus assensum ipsum impugnare, præsertim, quando

do nulla interjecta fuit jurium reservatio, Bart. in d. §. transgrediamur, sub n. 6. Hartman. q. Feudal. 48. à n. 14. ad seqq. per tot. Rosenthal. d. cap. 9. concl. 18. sub n. 11. Carpzov. decis. 176. sub n. 33. & 34. De Luc. de Feud. disc. 21. n. 6. Quam insuper quia etiam si Dominus specialiter reservasset jura propria in casum confiscationis ex causa de præsentis, ac de futuro, per delictum successorum pro tempore, ejusmodi reservatio intelligenda esset de confiscatione tangente vitam, vel jus Vassalli possessoris, non autem ut destruat onus restituendi in casu mortis Feudum successoribus ad illud vocatis, De Luc. de regal. d. disc. 161. n. 62. ubi respondet contra Cameram Pontificiam.

Fortius autem, & sine scrupulo hæc urgere debent in præsentis casu, dum proponitur ad effectum dumtaxat eruendi, impossibile esse, ac imperceptibile, quod Generosissimus Imperator, qui Clementiam summam exercuit erga Ducem Carolum tunc culpabilem, instantaneè, & in eodem actu Guastallæ Ducem obedientem, & benemeritum projicere voluerit in discrimen ferendi, vel in se, vel in posteris, alterius iniquitatem, quapropter inevitabiliter censendum esse religiosissima intentione, ipsum voluisse à tanta asperitate exemptum, servando non juris rigorem, sed benignitatem, ut Dominum decet, ne Vassallus innocens puniatur pro reo, juxta monitum Ulderici.

Zaf. de Feud. p. 7. n. 3. Wesembec. conf. 4. n. 60. lib. 1. Rosenthal. cap. 11. concl. 3. sub n. 5. Burgoldensf. notit. Imper. Rom. Germ. p. 3. disc. 11. sub n. 1.

Frustra tamen ex conjecturis tacitam, & præsumptam emendicamur Piissimi Cæsarism mentem, dum expressissima elicitur ex pluribus, quæ se non compatiuntur cum aperitione Mantuani Ducatus favore S. R. I. ad exclusionem Lineæ Gualtallensis; hoc clarè prætendunt verba pacti ab Imperatore præscripti in illis verbis per Ducem Cæsarem fideliter exaratis, ibi: *reservans tamen mihi meisque hæredibus, & descendentes in defectum præfatæ lineæ masculinæ, immediatam successionem ad dictum Ducatum Mantuanum.* Habetur enim ex ipsis verbis ab Imperatore volitis, ejus fuisse intentionis, quod deficiente linea refutataria succederet alia refutans, non tamen jure successionis, sed jure reversionis, quæ propriè dicitur, quando Feudum redit ad renunciantem, & præsertim quando est Feudum pactionatum, Monach. de feud. cap. 10. sub n. 6. & 7. Marin. resol. 189. n. 36. & seqq. lib. 2. De Luc. de feud. §. 1. glos. 15. sub n. 15. Torr. de success. in majorat. cap. 36. n. 57. p. 1. cum pluribus aliis relatis in d. decis. Sicil. n. 77. junct. n. 71. quæ licet n. 78. videatur sentire Feudum reverti ad refutantem jure successionis, nihilominus non obest, vel quia in effectu idem concludit, dicendo n. 79. redire jure reversionis mixtæ, quod non obest,

obest; ut statim observabimus, vel quia intelligenda est de Feudo hæreditario, non autem ex pacto, & providentia, ut ita individualiter illam declarat Torr. d. cap. 36. sub n. 57. vel quia loquitur de refutatione facta à Patre in filium, non autem de facta per Agnatum alteri agnato; in qua ad illius differentiam; refutans regreditur ad Feudum jure reversionis, ut punctualiter resolvit Giurb. de feud. §. 1. glos. 15. n. 16. vers. cæterum, & ante eum, Franc. decis. 3. & decis. 591. Georg. allegat. 17. n. 3.

Porro Feudum reversum pro eodem reputatur, quia actus reversionis regulatur à primitivo, & dicitur eadem res cum prima, Bolog. conf. 17. n. 17. & 18. Ceph. conf. 301. n. 131. 132. Monach. de Feud. cap. 54. n. 10. & 11. propter quod Feudum redit ad Agnatum refutantem, ac si renunciatio nunquam fuisset interposita, etiam excluso Domino directo, & redit tantum ad Personas in ea contemplatas, nec umquam censeri potest facta, nisi durante jure renunciarii, non autem, ut Domino locum faciat, juxta theor. Bart. in l. qui Romæ, §. duo fratres, n. 24. ff. de verb. obl. & D. D. omnes in cap. 1. de Vassall. decrepit. ætat. & in cap. 1. de eo, qui fin. fec. agnat. Angel. in conf. 187. ante n. 10. vers. quinimo; ubi inquit; quod est casus singularis in cap. Unicus §. Titius; cum Sempronio; si de Feud. defunct. fuer. contr. Jason. conf. 96. sub n. 4. lib. 1. Alciat. resp. 6. n. 13. lib. 3.

Manent. conf. 46. n. 60. Rovit. conf. 44. n. 27. Bursat. conf. 295. n. 25. Surd. conf. 517. n. 4. & 8. Rosenthal. cap. 2. concl. 20. n. 6. & in glos. D. ubi perbellè, & cap. 21. n. 10. Schrader. de feud. p. 8. cap. 5. n. 27. & conf. 1. n. 150. & 251. ubi plenè cum plurimis. Peregrin. de fideic. art. 52. n. 73. cum seqq. Fulgin. de emphit. tit. de renunc. q. 1. sub n. 4. & 6. & q. 2. sub n. 1. Galerat. de renunc. lib. 1. cap. 10. n. 23. ubi ampliat non proficere refutationem alteri, quamvis ille fuerit ejusdem renunciationis occasio, Camil. Medic. conf. 2. n. 128. Giurb. de feud. §. 1. glos. 15. sub n. 9. in fin. De Luc. de feud. disc. 5. n. 29. & disc. 13. n. 21. ubi addit, quod probabile non est, renunciantem ita actum gerere voluisse, ut Feuda transire possent ad Fiscum, & disc. 23. n. 3. Decis. Sicil. ibidem n. 44. sub n. 60. 71. & n. 79. ubi stat pro exclusione Domini, etiam retenta sententia, quod Feudum redeat ad refutantem jure successionis. Rot. Rom. decis. 176. nu. 12. & seqq. p. 5. recent. & subsequenter quoad personas non contemplatas in refutatione, potest renuncians uti responsione Text. in l. loci corpus, §. competit ff. si servit. vendicet. ibi: *quantum enim ad eum pertinet liberas ades habeo*. Decis. Sicil. n. 141. in fin. De Luc. de renun. disc. 7. n. 5. quamvis concurrerent ad Feudum alii Agnati, d. Decis. Sicil. n. 111. qui tamen habent jus valde fortius quàm Dominus, §. ultim. qualit. olim feud. poter. alien.

Dec.

touchant la Paix d'Utrecht. 589

Dec. conf. 445. n. 23. Hening. conf. feud. 16. n. 27. Wesembec. conf. 91. n. 106. Vers. nam agnati, lib. 1. Berlich. decis. 310. n. 12.

Neque obijciatur, hoc esse verum in refutatione personali, non autem in renunciatione reali, ut extra dentes se explicant *omnes præallegati*, hancque realem esse desumi, tum quia verba renunciantis sunt directa in rem, & posita in casu dativo, ibi: *omnibus prætensionibus meis, meorumque hæredum, & descendendum &c. renuncio*, ad tradita promiscuè per Alex. conf. 13. n. 5. lib. 5. Peregrin. de fideicom. art. 52. nu. 24. in fin. & per De Luc. de renunc. disc. 6. sub n. 12. & disc. 8. sub n. 6. tum quia facta fuit receptis per renunciantem memoratis duobus Locis Luzzariæ, & Reggioli; nam realitas refutationis inducitur, quoties fit aliquo accepto. Paris conf. 26. à n. 1. ad 46. lib. 3. Merlin. contr. 5 n. 2. Centur. 1. Mastril. decis. 65. n. 10. ubi concordantes, cum quia omnes prætensiones includit, & realis adjudicatur, ubi est associata per verbum: *Omniò*, vel per alia æquivalentia, aut per clausulas effrenatas, Natt. conf. 564. n. 6. Ruin. conf. 1. n. 20. 21. & 22. lib. 1. Rovit. conf. 44. n. 19.

Fatemur siquidem Nos quoque, Dominum directum repelli à Feudo per refutantem tunc tantum; quando refutatio est personalis; constanter autem negamus, renunciationem Ducis Guastallensis fuisse rea-

lem, quia utpote facta in favorem Ducis Caroli, ejusque lineæ masculinæ, personallissima est, & talis semper in omnium sensu judicatur, quoties respicit favorem alicujus personæ contemplatæ, & ejus descendendum, Capyc. Galeot. contr. 21. n. 23. lib. 2. Giurb. de feud. §. 1. glos. 12. n. 8. in fin. De Luc. de feud. disc. 25. n. 29. Decis. Sicil. ibidem n. 135. quod adeò verum est, ut tunc solùm censeatur realis, cùm fit nulla penitus contemplata persona, vel in manibus Domini ad hoc, ut refutatarium quasi de novo investiat. De cætero absque ulla difficultate semper, & continuò dicitur personalis, ex speciali juris Feudalis dispositione in §. final. si de feud. defunct. controver. fuer. int. Dom. & agnat. Surd. conf. 446. n. 18. Monach. de feud. cap. 54. p. 1. d. n. 13. ad 17. Schrader. d. cap. 5. sub n. 26. Gratian. discept. 557. n. 52. Rovit. conf. 23. n. 21. lib. 1. Marin. variar. resol. cap. 169. n. 1. lib. 2. Torr. de success. in majorat. p. 1. cap. 36. De Luc. de feud. disc. 12. n. 21. Decis. Sicil. sub n. 135. maximè quando non est, ut præsens, merè spontanea, sed potius involuntaria, De Luc. de feud. disc. 13. n. 22.

Quod indubitanter procedit, etiam si refutationis verba sint directæ in rem, vel concepta in quovis casu, vel dativo, vel accusativo, quia singulis prævalet personalitas ex contemplatione certarum personarum deducta, Decis. Sicil. sub n. 144. ubi sic fuit reso-

touchant la Paix d'Utrecht. 591

resolutum ; ac etiam si fiat in manus Domini in gratiam Sei, & ejus hæredum, sine tamen expressione, quod ille investiatur tamquam de Feudo novo, Schrader. d. cap. 5. sub n. 26. vers. quæ conclusio. Bellon. de jur. accresc. cap. 6. q. 38. n. 52. Rosenthal. de feud. cap. 2. concl. 21. n. 9. Pont. de potest. Proreg. tit. 8. §. præstant etiam, n. 33. & 35. Decis. Sicil. n. 137. in fin. Quinimò quando Feudum est ex pacto & providentia, quamvis reputetur pro hæredibus, & successoribus quibuscumque, neutrominus extraneis hæredibus nihil acquiri potest præter solam commoditatem fructuum, durante vita dumtaxat renunciantis, Olea de Cess. jur. tit. 3. q. 4. n. 47. Decis. Sicil. n. 111.

In nihilo facescente, quod per Ducem Guastallæ correspectivè ad dictam renuntiationem habiti fuerint illi duo Loci Luzzariæ, & Reggioli, quoniam hoc est de natura, & substantia transactionis, cujus vigore deventum fuit ad eandem renuntiationem, ut aliquid hinc inde detur, vel recipiatur, l. 1. ff. de transact. Mantic. de tacit. lib. 26. tit. 1. n. 11. Parlador. different. cap. 44. n. 3. & in nostris præcis terminis pluries repetita Decis. Sicil. sub nu. 138. Immo qualitas contractus transactionis, sub cujus figura fuit emissa dicta renunciatio, magis illam coarctat ; nam quia lis erat de successione in Ducatu Mantuano ob mortem Principis antecessoris, quævis clausulæ etiam amplissimæ si fuissent interjectæ, restringi

eandem habeat vim, quam habet mors naturalis in hoc themate, saltem ad effectum aperiendi locum successoribus, qui singulartiter in casum mortis sunt substituti, Bald. in l. 1. §. Nobis, C. de Episc. & Cleric. D. D. & præsertim Alex. in l. Gallus, §. & quid si tantum, ff. de lib. & posth. Mart. de success. legal. p. 1. q. 8. art. 1. n. 8. Molin. de primogen. lib. 1. cap. 13. n. 94. Besold. d. conf. 153. n. 69. 73. & 74. Rusdorf. d. cap. 18. n. 60. & seqq.

Ast fortius, quia prædicta verba, *in defectum*, sumpta in suo vero significato legali, & proprio, demonstrant ad oculum, sicuti per ass. rebellionem Ducis Ferdinandi Caroli, omninò purificata fuit conditio, sub qua Linea Guastallensis ad immediatam successionem Mantuanam fuit adscita. Nec enim Imperator Ferdinandus neglecta clausula *in casum mortis*, cujus facilis, & magis stringens erat expressio, aliam adhibuit, *in casum defectus*, inconsideratè, & sine misterio, sed ut felloniæ quoque factum includeret, optimè sciens, tanquam omnia jura habens in pectore, quod, ut verbis rotundis ait Textus in l. amissione, §. qui deficiunt, ff. de capit. diminut. deficere dicuntur, qui his, quorum sub imperio sunt desciscunt, & in hostium se numerum conferunt, quod pariter, repetunt Brisson. de verb. signif. lib. 4. sub n. 20. Pratei Lexic. jur. in verb. deficere. Calvin. German. Lexic. in eod. verb. fol. mihi 267. Cabal. resol. crimin.

min. 294. n. 99. 101. & 217. Irenic. ad Burgoldenf. de notit. Imper. Rom. German. ad disc. 6. post nu. 18. verf. Henricus fciverat, fol. mihi 88. Hicque fensus convenientius fubjecto cafui adaptatur, quia ultra propriam, & civilem verbi fignificationem cadit quæftio in materia Feudali, quæ identificatur cum militari, cui adhuc magis propriè congruit terminus dictæ vocis *deficere*; nam Feuda militiis omnimodè comparantur, & beneficia militaria dicuntur, propter quod adhuc hodie Vaffalli verè funt fimiles, qui militare tenentur Cæfari, & Imperio, cujus Principes ftatim ac in matricula Vaffallorum funt adfcripti, in milites Imperii dicuntur effe recepti, Carpzov. de leg. Reg. Germ. cap. 6. feff. 7. n. 30. & 31. Gail obfer. 127. n. 9. lib. 2. Attiët. de feud. in prælud. nu. 31. Rusdorf. cap. 15. à n. 54. ad 60. Köppen. Sen. conf. 1. nu. 67. Berlich. decif. 315. fub n. 17. verf. finem.

Adde; hoc idem pariter congruere conceptioni Imperatoris Sigifmundi; cùm enim voluerit Primogenitos fore habiles ad Regimen Mantuanæ Ditionis, alioquin illis repertis in defectu rationis, & mentis, aut aliis defectibus legitimis, & iuftis, fucceffionem transferri in proximiorum poft eos fanum mente, & indefectuosum, ut individualiter canunt verba Investituræ; hinc colligitur, quod ficuti ob defectum rationis iuffit illico fuccedere Secundo-genitum, idem procedere habeat in Primogenito defectuoso.

fectuoso per delictum, inspecto præsertim, quod investiens se non coarctavit ad solos defectus rationis, & mentis, sed ejus intentionem indeffinitè protraxit ad alios defectus legitimos, & justos: quare generalis locutio ea omnia includit, quæ salva ratione recti sermonis comprehendì possunt, Paris conf. 20. a. 58. lib. 1. Alex. conf. 11. n. 9. & 15. lib. 2. Wesembec. conf. 4. sub n. 77. lib. 1. Hisque generalitatibus posthabitis, ex inhabilitate Primogeniti propter defectum mentis currere argumentum concludens ad inhabilitatem per delictum, cùm Innocent. Bald. Bertachin. Zoanet. & cæteris concordantibus sustinent in puncto nostrum assumptum propter similem tenorem Bullæ Aureæ, Rusdorf. cap. 4. n. 10. & seqq. ubi rem latè exornat.

Facile foret novis argumentis, atque authoritatibus confovere sententiam pro Duce Vincentio, in jure, æquitate, & ratione, veluti super Ænea basi fundatam; Posset enim superaddi, quod sicuti juxta Adversantium imaginationem omnes descendentes in prima investitura vocati censentur, ut unusquisque sit fidelis, ita ut contrariorum eadem sit ratio, eorum quilibet memoriam beneficii retinens, & fidelitatem custodiens, tanquam de per se, principaliter, & independenter vocatus, nequit in pari, qua infidelis, conditione constitui, ut punctualissime inducit Rusdorf. cap. 17. n. 59. Quod si Familiæ Gonzagæ, ob præsumptam unius
pro-

proscriptionem Mantuanum Feudum discerpatur, succedendi ordo, & consuetudo convellitur, observantia veterum Institutorum evertitur, Jura, Pacta, & Privilegia Gentilitia tot sæculis tutata, & à Majoribus tantò cum labore, virtute, & sudore acquisita, & parta, è medio tolluntur, tot Nepotum, & Posterorum in non mediocri numero viventium, & multorum Impuberum à Joanne Francisco, & successivis benemeritis Progenitoribus, recto tramite descendendum Innocentia flagellatur, & jura, per tot prædefunctos Sacrosanctos Imperatores in renovatis investituris confirmata delentur, graduum, honorum, & Dignitatum Ordines, & distinctiones penitus confunduntur, ac totiGeneri irreparabilis injuria irrogatur, quia læso Familiæ Capite, omnia ejus membra censentur lacescita, ut inclamat Rusdorf. cap. 17. n. 19. 20. 21. & seqq. Quod ipse Dux Vincentius præter res præclarissimas domi, & foris ab ejus Majoribus pro Imperio gestas, cum sanguinis, & vitæ profusione, Primus fuit in Italia Princeps, qui ferè in crepundiis vigentis belli, ut constantissimam, sicuti decet, devotionem servaret, ac fidem, cum inexcogitabili bonorum & fortunarum jactura, senio confectus, & numerosa Prole adstipatus, proprios dereliquit Lares, & per sexcennium ineffabilibus dispendiis, afflictionibus, & curis profugus victitavit; Ideoque ex lege pariter gratitudinis, & convenientiæ, hoc saltem:

tem jus successionis non foret adimendum per ea, quæ in proximis terminis insinuant De Luc. de Feud. disc. 4. n. 15. & disc. 94. sub n. 14. & ante eum, Capyc. Latr. concl. 38. n. 24. & seqq. Tapia. decis. Ital. 6. n. 26. & seqq.

Ut autem plura jam tandem in pauca contrahamus his, & aliis reticitis, & sub silentio præteritis, hoc unum satis sit dicere, Divos olim Cæsares non assueville propter crimen in eos à possessore patratum, Agnatis insontibus Feuda dignitatum auferre: Hoc novit Ferdinandus I. qui de Anno 1558. Feuda adempta Alberto Brandenburgico, ob delictum perduellionis Bannito, restituit Agnatis, etiamsi aliis Principibus Saxoniae, Hassiae, & Franconiae, illa jam concessisset, considerans, quod Alberti morte ejus crimen extinctum esset, & odium expiatum: Similiter Carolus V. anno 1548. Electoratus Dignitatem, & ditionem, qua Joannem Fredericum, Saxoniae Electorem tamquam rebellem expoliaverat, Mauritio contulit Duci Saxoniae Agnato, prævia quoque Joannis Frederici refutatione, August. Thuan. lib. 21. Histor. fol. 405. Klock. de ærar. lib. 2. cap. 40. nu. 33. & 34. Rusdorf. cap. 31. n. 5. 6. 7. & 16. & quamvis anno 1646. Ferdinandus II. Comitem Palatinum ad Rhenum ob similem culpam Electoratu, & Comitatu exuerit, cum exclusione pariter ejus filiorum, tamen subrogatus fuit Maximilianus Bavarus, qui erat Agna-

Agnatus, ut refert Rusdorf. cap. 31. sub n. 31. & 45. Quid adhuc? ille ipsemet Carolus Dux Nivernensis, cui plures noxæ fuerant impictæ, in Mantuanum Ducatum integrè fuit restitutus.

Plena igitur fiducia sperandum est, quod Augustissimus JOSEPH I. Imperii Sceptra felicissime Regens non patiatur vinci in clementia ab Avis, quorum glorias in se uno Inviictissimus colligit, & Piissimus antecellit, sed jura Guastallensis Ducis intemerata relinquere dignabitur, memor eorum, quæ Marcus Antonius Cæsar in Epistola, occasione conjurationis Avidii Cassii in eum commolitæ, ad Senatum Romanum memorandè inscripsit, his verbis : *Non enim unquam placet in Imperatore vindicta sui doloris, quæ, & si justior fuerit, acrior videtur; Quare filiis Avidii Cassii, & Genero, & Uxori Veniam dabitis; Et quid dico veniam? cum illi nihil fecerint: Vivant igitur securi, scientes sub Marco se vivere: Nec magna hæc est Patres Conscripti Clementia veniam proscriptorum liberis & Conjugibus dari.* Ut refert Jul. Capitolin. in Vita Gallicani, & Cassii cap. 12. Bodin. de Repub. cap. 3. lib. 5.

Maximè quod, etiam si posset dubitari utrum delictum Agnati noceat Agnato in Feudo Regali ex pacto, & primogeniali antiquo, adhuc ea facienda foret interpretatio, per quam jus Agnati maneat incolume, l. fin. ff. de legib. Cravet. conf. 389. n. 4. & in

i n hac specie, Besold. conf. 234. n. 7. Rusdorf. cap. 17. n. 49. nulla enim juris ratio, aut æquitatis benignitas permittit, ut quæ salubriter pro utilitate hominum introducuntur, ea nos duriore interpretatione contra ipsorum commodum producamus ad severitatem, ut præcisè sancitum est in l. 25. ff. de legib.

Quò autem me traxit incauta scribendi luxuries? quid veterum mores, & gesta repeto? quid anceps trepido? Avorum æquanimitatem, & Clementiam in Augustissimo JOSEPH præmissorum compote redivivam, jam fuit expertus præsens Guastallæ Dux, qui propterea de voto diffidens, quandam impingeret Tanto Cæsari læsionis speciem; Cùm enim prælibata S. C. M. præfato Duci Vincentio Guastallensis Ducatus Investituram nuper sine ulla plica, vel jurium præservativa benignissimè renovaverit, contextualiter refirmato Luzzariæ, & Reggio-li Dominio eidem obvento in executionem Pacis Ratisbonensis, & in sequelam temporaneæ renunciationis tunc factæ per Ducem Cæsarem, cum reservatione immediati regressus ad Ducatum Mantuanum in defectum Lineæ Nivernensis, ejusmodi concessio paucis tantùm ab hinc mensibus emanata, post jam per annos proclamatas in Mantuanum Ducem imputationes, & decretam, jamque fere absumptam illius proscriptionem, nedum exhibet intuendam singulorum eorundem actuum confirmationem per
Ge-

Generosissimum Cæsarem seriò præhabitam, quia confirmatum continetur in confirmante, tam in substantia, quàm in qualitate, absque aliqua alteratione, cap. 1. & 2. de confirmat. Surd. conf. 361. n. 37. Capyc. Galeot. contr. 25. n. 35. lib. 1. Rot. decis. 175. n. 8. p. 5. recent. sed etiam ex ea insurgit patens, lucida, & imperturbabilis canonizatio juris successionis eidem Duci Vincentio tunc aperiendæ, & hodie apertæ post occasum ultimi possessoris, ad exclusionem Camerae Imperialis, non obstante Banno prædicto, quod hodie non est opponibile, ex quo post jam prætenfam Feudi caducitatem, supervenit Investitura de recenti dicto Duci Vincentio simpliciter elargita, ut in terminis longè minoris roboris ponit pro indubitabili De Luc. de regal. disc. 161. sub n. 61. vers. vel si de tempore.

Et ita &c. sub censura &c.

TENOR

touchant la Paix d'Utrecht. 601

TENOR INVESTITURÆ,

De qua ut supra sub littera A.

*In nomine Sanctæ, & Individuæ Tri-
nitatis Feliciter Amen.*

Sigismundus Dei gratia Romanorum
Rex semper Augustus, ac Hunga-
riæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c.
Rex: Ad perpetuam rei memoriam Ill.
Joanni Francisco de Gonzaga Mantuæ,
ejusque Territorii, Dicecesis, & distri-
ctus, nec non, & infrascriptorum Lo-
corum, terrarum, castrorum, & perti-
nentiarum, Marchioni nostro, Sacrique
Romani Imperii fidei Principi gratiam
Regiam, & omne bonum. Sicut sum-
mus ille Monarcha, & Imperator æter-
nus Dominus Jesus Christus de Beato-
rum suorum magnitudine, & electorum
pluralitate lætatur, ita Romani Impérato-
res, & Reges, Monarchæ Terrestrès ab
eo digna quidem æstimatione trahentes
exemplum, non aliunde Cæsareum culmen
augere decorum facere usi sunt, quam
ceu ex Cœlorum summo micantissima si-
dera trahentes, in terris ipsum Imperia-

le fastigium densis undequaque procerum stipare catervis, coruscantibusque semper magnorum heroum agminibus illustrare, Tunc Romanam Rempublicam suprâ univèrsum orbem foëlicioribus auspiciis extollentes, si quod sibi concessum est capiti benevolentia, idemque sapientia membra conjungeret. Quid enim Regna, quid Barbaras nationes, quid diversa mundi climata subegisse proficeret, si deficerent vel quibus semel subdita fidentissime subderentur, vel quorum providentia sumpta frena debitum fortiter moderarentur in girum. Hi sunt enim, quibus omnis Imperialis rutilat decor, floret victoria, gloria sublimatur, hi Cæsareas laudes efferunt, sustinent arma, & quam suis texunt quotidie manibus, quam proprio rubrant roseo sanguine victoriosos divos crines præmunt laurea triumphali. Sane attendentes multiplicia merita probitatis, ac præclara devotionis insignia, quibus tu, ac laudabilis mem: Progenitores tui *Ingenua Domus de Gonzaga, prædecessores nostros divæ rec: Romanorum Imperatores, & Reges, ac ipsum Sacrum Romanum Imperium dignis quidem studuistis honoribus venerari, illum etiam fervidum*

tua

touchant la Paix d'Utrecht. 603

tua mentis ardorem, quo nostros, & ejusdem Imperii procurandos honores inclinaris attentius, Regia considerationis intuitu limpidius intuentes, Animo deliberato, sano etiam Principum, Comitum, Baronum, Procerum, & Nobilium nostrorum fidelium dilectorum, accedente consilio, Te praefatum Jo. Franciscum, cum hac tua nobilitatis origo, latitudoque tui domini, ac ampla subjecta tua ditioni spacia, nec non intemerata fides tua, ac progenitorum tuorum, quo vetusto jam tempore, cum maxima fidelitatis exhibitione, Sacrum Romanum honorastis Imperium, non immerito requirebant, & requirant, hodie in nomine Domini Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus, & honor provenire dignoscitur, illustravimus, & insignivimus, in verum Principem, atque Marchionem Mantuæ sublimavimus, ereximus, & decoravimus, ac illustramus, insignimus, sublimamus, erigimus de Romanæ Regiæ potestatis plenitudine, ac de certa nostra scientiæ motuque proprio decoramus, Decernentes, & volentes expresse, quod tu, ac hæredes, & successores tui legitimi Marchiones Mantuæ perpetuis in antea temporibus omni dignitate, præeminentia,

nobilitate, jure, potestate, libertate, honore, & consuetudine gaudere, ac frui continuò debeatis, quibus alii nostri, & Sacri Romani Imperii Principes, ac nominatim Marchiones illustres freti sunt hactenus, & quotidie potiuntur. Civitatem quoque Mantuæ, ejusque territorium, diœcesim, & districtum, cum omnibus suis juribus, honoribus, jurisdictionibus, ac pertinentiis quibuscunque in inferiori Longobardia constitutam, prout hactenus per Commune Mantuæ, sive Prædecessores nostros, sive Tentum, & possessum est, ac tenetur, & possidetur ad præsens cum infra scriptis Castris, locis, & Terris, Villis, juribus, regalibus, honoribus, jurisdictionibus, & pertinentiis quibuscunque, videlicet Castrum Sermidi cum tota curia sua, atque cum omnibus, & quibuscunque suis Villis, locis, Terris, Vallibus, pascuis, nemoribus, piscariis, Cannalibus, aquis, aquæductibus, aquarum decursibus, cum omnibus suis ultrà citraque ripis, riparumque juribus, & cum toto mero & mixto Imperio, superius, & inferius usque in Buranam vivam, Item, & cum Castro Reveri, & cum sua Insula,

touchant la Paix d'Utrecht. 605

fula, & curia, Itèm, & cum Castro Qui-
stelli totaque ejus curia, & cum flumine
Situlæ ab utraque ripa prout labitur, &
se extendit superius & inferius per to-
tum Territorium, Diocesim, & Distri-
ctum Mantuæ, & per omnia alia loca
tibi, tuisque prædecessoribus à nostris
Prædecessoribus in Vicariatum, sive ti-
tulo alio concessio; Itèm, & cum Castro
Luzzariæ cum tota sua curia, & territo-
rio, ac mero & mixto Imperio; Item,
& cum Castro Suzzariæ cum tota sua cu-
ria, Itèm, & cum Castro Marcharegiæ
cum tota sua curia, & territorio citrà,
ultràque flumen Olii, & cum ipso flu-
mine Olii ab utraque ipsius ripa prout
labitur, & decurrit à superiori partè per
totum territorium Mantuanensem usque
in Padum, Itèm, & cum toto libero flu-
mine Padi cum omnibus suis ultrà citrà-
que ripis, Castris, Fortalitiis, atque lo-
cis, prout labitur, & decurrit à flumi-
nibus sive Cannalibus, sive aquis Talia-
tæ, Zariæ, & Olii, usque in Buranam
vivam, & usque, Vesanum cum omni-
bus, & singulis Vallibus, Paludibus, pa-
scuis, piscinis, & piscariis ultrà citrà-
que dictum flumen Padi quantumcum-

que dilatentur, prout hactenus per Comune Mantuæ, sive te, sive prædecessores tuos tentæ fuerint, & possessæ, vel tenentur, & possidentur ritè ad præsens. Et generaliter cum omnibus, & singulis Castris, Rochis, Fortalitiis, fluminibus, Vallibus, Villis, & Terris, juribus, regalibus, jurisdictionibus, & pertinentiis dictæ Civitatis, diœcesis, & territorii Mantuæ, dictorumque Castorum, nominatim cum toto flumine Mincii, & suis adjacentiis ab utraque ipsius ripa, prout se extendit, & labitur à Vallegio, usque in Padum, ex certa nostra scientia, & Imperialis plenitudine potestatis in novam Marchiam, & Marchionatum erigimus, facimus, & creamus. Decernentes, & hoc nostro Imperiali, seu Romano Regio statuentes Edicto, ut de cœtero dicta Civitas Mantuæ cum toto ejus territorio, diœcesi, & districtu, cumque prædictis Castris, locis, & Terris, eorumque omnium, & singulorum juribus, regalibus, & jurisdictionibus quibuscunque, Marchia, & Marchionatus, & pro Marchia, & Marchionatu nuncupetur, vocetur, habeatur, ac ab omnibus teneatur; Tibi Illu. Jo. Franciscus,

cisco, tuisque filiis, & hæredibus legitimis malculis, ac successoribus infraſcripto ordine ſucceſſuris prædictam Civitatem Mantuæ, ejusque territorium, diœceſim, & diſtrictum cum ſupraſcriptis Terris, locis, & Caſtris cum omnibus, & ſingulis dictæ Civitatis, Terrarum, locorum, & Caſtrorum juribus, honoribus, juridiſctionibus, mero & mixto Imperio, omnimodaque juridiſctione, & coertione, aquis, ſtagnis, torrentibus, lacubus, fluminibus, & piſcariis, molendinis, & juribus navigandi, Silvis, nemoribus, palcuſis, pratis, piſcinis, theloneis, conductibus, & poteſtatem fabricandi monetam auream, argenteam, vel æneam, & quamcumque aliam, legalem tamen, & dativam, vallibus, venationibus, & feudis, feudatariis, vaſſallis, vaſſalagiis, Baronibus, militibus, Judicibus, plebeis, ruſticis, agricolis, Judæis, & omnibus quæ tam de jure, quam alia quacumque ſpeciali conſuetudine, vel lege dictæ Civitatis, ac prædictorum Locorum, Terrarum, & Caſtrorum latitudo concernit, in Marchionatum, & feudum honorabile, atque perpetuum Imperiali auctoritate, & de be-

nignitate Cæsarea, animo deliberato, & ex certa scientia concedentes, & gratiofius conferentes. Decernentesque, & hoc ædictali constitutione sancientes, quod tu, ac filii, & hæredes, & successores tui legitimi perpetuò Marchiones Mantuæ nominari, & appellari debeatis in antea, & tamquam cœteri Imperii Sacri Marchiones, & Principes teneri, & honorari, ac ubique locorum ab omnibus reputari, omnibusque jure, privilegio, honore, & gratia, ac dignitate, & immunitate absque omni impedimento perfrui, quibus alii Sacrosancti Romani Imperii Marchiones, & Principes in dandis, & recipiendis juribus; in conferendis, seu suscipiendis feudis, & in omnibus, & singulis aliis Illustrem Statum, & conditionem Marchionum, seu Principum concernentibus freti sunt hætenus, seu quomodolibet potiuntur. Adstringentes Te Jo. Franciscum, hæredesque legitimos, & modo infrascripto successores tuos, ut in Marchionatu vestro prædicto pacem, & justitiam omnibus, & singulis æque pauperibus, & divitibus efficaciter, & fideliter juxta posse vestrum procurare debeatis. Quodque Marchio-

chionatum Mantuæ cum omnibus suis pertinentiis, sicut superius expræssatur, à Nobis, nec non Sereniss. Imperatoribus, sive Regibus, Successoribus nostris, & ab Imperio ipso Romano quoties debitum fuerit solemnitatis honore debito cum Vexillis, & Banneriis, ut moris est, solita quoque reverentia suscipere debeatis, ac Nobis, ac eisdem nostris successoribus in casibus præmissis sicut alii Imperiales Marchiones, & Principes præstare, & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ, & subjectionis debitæ corporalia iuramenta. Cæterum ad declarationem sæpe nominatarum supra successionum, utque de earum ordine à posteris omnis ambiguitas auferatur, & tollatur omnis materia quæstionis, confusionisque omnis possibilis dubietas extirpetur, detur autem potius clarus, & determinatus succedendi in prædicta Marchionali dignitate, ac omnibus supra concessis stilus, & ordo, hoc præsentis nostri Imperiali, sive Romano Regio Edicto in perpetuum valituro jubemus, statuimus, dicimus, & sancimus, quod primo-genitus tuus, Illust. Marchio Jo. Franciscus, masculus, ex legitimo, & vero matrimonio

monio natus in Marchionatu , & Marchionali dignitate , & feudo præfatis , ac cæteris omnibus , & singulis supra concessis & indultis , tibi succedat , aliisque fratribus suis , & tuis filiis legitimis præteratur. Et quod dicto primogenito tuo decedente , etiam Te vivente , filius primogenitus masculus ex legitimo matrimonio ortus dicti primogeniti præferatur patruis , & aliis quibuscunque , in successionem Marchionatus præscripti feudi , & aliorum superius concessorum ; quod quoad prædictam successionem in singulis primogenitis masculis ex legitimo susceptis matrimonio descendentiis à primogenitis legitimis ut supra descendentibus volumus observari. Deficientibus autem primogenitis primogenitorum descendentiis ut supra à primogenitis , tunc secundo-genitus masculus ex te ex legitimo matrimonio ortus , sive ipse primogenitus ab ipso ordinate , & secundum rectam lineam masculinam descendens ut supra in dicto Marchionatu , feudo , & cæteris supra concessis successor existat : quod in cæteris ab ipso descendentibus per rectam lineam masculinam , prout de successionem supra primogeniti dictum est

in

in omnibus observetur, illud idem intelligendo de tuis tertio, & quarto-genitis, & sic deinceps; intelligendo tamen quod illi primogeniti succedentes ad Regimen Marchionatus præfati sint habiles, & idonei, sani mente, & ratione, alioquin repertis illis primogenitis, & his qui ordine superscripto successuri sunt in defectu rationis, & mentis, aut aliis defectibus legitimis, & justis, successio in proximiorum post eos sanum mente, & indefectuosum, ut præmittitur ordine supradicto transferatur; Volentes, ut ejus rei, videlicet de mentis, & aliis legitimis defectibus declaratio ad ipsum Marchionem, cui succedi habet, spectare debeat, ac pertinere. Ad perpetuam autem conservationem caritatis, & zeli tuæ præfatæ Domus ingenuæ de Gonzaga concedimus tibi, & impartimur, quod tu Jo. Francilce Marchio, prælibatus valeas relinquere cuilibet ex duobus aliis tuis filiis legitimis usque, ad numerum Castrorum, quatuor de Castris dicti Marchionatus, cum hoc tamen, quod prælibati duo teneantur illa recognoscere per investituram à primogenito. Et sic quilibet futurus Marchio cæteris ejus filiis

de certis Castris ipsius Marchionatus secundum videre suum providere valeat ; ita tamen quod semper à primogenito recognoscantur ut suprâ : quibus quidem sic relictis, Decernimus ipsos omnes, & singulos superscriptos, & venientes ab eis esse tacitos, & contentos, ipsis super cæteris quæ hæreditatem illam contingerent perpetuum silentium imponentes. Et ne aliquibus in antea super præmissa illustratione, erectione, & sublimatione status tui, hæredum, & posterorum tuorum, valeat aliquod dubium suboriri, Nos de abundantiori plenitudine gratiæ specialis ad majorem tui gloriam, & honorem, & pro confirmatione hujus illustrationis tuæ, hæredum, & posterorum tuorum, Signum Armaturæ tibi, filiis, & filiabus, & posteris tuis legitimis ad usum armorum perpetuè tali colorum differentia distinctum, quod videlicet in ipsius Clypei campo albo crucem rubeam ab una superficie ad aliam, & in quolibet quatuor angulorum Clypei unam Aquilam nigram alis extensis, & flammeis pennis, prout hæc omnia gratialis pictoris artificio fiunt distinctius depingenda, concedimus, & largimur taliter videlicet, quod
eadem.

touchant la Paix d'Utrecht. 61;
eadem insignia, ut præscribitur, gestare
possitis more aliorum Sacri Imperii Prin-
cipum, & ipsis uti in præliis, tornea-
mentis, hastiludiis, & generaliter in o-
mni exercitio militari. Gæudeas igitur
favore Regio, & de tanto pietatis mu-
nere etiam tua proles exultet, & tanto
fideliori studio ad honorem Sacri Impe-
rii tua intentio solidetur, quanto am-
pliori te præventum conspicias munere
gratiarum. Omnem vero defectum, si
quis in præmissis ratione solemnitatis
omissæ, dubia interprætatione sententia-
rum, aut verborum, seu alio quovis
modo compertus fuerit, Supplentes de
certa nostra scientia, & de plenitudine
Romanæ Regiæ potestatis, Nostris ta-
men, & Imperii Sacri, ac omnium Præ-
latorum, & quarumcunque Ecclesiarum,
aliorumque quorumlibet hominum juri-
bus in præmissis omnibus semper salvis.
Nulli ergo omnino hominum liceat hanc
nostræ Illustrationis, Erektionis, insigni-
tionis, decorationis, collationis & sup-
pletionis paginam infringere, aut ei au-
su quovis temerario contraire sub nostra,
& Imperii Sacri indignatione gravissima,
& sub pæna mille marcarum auri puri,

quas, ab eo, qui contravenire præsum-
pserit irremissibilitèr exigì volumus, &
earum medietatem nostro Regalis Came-
ræ Fisco, residuam verò partem injuriam
passorum usibus applicari. Testes sunt
Reverendissimus in Christo Pater Do.
Cardinalis Placen. nuncupatus, amicus
noster carissimus, Jacobus Archiep. E-
bredunen. Princeps, & Consiliarius no-
ster, & Zanonus Episcopus Baucen. ac
Magnifici Brumtrius de Lastala pro No-
bis, & Imperio Veron. & Vicen. Vica-
rius Generalis, & Comes Sancti Montis,
Stephanus Comes Seginæ, & Modruffiæ,
Wilelmus Comes de Montfort, ac Mat-
tillo de Tollomitz Comes Revin. ac alii
quamplures notabiles viri, & fide digni.
Præsentium sub Bulla aurea Typario Ma-
jestatis nostræ impressa testimonio litera-
rum. Datum Parmæ Anno Domini Mil-
lesimo Quadringentesimo tricesimo se-
cundo, Die sexta Mensis Maji, Regno-
rum nostrorum Anno Hungariæ, &c.
Quadragesimo sexto, Romanorum, vi-
cesimo secundo, Bohemiæ vero duode-
cimo.

*Ad mandatum D. Regis Gaspar Sligk
Vicecancellarius, &c.*

TENOR

TENOR INVESTITURÆ,

De qua ut supra sub littera B.

*In nomine Sanctæ, & Individuæ Tri-
nitatis Feliciter Amen.*

Sigismundus Divina favente Clemen-
tia Romanorum Imperator semper
Augustus, Hungariæ, Bohemiæ, Dal-
matia, Croatia, &c. Rex: Ad perpe-
tuam rei memoriam; Illust. Jo. Franci-
sco de Gonzaga, Mantuæ, ejusque Ter-
ritorio, Diœcesi, & Districtus, nec non,
infracriptorum Locorum, Terrarum,
Castrorum, & pertinentiarum Marchio-
ni nostro, Sacrique Romani Imperii fi-
deli Principi, Gratiam Cæsaream, &
omne bonum: Sane licet aliàs dum Ro-
mano Regio nomine fungeremur, Te,
hæredes tuos legitimos in Marchiones
Mantuæ, & Sacri Romani Imperii Illu-
stres Principes creaverimus, & sublima-
verimus, prout Litteræ Majestatis No-
stræ desuper in Civitate Parmensi ema-
natæ clarius attestantur; Tamen atten-
dentes, multiplicia merita probitatis, ac
præclaræ devotionis insignia, quibus Tu,

ac laudabilis memoriæ Progenitores Tui ingenuæ Domus de Gonzaga Prædecessores Nostros, Divæque recordationis Romanorum Imperatores, & Reges, ac ipsum Sacrum Romanum Imperium dignis quidem studuistis honoribus venerari, illum etiam fervidum tuæ mentis ardorem, quo Nostros, & ejusdem Imperii procurandos honores inclinaris attentius, Imperialis considerationis intuitu limpidius intuentes, Animo deliberato, sano etiam Principum, Comitum, Baronum, Procerum, & Nobilium Nostrorum, fidelium dilectorum accedente consilio, Te præfatum Jo. Franciscum, cum hæc tuæ nobilitatis origo, latitudoque Tui Dominii, ac ampla subjecta tuæ Ditioni spacia, nec non intemperata Fides tua ac Progenitorum tuorum, quo vetusto jam tempore cum maxima fidelitatis exhibitione Sacrum Romanum honorastis Imperium, non immerito requirebant, & requirunt de novo ex superrabundanti, sedentibus Nobis in apparatu, & cæremoniis Imperialibus, ac solemnitate debita in Solio Cæsareo per Bireti, Mantelli, & Annuli impositionem, & Banderiorum concessionem, ac aliorum

Insi-

Insigniorum collationem hodie in nomine Domini, & Salvatoris Nostri, à quo omnis Principatus, & honor pervenire dignoscitur, auctoritate Cæsarea illustravimus, & insignimus, in verum Principem & Marchionem Mantuæ sublimavimus, ereximus, & decoravimus, ac recepto à Te in manibus propriis subjectionis, obedientiæ, & fidelitatis debito juramento illustramus, insignimus, sublimamus, erigimus de Imperiali plenitudine Potestatis, & de cetera Nostra scientia, motuque proprio decoramus; Decernentes, & volentes expresse, quod Tu, & hæredes, & successores Tui legitimi Marchiones Mantuæ perpetuis in antea temporibus, omni dignitate præminencia, nobilitate, jure, potestate, libertate, honore, & consuetudine gaudere, & frui continuo debeatis, quibus alii Nostri, & S. R. I. Principes, ac nominati Marchiones Illustres freti sunt hætenus, & quotidie potiuntur. Civitatem quoque Mantuæ, ejusque Territorium, Diocesim, & districtum cum omnibus suis juribus, honoribus, Jurisdictionibus, ac pertinentiis quibuscunque in inferiori Lombardia constitutis,

ex certa nostra scientia, & Imperialis plenitudine Potestatis, in novam Marchiam, & Marchionatum erigimus, facimus, & creamus. Decernentes, & hoc Nostro Imperiali statuentes Edicto, ut de cætero dicta Civitas Mantuæ, cum toto ejus Territorio, Diæcesi, & Districtu, cumque prædictis Castris, Locis, & Terris, earumque omnium, & singulorum juribus, Regalibus, & jurisdictionibus quibuscumque Marchia, & Marchionatus, & pro Marchia, & Marchionatu nuncupetur, vocetur, & habeatur, ac ab omnibus teneatur. Tibi Illustri Joanni Franciscq, tuisque filiis, & hæredibus legitimis masculis, & successoribus infra scripto ordine successuris, prædictam Civitatem Mantuæ, ejusque Territorium, Diæcesim, & Districtum, cum supradictis Terris, Locis, & Castris, cumque omnibus, & singulis dictæ Civitatis, Terrarum, Locorum, & Castrorum juribus, honoribus, jurisdictionibus, mero & mixto Imperio, omnimodaque jurisdictione, & coertione, aquis, stagnis, Torrentibus, Lacubus, Fluminibus, & piscariis, molendinis, & juribus navigandi, sylvis, nemoribus, pratis,

pratis, pascuis, piscinis, teloneis, conductibus, & potestate fabricandi monetam auream, argenteam, vel æneam, & quamcunque aliam, legalem tamen, & dativam, vallibus, Venationibus, & Feudis, Feudatariis, Vassallibus, Vassallagiis, Baroniis, militibus, Judicibus, Plebeis, Rusticis, Agricolis, Judæis, & omnibus, quæ tam de jure, quàm alia quacumque speciali Consuetudine, vel Legge dictæquæ Civitatis, ac prædictorum Locorum, Terrarum, & Castrorum latitudo concernunt, in Marchionatum, & Feudum honorabile, atque perpetuum Imperiali autoritate, & de benignitate Cæsarea, animo deliberato, & ex certa scientia concedentes, & gratiose conferentes, decernentesque, & hac Edictali Constitutione sancientes, quod Tu, & filii Tui, ac successores Tui legitimi, perpetuò Marchiones Mantuæ nominari, & appellari debeatis in antea, & tamquam cæteri Imperii Sacri Marchiones, & Principes teneri, & honorari, ac ubique locorum ab omnibus reputari, omnibusque jure, Privilegio, honore, & gratia, ac dignitate, & immunitate, absque omni impedimento perfrui, quibus

alii

alii Sacrosancti Imperii Romani Marchiones, & Principes, in dandis, & recipiendis juribus, in conferendis, & suscipiendis Feudis, & in omnibus, & singulis aliis illustrem statum, & conditionem Marchionum, seu Principum concernentibus, freti sunt hætenus, seu quomodolibet potiuntur. Adstringentes Te Joannem Franciscum, hæredesque legitimos, & modo infrascripto successores tuos, ut in Marchionatu vestro prædicto pacem, & Justitiam omnibus, & singulis, æque Pauperibus, & Divitibus efficaciter, & fideliter juxta posse vestrum procurare debeatis; Quodque Marchionatum Mantuæ, cum omnibus suis pertinentiis, sicut superius expressum fuit à Nobis, nec non à Serenissimis Imperatoribus sive Regibus successoribus Nostris, & ab Imperio Romano, quoties debitum fuerit, sollemnitatis honore debito, cum Vexillis, & Banderiis, ut moris est, solita quoque reverentia suscipere debeatis, ac Nobis, & eisdem successoribus nostris in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Marchiones, & Principes præstare, & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ, & subjectionis debitæ,

touchant la Paix d'Utrecht. 621

bitæ, corporalia jûramenta. Cæterum ad declarationem sæpe nominatarum supra successionum, utque de earum ordine omnis ambiguitas auferatur, & tollatur omnis materia quæstionis, confusionisque omnis possibilis dubietas extirpetur, detur autem potius clarus, & determinatus succedendi in prædicta Marchionali dignitate, ac omnibus supra concessis, stili, & ordo, hoc præsentis Nostri Imperiali sive Romano Regio Edicto in perpetuum valituro jubemus, statuimus, dicimus, & sancimus, quod Primogenitus Tuus, Illustris Marchio Joannes Franciscus, masculus ex vero, & legitimo matrimonio ex te natus, in Marchionatu, & Marchionali dignitate, & Feudo præfatis, ac cæteris omnibus, & singulis supra concessis, & indultis Tibi succedat, aliisque Fratribus suis, & tuis filiis legitimis præferatur; Et quod dicto Primogenito Tuo decedente, etiam Te vivente, filius Primogenitus masculus ex legitimo matrimonio ortus dicti Primogeniti, præferatur Patruis, ac aliis quibuscumque in successionem Marchionatus præscripti Feudi, & aliorum superius concessorum, quod quoad prædictam successionem

cessionem in singulis Primogenitis masculis ex legitimo matrimonio susceptis, descendantium à Primogenitis legitimis, ut supra descendantibus, volumus observari. Deficientibus autem Primogenitis Primogenitorum descendantium, ut supra à primogenitis, tunc secundo-genitus masculus ex legitimo matrimonio ex Te ortus, sive ipse Primogenitus ab ipso ordinate, & secundum rectam lineam masculinam descendens ut supra, in dicto Marchionatu, Feudo, & cæteris supra concessis successor existat, quod in cæteris ab ipso descendantibus per rectam lineam masculinam, prout de successione supra Primogeniti dictum est, in omnibus observetur; Illud idem intelligendo, de Tuis tertio, & quarto genitis, & sic deinceps &c.

TENOR QUARTI ARTICULI

Ex Capitulis Pacis Ratisbonensis,
de quo supra sub littera C.

Duci autem Guastallæ, ut omnibus præ-
tensionibus suis ad Ducatum Mantuanum in favorem Ducis Caroli, ejus-
que

que Lineæ masculinæ renunciēt, Majestas sua Cæsarea attribuit annuos redditus scutorum sex millium, unumque computando, & reducendo ad justum valorem duorum Florenorum Rhænensium, quorum singuli valent sexaginta Cruciferos, sive Carantanos, pro quorum solutione illi assignabitur cum omni superioritate, & jurisdictione, ut Prædecessores olim Mantuæ Duces possidebant, una, aut plures ex Terris sequentibus, nimirum Dosolo, Luzzara, Suzzara, & Reggiolo, usque dum redditus illarum supradictam summam conficiant; ita ut, si una Terra non sufficiat, successive duæ, tres, vel omnes quatuor illi assignentur. Ad removendam vero, & superandam omnem difficultatem, utraque pars confidentem aliquem nominabit, & Majestas sua Cæsarea deputabit Commissarium Imperialem Ducem Parmensem, ut per ministrum aliquem prudentem, & discretum, neutri suspectum, sed quoad fieri queat utrique gratum, Terras illas juxta morem Patriæ, computatis in supradictam summam fructibus, & redditibus ordinariis, & stabilibus, tam Feudalibus, quam allodialibus, & cujuscumque ge-

ner

neris, & habita ratione prætii differen-
tis, quo redditus Feudales, & allodiales,
& cujuscumque generis æstimari, & di-
ctum Ducem Guastallæ in unius, vel plu-
rium supradictarum Terrarum possessio-
nem introduci faciat. Quantum vero ad
supradicta bona allodialia, ea talia esse
debebunt, ut supradictis saltem Terris
inclusa, neque creditoribus ullis obno-
xia, neque ad hæredes allodialium perti-
nentia, neque ulli alteri oneri supposita,
sed omnino franca, & libera esse de-
beant: Casu vero, quod in una alterave
Terra Duci Guastallæ assignanda redditus
supradictæ summæ quantitatem in aliquo
excesserint, illud residuum una cum su-
perioritate proportionabiliter ad Ducem
Carolus pertinebit.

TENOR LITTERARUM

Imperialium Duci Parmensi inscriptarum,
de quibus supra sub littera D.

*FERDINANDUS II. Divina favente
Clementia Electus Romanorum Im-
perator semper Augustus.*

Illustrissime Princeps Carissime: Ex ul-
timis Nostris septima Aprilis proxi-
mi

mi:præteriti datis, Dilectio Tua ulterius intellexerit, quæ mens, & desiderium Nostrium sit circa negotium æstimationis Terrarum Duci Guastallæ, pro adjudicata sibi pecuniæ summa assignandarum. De Tuæ igitur Dilectionis erga Nos, & Rempublicam studio, & affectu, nec non Pacis promovendæ desiderio cum minime dubitemus, jamque ex mente, & voluntate Nostra ad Pacificationis Ratisbonensis normam omnia inter Ducem Guastallæ, & Nivernensem composita, & transacta esse speremus, Renunciationem eidem dicti Ducis Guastallæ, omnium prætensionum suarum super Statu Mantuæ ex dicto Capitulationis Ratisbonensis præscripto transmittimus, benevole pro solita fiducia Nostra, eidem Dilec. Tuæ committentes, & requirentes, ut quandoquidem res in eo jam vertitur, ut tota hæc Pacis executio effectum suum quamprimum sortiatur, ipsique Duci Carolo, jam tum possessio Ducatus Mantuæ addicta sit, Dilec. Tua Plenipotentiarium quoque dicti Ducis Guastallæ in possessionem portionis Terrarum ipsi adjudicatarum immittat, aut, siquidem ea decisio à Dilec. Tua nondum

D d

dum

adum facta sit, ea quamprimnm ut fiat, ac tum juxta hanc ordinationem Noſtram executioni mandetur, factura in hoc expreſſam voluntatem Noſtram nec non rem pergratam Nobis futuram; Cui de cætero gratiam, & benevolentiam Noſtram Cæſaream prolixè offerimus. Data in Civitate Noſtra Viennæ, die prima menſis Maji, anno Domini 1631. Regnorum Noſtrorum Romani duodecimo, Hungarici decimo tertio, Bohæmici vero decimo quarto.

FERDINANDUS

I. H. à Stralendorff.

*Ad mandatum Sac. Cæſ. Majeſt. proprium
Iaà. Walderot.*

A Tergo

Illuſtriſſimo Odoardo Farnesio Duci
Parmæ, & Placentiæ, Principi
Noſtro Cariſſimo.

*Item cum Sigillo Magno Imperiali
in cera rubea impreſſo.*

TENOR

TENOR RENUNCIATIONIS

Cæsaris Guastallæ Ducis, de qua
in præcedenti Juris Allega-
tione sub littera E.

Ut mea ex parte Quartum Capitulum
Pacis Ratisbonensis plene exequa-
r, & voluntati Sac. Cæs. Majest. Do-
mini Nostri Clementissimi debita submis-
sione obediam: Ego omnibus prætenso-
ribus meis, meorumque hæredum, &
descendentium ad Ducatum Mantuanum
in favorem D. Ducis Caroli, ejusque Li-
neæ Masculinæ renuncio, ut in eodem
Capitulo expressum est; Reservans ta-
men mihi, meisque hæredibus, & de-
scendentibus, in defectum præfatæ Li-
neæ masculinæ (quod Deus avertat) im-
mediatam successionem ad dictum Duca-
tum Mantuanum: eidem Majestati pro-
mittens cum juramento, omnique me-
iori modo, nihil contra prædictam re-
nunciationem tentare, aut facere, sed
illam ratam, & firmam semper habere.
In quorum fidem &c. Datum Viennæ
die secunda Maji 1631.

CÆSAR GONZAGA.

D d 2

Item

Item cum sigillo parvo dicti Excel. Domini Ducis Guastallæ in ostia rubea impresso, subscripta in calce.

Pomponius Spilimbergus Secretarius.

TENOR IMPERIALIS

Investituræ ultimo loco in antescrpta Juris Allegatione citatæ sub littera F.

FERDINANDUS SECUNDUS &c.

Agnosçimus, & notum facimus tenore præsentium universis &c. Quod cum haud ita dudum sub fine nimirum anni 1627. Vincentio Mantuæ, & Montisferrati Duce, Principe, & Consanguineo, nec non Affine Nostro Carissimo vita functo, ex occasione controversiæ successionis ad dictos Mantuæ, & Montisferrati Ducatus, studio, & contentione partium ad eum aspirantium, bellum grave exortum, idque deinde per Nostros, & Regis Franciæ Christianissimi Plenipotentiarios ad hoc deputatos Commissarios, in certas Leges, & conditiones, pro ut ex forma capitulationis

ca

ea super re confectæ , ac utrinque subscriptæ , sub Dat: Ratisbonæ decima tertia die Mensis Octobris anni proxime elapsi 1630. luculenter apparet, compositum, ac sopitum sit, jamque contentatis, vel remisissis ex præscripto dictæ Pacis cæteris partibus , quarum intererat, Carolus de Gonzaga quod Ludovici Nivernensis, Mantuæ, ac Montisferrati Dux Consanguineus, & Princeps Noster Carissimus, per Oratorem , & Procuratorem suum legitime ad hoc mandato instructum, videlicet Vincentium Agnellum Suardum Episcopum Mantuanum , humiliter ac debita cum submissione à Nobis petierit, ut se tamquam supremus ac directus dictorum Ducatum Dominus, de iisdem clementer infeudare , ac investituram de super concedere dignaremur ad formam, qua Prædecessores sui eandem à Nobis , ac Prædecessoribus Nostri Romanorum Imperatoribus, ac Regibus obtinuissent , nec non omnia , & singula Privilegia in dictis investituris super uno, alteroque Ducatu impertitis dictis Antecessoribus suis concessa, sibi quoque benigne confirmare vellemus ; Nos sane, re-mature , ac diligenter deliberata , ni-

hilque ex Nostra parte desiderari volentes, quod ex dictis Ratisbonensis Pacis Legibus Nobis quocumque modo incumberet, habita benigna ratione hujusmodi submissivis, & præcum dicti Caroli Mantuæ, & Montisferrati, nec non Niverniæ Ducis, ex certa Nostra scientia, ac de potestatis Nostræ Cæsareæ Plenitudine, tamquam supremus, ac directus jam nominatorum Ducatum dominus, dictum Carolum de Gonzaga, ex præscripto, & vi jam pluries allegatæ Ratisbonensis Pacificationis, de dictis Ducatibus Mantuæ, & Montisferrati, omnibusque & singulis eorum juribus, & pertinentiis quibuscumque, ex gratia, & Clementia Cæsarea ad eundem modum, quo antecessores ipsius quicumque, ac nominatim Avus ipsius Fredericus, & Patruus Franciscus, & Gulielmus, hujusque filius, Patruelis suus Vincentius, ac tandem hujus quoque filii Franciscus, Ferdinandus, & supradictus ultimus horum Ducatum possessor Vincentius, ab Antecessoribus Nostris, vel Nobis investiti sunt, investiverimus, iis tantummodo Partibus, Terris, Locisque una cum juribus suis, exceptis, quæ vel Sabaudia, &

& Pedemontium Duci Victorio Amadæo, vel Cæsari Gonzagæ Guastallæ Duci, ex uno, alterove Ducatu prædicto, vel eorum pertinentiis, ex conventionis ejusdem Pacificationis Ratisbonensis, nec non vi, ac vigore, vel conventionis postmodum inter Partes initæ, ac à deputatis ad hoc Commissariis Nostreis videlicet, & dicti Serenissimi Franciæ Regis Christianissimi confirmatæ, vel sententiæ à Parmæ Duce tamquàm Commissario Nostro Imperiali ex præscripto supradictæ Pacis ad hoc constituto latæ, pro prætensionibus suis ad dictos Ducatus assignata sunt &c. Quæ omnia, & singula, Terras, & Loca cum juribus suis, prout in dicta Ratisbonensi Capitulatione, vel dictis conventionibus, & sententia latiùs distinguitur, ab hac investitura exclusæ esse volumus &c. Ac præterea eidem Duci Carolo omnia, & singula Privilegia his Ducatibus annexa, & conjuncta ac in investituris, ea præsertim, quam Nos modo dicto ultimo memoratorum Ducatum possessori concessimus, contenta confirmaverimus, prout ideo præsentium tenore, ex eadem scientia, nec non Potestatis plenitudine, dictum

Carolus de Gonzaga Mantuæ, & Montisferrati, nec non Nivernensem Ducem ad præmemoratam formam, & modum de dictis Ducatibus investimus, omniaque & singula Privilegia, & jura iis annexa, & conjuncta, & in investituris antiquis, vel recentioribus, ac præsertim ea quam postremus eorum possessor ultimò à Nobis obtinuit, contenta confirmamus, non secus atque si hæ investituræ omnes & singulæ his ipsis litteris, quod propter angustiam temporis fieri non potuit de verbo ad verbum insertæ essent, quas tamen interim hic pro insertis haberi volumus, & jubemus, & prout in latiore Diplomate Nostro ea super re propediem expediendo fusius constabit, recepto tamen à prædicto Oratore, & Procuratore ipsius ad id speciali & sufficienti mandato suffulto, debito & solito fidelitatis, & subjectionis juramento corporali, nomine, & in animam dicti Caroli Mantuæ, & Montisferrati, ac Niverniæ Ducis.

Præterea ad demonstrationem ulterioris gratiæ, & benignitatis Nostræ eundem Ducem Carolum tamquam fidelem jam Nostrum, & Sac. Rom. Imperii Vassallum.

fallum in Nostram, & ejusdem Sacri Imperii Tutelam, ac Protectionem recipimus contra omnes, & quoscumque, quī ipsum, vel suos ratione controversiarum, ac motuum prælibatorum, ex occasione dictæ controversæ successionis ad præfatos Ducatus, contra tenorem præsentis investituræ, ac gratiæ Nostræ, quovis modo, armis, vi, & de facto infestare, ac molestare auderent.

Ac mandamus proinde omnibus, & singulis Nostris, & ejusdem Sacri Imperii Electoribus, Principibus, tam Ecclesiasticis quam sæcularibus, Archi-Episcopis, Episcopis, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Capitaneis, Locumtenentibus, sive Dominis, Advocatis, Præfectis, Procuratoribus, Officialibus, Quæstoribus, Civium Magistratibus, Judicibus, Consulibus, Hæroaldis, & Caduciatoribus, ac denique omnibus Nostris, & Sacri Imperii, & quorumlibet Regnorum, ac Provinciarum Nostrarum Hæreditariarum, aliisque subditis, & fidelibus dilectis, cujuscumque status, gradus, ordinis, conditionis, dignitatis, & præeminentiæ extiterint, clementer, &

ferio mandamus, ac præcipimus, ut dictum Carolum Mantuæ, & Montisferati, nec non Niverniæ Ducem præsentis hujus investituræ confirmationis, & protectionis Nostræ gratia libere, ac quiete frui, & gaudere sinant, neve quis ipsum contra harum tenorem quocumque modo offendere, turbare, aut molestore audeat, vel præsumat, sed tueatur potius, & deffendat, sub comminatione, si quis contrafaceret indignationis Nostræ gravissimæ, nec non cæterarum quoque pœnarum in allegatis investituris, & privilegiis contentarum. Harum testimonio litterarum, manus Nostræ Cæsareæ subscriptione, nec non Sigilli quoque Imperialis appensione munitarum, quæ dabantur in Civitate Nostra Vieniæ, ipsa die Visitationis Beatæ Mariæ Virginis, quæ erat secunda Julii 1631.

Concordat præsens copia cum registratura Imperiali Aulica Latina, quod manus propriæ subscriptione, & Sigilli soliti appensione attestor. Actum Viennæ 11. Novembris 1662.

Gerardus Maximilianus Ostermaier
Registrator Ibidem.

L. S.

Exem.

*Exempla Litterarum
Imperialium ad D.
Guaſtalla Ducem.*

Copie des Lettres
de l'Empereur au
Duc de Guastalle.

LEOPOLDUS
Divina favente
Clementia Ele-
ctus Romanorum
Imperator sem-
per Augustus.

LEOPOLD par la
Grace de Dieu
Empereur des Ro-
mains, &c.

Illustrissime Conſan-
guinee, & Prin-
ceps chariſſime. Nul-
li ſane dubitamus
quin Dilectio tua haud
fieri potuiſſe Nobis-
cum exiſtimaverit, ut
Mantua Dux Ferdi-
nandus Carolus reje-
cto, quod Sua San-
ctitas ipſi promiſerat,
auxilio militari, bel-
lique nervo, ac ſpre-
tis ſalutaribus moni-
tis, & rationibus ipſi
per Ablegatum illic
no-

Très-illuſtre, &
très-cher Prin-
ce : Nous ne dou-
tons pas que vous
n'aurez crû avec
nous, qu'on ait pû
faire, que Ferdi-
nand Charles Duc
de Mantouë, après
avoir refusé du Se-
cours que le Pape
lui avoit promis, &
mépriſé les avertiſ-
ſemens ſalutaires, &
les raiſons, que no-
tre Envoyé lui avoit
Dd 6 bien

nostrum, uberius sapiusque demonstratis, atque Exercitu nostro jam tum illuc properante, & eo ipso quidem tempore quo se sine præscepto, consensu nostro, ne vel quicquam facturum, permissurumve, jurato asseruerat, de tradenda Mantua Fenduli nostri Imperialis Urbe, & Castello cum Gallis & Andegavensibus tractaret, imo nulla suadente ratione, ac ne unico quidem hostilis tormenti globo petitus; illam re ipsa dederit. Verum cum aliter acciderit, isque omnis fidei nobis, Sacroque Romano Imperio jurata immemor, praesola auri Gallici sua ipsiusmet Patria totiusque

bien souvent fait connoître, & pendant que nos Armées approchoient, & qu'il nous avoit assuré de ne rien faire, ni permettre aucune chose sans nôtre consentement, fût en Traité avec les François & le Duc d'Anjou de donner Mantouë nôtre Fief, & le Château, conformément il l'a rendu sans aucune raison, & sans être forcé. Etant ainsi, puis qu'il a oublié d'avoir prêté Serment de fidélité à Nous, & au Sacré Empire, & ayant par son avarice (chose indigne d'un Prince) préféré l'or de la France à la seureté de

*triusque Italia saluti
proposita cupiditate,
tam nefanda & Prin-
cipis planè indigna,
felonia labe se con-
taminare, ac in laesa
Majestatis nostrae Ca-
sarea, & rebellionis
crimen precipitare non
erubuerit. Profectò
non potuimus quin pro
supremo quo fungi-
mur Officii nostri Ca-
sarei munere, ea quam-
tùm communes Vas-
salaggii Leges, tùm
Sacri Imperii Consti-
tutiones nobis præscri-
bunt severitate, in
eundem, illiusque Con-
siliarios, inprimis au-
tem N. Berettum, &
N. Fianum animad-
verteremus, eosque
ad audiendum, & vi-
dendum bona sua re-
spectivè caduca, &
Fisco Imperiali dela-*

ta

de la Patrie, & de
l'Italie, il n'est pas
honteux d'être un
Fellon & d'être
tombé dans le Cri-
me de leze Majesté;
Nous sommes obli-
gés par nôtre devoir
& par les Loix de
Vassallage, & les
Constitutions de l'
Empire de le bien
punir avec les Con-
seillers, principale-
ment Berretta & del
Fiano, & les faire
assigner pour enten-
dre & voir, que
tout son Bien est
confisqué, & d'ab-
soudre les Sujets de
l'obéissance, com-
me dès aujourd'hui
nous les faisons as-
signer, & nous ab-
solvons les Sujets.

Etant persuadez
que vous trouverez

ta esse, Fisco nostro Imperiali ad id una Officii sui monito, citaremus, Subditosque obedientia juramento absolveremus, pro ut etiam hodierna die, tum & alios ita citavimus, tum & hos ita absolvimus. Quemadmodum igitur persuasi sumus, Dilectionem tuam justissime Ordinationi huic nostræ Imperiali facile assensuram, ita etiam nobis certò pollicemur, fore ut & ipsa pro noto nobis aliàs, ac debito sue fidei intemerata zelo, proque juxisjurandi, quo nobis & Sacro Imperio obstringitur, religione nobis immota adhereat, neque Gallicis, vel Andegavenſibus, Hispani-
cisque.

très-justes ces nos ordres, nous nous promettons que par le zèle que nous avons toujours connu de vôtre fidélité, & par le Serment que vous en avez prêté à Nous, & au Sacré Empire, vous ne donnerez pas le moindre secours ni aux François, ni au Duc d'Anjou, ni aux Espagnols, qui contre toute la justice l'accagent, & usurpent le Milanois, & que par la force & par les armes vous les éloignerez, & les chasserez de vos Terres & de vos Confins, & à nos Armées vous prêterez toute sorte d'assistance, ce qui sera une glorieuse

*cisque Copiis militan-
tibus, Ducatum Me-
diolanensem, aliaque
Feuda nostra Imper-
ialia, contra fas &
nefas, usurpantibus,
ac depopulantibus, vel
minimo adminiculo
assistat, quin illos po-
tius à se, Terrisque
ac finibus suis, vi, &
armis avertat, & pro-
pulset. Exercitus ve-
rò nostros omni bene-
volentia, hospitalita-
te, atque adjumento
prosequatur. Cedet hoc
ad majorem Dilectio-
nis tue gloriam, &
commune Imperii Ro-
mani, præsertim ve-
ro viciniae suae, to-
tiusque Italia restau-
rationem, & incre-
mentum, utpote quod
& hos, quo possumus,
ac debemus sollicitudi-
ne, & opera indefessè
pro-*

euse marque de vô-
tre affection, & cau-
sera le retablisse-
ment de toute l'Ita-
lie, & l'accroisse-
ment du Sacré Em-
pire, que nous de-
vons procurer avec
l'aide du Seigneur
tant qu'il nous sera
possible. Au reste
nous vous asseurons
de nôtre agrément
& bienveillance.

*A Laxembourg le
20. de May
1701. &c.*

LEOPOLD.

*promovere, Divina,
qua confidimus, sub
ope non intermitte-
mus. Qui, quod re-
liquum est, Gratia
ac benevolentia no-
stra Casarea affectu
eandem complecti-
mur. Datum Laxem-
burgi, die vigesima
Maji, Anno mille-
simo septingentesimo
primo, Regnorum
nostrorum Romani
quadragesimo tertio,
Hungarici quadre-
gesimo sexto, Bohemi-
ci vero quadragesimo
quinto.*

LEOPOLDUS.

Foris

*Illustrissimo Vin-
centio Duci Gua-
stallæ, Consan-
guineo, & Prin-
cipi nostro caris-
simo.*

JOSEPHUS Divi-
na favente Cle-
mentia electus
Romanorum Im-
perator semper
Augustus, &c.

JOSEPH par la
Grace de Dieu
Empereur des Ro-
mains, &c.

Illustrissime Prin-
ceps, & Consan-
guinee carissime. Quod
mihi Dilectio Vestra
Litteris suis perquam
gratis non solum de
funestissimo Domini
& Genitoris mei, o-
mni veneratione co-
lendissimi, obitu con-
dolere, verum etiam
de successione in Im-
perium congratulari,
omniaque ad hanc fe-
licitatem gerere ap-
precari voluerit, hoc
in specialis erga me
studii, & observan-
tia argumentum sum-
psi, pro quo igitur
du-

Très-illustre Prin-
ce, & très-
cher Parent: La part
que vous avez pris
de la mort de l'Em-
pereur mon Perc, &
de nôtre événement
à l'Empire, c'est
une marque de vô-
tre affection & fide-
lité; nous vous en
faisons doubles re-
merciemens, & nous
prions Dieu, qu'il
vous ait en sa sainte
garde, qu'il vous
défende des presens
malheurs, & qu'il
vous comble de pro-
speritez. En atten-
dant

*duplici compassionis,
tùm gratulationis of-
ficio Dilectioni vestrà
plurimas ago gratias,
& ut Deus ter opti-
mus maximus ean-
dem ab hujusmodi
mœstis casibus diu im-
munem servet, nec
non ipsi presentibus
calamitatibus brevi li-
berata multas prospe-
ritates concedat ani-
mitus precor, simul-
que Dilectionem ve-
stram uberrima Casa-
rea mea benevolentia,
& propensionis secu-
ram reddo. Datum
Vienna die 15. Julii.
Anno 1705.*

dant nous vous :
seurons toujours
nôtre bienveillant
A Vienne le 15
Juillet 1705.

JOSEPH

JOSEPHUS.

Foris autem, ut
in antecedenti.

Copie

Cop

Copie di Lettere
 Scritte dal Signor
 Principe Eugenio di Savoia al
 Signor Duca di
 Guastalla.

Copie des Lettres du
Prince Eugene de
Savoie au Duc de
Guastalle.

VOSTR' AL-
TEZZA.

ALTESSE.

In risposta al gentilissimo foglio dei 16 cadute non posso che prestarle sempre maggiormente il mio compatimento, e passione per gl' accidenti da cui rimane oppressa la Casa dell' A. V. Io la supplico à credere che infinita sia la mia passione su la considerazione di quelle tante obbligazioni, che mi corrono con V. A. Mi hà espressamente coman-

data.

En réponse de la Lettre de Vôtre Altesse du 16. du mois passé, je ne sçaurois assez lui témoigner comme je suis pénétré des malheurs qui sont arrivés à la Maison de Vôtre Altesse. Je la supplie de croire, que je suis extrêmement touché de tout ce qui regarde Vôtre Altesse. Sa Majesté m'a expressément ordonné de re-

dato S. M. Cesarea di dover ringraziare l' A. V. di quanto hà ella fatto per conformarsi al suo Imperiale servizio; ma d'insinuarla à credere, che gl' accidenti dell' A. V. saranno inseparabili della sua Augustissima mente per applicare al modo di poterle in qualche maniera far conoscere la sua Imperial munificenza. In tanto sarebbe bene, che V. A. pensasse per tempo à ciò, che potrebbe fare la M. S. e in che impegnarsi per lei in evento di qualche Trattato, indi avisarmene ch' io non mancharò d'umiliare il tutto alla medesima, che so non hà la maggior premura, che di

assi-

remercier Vôte Altesse de tout ce qu' Elle a fait pour son service, & de la persuader à croire que tous les malheurs de Vôte Altesse seront devant les yeux de Sa Majesté pour songer au moyen de lui en témoigner la reconnaissance. En attendant il seroit bien que Vôte Altesse songeât oportunement à ce que Sa Majesté pourroit faire, & s'engager, en cas de quelque Traité, & Vôte Altesse aura la bonté de m'en faire avertir, puisque je ne manquerai pas de représenter très - humblement le tout à Sa Majesté, laquelle je

sçai.

touchant la Paix d'Utrecht. 645

*assisterle e compensar-
le, in qualche modo
il danno sofferto per il
suo maggior servig-
gio. Attenderò dun-
que dall' A. V. suoi
commandamenti, e
colla protesta delle
mie infinite obliga-
zioni, le bacio per
fine divotamente le
mani.*

*Dal Campo Im-
periale presso Luz-
zara le 13. Ottobre
1702.*

Di V. ALTEZZA,

*Divotissimo & ob-
ligatissimo Ser-
vitore,*

*EUGENIO DI SA-
VOYA.*

*Signor Duca di
Guaftalla, &c.*

*ſçai avoir un grand
ſoin pour aſſiſter
Vôtre Alteſſe, & re-
compenſer en quel-
que façon les pertes
qu'Elle a fait pour
ſon ſervice. J'at-
tendrai donc l'hon-
neur de ſes ordres,
& je ſuis, &c.*

De V. ALTESSE,

*Du Camp Imperial
près de Luzara le
13. Octobre 1702.*

*Le très - devot
& très-obligé
Serviteur,*

*EUGENE DE SA-
VOYE.*

VO.

AL.

VOSTR' AL-
TEZZA,

ALTESSE,

Passo con l' A. V. un officio del mio debito, ch' è di ragguagliare la mia partenza per Vienna, che seigue alcuni giorni prima di quello mi farei persuaso, e già che non posso compire all' obbligo mio conforme haurei deliberato, si degni almeno V. A. accertarsi, che non tralascierò in questa congiuntura d'impiegare tutta la mia attività per promuovere gl' interessi di V. A. la quale può essere egualmente sicura delle mie più fervorose rappresentazioni à S. M. Cesarea acio si degni proteggere
con

C'est mon devoir de donner à Vôte Altesse des nouvelles de mon depart pour Vienne, que je suis obligé de faire quelques jours plutôt que je ne m'attendois pas; & puisque je ne sçaurois m'acquitter de mon devoir, comme j'aurois voulu, je prie Vôte Altesse d'être persuadée, que je ne manquerai pas dans cette occasion d'employer tous mes offices pour l'avantage de ses intérêts; & je l'assure, qu'avec toute l'attention je les représenterai
tous

touchant la Paix d'Utrecht. 647

con le sue clementissime grazie la giustissima Causa di V. A. che supplico continuarmi in ogni luogo, e tempo, dell' onore de suoi commandamenti, e le bacio per fine devotamente le mani.

Dal Quartier Generale in Carbonara le 29. Dec. 1702.

Di V. ALTEZZA,

Divotissimo & obligatissimo Servitore,

EUGENIO DI SAVOYA.

Signor Duca di Guastalla, &c.

VOSTR' ALTEZZA.

Non solamente à me, mà à tutto il

tous à Sa Majesté, afin qu'il lui plaise de proteger la Cause de Vôte Altesse qui est très-juste, & la suppliant de vouloir bien m'honorer de ses ordres. Je suis, &c.

De V. ALTESSE,

Du Quartier General de Carbonara, le 29. Dec. 1702.

Le très - devot
& très - obligé
Serviteur,

EUGENE DE SAVOYE.

ALTESSE,

Je sçai, & tout le monde le sçait, que

il Mondo è nota l'incorrotta fede colla quale V. A. si è sacrificata per il servizio di S. M. Cesarea, e per gl' interessi della Causa commune. Non dubiti però l' A. V. dell' Imperial riconoscimento, essendo più che giusto che non si lasci in abbandono un Principe il quale per dar autentiche d'un vero Vassallaggio hà perduto tutto il suo; s'assicuri ancora, che mi farò gloria quando le mie poche forze potranno dar peso al di lei degnissimo soglievo, e mentre spero di ritrovarmi nelle Frontiere d'Italia avanti lo fine della settimana prossima entrante, non perderò alcun momento,

que Vòtre Altesse s'est sacrifiée avec toute la fidelité pour le service de Sa Majesté & pour l'intérêt de la Cause commune. C'est pour cela que Vòtre Altesse ne doit pas douter de l'Imperiale reconnaissance, étant très-juste, qu'un Prince, qui a donné des marques de sa fidelité, & a perdu tout son Bien, ne soit pas abandonné. Vòtre Altesse soit persuadée, que je me ferai un plaisir, lors que je pourrai contribuer à son soulagement; & comme j'espère d'être à la fin de la semaine prochaine aux Frontieres d'Italie, je ne perdrai un moment

touchant la Paix d'Utrecht. 649
to , mà cerchero con ogni sollecitudine strada, e maniera di poter rimettere in miglior stato mediante la Divina assistenza le cose d'Italia, si compiaccia in tanto l' A. V. conservarmi l'onore del suo riveritissimo affetto , ed io pure à rimettere il titolo di suo vero servitore, procuraro' contrassegnarme le sino alle ceneri.

Di V. ALTEZZA,

Vienna il primo
 Aprile 1705.

Devotissimo & obligatissimo Servitore ,

EUGENIO DI SAVOYA.

Signor Duca di
 Guastalla, &c.

VO.

Ec

AL-

ment de tems à chercher avec soin les moyens de pouvoir (avec l'aide du Seigneur) remettre en meilleur état les affaires de l'Italie. Je prie Vôte Altesse de la continuation de ses bontés, & je suis, &c.

De V. ALTESSE,

A Vienne, le premier d'Avril. 1705.

Le très - devot
 & très - obligé
 Serviteur,

EUGENE DE SAVOYE.

VOSTR' AL-
TEZZA,

ALTESSE,

Provo godimento ben grande nei vantaggi di quest' armi gloriose da me comandate, e della ragione fatta alla giusta Causa, e della parte, che V. A. deve avere di queste vittorie, come però ne porto un vivissimo ringraziamento alle di lei generose, com' altresì cordialissime espressioni, con le quali, s'è compiaciuta obligarmi con tanta finezza, così l'assicuro ch' aurò tutta la premura per sollecitare più presto, che sarà possibile il soglievo al suo stato, e rendere l'A. V. nella prima libertà, avendo

J'ai bien de la joye de voir les avantages des armes glorieuses que je commande, la justice renduë à la Cause, & la part que Vôte Altesse prend de ces Victoires; & comme je lui en fais mes très-humbles remerciemens, je l'assure que j'aurai tous les soins pour soulager l'Etat de Vôte Altesse, & pour lui donner son ancienne liberté le plutôt que je pourrai, ayant toujours pour V. A. les mêmes sentimens que j'ai fait connoître dernièrement

do per lei quelli stessi sentimenti, che ho dimostrato, e fatto conoscere al Signor Duca di Modena ulteriormente. Il Signor Generale de Wezzell' è stato da me due giorni, e col medesimo ho discorso sopra quest' affare quanto era di necessario, mà con le notizie, che ora mi porta la pregiatissima sua delli 27. caduto, soggiungero in iscritto quello occorrerà per riparare à quei danni, se sarà permesso, che minaccia l'Inimico alla Città, & al Paese. Prego V. A. credermi sempre propenso per il di lei giustissimo interesse, e soddisfazione, e che altro non desidero,

ment à Monsieur le Duc de Modène. Il y a deux jours que Mr. le General Wetzel étoit avec moi, je lui parlai de cette affaire; mais presentlyment que Vôtre Altesse me fait l'honneur de me donner d'autres avis par la Lettre du 27. je lui manderai ce qui sera nécessaire pour reparer (tant qu'il me sera permis) les pertes, que l'Ennemi menace à la Ville, & au Pays. Je prie Vôtre Altesse de croire que je serai toujours prêt pour ses avantages, & je souhaiterai toute ma vie de faire connoître

che **E e 2** *com*

che darle prove certe della partialissima osservanza, con cui resto immutabilmente,

Di V. ALTEZZA,

Pizzighitone
2 Dec. 1706.

Devotissimo & obligatissimo Servitore,

EUGENIO DI SA-
VOYA.

Signor Duca di
Guaftalla, &c.

Copia di Lettera
scritta dal Signor
Principe di Salm
al Signor Duca di
Guaftalla.

ALTEZZA,

H^o ricevuto con
gradimento, e
la

me je suis avec pas-
sion,

De V. ALTESSE,

*A Pizzighitone
le 2. Decemb. 1706.*

Le très - devot
& très - obligé
Serviteur,

EUGENE DE SA-
VOYE.

*Copie de la Lettre du
Prince de Salm au
Duc de Guaftalle.*

ALTESSE,

J'ai reçu avec
plaisir & esti-
me

la stima, che devo gl' augurii delle buone feste de quali V. A. s'è compiaciuta onorarmi, e vengo à contracambiarli con altri tanti nell' anno entrante; Pregando il Cielo la colmi d'ogni maggiore felicità in questo, quanto in più altri susseguenti, ne di minore gradimento, e contento mi capitò nello stesso tempo altra carta di V. A. nella quale ella mi diede parte, che li Francesi havevano abbandonata Guastalla doppo haver tentato di far saltare in aria due Balloardi, però con poco danno, con che ella si ritrovava in speranza di essere ben presto restituita nel suo Stato, di

che

me les bons souhaits qu'il a plû à V. A. de m'envoyer pour Noël, & je viens lui en faire autant pour la nouvelle année remplie de toutes sortes de prospérité. Avec le même plaisir. & contentement j'ai vû l'autre Lettre, dans laquelle V. A. me fait l'honneur de me mander, que les François avoient abandonné Guastalle, après avoir tenté de faire sauter les deux Bastions avec peu de dommage, & que V. A. esperoit de rentrer bien - tôt dans ses Etats, dont je me rejoûis beaucoup.

Je ne doute pas que Mr. le Prince

in lucem prodiit, & Serenissimorum Electorum Ministris præcipue Ratisbonæ residentibus distributa fuit, substantialiter continet sequentia capita & prætenta fundamenta.

I.

Quod Denegandum sit quodcumque Jus succedendi ad feudum Mantuæ Duci Guastallæ. Non tantum attenta dispositione juris feudalis Longobardorum Capite Feudum 24. §. ult. sed etiam Pacis Cæsareæ sanctione Capit. 3. communiter approbata & interpretata à Gail. Rosenthal. & alijs Cæsarei Juris Professoribus & Interpretibus; ex iis etenim deducitur indubitati juris esse pro crimine læsæ Majestatis in primo Capite commisso confiscationis & privationis pœna, non tantum plectendum esse principalem Delinquentem illiusque Descendentes in infinitum, sed Agnatos & collaterales quoscumque arcendos pariformiter in infinitum.

I I.

Quod hæc opinio approbata & observata fuerit recenter à Serenissimis Electoribus in præsentī, de qua agitur Mantuana quæstione: Nam requisiti per Augustis-

giſtiſſimum Imperatorem Joſephum Glo-
rioſæ recordationis, quomodo diſponen-
dum eſſet de præfato Mantuæ feudo poſt
Bannum Imperiale contra Ducem Ferdi-
nandum Carolum promulgatum, ſub die
21. Martii, anno 1707. unanimiter re-
ſponſum dederint Capitulationem pro-
priam Cæſaream articulo 29. ſatis ſuper-
que de hoc diſponere & eſſe ſervandam.

I I I.

Quod nullum Jus favore Ducis Gua-
ſtallæ deduci quoque poſſit à Reſervatio-
ne contenta in renunciatione vigore art.
4. Pacis Ratiſbonenſis facta anno 1631.
per Vincentium Gonzaga Guaſtallæ Du-
cem ejus Patrum; prout in præfata fa-
cti ſerie per modernum Ducem Guaſtal-
læ deduci poſſe prætenditur.

I V.

Quod exempla per Ducem Guaſtallæ
allata ad effectum probandi feuda in de-
lictis læſæ Majeſtatis innocentibus Agna-
tis collata non Imperiali fiſco adjudicata
fuiſſe, inapplicabilia ſint, eò quod hu-
juſmodi collationes ex gratia & Clemen-
tia Cæſarea, non autem ex debito juſti-
tiæ proceſſerint; Ejusdemque qualitat-
is dicenda ſit aſſignatio duarum terrarum
Ec 5 vigore

vigore art. 4. præfatæ pacis Ratisbonensis facta Duci Guastallæ de anno 1631.

V.

Quod si sua Cæsarea Majestas aliter de feudo Mantuæ disponere consultum duxerit, rationem habere dignabitur Guastallensi Domui propter eorum fidelitatem, servitia, & obsequia, signanter à Vivente Duce eidem præstita, dummodo tamen medio tempore in præfata fidelitate continuaverit.

Priusquam igitur singulatim iis quæ obijciuntur respondere aggrediar, supplices humillimasque Serenissimis Electoribus & S. R. I. Principibus porrigo Preces, ut dignentur Lincæis oculis prospicere, attentisque auribus audire quod hic agitur.

*De punienda integra Agnatione innoxia
pro Crimine læsa Majestatis
prætensi Culpabilis.*

Et quod usque adeo pro ratione decidendi afferebatur tantummodo Juris Longobardorum dispositio, aptabilis tantum, prout dicebatur, Italiæ feudis, & in nihilo conveniens illis Germaniæ, ideoque nihil



hil timendum esse per S. R. I. Principes & Electores; Quoad illos etenim nullius esse momenti decisionem hanc, uti precipua Italiæ sanctione regulatam constanter asserebatur. Sed quia de præsentī per Dominum ex adverso scribentem adfertur ad fundandam illius intentionem, non solum præfata juris Longobardorum dispositio, sed etiam Pacis publicæ Germaniæ prædictæ Auctoritas, quæ est fundamentalis sanctio totius Imperii. Et quod plus est, afferuntur exempla Domus Saxonicæ, Brandenburgicæ, & Palatinæ, utpote decisiones punctuales in quibus Imperator potuerit ad libitum dispo- nere de feudis Principum Imperiali Ban- no proscriptorum, quodque totius Agna- tionis exclusio à libera Cæsaris voluntate dependeat, non obstante quod in fide- litate permanserint, & clementia potius quàm coercitione digni sint.

Cum itaque lex sic disponens Imperii lex sit, Casus, & decisiones Feudorum Imperii pariter sint, majori tenentur di- ligentia præcavere Electores, & S. R. I. Principes, quod hujusmodi judicandi consuetudo introducatur, & approbetur, quam quod ipsimet Principes Italiæ; Il-

lud etenim quod Duci Gualtallæ de præfenti imminet periculum, exiguo temporis spatio singulorum Domibus imminere poterit; Raro etenim accedit quod 50. annorum curriculo Domus cujuslibet dignitatis, aliquo mali regiminis Viro careat, qui simili errore capax possit dignitatem & Domum evertere.

Et quia recenter usu receptum videtur Principes Imperii, etiam eminentioris qualitatis, Imperiali Banno proscribi, tam brevi & summario modo; si ex tali banno non tantum contra Delinquentem ad privationem proceditur, sed contra Agnatos quoscunque, etiam innocentes, absque eo quod detur cuicumque locus Audientiæ, & defensionis. Si Domibus suis consulere negligunt, & Duci Gualtallæ jus reddendo sibimet ipsis non occurrunt, non multis abhinc annis Regale, & antiquum Decus Principum in Miseriam convertetur, & patrimonia eorum fisci patrimonium erunt.

Ad hoc igitur ut proprium adsit remedium, & quod ad terminos juris (prout verè requiritur in re tanti momenti) hoc accomodetur; Humiliter supplicatur, ut articulus in capitulatione perpetua jam
diu

diu Ratisbonæ exaratus , in qua de hac præcisè materia agitur , propriis verbis extensus , claroque sermone explicatus sit; Ita ut neque contra Ducem Guastallæ , neque contra alium quemcunque dubitari possit , non tantum quoad præteritum , sed etiam quoad futurum , cum eadem Justitiæ & æquitatis ratio utrique tempori conveniat , prout hoc bene nôvit Imperium , dum jam per plura lustra assidue huic declarationi operam dat.

Et quia hoc firmato capitulationis articulo casus Ducis Guastallæ illicò decisus remanet ; Nihil aliud etenim contra illum objicitur , quam defuncti Mantuæ Ducis assertum perduellionis crimen. Idcirco in præfata capitulatione , sive alia particulari , quæ (Deo favente) occasione præsentis Electionis Cæsareæ fieret , humiliter petit quod concessio Investituræ inseratur , eo modo , & forma qua ratione feudorum Montisferrati , & aliorum , in capitulationibus Leopoldina & Josephina actum fuit.

Propositio namque , quod Italiæ feuda diverso dijudicanda sint jure quam illa Germaniæ , extranea est ; Hoc etenim si admitteretur , reprehendendum fore S.

R. I. dicendum esset, quoties eisdem usum fuit solennitatibus, & juribus, in Proscribendis Bavarix & Coloniae Electoribus, quam eodem Duce Mantuæ; In uno quoque etenim casu consensus Serenissimorum Electorum fuit requisitus, tam in pronuntiatione Banni, quam ad effectum disponendi de redditibus feudorum, sive de totali, sive particulari alienatione eorundem, nulla inter unum & alium casum adhibita differentia, quod bene demonstrat unum & alterum eodem jure regulari & dirigi.

Præmittam ulterius, antequam responsionibus operam dem; quod de injustitia sive justitia Banni contra Mantuæ Ducem promulgati, nec verbum quidem faciam, non tantum quia defensio præfati Ducis, ad Guastallæ Ducem non pertinet, imò ipse præ cæteris malum illius regimen, & crimina; abhorruit, & in æternum abhorrebit, sed etiam quia quicquid per Augustissimum Cæsarem factum fuerit, ita veneratur & colit, ut humili silentio hoc totum potius præterire, quam alloqui velit. Supplicantur tamen Serenissimi Electores, ut circa ea quæ illius defensioni conveniunt, occasione illationis,

nis,



touchant la Paix d'Utrecht. 663
nis, & consequentiæ, quæ à præfato
Banno contra illum inducitur, velint ra-
tionem particularemque reflexionem ha-
bere; illa etenim quæ humili silentio præ-
terire studet, hac humillima repræsenta-
tione eorum oculis exhibet.

Ad hoc igitur ut ad supra dictas obje-
ctiones congrua responsione satisfaciam,
eodemmet ordine utar.

Quoad primum Caput.

Dicam, quod si Dominus ex adverso
scribens deductionem juris eidemmet fa-
cti seriei annexam, & pariter typis ad
hunc effectum impressam perlegerit, in
Claris mens ejus versaretur circa mo-
dum intelligendi, & interpretandi tex-
tus prædictos, illosque exequendi; ibidem
etenim adfertur Glos. ad dictum Cap.
prim. §. hoc quoque de successione feu-
dali, & in Cap. 1. Si Vassall. feud. prive-
tur, quæ textus ipsos declarant; Et adte-
runtur & examinantur auctoritates Gail.
Rosental. & aliorum quorum scripta non
in aliqua eorum parte in qua per modum
objecti, sive discursus loquuntur, per-
legenda tantummodo & referenda sunt,
prout.

prout Dominus scribens facere videtur, sed in parte decisiva integraliter perlegere & attentè considerare operæ pretium erit. Ibidem enim bene intuetur, quod nemo adversæ opinioni adhæret, sed quod quicumque ex Juris peritis tam Italis, quam Germanicis adversus hujusmodi sanctiones sequentes afferunt limitationes.

1. Quod Leges punientes Innocentem pro delicto culpabilis, dicuntur pœnales & exorbitantes simul, ideoque strictissimè intelligendæ, summaque cura particularique studio coercendæ, & quacumque levi ratione rejiciendæ sunt.

2. Quod hujusmodi Leges potius dicuntur factæ ad terrorem, quam ad executionem, præcipue quando nunquam executioni demandatæ fuere, tunc etenim in desuetudinem abiisse & abrogatas fuisse censendum est.

3. Quod dispositio talium Legum locum non habet in feudis quæ dicuntur ex pacto & providentia, in quibus Agnati succedentes considerantur, uti singuli, & separatim unus ab alio, uti habentes unusquisque de per se propriam vocationem, & jus distinctum succeden-
di

di independenter ab alio, quo spoliari & privari nequeunt ex dato & facto alterius, sed proprio tantum.

4: Quod tales Eeges locum sibi non vindicant in feudis, quæ feuda mixta dicuntur, utpote feudum Mantuæ, quod non solum tale dicendum est, quia concessum in recompensationem meritorum propter servitia præstita S. R. I. à Domo Gonzagiaca, sed etiam quia pro majori parte compactum fatetur ex Castris quæ Gens Gonzaga omnimoda superioritate dominabatur, & quæ libens S. R. I. obtulit, commixtaque cum aliis in feudum recognovit & recepit, prout hoc benè dignoscitur ex iisdemmet Cæsareis Investituris eodem facto alligatis, nec non ex historiis Illustris Domus Gonzagæ.

5. Quod rejiciuntur tales Leges in casu præsentis, in quo Dux Guastallæ Inimicus irreconciliabilis erat Delinquentis, Delinquens senex, sine prole, sive potius spe prolis carebat. Hoc etenim casu bene animadvertunt Doctores quod Delinquens, vel vindici animo satisfaciens, vel malitiæ suæ obtemperans, vel etiam aliqua collusionē abductus possit innocenti, & fidei Agnato libens damnum

num inferre ; Et hac via quicquid ex contractu vel ex testamento, & etiam favore animæ ad tempus illi prohibitum erat alienare, ex delicto permetteretur perpetuò distrahere.

6. Quod limitatur Legum hujusmodi dispositio in feudis Regalibus & quæ Regali jure gaudent, pro ut feudum Mantuæ, quod cum Provincias & civitates contineat, non eodem jure tractatur sicuti feuda parva, & quæ privata dicuntur, sed ista feuda magna, indivisibilia, ordine primogenituræ regulata, inalienabilia, vera Imperii feuda magna dicuntur, & in illorum Catalogo connumerantur, ut videre est penes Eruditissimum Iterum de feud. m. fol. 642. & S. R. I. Juribus regulantur.

7. Neque procedunt hujusmodi Leges quoties assertus Delinquens, non confessus, neque præsens vel in carceribus convictus damnatur, sed contumax ex ficta confessione ab eademmet contumacia resultante proscribitur, ut in casu Ducis Mantuæ. Hocque communi Doctorum calculo illa approbatur ratione, quod sufficiens sit gravamen quem alterius delicto plecti, absque eo quod addendo.

dendo afflictionem afflicto, & gravamen gravato, Principalis delicti probatio per imperfectas & dispensatas probationes admittatur.

Singulæ supradictæ limitationes, & separatæ, & simul junctæ apprimè ostendunt, quomodo æquitatis & juris principia contrarie intentioni adversentur.

Hæc per Ministros Ducis Guastallæ deducta & Serenissimorum Electorum Ministris & Consiliis exposita, adeò justa, & reflexione digna visa fuere, ut eorum approbationem meruerint, & mediantibus relationibus ab iisdem eorum Principibus factis impedimento fuere petito per S. C. M. Electorali consensui.

~~Seu tandem~~ ~~quænam~~ ~~major~~ ~~ratio~~ ~~am-~~
gnari potest favore Ducis Guastallæ, ad hoc ut dignoscatur, quod abfuit à Cæsarea quoque mente immanis rigor puniendi Innocentem pro delicto culpabilis, quam si seriò consideretur, quod duo Augustissimi Cæsares, Leopoldus & Josephus, necessitate adstricti, cedendi, sive potius cessionem Montferratensis Ducatus promittendi, Serenissimo Duci Sabaudia, cum quo aliter nec alio modo iniri poterat fœdus, quod Deo propitio

pitio tantæ utilitatis communi causæ fuit, eodem contextu unus post alium æquivalentem satisfactionem Serenissimo Lotharingiæ Duci promissere. Domui etenim Lotharingiæ, uti descendenti ex Serenissima Eleonora Regina filia Augustissimæ Imperatricis Eleonoræ Gonzagæ, in secundis nuptiis Carolo Lotharingiæ ejus Patri nupta, Regio Montisferati debetur, uti proximiori defuncto Mantuæ Duci ass. delinquenti, cui ex Latere Cognationis Dux Lotharingiæ, ex latere Agnationis Dux Guastallæ succedit; Alter in Ducatu Montisferrati, Alter Mantuano. Talisque promissio fuit in scriptis cum omnimoda requisita solennitate redacta, asscurataque ulterius Regiæ promissione Serenissimæ Angliæ Reginæ & Potentissimorum fæderatorum Statuum. Hoc igitur si æquum & justum fuit erga Domum Lotharingiam, quam ratione, siue imaginabili fundamento, justum & æquum non erit favore Ducis Guastallæ? Imò hoc totum justius & æquius dignoscetur erga Ducem Guastallæ, si ad hæc quæ sequuntur serio animadvertatur.

I. Quod Dux Guastallæ beneficio Neutrali-

trahatitatis, nec brevi momento gaudere voluit, prout fecerunt & facere potuerunt, Imperii Jure permittente, cæteri italiæ Principes, sed primo Augustissimi Imperatoris Leopoldi monitu allectus, libens se sacrificio obtulit, & pro causa tunc Austriaca, deinde causa communi se declaravit. Nihil faciens adversariorum potentiam, & imminens periculum non tantum ejectionis & combustionis sui territorii, prout evenit, sed totalem privationem in casum succumbentiæ Cæsareæ partis, prout quoque alias evenit Serenissimo Carolo Lotharingiæ, qui suis territoriis à Gallis spoliatus exul ab illis, & vivere, & mori coactus fuit.

2. Quod Dux Guastallæ in remotiori consanguinitatis gradu quam Dux Lotharingiæ reperitur constitutus Duci Ferdinando Carolo ass. delinquenti; alter namque in quinto, ipse autem in II. gradu existit, & in jure certum est, quod quo remotior est gradus consanguinitatis, eò durior est Lex, quæ unum pro alterius crimine plectit.

3. Quod Serenissimus Lotharingiæ Dux est hæres ab intestato Bonorum allodialium Defuncti Mantuæ Ducis asserti delinquentis

linquentis ; Vigore sententiæ supremæ Quarantiæ Tribunalis Serenissimæ Republicæ Venetæ ad exclusionem cujuscunque alterius prætendentis, & uti talis quodammodo ex fictione juris repræsentat Defuncti personam.

4. Quod Dux Sabaudix adversus Montisferrati successionem non parvas utique suscitavit prætensiones, ad excludendam ipsam Gonzagiacam Domum, ut videre est ex protestationibus, transactionibus, tractatibus, & pacificationibus circa hoc diversis temporibus factis, per quæ in aliquo compositum, sed nunquam totaliter hoc extinctum dignoscitur, sed è contra quoad Ducatum Mantuanum nullus adest prætenfor, & solus Dux Guastallæ & Prætenfor & Successor habetur.

5. Quod favore Ducis Guastallæ non solum militat investituræ, & jus succedendi ex pacto & providentia suorum Majorum, sed superadditur tenor articuli 4. Pacis Ratisbonensis, & conditio ab eodem apposita renunciationi vigore dicti articuli factæ, de qua hic infra cap. 3. differemus.

Et si iis supra firmatis replicaretur quod domui Lotharingæ hoc promissum fuit, ideo-

ideoque servandum sit, similique modo cum Duce Guastallæ actum fuisset, si sibi promissione cavere non neglexerit.

Responderem, quod ad excitandam Cæsaream Generositatem, S. R. I. Justitiam implorandam, causæ communis Interfentium intercessionem, majoris ponderis & efficaciam esse crederem generositatem istius Principis, qui spretis inimicorum promissionibus, neglectis minis, omni prorsus damno & periculo posthabito Augustissimi Leopoldi promissionibus omnimode confisus, Serenissimi Principis Eugenii Literis affecuratus, belli periculo se commisit, solo Dei & Inclytæ domus Austriacæ nomine invocato, nullo contractu, nulla cautione petita, sed unius tantum Cæsareæ linguæ verbo se credidit, communi causæ volens & libens inservire sibi proposuit.

Ingenuus iste modus agendi, majoris quocunque contractu vis esse debet; clementiorem exigit recompensationem, quamvis non promissam, celeriore meretur executionem, quacunque etiam si dejussione deficiente.

Et si ulterius mihi replicaretur, quod promissio, quæ ab Augustissimis Imperatori-

ratoribus facta fuit. Domui Lotharingiæ, ex illorum Clementiâ & generositate, non autem ex debito justitiæ procescit, ideoque per Ducem Guastallæ non sit trahenda in exemplum.

Responderem, quod ultra quod obligatio à debito justitiæ procedens deducitur ex supra firmatis, & ex iis quæ in progressu afferemus, satis superque dignoscitur, quod Cæsareæ illæ Majestates benè noverant Justitiam principale esse objectum, Clementiam autem secundarium. Non solum etenim promittere voluerunt æquivalens, Promissionem scriptura apparere, sed fidejussione totum quoque assecurare eis placuit. Mos est iste approbatus & à Jure gentium introductus, ad hoc ut quod jure debitum est, promissione adstipuletur, Promissio ad actum probationis reducatur, unumque & aliud executioni subjiciatur. Et hæc quæ in Privatorum contractibus requiruntur, locum sibi vindicant in contractibus & obligationibus Principum qui contrahendo & se obligando jure privatorum omnimode utuntur, & privatorum legibus non dedignantur subjici. Promittentes id quod justè debent, Reddentes

dentes scriptura mediante promissionem oblivione immunem eo casu quo executioni præsentes esse non possent (prout, adverso fato) de præsenti accidit; Et unum & aliud omnimoda executione assecuratum, propter necessitatem qua ob præstitam fidejussionem illorum successores adstringuntur. Si autem illi duo Cæsares Generositate tantum sive Clementia ad hoc teneri crediderint, vel nulla prævia promissione executioni demandaverint, sive nulla subsequenti cautione assecuraverint, ne ex hujusmodi cautelis, Generositatis & Clementiæ actus in obligationem verteretur; sed quod pro coronide offertur, est quod gloriosissimus ipse Rex Carolus Promissionem hanc indemnitis & confirmare, & de novo promittere voluit favore Domus Lotharingiæ.

Dux Guastallæ ad hunc tantummodo finem in medium præsens adducit exemplum, illudque ad justitiæ terminos redigere studet, non quia potius Augustissimæ Clementiæ quam justitiæ quicquid tibi advenerit tribuere velit, sed tantummodo ut justitiæ argumenta Clementissimi Regis Catholici justissimam dirigant

mentem, & ipse uno & altero motus argumento consolari dignetur miserabilem Principem, qui toto ejus conatu pro viribus suis magnitudinem & gloriam ejus extollere non neglexit. Ex hoc igitur illius gloriæ erit, nulla accedente promissione Guastallensi Domui tribuere, quicquid prævia mediante obligatione Lotharingia Domus obtinebit: Domus namque Guastallensis, obsequio & fidelitate erga Regiam illius Domum, si non omnium prima, nemini secunda esse gloriatur, & jura quæ ad Mantuæ successionem illi competunt luce meridiana clariora sunt.

Si autem ulterius mihi replicaretur, quod Dux Guastallæ, etiam positis iis quæ proponuntur, nihil aliud prætere possit, nisi compensationem, & æquivalens, prout Duci Lotharingiæ promissum fuit.

Responderem, 1. quod æquivalens justum est respectu Ducis Lotharingiæ, non autem respectu Ducis Guastallæ. 2. quod æquivalens convenit Duci Lotharingiæ, non autem Duci Guastallæ.

Et quoad primum, quod sit justum respectu unius, injustum respectu alterius;

rius; Probatur ex regula indubitata & certa, quod jus alterius lædi non potest, etiam quod vel compensetur, vel persolvatur id quo læsus factus est deterior. Et licet hæc Regula limitetur, quando ratione publicæ utilitatis ad hoc adstringimur; Hocque innixi fundamento gloriosissimi illi Imperatores, alienando Montisferrati Ducatum ad ipsos nullatenus spectantem, æquivalens etiam præstita fidejussione promittere voluerunt.

Quoad Mantuæ autem Ducatum, cessante necessitate, qua adstrictus fuit Cæsar ad cedendum Montemferratum, cui alio modo satisfacere non poterat, neque publicæ utilitati providere, quia Dux Sabaudix hac tantum prævia promissione foedus inire volebat; Talique non inito foedere, & tanti Principis strenuique Ducis adjumento neglecto, causæ communis tunc periclitans status non exiguo affici poterat damno. Ideoque concurrentibus duobus necessariis requisitis, nempe publica utilitate, & quod alia via eadem provideri non potuerit, tunc permissum est jus tertii lædere, atque adimendo tertio quod suum est, in specie sive in pecunia pretium illi persolvere.

... & cum re-
manet in ...

... non dare, sed sum
ne prionere.

... ut bene dignoscatur
... differentia inter unum. ...
... & necessitate
... concurrentia
... concurrere in
... Augustissima
... Domus. quæ Mantuani Ducatus
... concessione,
... neque con-
... movebit. Proprium etenim
... S. R. I. Conservatio est,
... quam adversus
... bell. hostes decertant.
... Regi Catholi-
... Electores repræsentare di-
... S. R. I. Leges, & quocum-
... adversari petitæ in-
... sacramenti vinculo ad-
... Imperii supplicanti-
... & jura Imperii defen-
... mentis ille Princeps in-
subli-



subsistentes & erroneas agnoscens propositiones, quæ uti veræ & justæ à nonnullis repræsentantur Majestati suæ, justitiæ & æquitati victas dare manus consentiet, & eadem uti Clementiâ & justitia, qua erga Lotharingiam Domum usus est, summa generositate non renuet. Mantuæ etenim Regio idem est, quod à Domo Gonzagiaca Guastallæ possideatur, quam ejusdemmet immediato subsit Imperio, prout experientia duce confiteri fas est; Dux namque Guastallæ propriam Urbem, substantias, vitam ipsam, nullo alio ductus amore quam fidelitatis & obsequii, libenti hilarique animo, Regio ejus servitio & gloriæ immolavit. Invictissimus Imperator Leopoldus, cujus ponderis esset Guastallæ Arx ad hoc, ut Cæsareæ copiæ pedem ibi figere possent, bene ostendit in ejus epistola Duci Guastallæ transmissa, die 20. Maji, 1701. & penes factum impressa ubi sic clementer loquitur.

*Cedet hoc ad majorem tua dilectionis glori-
 am, & commune Imperii Romani,
 præsertim verò Vicinia sua, to-
 tiusque Italia restauratio-
 nem & incrementum.*

Hæc tantummodo Cæsaris verba superabundantis excitamenti fuere Guastalla Duci, ut hostibus resisteret, Cæsareas copias domi suæ reciperet, necessaria quæque pro viribus subministraret, in nihilo Domui suæ consulens, sed tantum Cæsareis mandatis obediens.

Rebus in hoc statu manentibus, cujusnam gloriæ Invictissimo Regi erit quod post tanta fidelitatis & obsequii præstita servitia, quæ totius Europæ oculis patent, Regiis sunt præsentia, vocibus injustitiæ & clamoribus non grati animi occasio detur. Absit quod tanti Regis hæc sint consilia, Austriaci Sanguinis hæc non sunt documenta. Regium diadema, Regnis, Provinciisque divina pietate concessis ornatum, & coruscans, miserabilis Mantuæ Regio non jure acquisita, bene merito & supplicanti Principi adempta, obscuraret potius quam splen-

splendore adaugeret: Justitiam Potentissimi Regis, Clementiam, & generosi animi virtutem, non bene meriti tantum, & obsequentes agnoscunt, sed Inimici fatentur, & extollunt. His uti gloria-bitur animi dotibus Piiſſimus Rex, si Serenissimi Electores velo levato, & ea quæ Deo, Justitiæ, Eorum Serenissimis cordibus, auribusque Regiis convenit & placet, sinceritate & Candore, veritatem facti & justitiam causæ repræsentare dignabuntur. Justitiæ hoc modo satisfacient, caritatis præcepto parebunt, Deo, & Serenissimo Regi placere in dubium revocare non possunt. Sunt subtilitates jura Longobardorum à sepulcris desuetudinis & abrogationis, in quibus tot tantisque transactis seculis jacent, extrahere, & perquirere. Ad inducendum tantummodo metum, & terrorem articulus ille tertius appositus, & inscriptus fuit Cæsareæ Paci. Hoc, non alio modo loquuntur sapientiores & prudentiores Juris Consulti, qui eorum facundia optimè contrariis respondent, & luce meridiana clarius ostendunt, quantum justitiæ adversetur, & æquitati contradi-ctorium sit, non errantem punire, con-

tra non delinquentem pœnam infligere. Generatur ex delicto pœna, ideoque ipsiusmet naturæ adversatur principiis, quod detur pœna sine delicto, & sic sine Genitore Genitus. Nemo ex **Excelsis Consiliis Electoralibus**, sive ex **Excellentissimis Consiliariis**, quibus per **Serenissimos** illorum **Dominos** commissa fuit (me Instante) discussio præsentis causæ, ab hac opinione discrepat, sed plenissimè illam approbantes favorabiles relationes **Duci Guastallæ**, eorum **Principibus** fecere. Repræsentantes quod eo quo erga **S. R. I.** sacramenti vinculo adstringuntur jura **Principum** ejusdem **S. R. I.** tueri & defendere, adstringuntur quoque **Guastallensis Domus** defensionis, quæ **Domus** unius ex **Principibus Imperii** est; Et prohibentur prætensæ confiscationi sive alienationi consentire, cui de directo adversantur juris & æquitatis decreta, sacrique **Rom. Imp.** usque in præsens prolata, & executæ decisiones.

Neque adversus hæc replicari potest, quod cessante necessitate concedendi urbem, & **Ducatum Mantuæ Augustissimæ Domui Austriacæ** ex supra firmatis
ratio-

rationibus, remanet necessitas præcisa, & explicita hoc faciendi pro conservatione, & utilitate S. R. I. nulla namque Pacis & quietis in Italia erit solida spes, nisi mediante Mantuæ urbe præcludatur inimicis aditus ingrediendi, prout illis permissum fuit usque in præsens per Mantuæ Duces, qui ut plurimum Italiæ Bello causam dedere Inimicis Imperii se fœderando.

Ex duabus etenim causis hoc in præteritum productum fuit inconueniens; una quia Domus Niverniensis, quasi naturalis, & oriunda Galliæ Domus, propter diutinum tempus quod ibidem morari consueverat, & propter Principatus considerabilis redditus, quibus ibidem fruebatur, quodammodo devicta dici poterat, ita ut illius Coronæ Serviitiis & obsequiis adhærere teneretur: huic adjici poterit rationi, quod præfata Niverniensis Domus quæ de anno 1630. & sacco & bello afflicta, Galliæ viribus protelata dominationem illam potius à Gallia quam Imperio recognoscere sibi suadebat.

Altera fundamentalis causa erat, feudorum quæ possidebat loci opportunità;

Possidebat enim Niverniensis Domus non tantum Mantuanum Ducatum, sed quoque Montisferrati. Fertilis Regio istius secundi, insuperabilisque Civitas Casalıs Gallię magni momenti erant, quę per asperos Sabaudię montes descendens fertilem Regionem, bene munitam arcem in quibus pedem figere posset, plurimi faciebat.

Sed de præsenti quęcunque cessant causę, & fundamenta. Prædicta Linea etenim Gonzagiacę Domus Niverniensis penitus defecit, & morte asserti delinquentis extincta remansit. Succedendo itaque Linea Gonzagiaca Guastallę, cessant quoque amicitię, inclinationes, & fœderis causę cum Gallia. Et quęcunque amicitię inclinationis & fœderis causę, & occasiones cum S. R. I. & Augustissima Domo concurrunt. Dux etenim Guastallę ejusque Progenitores neque in præteritum operam dedere, neque in futurum dare gloriabuntur, nisi obsequii fidelitatis & obedientię actibus, inserviando, & humiliter parendo Cæsareis nutibus, prout huc usque inalterabiliter fecit, & fecisse gloriatur exemplo suorum Majorum, ita ut contra fidelitatis

tis

touchant la Paix d'Utrecht. 683
tis & obedientiæ jura nihil sibi suisque
objici possit. Et si nimis prævidendo
mihi objiceretur, quod ex patre fideli
procedit interdum filius infidelis, ideo-
que saltem præcavendo, vel præsidio as-
securanda, vel Austriacæ Domui tradenda,
sit Civitas illa.

Responderem adhuc, quod filiorum
favore naturalis adest præsumptio, quod
similes sint Patribus; Præcipuè quando
Patrum rudimenta sunt fidelitatis & ob-
sequii præcepta, prout Ducis Guastallæ
mos est, qui ad hoc ut habiliores red-
dantur S. C. M. & S. R. I. servitio, &
Germaniæ gentis amantiores, linguas
Ungaricam & Germanicam æqualiter
quam Italam edoceri voluit.

Sed si uti validum & inconcussum ap-
probaretur hoc argumentum, & suffi-
ciens pro adimendis feudis Magno Feu-
dario, sive præsidio perpetuo custodien-
di illius Civitates & Arces; necessarium
esset hoc exequi in terris singulorum
Principum, & Electorum Imperii. Sin-
gulis etenim quicquid Duci Guastallæ
objicitur, objici posset, & quod plus est,
Electoribus & Principibus Electivis eo
magis aptaretur, quorum successores,
Ff 6 neque

neque naturali filiorum præsumptione gaudent, neque cujus generis esse possint compertum est; ideoque si qua digni sunt cautela & præcautione successores cogniti, ipsi uti omnino incogniti hoc melius mereantur.

Sed quia nec feudis privantur, neque præsidio perpetuo gravantur, nisi illi Principes qui malo eorum regimine, sive illorum versutiis & infidelitatibus, prudentiæ & fidelitatis naturalem existimationem neglexere, & amisere. Idcirco Dux Guastallæ, qui non solum talia præcepta non neglexit, sed gloriari omnimodè potest, satisfecisse quoad vires suas cuicunque fidelissimi & obsequentissimi Vasalli obligationi, jure meritò sperat, & omnimodè pro tuto habet Sacrum Romanum Imperium, & Serenissimum Regem Catholicum, non permissuros quod eidem, sive descendentiæ suæ gravamen fiat, & cicatrix ista honori suo infligatur; Istum etenim vel illum à suis terris amovendo, vel suam urbem præsidio muniendo, ejus fidelitatis sic læditur decus & existimatio, ut melius paupertate, sive privata fortuna sit vivere, quam indecora magnitudine maledicorum linguæ

guis viam aperire ; Et eo gravior , & durior miserabili huic Principi redditur infidelitatis titulus , si ab Augustissimi Regis instantiis causaretur , quia quo fidelior erga Majestatem suam se demonstrare studuit , eò infidelitatis nota fœdaretur.

Præsidii gravamen, si ob securitatem Imperii in aliqua ex Urbibus alicujus Principis qui infidelitate hoc meruerit, etiam post initam pacem continuatum fuit. Deficiente culpabili, sicque cessante causa suspicionis & cautelæ, ipsum quoque Præsidii gravamen cessavit. Recens habemus exemplum in terris Electoratus Trevirensis, in quibus non tantum introductum fuit præsidium ob infidelitatem illius Electoris, sed continuatum etiam post initam pacem; vita autem functo Electore, sicque causa suspicionis cessante, remotum fuit præsidium, & integræ libertati restitutus successor, etiam quod Regio illa omnimodè Gallorum subjecta sit invasionibus.

Mantux Regio, nec inservire potest Augustissimæ Domui, sive Imperio pro transitu in Italiam. Inter Mantux etenim Territorium, & Augustissimæ Do-

mus terras intercedit non breve Regionis spatium Serenissimæ Reipublicæ Venetæ ditioni subiectum. Ideoque ex illa parte facilius Augustissimæ Domui utique erit transitus, si Domui Guastallensi iustitia administretur; nam Respublica Veneta, quæ in Albo suorum Nobilium quatuor jam abhinc seculis Gonzagiacam gentem adscriptam voluit, & iustitiæ & interesse hujus Domus utique libentissimè respexit, summa quoque satisfactione intuebitur illustrem hanc familiam primævæ restitui Magnitudini & Decor; præcipuè quia prudentissimis illis Patribus bene compertum est, quod Guastallæ Domus obsequii & fidelitatis erga Augustissimam Domum jura per diligentem servabit, prout huc usque servavit, & sicuti hæc sunt principia quæ publicæ quieti & utilitati conveniunt, ita Serenissimæ Reipublicæ placent, & cordi sunt, quæ malum regimen, & infidelitates defuncti Ducis adeò odio habuit; Ipsa etenim & amica & perpetuo fœdere conjuncta Augustissimæ Domui gloria-tur. Ejusdem sententiæ erunt cæteri Italiæ Principes qui prudentem & fidelem Guastallæ Domum in eorum vicinia habere

bere summopere gaudebunt , & pro illius contentamento supplices porrigere preces dignati sunt.

Facilior autem transitus Cæsareis copiis in Italiam est per Rethiorum terras versus lacum Comi , ubi Rex Hispaniarum ad hunc finem construere fecit arcem , quæ castrum Fuentes appellatur , uti à Marchione Fuentes Mediolani Governatore constructum , hocque transitu utique usi sunt , & præsentī quoque vigente bello usus est Cæsar.

Mantuxæ regio à Gallorum confinio per quinquaginta Germaniæ leucas distat , in medio terræ posita , non mari , non aliquo hostium Austriacæ Domus , sive S. R. I. confinio , sive proxima , sive adhærens , ejusque confinia sicuti sunt Mediolani Status , Parmæ Ducis , Mutinæ Ducis , Pontificis , & Reipublicæ Venetæ , idcirco nullius periculi , sive damni publicæ quieti esse potest. Inter Gallorum confinium & Mantuxæ regionem intermediū sunt , ultra Parmæ , & Mediolani terras , Status Ducis Sabaudix , qui de præsentī Arx & tutamen Italiæ dici possunt , ipseque suo muneri optimè satisfacit , ut experientia nos docet.



Posito ergò quod æquivalens justum esse possit quoad Domum Lotharingiam, non autem quoad Domum Gualtallæ. Meæ partes erunt ostendere, quod æquivalens convenit Lotharingiæ Domui, non autem Gualtallensi. Hoc autem ad oculum patet si consideretur, quod sicuti Montisferrati regio à Lotharingia per 200. circiter Germaniæ Leucas distat, ita commodius erit Duci Lotharingiæ æquivalens habere in terris Flandriæ sibi vicinioribus, quam Montemferratum adeò divisum retinere; Utiliores namque Dominis sunt Regiones unitę, quam separatae, & distantes, prout Hispaniarum Reges nos edocere possunt. Duci autem Gualtallæ hoc convenire nequit, quia Italo Principi, patrios relinquere lares, & in exteram regionem se Deosque Penates transferre, duræ provinciæ opus est. Durior quoque redderetur si pro terris Mantuani Ducatus daretur compensatio, pro illis autem quæ de præsentī possidet, remanere Domi suæ cogeretur, tunc etenim potius damni, & molestiæ esset acquisitio, quam utilitatis.

De compensatione extra Italiam loquor; quia in Italiæ terris, quas possidet
Se-

Serenissimus Rex Carolus , qualis utri-
que Parti commodā , justa , & conve-
niens assignari possit compensatio , non
video. De æquivalenti in pecunia non
alloquar ; indignum etenim esset Gua-
stallæ Duci supremam dignitatem vende-
re , ut posteritas sua mercaturam pecunia
recepta exercere cogeretur ; Auro nam-
que & sanguine proprias Prudentes &
Generosi Principes regiones dominiaque
defendunt , non autem vili pretio ven-
dunt.

Quoad secundum Cap.

Posito ad Bannum Imperiale de anno
1707. olim Duce Mantuæ , quid agen-
dum esset quoad Dominia & Status as-
serti Banniti ab Electoribus petiit Cæ-
sar ; Unanime illorum responsum fuit,
quod Leopoldina Capitulatio art. 29. ob-
servaretur , qua cavetur quod bonorum
fisco addictorum redditus pro sustentatio-
ne Imperialis dignitatis S. R. I. necessi-
tatibus destinentur. Hoc responsum ju-
stitiæ , & æquitati innitebatur , vivente
etenim asserto delinquente , redditus ad
fiscum spectant.

Sed de eodem anno 1707. mense Julio vita functo Duce Mantuæ, Majestas sua iterum interrogavit Serenissimos Electores, an vellent consensum Electoralem præstare favore Austriacæ Domus, ut Mantuæ feudum in illam, & descendentes masculos transfiret; Unusquisque illorum diversis verbis, sed uniformi justitia responsum dedit, quod Augustissimæ ejus petitioni libenter adhærerent, sed quod Jura Guastallæ domus considerata prius erant, quæ illis exposita summa reflexione digna videbantur, præcipuè allata per Principem causæ communis adeò bene meritum, Sacroque Romano Imperio utique fidelem & obedi-
entem.

Hæ duæ responsiones attentè, prout fas est, consideratæ, Electorum intentionem justamque mentem patefaciunt, quia sicuti primo casu, vivente asserto delinquente, redditus fisco pertinebant, ita Responsio præcisa, & explicita fuit, quod Leopoldina servaretur Capitulatio; secundo autem casu, quod justitiæ adversabatur petitio, ea qua debent humili reverentia responsio data fuit, non dene-
gando absolutè consensum, prout inter
æqua-

æquales vel subiectos fit, sed verbis Aulicis obsequium & reverentiam denotantibus præmissis, Justitiæ impedimenta Cæsareis oculis exhibita fucere.

Dato etenim (per modum objecti tantum) quod Lex puniens innocentem pro delicto culpabilis adesset, & quod usu recepta esset, posito ad Bannum principali delinquente, ad hoc ut contra innocentem Agnatum exequi possit Legis dispositio, necessaria est ulterior sententia, quæ declaratoria facti à Doctoribus appellatur, non obstante quod lex ipso facto vel ipso jure etiam contra agnatum poenam imposeret; Dispositio etenim Legis dicitur declaratoria juris, alia autem hominis declaratoria facti, & utraque necessaria est ad hunc effectum, secundum veros & genuinos juris & æquitatis terminos, qui bene cogniti Serenissimis Electoribus, responsionibus eorum regulam dedere, consensui apponendo conditionem justitiæ reddendæ Duci Guastallæ; Conditione igitur non adimpleta res redit ad non ens, & pro nihilo habetur.

Quatenus etenim Principali, uti prætenso & asserto Notorio delinquenti, audientia



dientia deneganda fuisset, innocenti Agnato, Audientiæ, & defensionis aditus absolutè non præcluditur, & ipse ut innocens & summo tantum juris rigore punitus potest & debet audiri.

Imò fatendum est, quòd Electores repræsentando Augustissimo Imperatori, quòd juribus Guastallæ Ducis habenda erat ratio, aperte fassi sunt quod contra Innocentem Banni rigor locum habere non poterat, quia si aliter senserint, quodcunque jus mediante Banno extinctum fuisse dixissent, & consensum liberum præstare non renuissent; contradictoria etenim sunt, quod per legis dispositionem jus fuerit extinctum, & quod pro conditione consensus, causæ cognitio, & jura Guastallensis Domus apponantur; Et hoc non verbis Clementiam sive charitatem significantibus, sed justitiam benè exprimentibus, & denotantibus, prout coram Deo, & hominibus ea qua fulgent Electorali dignitate tenebantur. Sic, & non aliter, Electorales responsiones agnovit Augustissimus Cæsar, qui etiam post tales responsiones Guastallensem Ablegatum Viennæ existentem & assiduè pro expeditione investitu-

e supplicantem, justitiæ, & clementiæ
iæ securum reddidit; Et in ultimis quo-
ue vitæ suæ periodis proprio confessa-
io sic benigne respondit, eidemque
mandavit, quod si morte præventus hoc
scire impediretur, intentionem suam
Augustissimæ Matri, & Serenissimo Re-
gi fratri suo patefacere deberet, prout
deliter executus fuisset, sed morte ipse
quoque præventus, Reverendissimo Pa-
tri Myller hoc totum patefecit, & con-
didit, qui Augustissimæ Matri fideliter
etulit.

Sed quod Clementissimi Imperatoris
iæc esset indubitata intentio manifestè
quoque apparet ex eo, quod usque de
anno 1707. hujusmodi Electorum respon-
sa data fuere. Hoc tamen non obstante,
usque ad diem Cæsareæ mortis inclusivè,
Mantuanum territorium administratum
fuit nomine Imperii, & Imperialis ad-
ministrationis, & neutiquam propriæ
Domus Austriacæ, prout fecisset si Ele-
ctorum responsiones pro vero, & valido
consensu habuerit, & per consequens si-
mimet ipsi juxta petitionem investituram
tradere posse credidisset; Sed quia ju-
stam agnovit gloriosissimus ille Cæsar
con-

conditionem ab Electoribus appositam, & injustum esse spretâ conditione sibi alienum Territorium adjudicare, idcirco ab omni ulteriore petitione, & possessorio actu abstinuit.

Confirmatur Augustissimi Cæsaris mens ex alio satis claro, & manifesto actu, nempe, quod acceptis de anno 1707. prout dictum fuit Electoralibus respon- sionibus; De anno 1709. justitiæ & Cle- mentiæ suæ Duci Guastallæ signa dare dignatus fuit, concedendo eidem inve- stituram Ducatus Sablonetæ, & Princi- patus Bozruli; Et quia ex sunt exiguz portiones Mantuani Ducatus antiquitus Cæsareâ permissione separatae & secundo- genitis assignatae, & per extinctionem eorundem Linearum, ad tenorem sepa- rationis Mantuano Ducatui vivente as- delinquente denuò unitæ, & affectæ. Id- circo fatendum est, quod Majestas sua eadem justitia & æquitate usus fuisset quoad totum, qua quoad partem beni- gne utebatur, nisi gravioribus Curis, & tandem morte impeditus fuisset; Unum etenim & aliud eodem jure regulabatur, & monstruosum fuisset jus ad partem fa- teri, ad totum autem denegare, quoties
pars

touchant la Paix d'Utrecht. 695
pars à toto in nihilo differt, & pars, &
totum ab eadem asserti delinquentis suc-
cessionem provenit.

Et tandem quisnam, bene perpensis Jo-
sephinæ Capitulationis art. 12. verbis, as-
serere audebit, quod Serenissimi Electro-
res simplices illas responsiones per epi-
stolas, pro vero, & formali consensu ha-
buerint, & quod Augustissimus Impera-
tor ita accipere & intelligere voluerit?
dum communiter receptum est à quibus-
cunque ejusdem Capitulationis Germa-
nicis expositoribus, quod verbum *Sambt-
lich* in eadem capitulatione sic seriò ap-
positum requirit consensum *collegialem &
unanimem* pro forma & validitate actus,
ut benè alios referens firmat Doctissimus
Frideric. Nitzschii ad dictum artic. 12.
§. 6. m. folio 319. n. 26. ubi concordan-
tes Leopoldinæ capitulationis glossatores
refert.

Pro coronide responsionis, & Augu-
stissimi Cæsaris gloria, non prætermittam
quoque, quod forsitan non contentus
fuisset Cæsar solo Electorali, Collegiali,
& unanimi consensu, sed in re tanti mo-
menti Principum & Ordinum Imperiï
illud quoque voluisset, ad hoc ut tam
diu-



diutina Ratisbonæ pendens indecisa præ-
tensio, absque ulla cognitione, & ex
abrupto decisa crederetur; Abhorrebat
etenim piissima Cæsaris mens quoscum-
que insolitos, & ab justitia aberrantes
actus.

Non aliter, neque alio modo dicen-
dum est, hoc intellexisse singulos Suz
Cæsarcæ Majestatis Ministros, non tan-
tum quia in actu consimili, nempe Ven-
ditionis Mirandulani Ducatus factæ Mu-
tinæ Duci, tanquam Fisco Imperiali ob
perduellionis crimen addicti, hoc pactum
specificè adjectum legitur in art. 4.

*Dictum est supra, Ducatum Mirandula,
& Marchionatum Concordia cum omni
Commodo & onere vendi, & licet S. C.
M. onera quibus dicti Status succumbunt
speciatim sint nota, pro certo habet, eo
etiam nomine venire dotes, & alimenta non-
nullis de familia Pica, à fellonia crimine
immunibus animata.*

Ex quo deducitur, quod sicuti Mi-
randulæ Duce adhuc vivente, nil aliud
pretendere poterant Agnati, quam alimen-
ta ex feudo Confiscato, ita S. C. M. Mi-
nistri illa expressè reservarunt hac decla-
ratione, *tanquam à fellonia crimine immu-*
nibus

~~nibus~~ quæ bene demonstrat Innocentes Agnatos ab omni pena , & privatione immunes esse debere. Sed etiam quia illicò post Cæsaris mortem Dominus Comes à Castelbarco , qui unus ex Administratoribus & Gubernatoribus Mantuani Ducatus erat , mediante ejus epistola à Serenissimo Vicario Palatino petiit, ut opportuni ei darentur ordines pro illius Regionis regimine : quod absolute non fecisset, si nomine Domus Austriacæ regere & gubernare crediderit , vel quod ad Austriacam Domum, non ad Imperium, vigore Consensus Electoralis spectasset proprietas & regionis Dominium.

Hoc tamen videtur in aliam sententiam immutatum fuisse , dum nullo alio expectato responso , & possessio capta , & à subditis juramentum fidelitatis favore Serenissimi Catholici Regis ab eodem D. Comite de Castelbarco exactum fuit ; Mutatio quæ Guastallensi Domui eximii doloris & displicentiæ fuit. Nam per illam quasi videtur Justitiæ & promissæ Clementiæ aditum præcludi ; Sperat tamen nihilominus, quod Serenissimus Rex huic non annuens æturi totum revocare , & ad juris & cle-

mentix tramites redigere dignabitur.

Durior namque esset Ducis Gualtallæ Conditio, quàm non tantum Agnatorum Mirandulæ Ducis, sed etiam filiorum Bavarix Electoris; Unicuique etenim illorum vivente Delinquente Possessio auferretur, sed alimenta ministrantur. Duci autem Gualtallæ, post mortem etiam asserti Delinquentis Ducis Mantuæ, quatuor jam ab hinc annis, & alimenta denegantur, & proprietas auferretur mediante adempta possessione; Ita ut ipse in XI. agnationis gradu asserto Delinquenti deterioris sit Conditionis Patruis Mirandulæ, & filiis Bavarix, contra firmatam juris regulam, quod quo remotior est Agnationis gradus, eò durior est Lex quæ Innocentem pro Crimine alterius poenæ subijcit.

Quoad Tertium Caput.

Negari nequit quod argumenta quibus Dominus ex adverso scribens utitur ad probandam illius intentionem contra Ducem Gualtallæ aliqua digna sint admiratione; Singula etenim quæque desumendo ab Historiographo Equite Johanne

hanne Baptista Nani Nobili Veneto, probare satagit quod de anno 1625. jure merito Dux Nivernienſis Ducatus Mantuani poſſeſſionem ademerit, & quod Auguſtiſſimus Imperator Ferdinandus Secundus invitis Electoribus, & prout ipſe dicit (parum conſideratè) eidem bellum indixerit; Et quod quicquid Majeſtas ſua in vim articuli 4. Pacis Ratiſbonenſis Duci Guſtallæ dari mandavit, contra juris terminos datum & receptum fuerit, quia nullum jus competeſcit Duci Guſtallæ, & injuſtè Nivernienſis Dux ad id adſtringebatur, & per conſequens actus renunciationis & reſervationis fuiſſe apparentes & extraneos, & potius pro forma, quam veros & juſtos, & eidem actui conſentaneos & neceſſarios.

Eruditiffimus Nani inſerviens Reipublicæ ſuæ, quæ foedus cum Gallis iniecit ad ſuſtinendam Domum Nivernienſem, volens foederis juſtitiam, & belli Cæſarei injuſtitiam oſtendere, optimè ſuo muneri ſatisfacit. Sed ſit ea qua deſpecto Domino meo Reſpondenti reverentia dictum. Quanam ratione ille qui Auſtriacæ Domus partes ſuſtinet, fundamenta & rationes per Nanium allatas ap-

probare conatur ? & contra gloriam illius Augustissimi Imperatoris Serenissimi Regis Caroli Ascendentis invexit & irruit ? declarando unà cum Nanio injustum, & oppressivum, quicquid per Imperatorem contra Domum Niverniensem factum fuit. Si Domus etenim Niverniensis, & justè possessionem ademerat, & jure matrimonium cum defuncta Ducis Nepte contraxerat, & jure merito propria jura tuebatur, & singuli in hoc conveniebant Electores, qui factum Imperatoris uti injustum approbare non poterant ; per necessarium consequens hujus antecedentis, fatendum est, quod injustum & oppressivum fuerit bellum, injusta depopulatio urbis, & totius Mantuani territorii, quam Nanius ad summam 19. Centenorum millium auri scutorum ascendisse asserit. Injusta damna, & vexationes Italiæ, quæ tandem pestilenti morbo per milites fædata, ruinæ & extremæ miseriæ subjecta remansit.

Pariter per necesse fatendum est, quod si hoc injustum fuit, injustius quoque dicendum sit, quod Imperator in actu pacis, addendo afflictionem afflicto, voluerit Niverniensem Domum ulterius opprimere.

primere, illam cogendo per articulum pacis Ratisbonensis ad relaxandas duas terras Domui Guastallæ; Satis etenim Niverniensis Domus damni & incommodi sustulerat, absque eo, quod hoc novum gravamen adjiceretur.

Et quia Christianæ & Catholicæ, quam Gloriosissimus ille Cæsar profitebatur, Religionis principium indubitatum & certum est, quod erga proximum, injustè vel per malitiam damnificatum, tenemur ad refectionem damni, sine spe remissionis poenæ vel culpæ non secuta satisfactione; Idcirco dicendum erit, quod Imperator Ferdinandus, qui ex proposito, contra Electorum opinionem, & consilium, pertinax in sua opinione, tot tantæque ingentia damna Domui Niverniensi intulit, ad totalem satisfactionem tenebatur; Et si hoc facere noluit, sive neglexit, æterno igni damnatus sit; Nulla etenim excusatione coram Deo neque coram hominibus in re tam clara, & ut Dominus ex adverso scribens dicit, tam manifesta se tueri poterat.

Uterius in eadem damnatione fuisse fatendum est, Augustissimos Ferdinandi Successores, qui non obstante quod in-

justitia facti adeò patens esset, ipsum factum sustinere & eorum auctoritate roborare viderunt, Duci Guastallæ non tantum terrarum possessionem & investituras tradendo, sed etiam in eadem possessione ipsum defendendo & manuteneudo contra Domum Niverniensem reclamantem & quotidie se opponentem.

Excelsum consilium Aulicum eidem damnationi subjectum remaneret, quia contra Domum Niverniensem, præfatas duas terras reclamantem & quotidie petentem, pluries in favorem Ducis Guastallæ pronunciavit, & ultimo loco per Decretum de anno 1699. vivente Gloriosissimo Imperatore Leopoldo.

Ita ut quam plurimi viventes adsint Aulici Consilarii, qui Decisioni interfuere; Et summa admiratione dignum est, quod in re tam clara ad sensum Domini respondentis vel ignorantia decepti fuerint, vel malitia decipi voluerint, viri probitate & scientia adeo præclari.

Sed quia Nobilis Nani ut Reipublicæ suæ faveat tale factum repræsentat, prout diximus; idcirco pro veritate facti, & ad defensam illius Augustissimi Cæsaris, fatendum est, quod jure merito contra
Do-

Domum Niverniensem castra moverit, & alia quæcunque fecerit. Quia Dux Niverniensis Galliæ viribus confisus, nulla permissione, nullove facto verbo cum Cæsare, possessionem Mantuanæ Ducatus ex improvise occupavit; juramentum fidelitatis à Subditis extorsit, cum nepte defuncti Ducis Cæsareæ protectioni commissa matrimonium filii contraxit, extorquens potius ab existente in mortis agone, quam vivente Duce assertum consensum; Et parere renuit Cæsaris præcepto, qui regionis sequestrum per aliquot temporis spatium mandaverat ad hoc ut satisfactione hujusmodi intercedente posset sua Clementia & benignitate uti, illumque Cæsareæ gratiæ restituere.

Obdurati animi Niverniensis obstinatio qui Galliæ favori innitens; neque cedere, neque in aliquo parere Cæsari voluit, causam dedit Augustissimi Cæsaris rigori & vindictæ, ipsum regionemque rebellem, & sibi resistantem puniendo, & ad bannum Imperiale & perduellionis ponendo.

Hoc peracto, quia ad pacem deveniendum erat, & Parcens Cæsar Duci Niverniensi veniam petenti, Guastallensis Ducis

cis indemnitati & juribus aliquo-
que consulere voluit ; quia licet uti re-
motior in gradu jus directum & princi-
pale ad successionem & exclusionem Ni-
vernensis Lineæ , etiam quod Senior fa-
miliæ effet , non tam clarum haberet ; Ni-
hilominus quia posito ad Bannum Duce
Niverniense , Guastallæ Dux proximior
erat successor. Ita Augustissimus Cæsar
cui nunquam exclusionis Agnatorum ri-
gor in mentem venit , assignari voluit
duas terras , injungens illi onus renun-
ciandi & perpetui silentii ; hoc etenim
necessarium erat ad pacem & quietem
Italix.

Hac assignatione , & præcepto renun-
ciandi , neque conquestus fuit , neque
conqueri poterat Dux Guastallæ , quia
licet respectu Ducatus Mantuani renun-
ciationis , miserabilis & impropria vide-
retur assignatio , nihilominus , bene per-
penso quod successio non illi tam clarè
& realiter pertinere dici poterat , ideo
contentus fuit assignatione à Cæsarea Cle-
mentia , & justitia sibi facta ; sicuti ete-
nim à Cæsaris Voluntate dependebat Ban-
num executioni mandare , vel Banni-
tum ad Cæsaream gratiam restituere , ita
etiam

etiam assignatio & existimatio jurium Ducis Guastallæ justum erat quod ab eadem dependeret; Utendo quodammodo Cæsar Principis & judicis auctoritate: Principis, restituendo Bannitum, Judicis, taxando duas terras pro compensatione Ducis Guastallæ; Principis, illas separando à Mantuano Territorio, Judicis, imponendo silentium utrique parti.

Neque sapientissimus ille Cæsar sive illius Ministri in voto fuere Domini Respondentis, quod talis duarum Terrarum assignatio, à Generositate, Caritate, sive à quavis alia causa processerit, quam ex debito justitiæ; Nam in præfato artic. 4. hæc leguntur formalia verba.

*Duci autem Guastalla, ut JURIBUS SIBI.
ad Ducatum Mantuanum COMPE-
TENTIBUS RENUNCIET,
Majestas sua attribuit.*

Hæc verba justitiam, non clementiam designant; verbum etenim *juribus* neque clementiam, neque caritatem significat, sed actionem & jus ad rem, & in re competens renuncianti; Et ad ostendendum quod causa finalis assignationis non fue-

rat clementia vel caritas; usus Cæsar fuit dictione *ut*, quam anteposuit verbo *renunciet*, & sic apposita causam finalem assignationis fuisse renunciationem ostendit.

Uterius patet ad oculum hæc Cæsaris mens ex tenore litteræ Commissarialis Duci Parmensi directe ad hoc, ut taxationi; existimationi & consignationi terrarum interesset per hæc verba.

Namque ex mente, & voluntate nostra ad pacificationis Ratisbonensis normam omnia inter Ducem Guastalla, & Niverniensem composita & transacta esse speramus.

Illa duo verba *Composita*, & *transacta* in nihilo sententiæ Domini ex adverso scribentis conveniunt; verbum etenim *Composita* Majestati Principis refertur, ejus etenim est *componere*; verbum verò *transacta* refertur ad qualitatem justi judicis, qui super re dubia potest partes ad transigendum inducere. In facienda igitur hujusmodi renunciatione, quæ Viennæ facta fuit in manibus Cæsaris, à Cæsare Duce Guastallæ illuc commorante; non for-

fortuito, sive ex abundanti, prout Dominus ex adverso scribens prætendit, sed jure merito, & ex proposito apposita fuisse reservationi verba.

Reservans tamen mihi meisque heredibus & descendentibus in defectum præfata Linea Masculina, quod Deus avertat, immediatam successionem ad dictum Ducatum Mantuanum.

Duplici Ratione; altera, quia renunciatio demandata à Cæsare verbis aptis & capacibus indefiniti sensus, & significationis, concepta legebatur, Renunciatio autem verbis æqualiter indefinitis executæ; Ideoque Dux Guastallæ providè coram ipso Cæsare illius mentis declarationem apponere voluit, & aliqualem limitationem effrenatæ verborum significationi, ad hoc ne futuris temporibus talia verba contra & præter Cæsaream mentem in extraneum sensum traherentur, sive interpretarentur; Piissimusque ille Cæsar summa clementia & justitia apponi permisit, quia sicuti Renunciationem Guastallensis Ducis non ad hoc ut quocunque jure sibi ad Ducatum Mantuanum

competente spoliaretur demandavit, sed tantum ut temporaliter durante Linea Niverniensi nihil petere posset, ne Italiæ quies turbaretur, renunciationem exoptavit, & renunciationi Reservationem appositam approbavit.

Altera ratio est, per quam Cæsar verba *Immediatam Successionem* reservationi quoque adjici à Duce Guastallæ consensit, quia adstringens Cæsar Guastallæ Ducem ad renunciandum, in favorem Ducis Niverniensis & suorum descendendum, qui non solum erat de recenti reconciliatus, & ad gratiam restitutus pro crimine felonix; Sed qui pro receptis à Gallia subsidiis & beneficiis eidem quodammodo & gratus impofterum & devotus esse tenebatur, & à consiliis ejusdem dependens, eidemque adhærens, prout experientia nos docuit; Ideoque nolens quod Ducis Guastallæ Successio dependeret, sive turbari posset, à dato, vel facto. Domus Niverniensis, sed in vim verborum *immediatam successionem* utique retraheretur ad diem renunciationis, & quæcunque accidentia & facta intermedia pro nihilo haberentur, & considerarentur, ad damnum infligendum

dum obediēti & obsequentiſſimo Vaſallo , qui ab illius obediētia præjudicari non poterat , reſervationem admisit & approbavit. Monſtroſum namque fuiſſet, quod Cæſar ipſe criminoſum & rebellem proponeret, pauperemque feudatarium obediētem & devotum in illius favorem ad renunciandum cogeret, ſecutaque renunciatione novo crimine ejusdem criminoſi & rebellis uti vellet pro excludendo & puniendo obediēte , & fideli Vaſallo , qui nec potuit nec reverentia voluit actui renunciandi reſiſtere, ſed cæcis oculis obediētiæ ſe ſubjecit. Obtrectatorum, maledicorumque linguis aditus pateret dicendi , quod hoc nihil aliud fuiſſet quam non præcaventi , neque præcavere valenti offendicula ponere , & politica machinatione fingens , prout dicitur, longius ire, ad finem illud, unum & alterum privandi pervenire. Quæ cum abſolutè non conveniant Auſtriacæ menti cogitationes & indiſcreti fines, ideo Imperator Italiæ quietem renunciatione aſſecuratam voluit, Renunciationem aſſignatione duarum terrarum compensatam; Futuram ſucceſſionem, reſervatione mediante, ab omni contrario-




eventu favore Guastallæ Domus immunem & securam reddere placuit; Et hoc modo Sux Cæsareæ Magnitudini pacificatione satisfecit; suæ incorruptæ justitiæ Compensatione locum esse voluit; Clementiam & pietatem suam mediante reservio adimpleri dignatus fuit. Et durante Linea Niverniensi jura Guastallæ Domus, quæ in vim renuntiationis silebant, & obdormiebant, extincta eadem Linea reviviscunt & expergiscuntur, & in vim verborum *immediatam successionem* ad diem factæ renuntiationis, non ad diem delicti, sive obitus ultimi ex Linea Niverniensi, retrahitur successio, & regulatur succedendi jus, non attento tempore ultimi decedentis, sed attento tempore renuntiationis.

Hæc reservatio facta coram Cæsare in executionem præcepti contenti in pacificationis tractatu, & Instrumento, vim habet *Pacti familiae, dationis manus, & confraternitatis*, quæ quotidie in Germania fiunt inter feudatarios Imperatore permittente & approbante, & novam normam & formam succedendi inducunt in feudis, & quoscunque alios operantur favore Domus Guastalliensis effectus, quos

quos retuli & lato calamo registravi in præfata facti impressione, & illa quoque approbata, & de jure licita esse bene probant doctores relati in juris allegatione penes ipsum factum impressa, & eidem alligata.

Hoc modo, istisque justitiæ & clementiæ regulis, Ferdinandum satisfecisse dignoscitur Imperatorio & æquissimi Judicis muneri, & quod non fortuito, neque per accidens tales actus facti fuere, sed consultò & seriò totum ad perfectionem istam deductum fuerit, executionique demandatum; Et quod injuria de præfenti, gloriæ ejusdem Imperatoris detrahitur, illum injustum & inconsideratum publicè declarando, ad sustinendam præsentem propositionem contra Ducem Guastallæ, cui juris regulæ & æquitatis quæcunque adversantur principia.

Sperat igitur Dux Guastallæ, quod Invictissimus Catholicus Rex Carolus gloriam & justitiam Augustissimi Atavi defendere & protelari dignabitur, & Domini ex adverso scribentis propositionibus se opponens, vestigia ejusque inclyta gesta imitabitur, quæ singula universo orbi patefaciant, Pietatem, Justitiam
&



& Clementiam Austriacæ Domus esse fundamentum, & quod rigor & oppressio totaliter odio habentur.

Et si mihi adhuc objiceretur, quod pacificatio Ratisbonensis, non factum Imperii, sed Imperatoris cum Christianissimo tantum Rege & aliis Italiæ Principibus factum dici possit, ideoque in nullam trahi possit consequentiam & auctoritatem coram supremo Imperii consilio. Responderem, quod cum non agatur de alienatione Feudorum Imperii, sive de alio quovis actu, in quo Electorum & Imperii Consensus pro forma ad validitatem requiratur, sed de reservatione jurium alicujus ex Vasallis, & de impediendis præjudiciis & damnis ex facto alterius inferendis, causa demandatæ ab Imperatore renunciationis, Ratisbonensis pax, quæ factum Imperatoris est, & cum illius præsentia, consensu & auctoritate facta fuit, satis est ad firmandum & roborandum quicquid in ea continetur.

Bellum etenim, quod Ferdinandus Secundus Mantuæ Duci indixerat, etiamsi ad sensum Domini Adversarii Imperii bellum dici non potuerit; Imperatoris
tamen

tamen dici poterat, qui ad tuenda jura Imperii, & contra Principem rebellem, & criminofum (ut ex ejus Imperatorio Munere tenebatur) castra movebat. Quicquid igitur in consequentiam illius actum fuit, & in pace subsequuta continetur, præsentia & assensu Cæsaris confirmatum, robur & firmitatem habet etiam in Imperio, & potest in exemplum deduci & sustineri.

Sed ulterius responderem, quod adversatur dignitati Imperiali objectio ista; quoties etenim summus Imperator aliquid Vasallo injungit, Vasalli munus est obedientia, & obsequium, neque permittitur rem per causam cognoscere, & arcana Imperatoris perscrutari; Duci Guastallæ injunctum fuit onus renunciandi, facta fuit assignatio terrarum, permissa fuit reservatio jurium, nec illi nec aliis permissum est mittere os in Cœlum, & contra factum Cæsaris verbum proferre, & præcipue post tot lustros de Cæsaris auctoritate disputare. Primo præsentis belli anno, Augustissimus Leopoldus Ducem Guastallæ ad fidelitatem & obedientiam excitavit, obsequentissimus iste Princeps cæcis oculis supremo Domino

obc-

obediens fuit; Multis abhinc Lustris justum & permillum erit-ne perquirere, an bene vel male fecerit obediendo Imperatori antequam bellum à toto Imperio indiceretur? Absolutè hoc extraneum esset, quia non Vasallo incumbit de auctoritate Domini supremi disputare, sed obedire illius muneris est, & sui Clementissimi Imperatoris mandata exequi, quoties de directo non adversantur S. R. I. Legibus. Quicquid autem obediendo sive exequendo, boni, vel mali evenit, & gaudere & sufferre Vasallo est, Domino autem justitiæ facti rationem reddere incumbit; Vasalli etenim factum Domini factum est, non suum, & non suâ sed Domini auctoritate actus sustinetur.

Quoad Quartum.

• Exempla quæcunque, quæ favore Ducis Guastallæ in impressione allegata fuerunt, & sunt Domuum Brandenburgicæ, Saxonicæ, & Palatinæ, concludenter probant, quod pro delicto læsæ Majestatis, & Imperiali Banno contra unum ex Agnatis prolato, nunquam in præjudicium innocentium Agnatorum ex pacto & providentia

videntia suorum majorum jus ad Feudum habentium, Feuda Imperiali fisco adjudicata fuere. Sed quod utique innocentibus Agnatis collata sunt.

Carolus quintus de anno 1540. Electoratus dignitatem, quo Joannem Fredericum Saxonie Electorem spoliaverat, Mauritio Agnato contulit, prævia quaque Joannis Friderici refutatione.

Ferdinandus primus de anno 1548. Feuda adempta Alberto Brandenburgico ob delictum perduellionis bannito, Agnatis post Delinquentis mortem restituit, etiamsi aliis Principibus Saxonie, Hassie, & Franconie illa jam concessisset, considerans quod ejus morte crimen extinctum esset, & odium expiatum.

Ferdinandus secundus de feudis quibus exuerat Comitem Palatinum ad Rhenum ob similem culpam Perduellionis, cum exclusione filiorum, Maximilianum Bavarie Ducis Agnatum investivit.

Et tandem Niverniensi Duce ad Bannum posito, non fisco Cæsareo adjudicare sive alicui extranco feuda conferre, sed Gualtallensem Domum investire Invictissimi Ferdinandi II. mens erat.

Et si in casu Electoris Palatini inter-

versus.

versus fuit ordo, conferendo feuda Linæ Wilhelminæ remotiori, non autem Rudolphinæ proximiori; Huic præposterationi non tantum causam dedere præcipue politicæ considerationes, quæ non conveniendo præsentī casui impediunt quod possit trahi in exemplum. Sed ulterius hujusmodi rigor tot oppositoribus, tantisque oppositionibus & protestationibus non tantum Domus Rudolphinæ, sed & nonnullorum Electorum contrariatus fuit. Quod in Monasteriensī pace, necessarium fuit aliquammodo & ut fieri poterat Rudolphinæ Domui satisfacere; Et vigore hujus satisfactionis, Serenissima Domus Rudolphina proscriptā Wilhelminā, possessionem Palatinatus adepta est. Ex hoc autem facto potius dignoscendum est, quod summi Factoris judicio ad Legitimum Dominum sexaginta tantum annorum spatio reversa est regio, quæ summo rigore fuerat adempta.

De exclusionē filiorum Joannis Friderici Saxoniz nec verbum quidem faciam, meæ etenim partes sunt, Agnatorum non filiorum jura tueri; Ideoque satis est, quod appareat Agnato proximiori Mauricio, non filio feuda adjudicata fuisse.

Quare

Quare dignetur Dominus ex adverso scribens fateri, nullum adesse exemplum in quo feuda in præjudicium Agnatorum fuerint Imperiali fisco adjudicata, sive extraneis concessa, sed utique Cæsarea Justitia & Clementia Agnatis reservata.

Quoties autem admitteretur (per modum hypothesis) reservationem hujusmodi feudorum non debito Justitiæ, sed Cæsareæ Clementiæ tantum esse tribuendam, eo quia ab Imperatoris libero arbitrio unum alterumve ex Agnatis eligere nullo servato proximitatis ordine dependeat, ut in Palatinatu actum fuisse dicitur; Adhuc Guastallæ Dux sortem Electionis sibi favorabilem fore sperare posset, & Clementiam Cæsaream sibi non defecturam, eo quia Gonzagiacæ Familiæ ex pacto & providentia Majorum ad Mantuæ successionem vocatæ, ipse fidelior, ipse obedientior, ipse causæ communi magis addictus extitit; Ipse tandem ingentia damna sustulit, & Cæsareæ gratiæ, Augustissimæque Clementiæ pluries, & pluries assecuratus fuit. Sperat igitur quod Serenissimi Electores Illustræ ejus Familiam Legulejorum subtilitatibus & argumentis ad privatorum gradum

dum redigi non consentient, ad hoc præcipuè, ne quod de præsentī in illum statueretur jus, ipsi alterna vice subire cogantur.

Quoad Quintum.

Si Guaſtallensis Domus per tot secula fidelitatis & obsequii jura servavit, atque in hoc nullatenus defecit, ita ut audacter dici possit, nil conscire sibi, nulla pallescere culpa; Ad quid ergo pro conditione Clementissimi Regis gratiæ & protectionis, fidelitatis continuatio apponitur? Guaſtallæ stirps S. R. I. Serenissimo Regi Catholico fidelis & obediens vivere, & mori non desinet. Sub iis ergo auspiciis sperat modernus Dux familiæ suæ ad pristinum Decus redintegrationem, & quod Austriacæ Gloriæ Inimici benignitate Invictissimi Regis confundantur & erubescant, non nimio rigore detrectantibus linguis liberas dare possint habenas. Exemplique sit fidelibus & devotis S. R. I. feudatariis favorabilis Guaſtallensi Duci Decisio, non admirationis & scandali, ejusdem depauperatio & miseria; post servitia præstita, post

post damna sublata; post promissas recompensationes, & post quatuor & ultra Gonzagiacæ Domus Magnitudinis & dominationis secula, ipso gloriose regnante, non privatæ vitæ, sed mendicitati redacta intueatur.

Expeditus à resolutione objectionum, quæ in præfata responsione continentur, restat quod aliquid respondeam euidam oretenus objectæ difficultati; nempe quod Serenissimus Rex, Mantuæ Feudum pro expensis in illo recuperando factis retinere possit.

Ad faciliorem istius objectionis resolutionem præmitto, quod inter Guastallæ Ducem, Gallos & Andegavenses nulla, neque inimicitia, neque inimiciæ causa intercedebat. Præmittam ulterius, quod primo hujus belli anno nulla ex parte S. R. I. intercesserat belli declaratio. Ex iis ergo præmissis resultat, quod nec ab inimicis cogebatur belli damna subire, neque ab amicis cogi poterat bello se immiscere Dux Guastallæ. Sed quod plus est, quatenus etiam declaratio Imperii interfuerit, adhuc ex supra firmatis neutralitatis beneficio gaudere poterat, prout alii Italix feudatarii gavisi sunt.

Rebus

Rebus ita se habentibus, Augustissimus Imperator Leopoldus Clementissimis ejus literis Guastallæ Ducem, ut causæ suæ accedere vellet, uti fidelis Imperii Vassallus, obediens, & devotus Austriae Domui requisivit, excitavit, eidem repræsentans, cujus utilitatis causæ Cæsareæ celeris illius declaratio esset, per hæc verba in ejus epistola contenta :

Cedet hoc ad majorem Dilectionis tuæ gloriam, & commune Imperii Romani, præsertim verò viciniae suæ totiusque Italia, restorationem & incrementum.

Illi non tantum & defensionem & clementissimam gratiam, sed & generosam recompensationem promittens. Cæsaris Verbis sollicitatus, Imperatoriis promissionibus confisus, bello se immiscuit Dux; Ab inimicis prius, dein ab Amicis Guastallæ urbe obsidione cincta & expugnata, ferro, igni, ruinæ, & Urbe & Regione expositis; Ejectus, depopulatus, ad miseriam redactus, per lustrum integrum peregrinus, & cum quatuor filiis exul. Subactis Deo favente ab Imperatore hostibus,

stibus, recuperata provincia ex pacto & providentia Majorum sibi debita, ratione expensarum illam sibi adjudicabit Imperator?

Si causa Cæsaris est, &, ut Cæsari ad jumento sit Dux, bello se involvit, quo juris sive æquitatis fundamento expensas ipse subire cogetur? Potius Cæsarea, quæ Dux sustulit, damna reficere tenetur, uti promissa, & uti debita.

Inter Vasallum & supremum Dominum mutua adest obligatio; Vasalli pro fidelitate & obsequio, Domini pro defensione & protectione Vasalli. Si Dux ad nutum Domini directi bello se immiscuit, fidelitatis munus adimplevit; si Dominus directus defendendo Vasalli bona ab hostibus recuperavit, muneri pariter suo satisfecit; Et si belli causa communis esset, ad plus nulla expensarum & damnorum facienda esset ex utraque parte mentio; sed si præcipua Domini causa belli est, ipse ad expensas & damna tenetur. Non consuevere Cæsares hæc unquam prætendere, & penitus nova & inusitata esset instantia, quæ Generositati & Clementiæ Augustissimi Regis Caroli resistit, eoque



absolute incio in medium affertur

Nulla, si hoc admitteretur, inter cum & inimicum intercederet ditia, quoties unius & alterius confusio & privatio fuissent objectum. In aliis esset Inimico se credere, amico adhærere; Ille etenim, qui quid dat vel promittit ad foedus ducit. Iste autem uti debitum aut præstendit, & bona recuperata ad se sibi vult sub prætextu expensis. Cum amico ergo evidens est dan quod cum inimico saltem incertum paret. Et quatenus ex utroque latere vatio immineret, durius est spolium amico, à quo sperabatur auxilium, ab inimico, à quo timebatur damnum.

Et quatenus & sustineri posset sustineri vellet præstentio; pro completo Justitiæ faciendus esset recepti & per Casarem calculus; Dein inter interessentes reliquatus faciendæ & distributio. Hoc nimis laboriosum fore; Non parum odiosum remanendo; & potius utile, quam ducum Duci Guastallæ quoad exitum absolute etenim pro suo contingere contribuit, quam teneatur. Et

per accidens debitum remaneret, defuncti Ducis patrimonium, qui solus causam expensis dedit, foret excutiendum.

Hæc omnia Serenissimorum Electorum oculis exhibita justitiam & Eorum æquitatem excitabunt, ut in proxima capitulatione, jus Guastallæ Duci reddatur, & debita eidem concedatur Investitura ab Augustissimo futuro Imperatore. Hoc Invictissimo Catholico Regi absolutè placebit, quia sicuti ipse (Deo favente) supremo huic extolletur fastigio, ita causæ decisionem sibi reservari non consentiet, ne in causa propria jus dicere videatur, quod animi sui Justitiæ, Magnitudini & Clementiæ consentaneum non est.

D. D. E. E. R. R. & Ser. &c.

Humill. & Deditissimus Servus Ludovicus Comes Fantoniùs, Serenissimi Guastalla Ducis, à Consiliis Status & Ablegatus Extraordinarius.

T R A I T E D E P A I

E N T R E

Sa Majesté Catholique

E T L E

Duc de Savoye.

En el nombre de la Santissima Trinidad, sea notorio a todos los presentes, y avenir, que-haviendo placido a Dios, despues de una tan larga, y sangrienta guerra, que a causado la efusion de tanta sangre Christiana, y la desolacion de tantos Estados, inspirar a las Potencias que en ella sehan interesado un

Au nom de la Sainte Trinité, sachent tous présents & à venir, qu'après plu à Dieu, après une si longue & sanglante Guerre, a causé l'effusion tant de sang Chrétien, & la destruction de tant d'Estats, d'inspirer aux Puissances, qui y estoient engagées un desir sincere de la Paix, du rétablissement

un sincero deseo de la Pax, y del restablecimiento de la tranquilidad publica, y que las Negociaciones empedadas a este fin en Utrecht per el desvelo de la Serenissima, y Poderosissima Princeza Anna por la gracia de Dios, Reyna de la Gran Bretaña, hayan per su prudente conducta llegado al punto de la conclusion de una Pax, laqual queriendo estableceria perpetua, el Serenissimo, y Poderosissimo Principe Phelipe V. por la gracia de Dios Rey Catt. de España &c. que siempre hà buscado cuydadoso los medios de restable-

la tranquillité publique ; & les Negotiations commencées pour cette fin à Utrecht, par la Vigilance de la Serenissime & Très Puissante Princeesse Anne, par la Grace de Dieu, Reine de la Grand Bretagne, estant par sa prudente conduite, parvenues au point de la Conclusion d'une Paix ; afin de la rendre perpetuelle le Serenissime & Très Puissant Prince Philippe V. par la Grace de Dieu, Roy Catholique d'Espagne &c. qui a toujours recherché avec soin les moyens de reestabli le Repos general de l'Europe & la Tranquillité de l'Espagne, & son Altesse Roya-

ccr Hh 3 le

cer el reposo general de la Europa, y la tranquilidad en España, y Su. Alteza Real Víctor Amadeo II. por la gracia de Dios, Duque de Saboya, Rey de Chipre &c. que tambien hà deseado concurrir con una obra tan saludable, y anhelado ardientemente siempre bolver a estrechar por una Paz, y una perpetua Alianza los preciosos nùdos, que tan gloriosamente unen a S. A. R. y su Casa a S. M. C. han dado a este fin sus amplios Poderes, para tratar, firmar, y concluir, el Tratado de Paz, y de Alianza; es a saber S. Mag. Cat. à los

Ex-

le Victor Amédée II. par la Grace de Dieu, Duc de Savoye, Roy de Chypre, qui de mesme a désiré de concourir à une œuvre si salutaire & toujours ardemment souhaitté de resserrer de nouveau par une Paix & perpétuelle Alliance les précieux nœuds, qui unissent si glorieusement son Altesse Royale & la Maison de sa Majesté Catholique, ont donné pour cette fin d'amples Pouvoirs, pour Traiter, signer & conclure le Traité de Paix & d'Alliance, c'est à sçavoir sa Majesté Catholique aux Excellentissimes Seigneurs Don François Marie de Paule, Telles, Giron, Venavides,

Excelentiff. Señores, Carrillo & To-
 res Dn. Francisco lede, Ponce de Leon,
 Maria de Paula, Duc d'Offune, Comte
 Teles, Giron, Ven- de Vruena, Mar-
 nvides, Carrillo, quis de Penafiel, Gen-
 y Toledo, Ponce de tilhomme de la Cham-
 Leon, Duque de bre de sa Majesté
 Offuna, Conde de Catholique, Cham-
 Vreña, Marquez bellan & Grand E-
 de Penafiel, Gen- chanfon, Grand No-
 tilhomme de la Ca- taire des Royaumes
 mara de S. Mag. de Castille, Cheva-
 Cat. Camarero, y lier de l'Ordre de
 Copero mayor, No- Calatrava, Grand
 tario mayor de los Clavier & Comman-
 Reynos de Castilla, deur du mesme Or-
 Cavallero de la Or- dre & Chevalerie, &
 den de Calatrava, de Usagre en celui
 Clavero mayor de de Saint Jaques, Ca-
 la misma orden, y pitaine de la Premie-
 Cavalleria, y Co- re Compagnie Espa-
 mendador de ella, gnole des Gardes du
 y de la de Usagre Corps; & Don Isi-
 en la de S. Tiago, dore Casado de Ase-
 Capitan de la pri- vedo & Rosales,
 mera Compañia E- Marquis de Monte-
 spañola delas Reales leon, du Conseil des
 Guardias de Corps. Indes, ses Ambassa-
 Y Don Hh 4. deurs

Y Don Isidro Casado de Asevedo, y Rosales, Marquez de Monteleon del Consejo de Indias, sus Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios en dicho Congreso de Utrecht, y S. A. R. de Saboya a sus Excelencias, el Sr. Anibal Conde de Maffei, Gentilhomme de la Camara, y primer Cavalleriço de su dicha Alteza Real, Cavallero de la Orden de St. Mauricio, y S. Lazaro, Coronel de su Regimiento de Infanteria, General de Batalla en sus Exercitos, su Embiado Extraordinario cerca de S. Mag. Britanica; el Sr. Ignacio

deurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrez d'Utrecht; & son Altesse Royale de Savoye à leurs Excellences le Seigneur Annibal Comte de Maffey Gentilhomme de la Chambre, & Premier Ecuyer de son Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de St. Maurice & de S. Lazare, Colonel de son Regiment d'Infanterie, General de Bataille de ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprès de sa Majesté Britannique; au Seigneur Ignace Solar de Moretta, Marquis del Borgo, Gentilhomme de la Chambre de son Altesse Royale, Chevalier

nacio Solar de Morete, Marquez del Burgo, Gentilhombre de la Camara de su dicha Alteza Real, Cavallero Gran Cruz de la orden de S. Mauricio, y S. Lazaro, su Embiado Extraordinario cerca de los Sr. Estados Generales de las Provincias unidas de los Paizes-Baxos; y el Sr. Pedro Mellaredede, señor de la Casa fuerte de Jordan, Consejero de Estado de su dicha Alteza Real, sus Embaxadores Extraordinarios, y Plenipotenciarios en dicho Congreso de Utrecht; los quales despues de haverse comunicado sus dichos plenos poderes,

cuyas

lier Grand Croix de l'Ordre de S. Maurice & de S. Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des Seigneurs États Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas, & au Seigneur Pierre Mellaredede, Seigneur de la Maison forte de Jordan, Conseiller d'État de son Altesse Royale, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrèz d'Utrecht; lesquels, après s'estre communiqué lesdits Pleinpouvoirs, dont les copies mot à mot seront inserées à la fin de ce Traité, & les avoir échangez, sont convenus des Articles suivans, en Présence de leurs Excellences

Hh. 5.

le

cuyas copias serán insertas palabra por palabra al fin deste Tratado, y despues de haverse hecho el Cambio de dichos Poderes authenticos, han combenido en los Articulos siguientes, en presencia de sus Excelencias el Sr. Obispo de Bristol, y el Sr. Conde de Strafford Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios de la Reyna de la Gran Bretaña, y en consecuencia de loque se hizo, y en loque se combino en la Corte de Madrid, como assi mismo en la de Londres por sus Ministros.

*le Seigneur E
de Bristol & le
gneur Comte de
ford, Ambassa
Extraordinaires
Plenipotentiaire
la Reyne de la C
Bretagne, & en
sequence de c
a été arresté, &
on est convenu,
à la Cour de Ma
qu'a celle de
dres, par le
des Ministres
élifs.*

Habrà

I.

Habrà deaqui adelante, una buena, firme, y durable Paz, Confederacion, y perpetua Aliança, y amistad entre S. Mag. Cat. sus Hijos nacidos, y por nacer, sus Descendientes, y sus Reynos de una parte, y S. A. R. de Saboya, sus Hijos nacidos, y por nacer, y sus subcesores, y Estados de otra, procurando de todo su poder el bien, el honor, y la ventaja de uno, y otro, y evitando quanto les será posible, lo que podrá causarles reciprocamente algun daño.

II.

En consecuencia
de.

I.

Il y aura désormais une bonne, ferme & durable Paix, confederation & perpetuelle Alliance & amitié entre sa Majesté Catholique, ses Enfans, nez & à naistre, ses Descendans, & ses Royaumes d'une part, & son Altesse Royale de Savoye, ses Enfans nez & à naistre, ses Successeurs & Etats d'autre, l'un procurant de tout son pouvoir le bien, l'honneur & l'avantage de l'autre, & évitant reciproquement autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer quelque dommage.

II.

En consequence de
H h 6 cette

de esta Paz, y buena union, cesaràn de una parte, y otra todos los actos de hostilidad, por mar y tierra, sin excepcion de lugares, ni de personas, y todos los motivos de mala inteligencia, quedaràn apagados, y abolidos para siempre, y abrà de una parte, y otra, un olvido, y perdón perpetuo de todo lo hecho durante la presente Guerra, ô à su occasion, sin que puedan en adelante, directa, ô indirectamente hazer alguna inquisicion sobre esto, por qualquiera via, ô de baxo de qualquier pretexto que sea, ni manifestar algun resentimiento.

cette Paix. & bonne union, tous actes d'hostilité cesseront par Mer & par Terre, sans exception de Lieux, ni de Personnes, & toutes les raisons de mauvaise intelligence demeureront éteintes & abolies pour toujours. Il y aura, de part & d'autre, un oubli & pardon perpétuel de tout ce qui s'est fait durant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse en faire aucune recherche à l'avenir, directement, ni indirectement, par quelque voye, on sous quelque prétexte que ce soit, ni en faire paroître aucun ressentiment ni prétendre aucune sorte de réparation.

Par.

fentimiento, ni pretender ninguna suerte de reparacion.

III.

Por las mismas razones, y por los mismos motivos del bien publico de la Paz, del reposo, y del equilibrio de la Europa, y de la tranquilidad del Reyno de España en particular, que S. Mag. Catt. ha hecho por si, y por todos sus descendientes para siempre la renunciacion de la Corona de Francia, en cinco de Nov. de 1712. y el reconocimiento y declaracion que S. Mag. Cat. ha hecho por el mismo Acto, pasado por Ley en 8. de Março proximo pasado; que en

III.

Par les mesmes raisons & motifs du Bien public, du Repos & de l'Equilibre de l'Europe & de la Tranquillité du Royaume d'Espagne en particulier, par lesquels sa Majesté Catholique a fait pour soi, & pour tous ses Descendans à toujours la Renonciation à la Couronne de France, le 5. Novembre 1712. & la Reconnaissance & Declaration que sa Majesté Catholique a fait par le mesme Acte passé pour Loy, le 8. de Mars dernier, qu'au défaut de ses Descendans elle as-
Hh 7 *seure*

defecto de sus Descendientes asegura la sucesion de la Corona de España, y delas Indias, à S. A. R. de Saboya, y à sus descendientes Varones, nacidos de constante, y legitimo Matrimonio, y subcellivamente à los Varones de la Casa de Saboya, y à sus Descendientes Varones, nacidos de Constante; y legitimo Matrimonio, excluyendo qualquiera otra Casa, por las mismas razones, y motivos, que se han de tener aqui expressados; se ha combenido, y estipulado expressamente por el prezente, que el dicho Acto de 5.

de

seure la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à son Altesse Royale de Savoye, & à ses Descendans masles nez de constant & legitime Mariage, & successivement aux masles de la Maison de Savoye & à leurs Descendans masles nez de constant & legitime Mariage, excluant toute autre Maison; par les mesme raisons & motifs qui sont censez estre exprimez ici, il est convenu & stipulé expressément, que ledit Acte du 5. Novembre doit estre tenu, comme il est tenu pour une partie du présent Traité, aussi bien que l'Acte du 9. dudit Mois de Novembre,

de Noviembre, de-
ve hazer, y fer teni-
do, como haze, y
és tenido per una
partida Exempcial
de este Tratado, co-
mo tambien el A-
cto de 9. del dicho
mez de Noviembre,
hecho per las Cor-
tes de España, que
han passado apro-
vado, y confirmado
el dicho Acto de S.
Mag. Cat. y ladicha
Ley hecha en su con-
sequencia en 8. de
Março proximo pas-
sado, y publicada
el mismo dia, harà
tambien parte ex-
empcial de este Tra-
tado, y todo segun
las clausulas especi-
ficadas, y explica-
das en los dichos A-
ctos, de los quales
El Rey Catholico,
harà

*vembre, fait par les
Cortes d'Espagne, qui
ont passé, approuvé
& confirmé ledit A-
cte de sa Majesté Ca-
tholique. Et ladite
Loy faite en conse-
quence, le 8. Mars
dernier, & publiée
le mesme jour, fera
tout de mesme une
partie essentielle du
présent Traité; le tout
selon les clauses spe-
cifiées & expliquées
dans lesdits Actes, des-
quels le Roy Catholi-
que fera délivrer des
Expeditions authen-
tiques à son Altesse
Royale, dans l'espa-
ce de trois mois, a-
vec les Enregistre-
mens faits en tous les
Conseils d'Estat, de
Guerre, d'Inquisi-
tion, d'Italie, des
Indes, des Ordres,
des*

harà entregar à S. A. R. dentro de tres mezes las expediciones authenticas, y de todos los otros Actos, hechos a este asumpto, como tambien los registros hechos entodos los Consejos de Estados, de Guerra, de Inquificion, de Italia, de las Indias, de las Ordenes, de Hazienda, y de Crusada, y entre tanto losdichos Actos de S. Mag. Cat. y de las Cortes de 5. y 9. de Noviembre de 1712. y ladicha Ley de 8. de Março del prezente año, seràn puestos en su tenor al fin del presente con los Actos de renunciacion à la Corona de Espanna, hechos

des Finances & de la Croisade ; & cependant lesdits Actes de sa Majesté Catholique, & des Cortes, des 5. & 9. Novembre 1712. & ladite Loy du 8. Mars de la présente Année, seront mis, selon leur teneur à la fin du présent Traité, avec les Actes de Renonciation à la Couronne d'Espagne, faite par le Seigneur Duc de Berry, du 24. dudit Mois de Novembre, & par le Seigneur Duc d'Orleans, le 19. du mesme mois, comme pareillement les Lettres Patentes de sa Majesté Tres-Chrétienne du Mois de Mars dernier, qui admettent lesdites Renonciations, &
sup-

chos per el Sr. Duque de Berry en 24. dedicho mez de Noviembre , y por el S. Duque de Orleans en 19. del mismo , como tambien las cartas Patentes de S. M. Christianissima del Mez de Março proximo pasado que admiten lasdichas renunciaciones , y suprimen sus cartas Patentes del mez de Deziembre de 1700. todos losquales Actos de renunciacion , y Cartas Patentes dichas , hazen , y haràn tambien para siempre , parte exempcial deste Tratado , y reconociendo S. Mag. Catt. los motivos de losdichos reconocimientos , declaraciones ,

suppriment ses Lettres Patentes du Mois de Decemb. 1700. Tous lesquels Actes de Renonciation & Lettres Patentes font , & feront pour toujours , une partie essentielle du présent Traité ; & sa Majesté Catholique reconnoissant les motifs desdites Reconnoissances , Declarations , Renonciations & Actes , & qu'ils sont le fondement & l'assurance de la durée de la Paix de la Chrétienté , elle promet , pour soi , & pour ses Descendants , que tout le contenu dans lesdits Actes sera inviolable , & ponctuellement observé , selon sa forme & teneur , sans jamais y contrevenir , ni permettre

ciones, y Actos, y que son el fundamento, y la seguridad de la duracion de la Paz de la Christiandad promete, por si, y por sus Descendientes, que todo le contenido en dichos Actos será inviolable, y puntualmente observado en su forma y tenor, y nunca contravenir, ni permitir que sea contravenido, directa, ni indirectamente en todo, ni en todo, ni en la menor parte, de qualquiera manera, ó por qualquiera via que sea, y antes bien al contrario embarazar que sea contravenido por ninguno, en ningun tiempo, ó por

nin.

mettre qu'il y soit contrevenu, ni en tout, ni en partie, de quelque maniere, ou par quelque voye que ce soit, mais au contraire d'empescher qu'il n'y soit contrevenu par qui que ce soit, en aucun temps, ou par quelque cause ou motif que ce puisse estre; Et sa Majesté Catholique s'engage extressément, pour soy, & pour ses Descendants, à maintenir contre tous, sans exception d'aucun, le Droit de Succession de son Altesse Royale de Savoye & des Princes de la Maison de Savoye, à la Couronne d'Espagne & des Indes, conformément & en la maniere établie par les-

dis:

ninguna causa, ô *dit* *Actes de sa Ma-*
motivo, y S. Mag. *jesté, & des Cortes*
Cat. se empeña ex- *des 5. & 9. Novem-*
pressamente por si, *bre 1712. reconnus*
y por sus descen- *par les Actes faits*
dientes de mantener *par les Seigneurs Ducs*
en favor, y contra *de Berry, & d'Or-*
todos, sin excep- *leans, des 19. & 24.*
tuar alguno, el de- *du dit mois de No-*
recho de succession *vembre, par les Let-*
de S. A. R. de Sa- *tres Patentes du Roy*
boya, y de los Prin- *Tres - Chrétien du*
cepes de la Casa de *mois de Mars der-*
Saboya, à la Coro- *nier, & par ladite*
na de España, y de *Loy du 8. du dit mois*
las Indias conforme *sa Majesté Catholique*
à la manera estable- *supléant à tous les dé-*
cida per los dichos *fauts & omissions de-*
Actos de su Mag. *fait, de Droit, de*
y de las Cortes de *style & de Coutume*
5. y 9. de Noviem- *qu'il y pourroit avoir,*
bre de 1712. reco- *confirme & approuve*
nocidos por los A- *tous lesdits Actes, &*
ctos hechos por los *vent qu'ils tiennent*
Sr. Duque de Ber- *force & vigueur de*
ry, y Duque de Or- *Loy & de Pragmati-*
leans de 19. y 24. *que sanction, & qu'ils*
dedicho mez de No- *soient reçus, gardez,*
viembre *ob-*

viembre y las cartas Patentes del Rey Christianissimo del mez de Março proximo passado, y por ladicha Ley de 8. de dicho mez, supliendo el dicho Sr. Rey Cat. qualesquiera defectos, y omisiones de hecho, ô de Derecho, de Estilo, ô de costumbre, que podran tener, ô haver intervenido en los dichos Actos a qui citados, y confirma, y a prueba todos los dichos Actos, y quiere que tengan fuerza, y vigor, de Ley, y de Sanccion, pragmatica, y que como tales sean recevidos, guardados, observados, y executados, en sus Reynos

observez & executez comme tels en ses Royaumes par ses Vassaux & sujets, auxquels elle ordonne présentement comme pour lors, en cas que la Descendance de sa Majesté vienne à manquer, (ce que Dieu ne veuille) de reconnoitre pour leur Roy & legitime Souverain le Prince de la Maison de Savoye à qui appartiendra la succession à la Couronne d'Espagne & des Indes, selon l'ordre établi dans lesdits Actes de sa Majesté, & des Cortes des 5. & 9. Novembre 1712. & de ladite Loy du 8. Mars, & de le recevoir, & lui prester à cette fin serment de fidelité, de

nos per sus Vassal-
los , y subditos , à
los quales ordena a
hora , como para en
tonces en caso que
la descendencia de
S. Mag. venga a fal-
tar (lo que Dios no
quiera) reconoscan
por su Rey , y legi-
timo Soberano al
Principe de la Casa
de Saboya , a quien
tocará la succession
de la Corona de Es-
paña , y de las In-
dias , siguiendo el
Orden de la voca-
cion inclusa en di-
chos Actos de S.
Mag. y de las Cor-
tes de 5. y 9. de No-
viembre de 1712. y
de ladicha Ley de 8.
de Março , y le re-
civan , y presten a
este fin Juramento
de fidelidad , de o-
bedi-

*de lui obeir , selon
leur devoir , comme
à leur Roy , le main-
tenir & défendre
contre tous , prohibant
ausdits vassaux d'en
reconnoitre aucun au-
tre , & déclarant U-
surpateur tout autre
Prince qui voudroit
monter sur le Throne
d'Espagne , & que
la Guerre qu'il en-
treprendra dans ce
dessein sera injuste.
Au contraire, sa Ma-
jesté Catholique de-
clare juste & legiti-
me la Guerre que le-
dit Prince de la Mai-
son de Savoye sera
obligé d'entreprendre
pour occuper ledit
Throne , ou pour s'y
maintenir. Pour cet
effet , sadite Majesté
Catholique revoque
de nouveau , & en-
tant*

bedecerle como estan obligados a su Rey demantenerle, y defenderle en favor, y contra todos prohibiendo adichos Vassallos, que reconoscan a otro alguno, y declarando por usurpador qualquier otro Principe que quisiere ascender al Throno de la España, y que la Guerra, que a este fin emprendiessa serà injusta, y al contrario S. Mag. declara por justa, y legitima la Guerra que el dicho Principe de la Casa de Saboya fuere obligado a emprender para ocupar, ô mantenerse en el dicho Throno, la dicha Mag. Cat.

re-

tant que de besoin, rompt & annule expressément la Déclaration que sa Majesté fit à Madrid, le 29. Novembre 1703. en faveur du Seigneur Duc d'Orleans, ses fils & Descendans, & sa Majesté veut & entend, que ladite Déclaration soit & demeure nulle, & comme non avenue, confirmant en consequence le Desistement & la Renonciation que le Seigneur Duc d'Orleans a fait par le dit Acte du 19. Novembre, & tous Actes qui pourroient ou peuvent avoir esté faits contraires auxdites Déclaration, Renonciation & Actes, & au contenu du présent Article,

&

revoca de nuevo a & aux Droits qui y
estos fines, y tanto *sont reconnus & esta-*
como es necesario, *blis, sont declarez*
rompe y anula ex- *par le présent Arti-*
pressamente la de- *cle, nuls & de nul*
claracion que S. *effet, à toujours,*
Mag. hizo en Ma- *comme contraires à*
drid en 29. de No- *la seureté de la Paix,*
viembre de 1703. à *& à la tranquillité*
favor del Sr. Duque *de l'Europe.*

de Orleans, sus Hi-
jos, y descendien-
tes, y S. Mag. quie-
re, y entiende que
ladicha declaracion
sea, y quede nula,
y como nunca he-
cha, confirmando
a este efecto el de-
fistimiento, y la re-
nunciacion que el
Sr. Duque de Or-
leans, ha hecho por
el dicho Acto de 19.
de Noviembre, y
todos los Actos que
pudieren ser, ô ha-
yan sido hechos con-
trarios,

trarios , à lasdichas
 declaraciones , re-
 nunciacion , y Ac-
 ctos, y al contenido
 del prezente Arti-
 culo , y à los dere-
 chos reconocidos ,
 y establecidos en e-
 stos , antes de ser
 reputados, por con-
 trarios à la seguri-
 dad de la Paz , y à
 la tranquilidad de
 la Europa , se de-
 claran per el pre-
 zente nulos , y de
 ningun efecto para
 siempre.

IV.

Tambien en exe-
 cucion de lo conve-
 nido con S. Mag.
 la Reyna de la Gran
 Bretaña tratando de
 la Paz , y por las
 mismas razones, del
 reposo, y del equi-
 librio de la Euro-
 pa,

IV.

*Pareillemets en
 execution de ce qui a
 esté convenu en trait-
 tant de la Paix avec
 sa Majesté la Reyne
 de la Grand Breta-
 gne, & par les mes-
 mes raisons du répos
 & de l'Equilibre de
 l'Eu-*

pa, y de la Tranquilidad de la España, S. Mag. Cat. Phelipe V. Rey de las Españas, y de las Indias &c. hà dado, cedido, y transportado, como por el presente dà, cede, y transporta, pura, simple, y irrevocablemente, a S. A. R. Victor Amadeo II. Duque de Saboya &c. para el, y para los Princepes sus Hijos, y sus Descendientes Varones, y subcessivamente para los Varones de la Casa de Saboya de Primogenito en Primogenito, el Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, sus pertenencias, dependencias, y anexos en

l'Europe, comme aussi de la tranquillité de l'Espagne, sa Majesté Catholique Philippe V. Roy des Espagnes, & des Indes &c. a donné cédé & transporté, comme par le présent Traité elle donne, cede & transporte purement, simplement & irrevocablement à son Altesse Royale Victor Amédée II. Duc de Savoye &c. pour lui, & pour les Princes ses fils, & leurs Descendants Masles, & successivement pour les Masles de la Maison de Savoye, d'ainé en ainé, le Royaume de Sicile & Isles dépendantes, leurs appartenances, dépendances & annexes, en toute Propriété

en toda propiedad, y soberanía, con todos los derechos de Monarchia, de Jurisdicción, de Patronato, de nominación, prerogativas, preeminencias, y privilegios, regalias, y otras qualesquiera adquisiciones de derecho, de costumbre, de uso, de posesión, ó por concesión, á los Reyes, y al Reyno de Sicilia, y Generalmente todo lo que há pertenecido, ó podido pertenecer a S. Mag. Cat. y á los Reyes sus predecesores, sin reservar ni retener cosa alguna, como lo contiene el Acto de cesión que S. Mag. há hecho en

priété & Souveraineté, avec tous les Droits de Monarchie, Jurisdiction, Patronat, Nomination; les Prérogatives, Prééminences & Privileges, Regales & autres acquisitions quelconques de Droit, de Coutume, d'Usage, de Possession, ou par Concession faite aux Rois & au Royaume de Sicile, & generalement tout ce qui a appartenu, ou pu appartenir à sa Majesté Catholique & aux Rois ses Prédecesseurs, sans en rien réserver, ni retenir, comme il est contenu dans l'Acte de Cession que sa Majesté a fait le 10. Juin dernier, lequel Acte dans toutes ses Clau-

ses

el día 10. de Junio *ses est tenu, & sera*
proximo pasado, el *tenu pour toujours,*
qual entodas sus *faire une partie es-*
clausulas haze, y ès *sentielle du présent*
tenido, como harà, *Traité, & comme*
y será tenido para *tel mis en sa teneur à*
siempre una partida *la fin de cedit Traité.*
exempcial de este *Et sa Majesté Catho-*
Tratado, y como *lique reconnoissant les*
tal será puesto en su *motifs & Clauses de*
tenor al fin del pre- *ladite Cession comme*
sente, y reconoci- *un des fondemens de*
endo S. A. R. los *la Paix, promet pour*
motivos, y clausu- *soy & ses Descen-*
las de ladicha ces- *dans, que tout le con-*
sion por uno de los *tenu en sera inviola-*
exemplares de Paz, *blement & ponctue-*
promete por sí, y sus *lement observé en sa*
descendientes, que *forme & teneur, à*
todo su contenido, *fin que sadite Altes-*
sera inviolablemen- *se Royale & ses Suc-*
te, y puntualmente *cesseurs, jouissent,*
observado, en su *comme il est dit ci-*
forma, y tenor pa- *dessus, des Droits &*
ra gozar sudicha A. *autres choses ici ce-*
R. y sus subceslo- *dées ainsi, & de la*
res, como queda di- *mesme maniere que*
cho, los derechos, y *sa Majesté Catholi-*
colas *li 2* *que*

cosas aqui cedidas, assi, y como S. Mag. Cat. y los Reyes sus predecesores han gozado, podido, y devido gozar, y se para el dicho Sr. Rey de España en quanto es menester el dicho Reyno de Sicilia, y Islas dependientes de la Corona de España, declara, consiente, y quiere, y entiende que quedan separadas mientras avrà Varones de la Casa de Saboya, ô hasta que la Corona de España recayga en un Principe de la dicha Casa, segun el contenido del presente Artículo, y a este fin se obliga S. M. à que ratificandose por S. A.

R.

que & les Rois ses Prédecesseurs en ont jouï, pu & deu jouir; & ledit Seigneur Roy d'Espagne separe, en tant que de besoin, ledit Royaume de Sicile & Isles dépendantes de la Couronne d'Espagne, déclare, consent vent & entend qu'ils demeurent separez tant qu'il y aura des Males de la Maison de Savoye, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoye, selon le contenu du présent Article; & pour cet effet, sa Majesté s'oblige, que son Altesse Royale ratifiant le présent Traité, & d'abord après l'échange des Ratifications, elle

re-

R. el presente Tratado, y luego despues del cambio de las ratificaciones revestirá, y dará a S. A. R. la plena Real, y actual possession del dicho Reyno de Sicilia, Yslas dependientes, y pertenencias, dependencias, y anexos, declarando desde ahora S. Mag. mediante el presente Tratado, que ha dexado, y se a desnudado, dexa, y se desnuda del dicho Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, sus pertenencias, dependencias, y anexos, y que del todo ha revestido, y reviste a S. A. R. para no tener S. Mag. desde el Cambio de las dichas

revestira son Altesse Royale dudit Royaume de Sicile, & Isles dépendantes avec les Appartenances, Dépendances & Annexes, & lui en donnera la pleine, réelle, & actuele possession, déclarant des à présent, qu'en vertu du présent Traité, sa Majesté a délaissé & s'est déponillée, délaissé & se déponille dudit Royaume de Sicile & Isles dépendantes avec ses Appartenances Dépendances & Annexes, & que du tout elle en a revestu & revest son Altesse Royale, pour ne tenir plus sa Majesté, des l'Echange desdites Ratifications, ledit Royaume de Sicile, ni Isles dépendantes.

dichas ratificaciones
eldicho Reyno de
Sicilia, ni Yslas de-
pendientes, y perte-
nencias dependien-
cias, y anejos en su
nombre, y se tendrá
entonces en nom-
bre de S. A. R. por
El Marques de los
Balbases, que es a-
ctualmente Virrey
de aquel Reyno, y
quien le entregará
a S. A. R. ó á
sus ordenes, quando
él le parezca á
S. A. R. hacer to-
mar la possession de
dicho Reyno de Si-
cilia, reconociendo
S. Mag. aldicho Du-
que de Saboya co-
mo solo, y legiti-
mo Rey de Sicilia
en ratificando de su
parte el presente
Tratado, y desde
el

*dantes & Apparte-
nances, Dépendan-
ces & Annexes en
son nom, mais qu'ils
seront tenus alors au
nom de son Altesse
Royale, par le Mar-
quis de los Balbases,
qui est actuellement
Viceroy dudit Royau-
me, & qui le livre-
ra à son Altesse Ro-
yale ou à son ordre,
quand son Altesse Ro-
yale jugera à propos
de faire prendre pos-
session au dit Royau-
me de Sicile, sa Ma-
jesté reconnoissant le-
dit Duc de Savoye
pour seul & legitime
Roy de Sicile, en ra-
tifiant de sa part le
présent Traité, &
après l'Eschange des
Ratifications recipro-
ques; & cependant
les Fruits, Tributs &
Rentes*

el Cambio de las re- Rentes de ce Royau-
feridas ratificacio- me , ses Dépendan-
nes reciprocas , y ces & Annexes , se-
entre tanto, los Fru- ront percens , par les
tos , Tributos , y mesmes Ministres &
rentas de aquel Rey- fermiers qui les per-
no , sus dependen- çoivent actuellement ,
cias , y anexos , se- sous les ordres & à
percibiràn por los la disposition dudit
misinos Ministros, Viceroy , pour servir
ô Arrendadores , à la subsistance & en-
que actualmente los tretien des Troupes
perciben de baxo que sa Majesté a dans
de las ordenes , y ce Royaume , pendant
disposiciones del di- le temps qu'elles y
cho Virrey , y sirvi- demeureront ; en at-
ràn para la subsi- tendant que son Al-
stencia de manuten- tesse Royale y en en-
cion de las Tropas, voye d'autres , com-
que tiene S. Mag. me aussi pour les fraix
en aquel Reyno por de leur embarquement
el tiempo que que- & transport en Es-
daràn alli à esperar pagne : Et pour l'exé-
que S. A. R. em- cution de ladite Ces-
bie otras , como sion sa Majesté a li-
tambien para el ga- beré , déchargé & di-
sto de las embar- spensé , libere , dé-
caciones necessarias charge & dispense tous
para : li 4 les

para el Transporte de ellas a España, y para la execucion de ladicha Cession, S. Mag. há librado, descargado, y dispensado, y libra descarga, y dispensa, a todos los Arçobispos, Obispos, Abades, Prelados, y otros Ecclesiasticos; Duques Princes, Marquezes Condes; Barones, Governadores, Almirantes, Comandantes, Capitanes, y otros Oficiales, y gente de guerra, y Marina, que serán naturales de Sicilia, y de gobierno superiores, Presidentes, Magistrados, y otros miembros de sus Consejos, Chancellerias, y Justicias,

les Archéveques, Evêques, Abbez Prelats & autres Ecclesiastiques, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Amiraux Commandans, Capitaines & autres Officiers & Gens de Guerre & de Marine qui sont nez en Sicile, & tous les Supérieurs, dans le Gouvernement, Présidens, Magistrats & autres Membres de ses Conseils, Chanceleries & Justices, ceux des finances, Chambre des Comptes, Ministres & Officiers de Justice, Capitaines, Lieutenans & soldats de ses forts & Châteaux, & autres employez à son service par Mer ou par Terre qui sont

Sin

cias, à los de su ha-
zienda, Camara de
Quentas, Ministros,
y Oficiales de Justi-
cia, Capitanes, Te-
nientes, y soldados
de sus Fuertes, y
Castillos, y otros
empleados en su ser-
vicio per Mar, ô
Tierra, que seràn
naturales de Sicilia,
Cavalleros, Genti-
leshombres, y Vas-
sallos, Vecinos, y
Ayudantes de las
Ciudades de Bur-
gos, y lugares, y
generalmente todos,
y cada uno de los
subditos de dicho
Reyno de Sicilia,
y Yslas dependien-
tes, y respectiva-
mente del Juramen-
to de fidelidad que
àn prestado a S.
Mag. y de la fé, y
obe-

*Siciliens de Naissan-
ce, Chevaliers, Gen-
tilshommes, & Vas-
saux, Habitans &
Dépendans des Villes
Bourgs & Villages,
& généralement tous
& chacun des sujets
dudit Royaume de Si-
cile & Isles dépendan-
tes; chacun en ce qui
le concerne, du ser-
ment de fidelité qu'ils
ont pressé à sa Ma-
jesté, & de la foy &
obeissance qu'ils lui
doivent, leur ordon-
nant expressement &
peremptoirement, que
quand, en vertu du
présent Traité & de
l'échange des Ratifi-
cations d'icelui, son
Altesse Royale pren-
dra possession dudit
Royaume, ils ayent,
sans attendre autre
disposition ni Ordre,*

obediencia que deven, ordenandoles expresa, y peremptoriamente, que quando en virtud del presente Tratado, y cambio de sus ratificaciones tomará S. A. R. posesion de el dicho Reyno, hayan todos sin esperar otra disposicion, ni orden, de reconocer al Sr. Duque de Saboya, per su solo, y legitimo Rey, obedecerle, y defenderle, y prestarle juramento de fidelidad, fé, y obediencia, tales, y semejantes, â los que han prestado, ô a los que han sido obligados hasta ahora a su dicha Mag. quien suple todas las

à Reconnoître tous le-dit Seigneur Duc de Savoye pour leur seul & légitime Roi, à lui obeir, le défendre, & lui prester serment de fidelité, foi & obeissance tel & semblable à ceux qu'ils ont presté ou qu'ils ont esté obligez de prester jusqu'à présent à sa Majesté, laquelle supplée toutes les fautes & erreurs de Droit, ou de fait, qui pourroient se trouver dans la présente Donation, Cession ou Transport du Royaume de Sicile & Isles dépendantes, ses appartenances Dépendances & Annexes, pour lequel effet sa Majesté renonce à toutes les Loix, Statuts, Conventions, Constitutions & Coutumes

las faltas , y omisiones de derechos , ô de hecho , que podrá tener la presente donacion , cesion , ô transportation del Reyno de Sicilia , y Yslas dependientes , pertenencias , dependencias , y anexos , y a este efecto S. Mag. renuncia todas las Leyes estatutos , combenciones , constituciones , y costumbres , que podrán ser contrarias , y que avran sido confirmadas por Juramento a los quales , y á las derogaciones derroga expresamente per el presente Tratado para el entero efecto de las dichas donaciones , Cesiones ,

tumes qui pourroient estre contraires , & qui mesme auroient esté confirmées par serment , auxquelles , & aux derogatoires desquelles elle déroge expressément par le présent Traité , pour l'entier effet desdites Donations , Cessions & Transport , qui vaudront & auront lieu , sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la Generale , ni la Generale à la particuliere ; excluant toutes exceptions qui pourroient se fonder sous quelques Titres , Droits Causes & Prétextes que se soit . Ordonne en mesme temps expressément & peremptoirement sa Majesté au Viceroy de Sicile ,

nes , . . . li 6 de

nes , y transporta-
 ciones , que baldràn ,
 y tendràn lugar ,
 fin que la expref-
 sion , ô especifica-
 cion particular der-
 rogue à la general ,
 ni la General , à la
 particular , excluyen-
 do a este fin , y pa-
 ra siempre todas y
 qualesquiera izen-
 ciones , que pue-
 den fundarse sobre
 qualesquiera titu-
 los , derechos , Cau-
 sas , y pretextos , S.
 Mag. ordena tam-
 bien. expresse , y per-
 emptoriamente al
 Virrey de Sicilia
 consigner , y entre-
 gar a su dicha A. R.
 ô a quien deputará ,
 el dicho Reyno de
 Sicilia , las Yslas de-
 pendientes , pertec-
 nencias , dependen-
 cias ,

de consigner & re-
 mettre à sadite Al-
 tesse Royale , ou à ce-
 lui qu'elle députera ,
 ledit Royaume de Si-
 cile , les Isles dépen-
 dantes , les apparte-
 nances , dépendances
 & annexes , & de
 lui en bailler la réelle
 possession , des que son
 Altesse Royale envo-
 yera pour la prendre ,
 après l'Echange des
 Ratifications du pré-
 sent Traité , sans at-
 tendre aucuns autres
 Ordres ni Disposi-
 tions , & de faire
 remettre a sadite Al-
 tesse Royale , ou à ceux
 qu'elle députera , ou
 au Viceroy qu'elle es-
 tablira , les Villes ,
 Ports , Châteaux ,
 Places , Forts & For-
 teresses qui sont dans
 ledit Estat , dans les-
 quels

cias, y anexos, y *quels se trouvent pré-*
darle la real poses- *sentement l'Artille-*
sion de el, en con- *rie, les Arsenaux &*
tinentente que su di- *Munitions de Guerre*
cha A. R. embià- *& de bouche, les*
re para tomarla de- *Galeres & leur Chi-*
spues del Cambio *ourme, les Bâtimens,*
de las ratificaciones *avec leurs Equipa-*
del presente Trata- *ges & Matelots, &*
do, sin esperar nin- *généralement tout ce*
gunas otras orde- *qui appartient audit*
nes, ni disposicio- *Royaume de Sicile,*
nes, y hazer tam- *& Isles dépendantes,*
bien entregar, y *sans en rien échan-*
consignar a sudicha *ger déplacer ou rete-*
A. Real, ô a aquel- *nir; bien entendu que*
los que deputará, o *toutes ces Galeres &*
El Virrey que S. A. *leurs Chiourmes, les*
R. estableciere, las *bâtimens avec leurs*
Cuidades, Puertos, *Equipages & Mate-*
Castillos, Plaças, *lots, demeureront à*
Fuertes, y Fortale- *la disposition dudit*
zas en el Estado en *Marquis de los Bal-*
que se hallan pre- *bases actuellement Vi-*
sentemente Artille- *ceroy, jusqu'à l'en-*
ria, Arcenales, y *tier & parfait trans-*
munitiones de gu- *port de toutes les Trou-*
erra, y deboca, das *pes que sa Majesté y*
Ga- *Li 7 tient,*

Galeras, y su chusma, las Embarcaciones, sus equipages, y Marineros, y Generalmente todo lo que le toca, aldicho Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, sin mudar, ni transportar cosa alguna, bien entendido, que todas aquellas Galeras, y sus chusmas, las Embarcaciones, sus Equipages, y Marineros, quedarán a la disposicion del dicho Marquez de los Balbases, Virrey actual, para embarcar, y transportar de Sicilia a España, y hasta su perfecto, y entero transporte todas las Tropas que tiene alli S. Mag. y que para el passage de dichas...

tient, & qu'il embarquera, pour le passage desdites Troupes, autant de ces Munitions de Guerre & de bouche qu'il sera nécessaire; & en conformité de ce dessus, sa Majesté ordonne expressément & peremptoirement aux Gouverneurs, Commandans, Capitaines & autres Officiers, de consigner & délivrer à ceux qui seront députés par son Altesse Royale ou par le Viceroy qu'elle y enverra, lesdites Villes, Ports Châteaux, Places, Forts & Fortresses, leurs Galeres & autres Bâtimens où ils se trouveront, soit dans les Ports de Sicile, soit ailleurs, avec tout ce qui en dé-

dichas Tropas embarcará quantas de las dichas Municiones de Guerra , y de boca serán menester, y en conformidad de lo suso dicho ordena S. Mag. expressa, y peremptoriamente a los Governadores, Comandantes , Capitanes , y demás Oficiales, consignar, y entregar , a los que serán deutados por su dicha A. R. ô por El Virrey, que pondrá, lasdichas Ciudades, Puertos, Castillos, Plazas, Fuertes, y Fortalezas, sus Galeras, y otras embarcaciones , donde se hallaren , sea en los Puertos de Sicilia, ô en otras partes, con-

dépend, sans remuer ni changer , aucune chose , sinon pour ce qui regarde les Galeres, bâtimens Matelots & Munitions, dont sa Majesté se reserve expressément la disposition, seulement pour le Transport de ses Troupes de Sicile en Espagne, & ce notwithstanding tous les sermens qu'ils ont presté ou pu prester, desquels ils demeurent & sont dispensés. Sa Majesté Catholique s'oblige aussi par le présent Traité de bailler, & faire remettre , par duplicata, en faisant l'Echange du présent Traité , lesdits Ordres aux Viceroy, Amiraux, Gouverneurs Commandans, Capitaines & autres Of-

contodo loque depende, como queda dicho sin mudar, ni trocar, ni retener cosa alguna, sino en loque toca á las Galeras Embarcaciones, Marineros, y municiones, de que expressemente se rezerva S. M. la disposicion solamente para el Transporte de sus Tropas de Sicilia a España, y esto nó obstante todos los Juramentos, que han prestado, ô podido prestar, de los quales quedan, y son dispensados: Por el presente Tratado S. Mag. Cat. promete tambien dar, y hazer entregar con el cambio de la ratificacion del presente

Tra-

Officiers, comme aussi à tous les habitants dudit Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils soient, avec les Clauses les plus peremptoires, & qui épargnent la nécessité, d'en demander d'autres plus amples & d'autres Dispositions reiterées; & de faire remettre les Contre-seings, s'il y en a, afin que l'exécution des Donations, Cessions & Transports, cidessus mentionnez, ne souffrent aucune difficulté ni retardement, & qu'au contraire ils soient exercez d'abord après l'Echange des Ratifications de ce Traité, & que lesdits Viceroy, Officiers & soldats, évacuent, & partent.

Tratado las dichas *partent de Sicile &*
ordenes por duplicado à los Virreyes, *de ses Dépendances,*
Almirantes, Gobernadores, Coman- *par le moyen desdites*
dantes, Capitanes, *Galleres, Bâtimens,*
y otros Oficiales, *& Matelots, &*
como tambien atodos los Habitantes *avec lesdites Muni-*
dedicho Reyno de *tions necessaires à leur*
qualquiera calidad, *Transpôrt, comme sa*
y condicion que se- *Majesté le leur or-*
an con las clausulas *donne expressément,*
màs peremptorias, *& comme il a deja*
y exclusivas de la *esté dit, d'abord a-*
necessidad de otras *prés, & au moment*
màs amplias, y de *que son Altesse Ro-*
reiteradas disposi- *yale prendra la pos-*
eiones, y hazer en- *session.*
tregar las contra-
señas, si las ay, para
que la execucion de
las arriba dichas do-
naciones, cessiones,
y transportaciones,
no padescan alguna
dificultad, retarda-
ción, ni dilacion, y
antes

antes al contrario ,
 sean executadas in-
 stantaneamente de-
 spues del cambio de
 las ratificaciones de
 este Tratado , y que
 los dichos Virreyes,
 Oficiales , y solda-
 dos , evacuen , y
 partan de Sicilia , y
 de sus dependen-
 cias , por las dichas
 Galeras , Embarca-
 ciones , y Marine-
 ros , y con las di-
 chas municiones ne-
 cessarias a su trans-
 porte , como su Mag.
 se lo ordena expref-
 samente , y como
 queda dicho des de
 Luego , y al passo
 que S. A. R. toma-
 rá la possession.

V.

Su Mag. Cat. y
 S. A. R. prometen,
 y se obligan reci-
 pro-

V.

*Sa Majesté Cath-
 lique & son Alte-
 Royale promettent*

s^{es}

procamente, por si,
y por sus descendi-
entes, de observar,
y mantener el pre-
sente Tratado ento-
do su contenido,
sea de la parte del
Rey de España,
para mantener ladi-
cha donacion, ces-
sion, y transporta-
cion del Reyno de
Sicilia, sea de la
parte de S. A. R.
para mantener a S.
Mag. en sus domi-
nios, y de nó con-
travenir uno, y o-
tro, ni permitir
que sea contraveni-
do por ningunacau-
sa, pretexto, ó mo-
tivo, por persona
alguna, y oponer-
se uno, y otro con-
todas sus fuerças a-
quē tenga el presen-
te Tratado, ple-
no,

*s'obligent reciproque-
ment, pour eux &
pour leurs Descen-
dants, à observer &
maintenir tout le con-
tenu du présent Trai-
té, soit de la part du
Roy d'Espagne, pour
maintenir ladite Do-
nation, Cession &
Transport du Royau-
me de Sicile, soit de
la part de son Altes-
se Royale, pour main-
tenir sa Majesté dans
ses Etats, & de n'y
contrevenir jamais ni
l'un, ni l'autre, ni
permettre qu'il y soit
contrevenu, pour au-
cune cause, & par
quelque prétexte, ou
motif que ce soit, ni
par aucune personne,
& de s'y opposer l'un
& l'autre de toutes
leurs forces, afin que
ce présent Traité sorte
son*

no, y entero efecto. Promete el dicho Sr. Rey Cat. hazer entregar aqui en fuere Deputado por su dicha A. R. dentro de tres mezes despues del Cambio de la ratificacion del presente Tratado todos los Titulos, Papeles, y Documentos concernientes al dicho Reyno de Sicilia, y sus dependencias que estan, y se podrán hallar en los Reales Archivos de España, o en los de sus consejos, y Cortes, o de sus Ministros Consejeros, y Oficiales.

VI.

Siguiendo lo que ha sido combenido aqui antecedentemente,

son plein & entier effet. Ledit Seigneur Roy Catholique promet de remettre à celui qui sera envoyé par sadite Altesse Royale, dans l'espace de trois mois après l'Echange des Ratifications du présent Traité, tous les Titres, Papiers & Documents qui concernent ledit Royaume de Sicile & ses Dépendances, qui sont, & se pourront trouver dans les Archives Royales d'Espagne, ou en celles de ses Conseils & Cours, ou de ses Ministres, Conseillers & Officiers.

VI.

Selon ce qui a esté convenu ci dessus, il est aussi expressément con-

mente , está tam- convenu & stipulé ici,
 bien combenido , y entre sa Majesté Ca-
 estipulado aqui ex- tholique & son Al-
 pressamente entre S. tesse Royale , qu'en
 Mag. Cat. y S. A. cas que les Descen-
 R. que en calo que dans Masles dudit
 los Descendientes Seigneur Duc de Sa-
 Varones del dicho voye , & tous les
 Sr. Duque de Sabo- Masles de la Mai-
 ya , y todos los Va- son de Savoye vien-
 rones de la Casa de nent à manquer , (ce
 Saboya bengan a que Dieu ne veuille)
 faltar (loque Dios en ce cas de défaut
 no quiera) en este de Masles de ladite
 Caso de defecto de Maison de Savoye ,
 Varones de la dicha le Royaume de Sicile ,
 Casa de Saboya , & Isles Dépendantes ,
 Reyno de Sicilia , ses Appartenances ,
 y Yslas dependien- Dépendances & An-
 tes , pertencencias , nexes ici cedez , re-
 dependencias , y a- tourneront de plein
 nexos aqui cedidos, Droit à la Couronne
 bolveràn de plano d'Espagne , & de
 derecho à la Coro- mesme son Altesse
 na de España , y Royale s'oblige &
 tambien se obliga , s'engage pour soi & ses
 y empeña S. A. R. Descendants Masles ,
 por si , y sus descen- & pour tous les Mas-
 dientes les

dientes Varones, y por todos los Varones de su Casa, de no poder jamás vender, ceder, empeñar, trocar, ni dar debaxo de qualquier pretexto de subrogacion, ô otros, ni en ninguna manera empeñar en todo, ni en parte el dicho Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, sus pertenencias, dependencias, y anexos, a otros que à los Reyes de España loque sehá de observar en toda conformidad del dicho Acto de cesion del dicho Reyno de Sicilia, hecho por S. Mag. en 10. de Junio ultimo passado, y asta que

les de sa Maison, de ne pouvoir jamais vendre, céder, engager échanger, ni donner, sous quelque prétexte de subrogation ou autres, ni en quelque maniere que ce soit, engager en tout, ou en partie, ledit Royaume de Sicile & Isles Dépendantes, ses Appartenances, Dépendances ou Annexes, à autres qu'aux Rois d'Espagne, ce qui doit éstre observé conformément audit Acte de Cession dudit Royaume de Sicile fait par sa Majesté le 10. de Juin dernier, & jusqu'à ce que la Couronne d'Espagne tombe à un Prince de la Maison de Savoye, & qu'il soit Roy d'Espagne.

SON

la Corona de España recayga en un Principe de la Casa de Saboya , y que sea Rey de España.

VII.

Y teniendo obligacion S. A. R. conforme à la dicha cession , y particulares clausulas , estipuladas en ella , a provar , confirmar , y ratificar , todos los Privilegios , inmunidades , exempciones , Libertades , Estilos , y otras costumbres , de que el dicho Reyno goza , ô ha gozado por lo pasado , explicados por menor en dicha cession , aprueba S. A. R. confirma , y ratifica el todo , y se obliga
aman-

VII.

Son Altesse Royale éstant obligée , par la Cession & Clauses particulieres qui y sont stipulées , d'approuver , confirmer & ratifier tous les Privileges , Immunités , Exemptions , Libertés , Styles & autres Coutumes dont ledit Royaume jouit ou a joui ci devant , expliquez en détail dans ladite Cession , son Altesse Royale approuve , confirme & ratifie le tout , & s'oblige à les maintenir selon qu'il a esté stipulé en ladite Cession ;

amantenerle segun le estipulado en dicha cession, y deseando al mismo tiempo S. Mag. Cat. dar prendas a sus Vassallos Españoles, y Sicilianos, y otros que han quedado a su obediencia, y tienen bienes en el dicho Reyno de Sicilia, de la satisfacion que tiene de su fidelidad, y servicio, declara, que en caso de que el Fisco haya procedido Civil, ô Criminalmente contra sus dichos bienes, ô parte dellos, ô pretenda proceder con qualquier pretexto, ô por causa fenecida, S. Mag. Cat. lo remite, y perdona desde ahora,

son; & en mesme temps, sa Majesté Catholique desirant donner à ses Vassaux Espagnols, Siciliens & autres, qui ont persisté dans son obeissance, & qui ont des Biens dans ledit Royaume de Sicile, des preuves de la satisfaction qu'elle a de leur fidelité & service, déclare, qu'en cas que le fisc ait procédé civilement, ou criminelement contre lesdits Biens, ou partie d'iceux, ou prétende proceder sous quelque prétexte, ou pour quelque fait déjà jugé, sa Majesté Catholique le remet & pardonne dès à présent, & pour cet effet, casse & annulle lesdites Procédures, en

ra, y a este fin rom-
pe, y anula dichos
procedimientos, pa-
ra que por lo autua-
do, durante su do-
minacion, y por lo
passado no puedan
inquietar, ni tur-
bar à los dichos Vas-
sallos en sus bienes,
y possessiones, co-
mo S. A. R. pro-
mete que sus Mini-
stros, y Fiscales nó
les turbaràn, ni in-
quietaràn por lo pas-
ado, antes que S.
A. R. entre en la
Real possession del
dicho Reyno, y to-
do sin prejuizio del
derecho del Ter-
cero, à lo qual S.
Mag. no entiende
derrogar.

VIII.

Los Españoles, y
otros subditos de S.
Mag.

*en sorte que pour tout
ce qui a esté fait pen-
dant sa Domination,
& par le passé, lesdits
Vassaux ne puissent é-
stre inquiétés ni trou-
blés en leurs Biens, &
Possessions, comme de
son costé son Altesse
Royale promet que ses
Ministres & Fiscaux
ne les troubleront ni
inquieteront pour ce
qui s'est passé, avant
que son Altesse Ro-
yale entre en réelle
Possession dudit Ro-
yaume, & tout sans
préjudice d'autrui, à
quoi sa Majesté ne
prétend déroger.*

VIII.

*Les Espagnols &
autres sujets de sa
Majesté*

Kk

Ma.

Mag. Cat. y sus sucesores, como los Sicilianos, que estan, y quieren quedarse en los Estados de S. Mag. Cat. ô en su servicio, podrán, y devran gozar, y gozarán efectiva, y libremente los Feudos, Señorios, Bienes, Rentas, Regalias, Derechos de Patronato, y otros qualesquier derechos que tengan en el Reyno de Sicilia, ô puedan tener en adelante, por sucession, herencia, Fideicomissos, Legados, Adjudicaciones, ô por otro qualquier derecho, ô titulo, y podran pagando los derechos, como los Regniculas, retirar

Majesté Catholique & de ses Successeurs, comme les Siciliens qui sont & veulent demeurer dans les Etats de sa Majesté Catholique, ou à son service, pourront & devront jouir, & jouiront effectivement & librement des Fiefs, Seigneuries, Biens, Rentes, Regales, Droit de Patronat, & autres Droits que ce soit, qu'ils ont dans le Royaume de Sicile, ou qu'ils puissent avoir à l'avenir par Succession, Heritage, Fideicommiss, Legs, Adjudications ou autre Droit, ou Titre que ce soit, & pourront, en payant les Droits comme les Regnicoles, retirer leurs Rentes, finances & fruits,

tirar sus Rentas, fruits, ou en deniers, haziendas, y frutos, ô en especie de dinero, como mejor les pareciere sin algun embargo, y deputar para la administracion de sus bienes, y derechos, y para la exaccion de sus Rentas, las personas que hallàren a proposito, sin que puedan ser obligados á habitar, y vivir en el dicho Reyno de Sicilia, ni poder por causa de ausencia ser cargados en sus personas, màs que los habitantes, y Regniculas del dicho R. pues antes bien serán tratados en todo como los dichos Regniculas, assi en las imposiciones, con-

fruits, ou en deniers, comme il leur semblera plus convenable, sans qu'ils puissent estre arrestés; & commettre pour l'administration de leurs Biens & Droits, & pour exiger leurs Rentes, ceux qu'il trouveront à propos, sans pouvoir estre obligés d'habiter & vivre dans ledit Royaume de Sicile, ni estre chargés, en leurs personnes, pour cause d'absence, plus que les Habitans & Regnicoles dudit Royaume, mais au contraire, seront traités à tous égards, comme lesdits Regnicoles, tant pource qui est des Impositions, Contributions, Tributs, Vasselages & autres Obligations,

tribui- Kk 2 qu'en

tribuiciones, tributos, Vassallajes, y otras obligaciones, como en la administracion de la Justicia, laqual seles administrará imparcialmente, y con la mayor brevedad que será possible: Tambien le será permitido, como en virtud deste Tratado, y delas clausulas más por menor estendidas en el dicho Acto de Cession del R. de Sicilia, seles permite en la más amplia forma possible el vender, enagenar, ó trocar en todo, ô en parte, una, ô en más vezes los dichos bienes que tienen, ô que podran tener en adelante, en el dicho

qu'en l'administration de la Justice, qu'on leur rendra sans partialité, & le plus brièvement qu'il sera possible. Il leur sera aussi permis, comme il leur est permis, dans la forme la plus ample, en vertu de ce Traité, & des Clauses plus étendues, contenues dans l'Acte de Cession du Royaume de Sicile, de vendre, aliener ou troquer, en tout, ou en partie, à une, ou plusieurs fois, lesdits Biens qu'ils tiennent, ou pourront tenir ci après dans ledit Royaume de Sicile, à qui & avec qui ils voudront, soit Regnicoles ou Etrangers, & d'en retirer le prix à une ou plusieurs fois,

cho Reyno de Sicilia , aqualesquier personas , sean Regnicolas , ô estrangeras , y retirar en una , ô mas vezes elprecio , y hazer la transportar â las partes donde mejor les paregiere y esto sin distincion de Bienes francos , Libres , alodiales , fideicomissos , ô Mayorasgos , sin prejuizio del derecho del Tercero , y con la reserva de que por los fideicomissos , y Mayorasgos deberàn ser oydos los que a ellos son llamados en forma de derecho , para la seguridad de los suyos , y que de su consentimiento se emplearàn los precios de dichos

& le faire transporter où il leur plaira , sans distinction de Biens Francs , Libres , Allodiaux , Fideicommiss ou Majorasques , sans prejudice du Droit d'autrui , & avec cette reserve , que pour ce qui est des fideicommiss & Majorasques on entendra ceux qui y sont apellés de Droit , pour la seureté de ce qui les regarde , & les prix desdits fideicommiss & Majorasques seront employés à l'aquisition d'autres Biens libres & seurs dans le Royaume d'Espagne , pour estre subrogés ausdits fideicommiss & Majorasques , ce qui sera observé tout de mesme par sa Majesté

Kk 3. Ca-

dichos fideicomisos, y Mayorasgos en la adquisición de otros bienes libres, y leguros en el Reyno de España, por ser subrogados á los dichos fideicomisos, y Mayorasgos, y esto mismo se usará tambien en todo por S. Mag. Cat. en España por lo que mira á los Sicilianos, y subditos de S. A. R. y otros que no han pasado, ni pasarán, ni se hallan en el partido opuesto a S. Mag. y que tienen, bienes, y Feudos, rentas, Patronatos, y otros derechos en España, y que habitarán, ó querran habitar en Sicilia, y en los otros Estados.

Catholique en ce qui regarde les Siciliens & autres qui n'ont point passé ni passeront, ni ne se trouvent dans le parti opposé a sa Majesté, & qui ont des Biens & Fiefs, Rentes, Patronats & autres Droits en Espagne, & qui habiteront, ou voudront habiter en Sicile, ou autres Etats de son Altesse Royale; & pour tout ce qui vient d'estre dit, sa Majesté Catholique & son Altesse Royale donneront, sans aucune difficulté ni retardement, les Consentemens & Ordres necessaires, sans préjudice de leurs Droits de Regale, de fief & de Vassallage.

Les.

dos de S. A. R. y para todo lo referido S. Mag. Catt. y S. A. R. daràn sin alguna dificultad, ni dilacion los consentimientos, y ordenes necessarias, sin prejuizio de sus derechos de Regalia, Feudo, y Vassallaje.

IX.

Los subditos de las Potencias amigas de la Corona de España, y de S. A. R. tendrán en adelante, como le han tenido por lo pasado el Comercio libre con el Reyno de Sicilia, y gozaràn de las mismas ventajas, de que gozaren todos los Españoles y los subditos de S. Mag. la

Reyna

IX.

Les sujets des Puissances Amies de la Couronne d'Espagne & de son Altesse Royale auront à l'avenir un Commerce libre en Sicile, comme ils l'ont eu par le passé, & jouiront des mesmes avantages dont jouissent les Espagnols & les sujets de sa Majesté la Reyne de la Grand Bretagne, &

Kk 4.

seront

Reyna de la Gran Bretaña que seran igualmente favorecidos.

X.

Todos los Privilegios, Franquezas, y inmunidades que han sido concedidas a la Ilustre Orden de Malta por el Emperador Carlos V. y los Reyes de España sus sucesores de gloriosa memoria, son confirmadas, por el presente Tratado de la manera, que la dicha Ilustrissima Orden las há gozando hasta a hora, assi por los Tratados de Trigo, extracciones de Viscocho, y de Carne de la Sicilia, como tambien por la extraccion del producto de los bienes.

X.

Tous les Privilèges, Franchises & Immunités qui ont esté accordez à l' Illustre Ordre de Malthe par l' Empereur Charles V. & par les Rois ses successeurs de glorieuse Memoire sont confirmez par le présent Traité, de la maniere dont ledit très Illustre Ordre en a jouï jusqu'à présent, tant par le Traité qui regarde la traite des Bleds, du biscuit & des chairs de la Sicile, comme pour le produit des Biens qu' il possède en Sicile en espece, & en celles du Pais, & pour

nes que possee en *pour autres choses,*
Sicilia, en especie, *quoi qu'elles ne soi-*
y en las mismas del *ent pas ici spécifiées,*
Paiz, y por otras *moyennant que satis-*
cosas, a un que nó *faisant ledit tres Illu-*
se expecifican aqui *stre Ordre, il satisfasse*
satisfaciendo la di- *aux engagements où*
cha Ilustrissima Or- *il est envers le Roy*
den lo que está ob- *& le Royaume de Si-*
ligada ácia el Rey, *cile.*
y Reyno de Sici-
lia.

XI.

Alfin de asegu-
rar el publico repo-
so, y en particular
el de Italia, há sido
combenido que las
cessiones hechas por
el difunto Empera-
dor Leopoldo a S.
A. R. de Saboya,
por el Tratado esti-
pulado entre los dos
en 8. de Noviembre
de 1703. de la parte
del Ducado de Mon-
ferrato, que há sido
pos-

XI.

Pour asseurer le
repos public, & en
particulier celui de
l'Italie, il a esté con-
venu, que les Ces-
sions faites par le feu
Empereur Leopold à
son Altesse Royale de
Savoie, par le Trai-
té stipulé entre les
deux, le 8. No-
vembre 1703. de la
partie du Duché de
Montferrat, qui a
esté possédés par le
Kk 5 *feu*

possehido por el difunto Duque de Mantua, de las Provincias de Alexandria, y de Valencia, contodas lastierras entre el Pô, y el Tanaro de la Lumilina, del Valle de Sessia, y derecho, ô exercicio de derecho sobre los Feudos de las Langas, y lo que concierne en el dicho Tratado, el Vigevenasco, ô su Equivalente, y las pertenencias, e dependencias, de dichas cessiones, quedaràn como S. Mag. Cat. consiente en ello por el presente tratado, en su fuerza y vigor, firmes, y estables, y tendràn su entero efecto

feu Duc de Mantouë, des Provinces d'Alexandrie & de Valence, avec toutes les Terres qui sont entre le Pô & le Tenare, de la Lomelline, de la Val de Sessia, & Droit ou Exercice de Droit sur les Fiefs des Langes, & ce qui dans ledit Traité, concerne le Vigevanois, ou l'Equivalent, & les Apartenances & Dépendances desdites Cessions, demeureront, comme sa Majesté y consent par le présent Traité, fermes & stables, & dans leur force & vigueur, & auront leur entier effet irrevocable, nonobstant tous Rescripts, Droits & Actes contraires, sans son

Altesse

fto irrevocable , y *Altesse Royale & ses*
 no obstante todos *Successeurs puissent e-*
 los rescriptos , *estre troublez ni mole-*
 cretos , y actos con- *stez en la Possession*
 trarios , fin que S. *des choses & Droits*
 A. R. y sus succes- *deja dits pour quelque*
 sores , puedan ser *cause & Prétention ,*
 turbados , ni mole- *Droit, Traité & Con-*
 stados , en la posse- *ventions que ce puisse*
 sion , y posse de las *estre , ni par aucune*
 cosas , y derechos *Personne , non seule-*
 arriba dichos , por *ment pour ce qui re-*
 qualquiêra causa , *garde le Duché de*
 y pretencion , de- *Montferrat , par ceux*
 recho , tratado , y *qui pourroient avoir*
 combenciones , que *Droit, ou Prétension*
 pueda ser , ni por *sur ledit Duché , les-*
 alguna Persona , nó *quels Prétendants se-*
 solo por loque mira *ront indemnisez , con-*
 al Ducado de Mon- *formément au contenu*
 ferrato , por aquel- *dudit Traité du 8.*
 los que podràn te- *Novemb. 1703. pro-*
 ner derecho , ô pre- *mettant ledit Roy Ca-*
 tencion sobre el di- *tholique , pour soi ,*
 cho Ducado , los *& ses Successeurs , de*
 quales pretendien- *n'y point contrevenir ,*
 tes seran indemni- *ni assister directement*
 zados conforme al *ou indirectement au-*
 con- *cun*

contenido de dicho Tratado de 8. de Noviembre de 1703. prometiendo el dicho Sr. Rey Catt. por si, y sus subcesores, no contravenir, asistir, ni favorecer, directa, ni indirectamente Principe alguno, ó otra persona que quisiere contravenir a dichas Cesiones, y al contrario se ofrece S. Mag. à entrar junta, y reciprocamente con S. A. R. en la union, y garantia que se concertará con la Francia, y la Inglaterra, para mantener todos los Tratados combenidos entre estas quatro Potencias, para la manutencion, y se guri.

cun Prince ou autre personne que ce soit, qui veuille contrevenir ausdites Cesions; au contraire, offre sa Majesté d'entrer, conjointement & reciproquement avec son Altesse Royale dans l'union & garantie qui se concertera avec la France & l'Angleterre, pour maintenir tous les Traitez, dont il sera convenu entre ces quatre Puissances, pour la manutention & seureté des présentes Paix, dans laquelle garantie sera comprise, contre tous, celle de la Ville & Province de Vigevano, pour ce qui la regarde, ou ce que son Altesse Royale pourra convenir de recevoir en équivalent;

guridad de las presentes Pazes, en favor, y contra todos, comprehendida en esta garantia la Villa, y Provincia de Vigevano, por lo que mira a ella, ô a loque S. A. R. podrá combenir de-recevir en equiva-lencia, como tam-bien por loque toca â las Provincias, Villas, Tierras, De-rechos, o exercicio de Derecho, que han dependido del Estado de Milan, y han sido cedidos al dicho Sr. Duque de Saboya; S. Mag. Cat. por si, y por sus subcesores se desiste, y aparta, pura, simple, y ir-revocablemente pa-ra siempre en favor de

valant; comme aussi pour ce qui est des Provinces, Villes, Terres, Droits ou Exercice de Droit, qui ont dépendu de l'Estat de Milan, & ont esté cedez audit Seigneur Duc de Sa-voye, sa Majesté Ca-tholique, se désiste et se separe, purement, simplement et ir-revo-cablement, pour soi et pour ses Succes-seurs, de tous Droits, noms, Actions et Pré-tensions qui lui ap-partiennent, ou peu-vent appartenir, les ce-dant, comme il est ne-cessaire, les rendant et transferant, sans s'en rien reserver, afin que son Altesse Ro-yaie possede lesdits lieux sans aucun trou-ble ni empêchement,

K k 7 et

de su dicha A. R. y et jouisse des Droits
 de sus subcesores, ci dessus mentionnez;
 y de todos derechos, et de plus, sa Ma-
 nombres, y accio- jesté promet, de faire
 nes, y pretenciones délivrer à son Al-
 que le pertenecen, tesse Royale ou à celui
 ô pueden perte- qu'elle commettra,
 necer, cediendolos dans trois mois a-
 como és necessa- près la Ratification
 rio, bolviendolos, du présent Traité, tous
 y transfiriendolos, les Titres, Papiers,
 sin reservar, ni de- et Documens, qui se
 tener cosa alguna, trouveront en Espa-
 para que S. A. R. gne concernant les
 possea sin alguna Pays et Droits ci des-
 turbacion, ni em- sus exprimez.
 baraço los dichos
 Lugares, y gofe los
 derechos referidos,
 y además promete
 S. Mag. Cat. hazer
 entregar a S. A. R.
 ô a quien deputare
 dentro de tres me-
 zes despues de la
 ratificacion de este
 Tratado todos los
 Titulos, Papeles, y
 Do-

Documentos , que se hallaren en España concernientes â los Paizes , y derechos arriba expresados.

XII.

El Tratado de Turin de 1696. y los Articulos de los Tratados de Munster , de los Piri-neos , de Nimega , y de Ryswick que mirana S. A. R. seran guardados , y observados reciprocamente , en quanto no sean derogados aqui por este Tratado como si estuvieran estipulados , y insertos en el palabra por palabra , y particularmente por loque toca â los Feudos , expressados en dichos Tratados que miran

XII.

Le Traité de Turin de 1696. et les Articles des Traitez de Munster, des Pyrenées, de Nimegue et de Ryswick, qui regardent son Altesse Royale, seront gardez et observez reciproquement , en tout ce en quoi il n'y est pas derogé par le présent Traité , comme s'ils y étoient stipulez, et inserez mot à mot, et particulièrement pour ce qui est des fiefs exprimez dans lesdits Traitez qui regardent son Altesse Royale, nonobstant tous Re-scripts

miran a S. A. R. no obstante todos los rescriptos , y actos hechos en contrario , y assi mismo el Tratado hecho entre S. Mag. Christianissima , y S. A. R. en 11. de Abril deste prezente año, ès comprehendido, y confirmado por el presente , como si fuera inserto à la Letra, offereciendo se S. Mag. para este efecto , como le hà presentemente ofrecido, entrar reciprocamente con S. A. R. en la union , y garantia de todo lo estipulado en las presentes Pazes, entre las quatro Potencias, de España, Francia, Ynglaterra , y Saboya para
que

scripts et Actes au contraire; tout de mesme le Traité fait entre sa Majesté Très-Chrétienne et son Altesse Royale , le 11. Avril de cette présente Année, est compris et confirmé par le présent, comme s'il y étoit transcrit , sa Majesté offrant pour cet effet, d'entrer reciproquement avec son Altesse Royale en l'union pour la garantie de tout ce qui a esté stipulé dans les Paix qui viennent d'être faites entre les quatre - Puissances , d'Espagne , France , Angleterre et Savoye, afin qu'il ait son plein et entier effet, et soit observé à toujours.

Tous :

que tenga su entero, e pleno efecto, e sea observado para siempre.

XIII.

Todos los que en el espacio de seis meses serán nombrados por S. Mag. Catt. y por S. A. R. de Saboya, serán comprendidos en el presente Tratado, como esto sea de comun consentimiento.

XIV.

Y afin de que el presente Tratado sea inviolablemente observado, S. Mag. Cat. y S. A. R. prometen no hazer cosa contra ó en perjuizio de el, ni sufrir se haga directa, ni indirectamente, y si se hiziere de ha-

zer.

XIII.

Tous ceux qui seront nommez par sa Majesté Catholique et par son Altesse Royale de Savoye dans l'espace de six mois seront compris dans le présent Traité, comme l'estant d'un commun consentement.

XIV.

Afin que le présent Traité soit inviolablement observé, sa Majesté Catholique, & son Altesse Royale promettent, de ne faire, ni souffrir qu'il soit rien fait au prejudice d'icelui, directement ni indirectement, & si cela ar-

rivoit,

zerlo reparar sin dificultad, ni dilacion, y los dos se obligan respectivamente a su entera observancia, y el presente Tratado será confirmado en terminos convenientes en todos aquellos que S. Mag. Cat. hará con las otras Potencias, con las quales empleará todos sus mas eficaces Oficios unidos con S. Mag. Christianissima, y S. Mag. Britannica para el reconocimiento de S. A. R. por Rey de Sicilia, y que aquellas Potencias entren en el empeño de asegurar, y mantener a S. A. R. y sus Herederos en la pacifica,

rivoit, de le faire reparer, sans difficulté ni delai, & tous les deux s'obligent respectivement à son entière observation; & le présent Traité sera confirmé en termes convenables en tous ceux que sa Majesté Catholique fera avec les autres Puissances, auprès desquelles elle emploiera ses offices les plus efficaces, conjointement avec sa Majesté Très-Chrétienne & sa Majesté Britannique, pour faire reconnoître son Altesse Royale Roy de Sicile, & que ces Puissances entrent dans l'engagement d'asseurer & maintenir à son Altesse Royale & à ses Heritiers la Possession pacifique & per-

ca, y permanente
possession de dicho
R. y de sus depen-
dencias, y S. Mag.
Cat. nó incluirá en
estos Tratados al-
guna otra Potencia,
fin que haya hecho,
ó prometido hazer
el dicho reconoci-
miento, y si en-
teressará vivamente
con las Potencias
donde S. Mag. tie-
ne sus Ministros, a
fin de que reconof-
can S. A. R. por
Rey de Sicilia.

XV.

Este Tratado se-
rá aprobado, y ra-
tificado por S. Mag.
Cat. y por S. A. R.
y las ratificaciones
de el se trocarán, y
entregarán respecti-
vamente por los Ple-
nipotenciarios de u-
no,

*permanente dudit Ro-
yaume & de ses Dé-
pendances; & sa Ma-
jesté ne comprendra
en ces Traitez, au-
cune autre Puissance,
qu'elle n'ait fait, ou
promis faire ladite
Reconnoissance, &
elle s'interessera vive-
ment aupres des Puif-
sances chez qui elle
tient des Ministres,
afin qu'elles recon-
noissent son Altesse
Royale pour Roy de
Sicile.*

XV.

*Le présent Traité
sera approuvé & ra-
tifié par sa Majesté
Catholique & par son
Altesse Royale, &
les Ratifications en se-
ront échangées & de-
livrées respectivement
par les Plenipotentia-
res.*

no, y otro dentro
del termino de seis
somanas, ô antes,
si fuere possible, en
Utrecht.

*res de l'un & de l'autre Prince, dans le
terme de six semaines,
ou plustot, s'il est pos-
sible, à Utrecht.*

INSTRUMENTO

A C T E

*De Cession del Reyno
de Sicilia.*

*De Cession du Ro-
yaume de Sicile.*

Don Phelipe por
la Gracia de
Dios Rey de Ca-
stilla, de Leon, de
Aragon, de las dos
Sicilias, de Jerusa-
len, de Granada,
de Navarra, de To-
ledo, de Valencia,
de Galicia, de Mal-
lorca, de Sevilla,
de Sardeña, de Cor-
dova, de Corcega,
de Murcia, de Jaen,
de los Algarves de
Alguesira, de Gi-
braltar, de las Yslas
de

Philippe par la Gra-
ce de Dieu Roy
de Castille, de Leon,
d'Arragon, des deux
Siciles, de Jerusa-
lem, de Grenade, de
Navarre, de Toledé,
de Valence, de Ga-
lice, de Majorque,
de Seville, de Sar-
daigne, de Cordoüe,
de Corse, de Mur-
cie, de Jaen, des
Algarves, d'Algue-
sire, de Gibraltar, des
Isles de Canarie, des
Indes Orientales &
Oc-

de Canaria , de las Occidentales, Isles & Indias Orientales , Terre ferme de la y Occidentales, Yslas, y tierra firme del Mar Oceano , Archiduc de Austria, Duc de Bourgogne, de Brabant , & de Milan , Comte d' Hapsbourg, de Flandre, de Tyrol & de Barcelonne, Seigneur de Biscaye & de Molina &c. Comme il est du devoir de tout Prince Chrestien de désirer le repos & la tranquillité du Monde, si troublée en sa meilleure Partie, par la sanglante & cruelle Guerre qui a affligé l'Europe depuis si long temps, & que la Reyne de la Grande Bretaigne a considéré, qu'un des moyens necessaires pour établir & assurer la Paix Universelle est, qu'en

Bre-

Bretaña, por uno de los medios necesarios para establecer, y asegurar la Paz universal entre otras ventajas al Duque de Saboya, que yo le ceda el Reyno de Sicilia, y instandome a ello repetidamente, y conbenido con su Mag. Britanica por concurrir por mi parte aun que tan costosamente, a que se consiga este importante, y deseado bien universal en aquella mejor forma que pueda, y devo, é venido en executar por el presente instrumento, y para que esta deliberacion tenga el devido efecto, por mi mismo, por mis here-

qu'entre autres avantages, je cède le Royaume de Sicile au Duc de Savoye, sur quoi elle m'a fait diverses instances; j'en suis convenu avec sa Majesté Britannique, pour concourir de ma part, autant qu'il m'est possible, & que je le dois, quoique par un si grand prix, au dessein d'obtenir cet important & désiré bien universel; ce que j'exécute par le présent Instrument. Et afin que cette résolution ait l'effet qu'elle doit avoir; En qualité de Roy & Seigneur Naturel & Absolu dudit Royaume; j'y renonce, le cède & transporte au Duc de Savoye & à ses Enfans & Descendants

herederos , y sub-
cessores, como Rey,
y señor natural , y
absoluto de dicho
Reyno lo renuncio,
cedo , y traspaso al
Duque de Saboya,
y sus Hijos y Des-
cendientes Masculi-
nos , nascidos en
constante Legítimo
Matrimonio , y en
defecto de sus Li-
neas masculinas, al
Principe Amadeo
de Cariñan , y sus
Hijos , y Descen-
dientes Masculinos,
nascidos en constan-
te Legítimo Matri-
monio, y en defe-
cto de sus Lineas al
Principe Thomàs,
Hermano del Prin-
cepe de Cariñan ,
sus Hijos , y des-
cendientes Masculi-
nos , nascidos en

con-

*dans Masles nez de
Constant & Legitime
Mariage, & au dé-
fant de ses Lignes
Masculines, au Prin-
ce Amedée de Ca-
rignan & à ses En-
fans & Descendans
Masles nez de Con-
stant & Legitime
Mariage, & au dé-
fant de ses Lignes,
au Prince Thomas frè-
re du Prince de Ca-
rignan, & à ses En-
fans & Descendans
Masles nez de Con-
stant & Legitime
Mariage, afin qu'il
l'ait & respective-
ment les Enfans &
Descendans Masles
nez de Constant &
Legitime Mariage,
avec la mesme Sou-
veraineté, & Pou-
voir Royal, qui m'ap-
partient & que je le
pos-*

constante Legítimo Matrimonio , para que lo aya , y respectivamente sus Hijos , y descendientes Masculinos , y los de las dichas dos Lineas masculinas , nascidos en constante Legítimo Matrimonio , con la misma soberania , y poderio Real , que me pertenece , y al presente le posseo , y como le an posehido , y devido poseer los Reyes , mis Predecessores , assi en lo General de dicho Reyno , y sus dependencias , como en lo particular de todas las Ciudades , Villas , y Lugares , Tierras , Castillos , Fortalezas , Puertos , Mares , Señorios ,

possédé , & comme l'ont possédé & den posséder les Rois mes Prédecesseurs , tant a l'égard dudit Royaume & ses Dépendances en General , comme en particulier à l'égard de toutes les Villes Villages , Terres , Châteaux , Fortereffes , Ports , Mers , Seigneuries , Vassaux & sujets qui sont dans ledit Royaume , et toutes les Rentes Royales , Prérogatives et Préeminences de Pleine Puissance Jurisdiction et Domaine , Droits , et Actions , et Prétensions qui me competent , tant par rapport au seculier et à la Regale de nommer et créer des Ministres pour les Tribunaux

rios , Vassallos , y subditos contenidos en dicho Reyno , y todas las Rentas Reales , prerogativas , y preeminencias , de plena potestad , y jurisdiccion , y Dominio , derechos , y acciones , y pretenciones , que me competen , assi en lo Secular , y Regalia de nombrar , y crear Ministros para los Tribunales , que hay , ô hubiere en el , y Governadores , Justicias , Capitanes , y otros Oficiales , que bien visto le fuere , para la mantenencion de dicho R. en la forma expressada , y segun se dirá en este instrumento , como en lo Ecclesiastico

banaux que j'ai ou aurai dans ledit Royaume , des Gouverneurs , Justices , Capitaines & autres Officiers que bon leur semblera pour le maintien dudit Royaume , en la forme , & selon qu'il sera dit dans le présent Instrument , comme pour ce qui regarde l'Ecclesiastique , le Patronat Royal & Préeminence de choisir & présenter des Personnes dignes pour quelques Archêvechez , Evêchés , Eglises Cathedrales & Paroissiales , Abbayes & autres Benefices à charge d'ames ou simples , compris dans le Territoire dudit Royaume , sans reserver aucune Regale , Droit ou Préeminence qui

el Ll m'ap-

el Patronato Real, y preeminencias de elegir., y presentar personas dignas para quales quiera Arçobispados, Obispados, Iglesias Cathedrales, y Parrochiales, Abbadias, y otros quales quiera beneficios, Curados, ô simples comprehendidos en el Territorio de dicho Reyno, sin reservar Regalia alguna, derecho, ô preheminencia de las que me pertenecen como tal Rey y Señor natural de Sicilia, y pudieran pertenecer a mis sucesores, que no sea comprendida en esta Cession, y traspasso a favor de dicho Duque sus Hijos y Descen-

m'appartiennent en qualité de Roy dudit Royaume, & Seigneur naturel de Sicile, ou qui pourroient appartenir à mes Successeurs, qui ne soit comprise dans la présente Cession & Transport, fait en faveur dudit Duc de Savoye, ses Enfans & Descendans Masles, & desdites deux Lignes Masculines ci dessus exprimées; nonobstant toutes Lois & Coutumes, Constitutions, Privilèges & Capitulaires du Royaume, qui pourroient estre contraires, mesme quand ils auroient esté établis & confirmés par serment, & qu'il fust nécessaire d'en faire mention particulière, d'autant que j'y déroge

scendientes, Masculinos, y de dichas dos Lineas masculinas yá expresas, no obstante todas las Leyes, y costumbres constituciones, Privilegios y Capítulos del Reyno hechos en contrario, aun que hayan sido establecidos, y confirmados por Juramento, y fuesse necesario hazer especifica mencion dellos; por que a todos ellos, y á las clausulas derogatorias, y á las derogatorias de derogatorias conque huviessen sido establecidas derrogo expresamente por el presente instrumento de Cession, Traspaso, y renuncia que hago

déroge expressément, aussi bien qu'aux Clauses dérogatoires, & aux dérogatoires des dérogatoires, de quelque maniere qu'elles ayent esté establies, afin que le présent instrument de Cession, Transport & renoncement, que je fais en mon nom & en celui de mes successeurs en faveur du susdit Duc, et de ses descendants, et de ceux des susdites deux Lignes, ma Volonté estant absolument que cette Cession, transport, et renoncement ait & tiennne lieu & effet, sans que l'expression générale déroge à la particuliere, ni au contraire la particuliere à la générale, & que toutes Exceptions, de

Li 2 quel-

hago en mi nombre, e de dichos mis subcesores á favor de dicho Duque y sus descendientes, y los de dichas dos Lineas, siendo mi determinada voluntad que esta Cession, traspasso, y renuncia haya, y tenga lugar, y efecto sin que la excepcion general derroga á la particular, ni por el contrario la particular á la General, y que perpetuamente queden excluidas todas las exempciones de qualesquiera Derechos, Titulos, Causas, ó pretextos, que puedan excitarse en contrario, y en consecuencia de ello declaro, que consiento por mi, y

quelques Droits, Titres, ou prétextes qui pourroient estre mises en avant au contraire, soient perpetuellement exclues; Et en consequence, je declare que je consens, pour moi, & au nom de mes Successeurs; & mon intention & volonté est, quand le temps de mettre à execution ce présent Instrument de Cession & Transport sera venu, que le Viceroy qui est présentement, ou sera pour lors & les autres Capitaines Generaux de Mer & de Terre, qui sont dans ce Royaume là, le Consulteur, le Juge de la Monarchie, Président de la Haute Cour & du Patrimoine Royal, ses Ministres

en nombre de misnistres & autres Tribunaux, Justices, Gouverneurs, Alcaydes des Places, Châteaux, Forteresses, Villes, Communautés, Ducs, Marquis, Comtes, Barons & autres Habitans dudit Royaume qui en commun & en particulier m'ont presté serment de fidélité & de Vasselage, soient & demeurent libres & absous des à présent, & pour jamais, tant que durera la succession Masculine dudit Duc, & des autres deux Lignes Masculines de sa Maison, qui sont appelées à son deffaut en la forme déjà dite, de la foy & Hommage, service & serment de fidélité, qu'ils

los demás Capitanes Generales de Mar, y Tierra en aquel R. Consultor, Juez de la Monarchia, Presidentes de la Gran Corte, y Real Patrimonio, Ministros de este, y otros Tribunales de el, Justicias, Gobernadores, Alcaydes de Plasas, Castillos, Fortalezas, Ciudades, Villas, Comunidades, Duques, Marqueses, Condes, Barones, y demás habitantes de

de . . . Ll 3 m'ont

de dicho Reyno , *m'ont fait tous en general , ou en particulier , ou qu'ils pourroient m'avoir fait , & aux autres Rois mes Prédécesseurs , aussi bien que de l'obéissance sujettion & Vasselage qui m'estoit deu en vertu dudit serment , les déclarant nuls , & de nulle valeur & effet , comme s'ils n'avoient jamais esté faits ni prestez. Conjointement , avec ledit Royaume , je cede & transporte audit Duc de Savoye , à ses Enfans & Descendans & à ceux des deux Lignes de sa Maison ci dessus exprimées , toutes les Galeres que j'ay dans ledit Royaume , avec tous les Equipages , Matelots & Chiourmes.*

que en común , y particular me hubieran prestado Juramento de fidelidad , y Vassallaje sean , y queden Libres , y absuektos desde ahora para siempre jamás mientras durare la subcession Masculina de dicho Duque , y de las otras dos Lineas Masculinas , de su casa llamadas en falta de ella. En la forma dicha de la fé , y homenaje , servicio , y juramento de fidelidad , que todos , ô cada uno dellos , me huviere , ô pudiere haver hecho , y â los demás Reyes mis Predecessores juntamente con la obediencia , sujecion , y

Val-

Vassallaje, que por rason de ello me fuesse devido, declarandolos nulos, y deningun valor ni efecto, como sinó hubiessen sido hechos, ni prestados jamais, y juntamente con dicho Reyno cedo, renuncio, y traspasso, al dicho Duque de Saboya sus Hijos y descendientes, y á los de las dos Lineas expressadas de su Casa todas las Galeras, que tengo en el, contodos los equipajes, Marineros, y chusmas que hubiere en ellas obligandome en virtud de este Instrumento, y amis subcesores, a que daré las ordenes necessarias al Virrey

mes qui s'y trouveront, & j'y renonce, m'obligeant par le présent Instrument à donner les Ordres necessaires au Viceroy de ce Royaume, aux Gouverneurs des Galeres & autres Generaux & personnes qu'il conviendra, pour l'entier accomplissement de cette Cession, & à faire remettre au Duc de Savoye, ou à ceux qui auront pouvoir de lui, tous les Titres, Papiers & Documents qui regardent ledit Royaume & ses Dépendances, qui pourront se trouver dans les Royaumes d'Espagne; & mesme que dès à présent je donnerai les Ordres necessaires à mes Plenipotentiaires,

de L. 4. afin

de aquel Reyno , *afin qu'unis, & d'un*
 Governador de las *commun accord avec*
 Galeras , y demas *ceux de sa Majesté*
 Generales , y per- *Britannique, ils pren-*
 sonas que comben- *nent les moyens les*
 ga para el entero *plus convenables, en*
 cumplimiento de e- *concluant la Paix ,*
 sta Cession, y a man- *pour que tous les Ple-*
 dar entregar al Du- *nipotentiaires des au-*
 que de Saboya, ô a *tres Princes , assen-*
 su poder haviendo *rent, au nom de leurs*
 todos los Titulos *Maitres, le Duc de*
 papeles , y Docu- *Savoie ses fils & Def-*
 mentos, perteneci- *cendans Masles , &*
 entes a dicho Rey- *ceux des deux Lig-*
 no y sus dependen- *nes exprimées comme*
 cias que pueden hal- *ci dessus , dans la ma-*
 larse en estos de *nutention & conser-*
 España y assi mis- *vation du Royaume de*
 mo â que des de *Sicile, & en soit recon-*
 Luego daré las or- *nu comme Roi, pour en*
 denes combinien- *jouir paisiblement &*
 tes a mis Plenipo- *en toute Souveraine-*
 tenciarios para, que *té : toutes lesquelles*
 unidos , y pueſtos *choses doivent estre*
 de acuerdo con los *entendues sous les qua-*
 de S. M. Br. to- *lifications & Condi-*
 men aquellas me- *tions suivantes.*
 didas

Que

didas que tubieren
pormàs conducen-
tes en el ajuste de la
Paz , para que por
todos los Plenipo-
tenciarios de los de-
màs Princepes , y
por sus Amos se
assegure la manu-
tencion , y perma-
nencia del Reyno
de Sicilia en el Du-
que de Saboya, sus
Hijos , y descendi-
entes masculinos ,
y de las dos Lineas
expressadas en la for-
ma dicha , con el
goso de la sobera-
nia , y reconoci-
mento del Rey de
Sicilia en pacifica
possession, todo lo-
qual sehá de enten-
der debaxo de las
Calidades y condi-
ciones següientes.

Que

El

Que

I.

I.

Que assi como para la declaracion que hise de los Varones legitimos de las Lineas de la Casa de Saboya, para la subcession de estos Reynos, en el caso de faltar descendencia mia legitima de Varones, y Hembras, de cuya disposicion se promulgó Ley, y se admitió, y confirmó en el Reyno Junto en Cortes en la forma que en ella se contiene, aque me remito, se tomó como por fundamento, y firme supucsto la amistad, y perpetua alliança, que los Duques de Saboya, y Princeses de su Casa havian

Que comme dans la Declaration, par laquelle j'ay appellé les Masles legitimes des Lignes de la Maison de Savoye à la Succession de ces Royaumes, au défaut de mes Descendans legitimes Masles & femelles, de laquelle Disposition il a esté fait une Loy admise & confirmée par le Royaume Assemblé en Cortes, à quoy je me remets, on a pris pour un fondement & un ferme suppot de ladicte declaration l'Amitié & Perpetuelle Alliance, que les Ducs de Savoye & les Princes de sa Maison doivent entretenir avec ma Couronne; de mesme dans la présente

Ces-

vian de tener con mi Corona, assi para esta Cession del Reyno de Sicilia, se deve tener por condicion, y expresa Calidad de ella, que los referidos Duques de Saboya, y Princepes de su Casa cada uno en su tiempo han de tener, establecer, consolidar, y renovar, amistad, y alianza perpetua cada uno en su tiempo conmigo, y con mis subcessores en esta Corte, y conservarla firme y inviolablemente, y si lo que no es de creer por qualquier accidente ô motivo pensado, ô no pensado contra las reglas del verdadero y solido

in-

Cession du Royaume de Sicile, il doit estre tenu pour Condition & Restriction expresse, que lesdits Ducs de Savoye & les Princes de sa Maison, chacun en son temps, doivent entretenir affermir & renouveler l'Amitié & Alliance Perpetuele, chacun en son temps, avec moy & mes Successeurs à cette Couronne, & la conserver ferme & inviolable, & s'il arrivoit, (ce qui n'est pas à croire) que par quelque accident ou motif, préveu, ou non préveu que ce püst estre, & contre les Regles du vray & solide interest, de l'obligation & de la Reconnoissance, ledit Duc de

interez, obligacion, y grãtitud el referido Duque de Saboya ô qualquiera de sus subcesores faltasse a esta condicion, y no observasse la supuesta amistad, y perpetua aliança en qualquier caso, y tiempo que esto sucediesse desde ahora para entonces queda nula, irrita, y de ningun valor esta cession, y debuelto dicho Reyno ami corona, y este Instrumento como sinó se huviesse hecho.

II.

Que a falta de Succession Masculina de Constante Legitimo Matrimonio del Duque de Saboya, y lineas, acuyo favor hago

Savoye ou quelque autre de ses Successeurs vint à manquer à cette Condition, & à ne pas entretenir l'Amitié & Perpetuelle Alliance ici supposée; en quelque cas, & temps que cela püst arriver, dès à présent, & pour l'avenir, cette cession est & sera nulle, inutile & de nulle valeur ledit Royaume sera dévolu à ma Couronne, & le présent Instrument comme s'il n'avoit jamais esté.

II.

Qu'au défaut de Succession Masculine de Constant & Legitime Mariage du Duc de Savoye & des lignes en faveur desquel-

hago esta cession, como seha expre-
do, el dicho Reyno de Sicilia bolverá a
incorporarse en la Corona de España,
y si entienda si le-
gasse este caso des de
luego transfrida la
pocession civil, y
natural de dicho
Reyno, a un antes
de. adquirirla cor-
poralmente en mi,
ô en qualquiera de
mis descendientes
subcessores de ella,
contodas las mismas
Regalias de Sobera-
nia, y poderio real,
y Derechos, y Ac-
ciones, con que lo
cedo, y pueda com-
petirme, y a mis sub-
cessores, des de que
faltare la subcession
de dichas Lineas,
todo en la misma
sub-
*quelles je fais cette
Cession, comme il a
esté dit, ledit Royau-
me de Sicile revien-
dra & sera incorporé
à la Couronne d'Es-
pagne, & que dès que
se cas sera arrivé, la
Possession Civile &
Naturelle dudit Ro-
yaume, mesme avant
de l'avoir acquise cor-
porelement, me sera
transferée, à moy, ou
à quel que ce soit de
mes Successeurs, avec
toutes les mesmes Pré-
eminences de Souve-
raineté & Pouvoir
Royal, Droits & Ac-
tions avec lesquels je
les cede, & qui peu-
vent m'appartenir ou à
mes Successeurs, dès
que la Succession des-
dites lignes viendra à
manquer, le tout en la
mesme substance, in-
tegrité.*

substancia, integridad, y forma que se le entregare al dicho Duque de Saboya el dia que tomare la posesion de el.

III.

Con calidad, y condicion de que porningun motivo, pretexto, ô causa no pueda dicho Duque, ni alguno de sus subcesores en las Lineas declaradas empeñar, trocar, ni anejar el referido Reyno de Sicilia, ni en todo, ni en parte la menor que sea, ni dependencia alguna de el, a otra persona alguna sinó ès unicamente ami Corona, y en caso que lo hiziere desde a
hora

tegrité & forme qu'on les remettra audit Duc de Savoye le jour qu'il prendra possession dudit Royaume.

III.

Avec cette Condition & Restriction, que ledit Duc, ni aucun de ses Successeurs dans les lignes ci dessus dites, ne puissent pour aucun motif, prétexte ou cause que ce soit, engager, échanger ni annexer ledit Royaume de Sicile, en tout, ni en partie, si petite qu'elle soit, si non à ma Couronne; & en cas qu'il le fît, dès à présent & pour l'avenir cette Cession demeure nulle, inutile & de nulle valeur, ledit

hiora para entouces, *ledit. Royaume est de-*
 queda nula, irrita, *claré dévalu à ma-*
 y de ningun valor *Couronne, & le pré-*
 esta cession, y debu- *sant instrument can-*
 elto dicho Reyno a- *cellé, comme s'il n'a-*
 mi Corona, y por *voit jamais esté fait.*
 Cancelado este In-
 strumento, como si
 nó le huviesse hecho.

IV.

Que assi como
 cedo, Renuncio, y
 traspasso, a favor del
 Duque, sus Hijos,
 y descendientes Ma-
 sculinos, y de di-
 chas dos Lineas,
 toda la soberania,
 y preeminenciàs,
 Rentas, Reales, Ac-
 ciones, y Derechos,
 activos, que me
 competen, y perte-
 necen, pormi, y
 demás Reyes, mis
 predecesores, y que
 pudieren competir,
 y pertenecer amis

sub.

IV.

Que comme je cede
 & transporte en fa-
 veur du Duc de Sa-
 voye, de ses Enfans
 & Descendans Mas-
 culins & desdites deux
 lignes toute la Souve-
 raineté & Préeminen-
 ces, Rentes Royales,
 actions & Droits
 Actifs qui me com-
 petent & appartièn-
 nent, pour moy & les
 autres Roys mes Pré-
 decesseurs, & qui
 pourroient competer &
 appartenir à mes Suc-
 cesseurs, dans ledit

Ra-

subcessores en dicho Reyno de Sicilia, y sus dependencias al mismo tiempo se hayan de transferir, y passen en dicho Duque, Hijos, y Descendientes de el, y de dichas dos Lineas todas las obligaciones, Cargas, debitos, Pensiones, y Derechos passivos, aque yo estoy obligado, y pudieran estarlo mis subcessores, hora procedan de causa Onerosa, ô de mera gracia mia, ô de mis predecesores, por via de Contrato, Concession, ô Privilegio, ô en otra qualquiera forma, quedando reciprocamente obligado a la satisfacion,

Royaume de Sicile & ses Dépendances, & que j'y renonce; en mesme temps, toutes les Obligations Charges, Dettes, Pensions, & Droits passifs auxquels je suis obligé, ou à quoy mes Successeurs pourroient l'estre, sont transferez & passent audit Duc, à ses Enfants & Descendants; & aux deux dites lignes, soit que cela procede de cause onerense; soit que moy ou quelqu'un de mes Prédecesseurs nous y soyons particulièrement obligez par voye de Contract, de Concession, ou de Privilege, ou en quelle que autre forme; en telle sorte que ledit Duc, ses Enfants &c. demeurent reciproque-

y paga de todo ello del mismo modo que yo lo estoy, y lo estarian mis subcessores, no haziendo esta Cession, renuncia, y traspasso.

V.

Que hayan de ser mantenidos, y se conserven qualesquiera Leyes, Fueros, Capítulos del Reyno, Privilegios, Gracias, y exenciones, que al presente gozan y han devido gozar en mi tiempo, y demis predecessores, assi el Reino como qualesquiera comunidades, seculares, ô Ecclesiasticas, y todos los habitantes en aquel Reyno, manteniendo todos

ment obligez à y satisfaire, & à payer, de la mesme maniere que je le suis, ou que mes Successeurs le seroient, si je n'avois pas fait le présent renoncement, Cession & Transport.

V.

Que toutes les loix, Coutumes, Capitulaires du Royaume, Privileges, Graces & Exemptions dont le Royaume, & les Communautés Seculieres ou Ecclesiastiques & tous les Habitans du Royaume jouissent, & ont-veu jouir de mon temps, & de celui de mes Prédecesseurs leur soient conservez à tous en Général, & en particulier celles dont ils ont joui, de mesme que leurs Loix, Constitutions, Capitulaires

dos. en comun , y en particular las que tubieren , y sus Leyes , Constituciones , Capítulos de Reyno , Pragmaticas , Costumbres , Libertades , y inmunidades , y ex-empciones a ellos concedidas , y concedidas por mi , y los Reyes mis predecesores , tanto al comun del Reyno como â las Cuidades , Villas , y lugares , y tierras , y aqualesquiera personas , assi Ecclesiasticas como Seculares , segun , y como han uzado , y gofado , y debido uzar , y gofar de ellas.

VI.

Que todas las digni-

lares du Royaume , Pragmatiques , Coutumes Libertez & Immunitéz & Ex-empcions à eux concedées par moy & les Roys mes Prédecesseurs , tant au Royaume en Général , comme aux Villes , Villages & Terres à quelques Personnes que ce soit , Ecclesiastiques ou Seculiers , selon , & en la mesme maniere qu'ils en ont usé & joui , & den user & jouir.

VI.

Que toutes les Dignitez



touchant la Paix d'Utrecht. 88

gnidades assi Eccle- nitez Ecclesiastiques
siasticas de Arçobis- Archévechéz, Evé-
pados, Obispados, chez, Abbayes &
Abadias, y Benefi- Benefices à charge d'
cios Curados, y sim- Ames & simples, &
ples, como los Se- les Titres Seculiers de
culares de Titulos Ducs, Princes, Mar-
de Duques, Princi- quis, Comtes, Ba-
pes, Marqueses, rons & autres quel-
Condes, Barones, conques, tant celles
y otros qualesquie- qui ont esté accordeés
ra, assi las concedi- jusqu'à présent, que
das hasta a hora, co- celles qu'il me plair-
mo las que yo fue- ra d'accorder jusqu'au
re servido de con- jour auquel ledit Duc
ceder hasta el dia en de Savoye entrera en
que al referido Du- possession dudit Ro-
que de Saboya sea yaume de Sicile, &
dada la possession de à l'égard des Prében-
el dicho Reyno de des, Benefices, Pen-
Sicilia: Y por lo sions & Dignitez Ec-
que toca â las Pre- clésiastiques, tout ce
bendas, Beneficios, qui en vaquera, ou
Pensiones y digni- aura vacqué jusqu'au
dades Ecclesiasticas, jour que la possession
todas las que vaca- dudit Royaume sera
ren, ô hubieren va donnée au Duc de
cado hasta el dia en Savoye, étant toutes
que à ma

que al Duque de Saboya se le diere la posesion de el Reyno, por que todas como dicho és hasta el referido dia han de ser de nombramiento, ô presentacion mia, segun la Calidad de cada una se conserven, y mantengan por dicho Duque, sus Hijos, y descendientes, y los dedichas dos Linas en las personas que al presente la tienen, y sus subcesores que por tiempo fueren en la misma forma, y con aquellas prerogativas, que las han gozado en mi tiempo, y demis predecesores, sin deminuir las, y alterarlas en cosa alguna.

à ma Nomination, ou Présentation selon leur qualité respective; jusques audit jour, soient conservées & maintenues par ledit Duc, ses Enfants & Descendans & des deux dites Lignes, en la Personne de ceux qui les tiennent présentement, & en celles de leurs Successeurs qui les posséderont, en la mesme forme & avec les mesmes Prerogatives dont ils en ont joui de mon temps, & de celui de mes Prédecesseurs, sans aucune diminution, ou alteration.

Que

Que

VII.

VII.

Que aquales quiera personas, assi naturales de aquel R. como de los demas que poseo, que en el tengan Estados, Feudos, Oficios, Haziendas, Bienes, Rentas, Frutos, Reditos, ô Pensiones, y otros quales quiera utiles, assi en cosas proprias suyas, que con algun titulo les pertenescan, como en lo concerniente ami Real Patrimonio, ora proceda de Causa Oneroza, ora de Gracia, Privilegio, ô merced, que yo, ô qualquiera demis predecesores hubieremos concedido en aquel R. seles conserven

Que toute sorte de Personnes, tant les naturels dudit Royaume, que des autres que je possède, qui ont en Sicile des Estats, Fiefs, Offices, Finances, Bienes, Rentas, Fruits, Revenus, ou Pensions & autres utilitez, soit choses qui leur soient propres, & qui leur appartiennent sous quelque Titre, ou soit qu'elles procedent de mon Patrimoine Royal, à titre onereux, ou par Grace, Privilege ou Bien fait, accordé par moy, ou mes Predecesseurs dans ledit Royaume, les conserveront, eux, leurs Héritiers & Successeurs, sans diminution, ni qu'on leur cause

serven a ellos , y a sus Herederos , y subcesores sin de minucion , ni ponerles embaraço alguno , y todos sus honores, Derechos, y Acciones personales , y hereditarias presentes y futuras, assi en el caso de hallarse actualmente residiendo en el , ô en dominios mios, ô aunque esten en otros, como se hallen empleados en mi servicio , como en el de venir desde aquel R. a establecerse en los mios, ô que estando en ellos pasaren en qualquier tiempo a residir en dicho Reyno de Sicilia , derogando para la firmeza de esta

cause aucun trouble ni empeschement, & qu'il en sera de mesme de tous leurs Honneurs , Droits & Actions personnelles & Héritaires, présentes & futures, soit qu'ils resident actuellement dans ledit Royaume , ou dans les Etats qui m'appartiennent, soit qu'ils se trouvent dans d'autres Pais , pourveu qu'ils se soient employez à mon service, comme aussi dans le cas qu'ils vinssent dudit Royaume pour s'établir dans les miens, ou qu'étant dans mes Etats ils passent dans ledit Royaume de Sicile en quelque temps que ce soit; & pour rendre cette Condition ferme & valable,

esta condicion las *ble*, je déroge aux
Leyes, constitucio- *Loix*, *Constitutions*
nes, Pragmaticas, *Pragmatiques & Ca-*
y Capítulos del Rey- *pitulaires du Royau-*
no, que pudiera ha- *me qu'il pourroit y*
ver en contrario, y *avoir au contraire,*
como las é derro- *comme j'y ai déroge*
gado antecedente- *ci devant pour la va-*
mente para la de e- *lidité de cette Ces-*
sta Cession. *sion.*

VIII.

Que quales quie-
ra Personas, tanto
naturales de aquel
Reyno, como de
otra qualquiera par-
te que se hallaren en
el, com empleos, y
cargos que yo, ó
mis predecesores les
hayamos conferido,
assi de administra-
cion de Justicia,
como de Tribuna-
les Seculares, y
Ecclesiasticos, Go-
viernos, y Capita-
nias de Provincias,
Ciu-

VIII.

Que tant les Na-
turels de Sicile que de
quelque autre Pais que
ce soit, qui se trouve-
ront dans ledit Ro-
yaume revestus de
quelques Employs &
Charges, que moy ou
mes Prédecesseurs leur
ayons conférées, tant
pour l'administration
de la Justice, comme
dans les Tribunaux
Seculiers, & Eccle-
siastiques, soit Gon-
vernemens, Capitai-
nies de Provinces,
Vil-

Ciudades , Villas , *Villes , Villages ou*
 Lugares , y Terri- *Territoires , soient*
 torios, hayan defer *maintenus & conser-*
 mantenidos, y con- *vez , en la mesme*
 servados en ellos en *forme , & avec les*
 la misma forma, y *mesmes Gages , sol-*
 con los mismos ga- *des, salaires, & au-*
 jes , sueldos, sala- *tres Gratifications qu'*
 rios , acóstmien- *ils ont reçu jusqu'à*
 tos , y demas ayu- *présent, & dont ils*
 das de Costa, que *jouissent encore, soit*
 han percebido hasta *qu'ils veuillent de-*
 ahora , y gozan al *meurer dans ledit Ro-*
 presente , querien- *yaume, ou qu'ils puis-*
 do quedarle en di- *sent en jouir bien qu'*
 cho R. ô pudien- *ils soient absens lors*
 do gozarlos estando *qu'ils ne requierent*
 fuera deel, por no *point de Residence,*
 requerir rezidencia *ou qu'ils puissent les*
 personal , ô poder *faire exercer par des*
 servirlos por substi- *substituts , selon la*
 tutos, segun la Ca- *nature de ces Employs,*
 lidad de ellos , ô *& les Privilèges a-*
 privilegios conque *vec lesquels ils leur*
 se huviesse concedi- *ont esté accordez. Et*
 do. Y en caso que *en cas que quelqu'un*
 alguno , ô algunos *ou quelques uns de*
 de los que tuvieren *ceux qui possèdent des*
 em- *Em-*

empleo Militar, ô *Employs Militaires*
 Politico de Mar, y *ou Politiques*, par
 tierra en dicho Reyno, no sea de la sa-
 tisfacion de dicho *Mer ou par Terre*
 Duque, y quisiere, *dans ledit Royaume*
 que no le sirva, y *ne soient pas agréa-*
 lo hubieren obteni- *bles audit Duc de Sa-*
 do porvia de be- *voye, & qu'il ne*
 neficio pecuniario, *venille pas de leurs*
 en este caso el di- *services, & que ce-*
 cho Duque, ô sus *pendant ce sujet ou*
 Subcesores hayan *sujets ayent obtenu leur*
 de recimbolcar a los *Employ par argent,*
 que tienen dichos *en ce cas, ledit Duc,*
 empleos antes de qui *ou ses Successeurs se-*
 tarselos, loque ju- *ront obligez de rem-*
 stificaren haver da- *bourser ceux qui pos-*
 do por ellos, y lo *sedent lesdits Em-*
 mismo que darà con *ploys, de ce qu'ils ju-*
 obligacion de exe- *stifieront avoir payé*
 cutar El Duque de *pour les aquerir, avant*
 Saboya, con los su- *de les en dépouiller.*
 jectos en quienes c- *Et le Duc de Savoye*
 stubieren provistas, *sera obligé à la mes-*
 las futuras, si las hu- *me chose, à l'égard*
 bieren Beneficiado *des sujets qui auront*
 con dinero en caso *obtenu des survivan-*
 de *ces, s'ils les ont acqui-*
 se à deniers comptans,

de no querer conservarles sus derechos, por ser justo, que los haga reembolçar de loque les hubiere costado.

IX.

Que respecto de que en consecuencia desta cession há de evacuarie aquel Reyno de las Tropas de Cavalleria, y Infanteria, que tengo en el; en este Caso la Cavalleria Española, y Yrlan-
deza sehá de traer a España, y si algunos de los Soldados de ella quisieren que darse en aquel Reyno lo podran hazer a condicion, de que sus Cavallos, Arneses, y Armas se entreguen á sus Oficiales. Y por lo
que

suposé qu'il ne veuille pas leur conserver leurs Droits, puis qu'il est juste qu'il les rembourse de ce qu'il leur en a coûté.

IX.

Que comme en consequence de la présente Cession les Troupes de Cavalerie & d'Infanterie que je tiens dans ledit Royaume en doivent sortir, & que la Cavalerie Espagnole & Irlandoise doit estre transportée en Espagne, si quelques Soldats desirent de demeurer dans ledit Royaume de Sicile, il leur soit permis, pourveu qu'ils remettent à leurs Officiers leurs Chevaux, Harnois & Armes, ce qui sera aussi pratiqué à l'égard de l'
l'In-

que mira á la Infanteria, si executará, y practicará lo mismo. Y por lo que toca á los Ymbalidos, y estropeados, no siendo justo abandonarlos, y muy propio de la Caridad del Duque de Saboya el atenderlos, será obligado a continuarles las mismas assistencias, de que gozan actualmente, y de todas las que hásta el día en que le fuere dada la posesion del Reyno estubieren concedidas a todos los Ymbalidos, ó Estropeados, bien sean naturales, ó forasteros de aquel Reyno, pues habiendo hecho en el su merito, y contrahido

l'Infanterie. Pour ce qui est des Estropiez & Invalides, comme il n'est pas juste de les abandonner, & qu'il est au contraire de la Charité du Duc de Savoye d'avoir soin d'eux, il sera obligé de leur continuer les mesmes assistances dont ils jouissent actuellement, de mesme que toutes celles qui auront esté accordées aux Estropiez & Invalides, jusqu'au jour qu'il aura pris possession dudit Royaume, soit que ces Estropiez & Invalides, en soient Natifs ou Etrangers, puis qu'ayant fait leur devoir en ce pays là, & y ayant contracté leurs incommoditez, il ne seroit ni de la justice, ni de

M m 2 l'E

do en su serbicio *l'Equité de les laisser*
 sus impedimientos, *peris, ou de les re-*
 nó és de Justicia ni *duire à mendier.*
 de Equidad, que
 hayan de perecer,
 y mendigar.

X.

Que las Digni-
 dades, Rentas, Ti-
 tulos, Señorios, y
 otros bienes, que
 en aquel Reyno han
 sido confiscados al
 Almirante de Ca-
 stila, al Duque de
 Monte Leon, al
 Condestable Colo-
 na, al Principe de
 Bisignano, y otros
 sujetos seculares, y
 â las que han sido se-
 questradas al Car-
 deal Colona, y o-
 tros Ecclesiasticos
 por haver faltado al
 juramento de fide-
 lidad, y encorrido
 en el delicto defe-
 lonia,

X.

Que les Dignitez,
Rentes, Titres, Sei-
gneuries & autres
Biens, qui ont esté con-
fisquez dans ce Ro-
yaume à l'Amirante
de Castille, au Duc
de Monteleon, au
Connestable Colonna,
au Prince de Bisigna-
no & autres sujets
seculiers, & ceux qui
ont esté sequestrez au
Cardinal Colonna &
autres Ecclesiastiques,
pour avoir manqué à
leur serment de fide-
lité, & commis fe-
lonie & trahison, de-
meurent entre mes
mains, comme ils y
sont

lonia , y traicion *sont* présentement ,
haya de quedar , ba- *Et soient regis par les*
xo demi mano , co- *mesmes Ministres, ou*
mo lo estan oy , y *autres qu'il me plai-*
con los mismos Mi- *ra d'établir, Et que*
nistros , ô los que *dés à présent, Et à*
me pareciere poner, *l'avenir, je puisse les*
y que a hora , ô en *vendre, donner, ce-*
adelante pueda ven- *der ou accorder à qui*
derlos , darlos, ce- *il me semblera bon,*
derlos. ô concéder- *Et que je jugeray à*
los , â las personas *propos, Et que de*
que me pareciere, *quelque maniere que*
y por bien tubiere, *j'en dispose, ceux à*
y que siempre , que *qui j'en auray donné*
lo execute hayan de *l'administration ou la*
ser puestos en la *jouissance, en soient*
possession quieta, e *mis en possession pai-*
pacifica de ellos, y *sible Et tranquille, Et*
los hayan detener, *les puissent tenir Et*
y gozar con las con- *en jouir, aux condi-*
diciones que yo les *tions que je leur im-*
impusiere , y para *poseray, Et que pour*
todo ello , haya de *cet effet le Duc de*
dar El Duque de *Savoye, Et ceux qui*
Saboya, y los demás *lui succederont, don-*
que le subcedieren *neront l'aide Et fa-*
el favor , y ayuda *veur necessaires, Et*
que . . . M m 3 les

que se necessitare , y a sus Ministros , y Oficiales las ordenes que Combengan , y menester fueren para su total execucion , y cumplimiento á laqual sólo ha de reduzirte la asistencia , y auxilio de los Ministros de Sicilia , por que sobre qualquiera duda ó execucion , ó entrepetracion , que por qualquiera persona , ó de baxo de qualquier pretexto pueda introducirte sobre los bienes , dignidades , Rentas , efectos , que hubieren sido , ó pudieren , y debieren ser confiscados , sequestrados , y detenidos , su administracion ,

les Ordres convenables à leurs Ministres & Officiers pour l'entiere & totale execution de ma volonté , à quoy se terminera l'assistance & secours que doivent donner les Ministres de Sicile ; parce que quelque doute qui puisse intervenir sur l'execution ou interpretation , par quelque personne , ou sous quelque prétexte que ce soit , sur les Biens , Dignitez , Rentas , & Effets qui ont esté , ou pourroient estre confisquez , sequestrez & arrestez , sur leur Administration , Perception ou Appartenances , & fautes commises , jusqu'aujour que le Duc de Savoye entrera dans la

cion percepcion, ô la possession dudit Ro-
pertenencia por de-yaume; à tous ces é-
lictos, y faltas co-gards, & pour toutes
metidas hasta el dia ces causes de dépen-
en que al Duque de danses; connoissance
Saboya selediere la ou détermination, par
possession dedicho voye de Justice ou de
Reyno de todas estas Gouvernement, per-
causas, y dependen-sonne n'en pourra con-
cias, conocimien-noistre, juger ou in-
to, y determinacion tervenir par autres
por via de Justicia, Ministres, Juges ou
ô de Gobierno, no Tribunaux que ceux
seâ de poder cono-que j'indiqueray &
cer sustanciar, ni nommeray par une
entrevenir, por o-Commission expres-
tros Ministros, Jue-se. Le mesme doit
zes, ô Tribunaux, estre entendu à l'é-
que los que yo senâ-gard de toutes les
lare, y nombrâre Dispositions ou Assig-
con comission ex-nations que j'auray
pressa para ello, y données avant le jour
lo mismo se entien-que le Duc de Savo-
de aqual quiera dis-ye prendra possession
posicion, ô assigna-du Royaume, ou qu'il
cion, que yo habie-me plaira ensuite de
re dado antes de el donner ou de changer,
dia en que el Du- d'autant que je me
que Min. 4. re-

que de Saboya tomare la possession de el Reyno, ô despues de ella fuere yo servido de darla, ô alterar por que todo lo respectivo, y accidental en orden â los referidos bienes, que hubieren sido, ô pudieren ser confiscados, los reservo en mi, como dicho és, y con las referidas calidades, y condiciones, y no sin ellas hago la referida cession, y del Reyno, y de baxo de elles deve entenderse, y no de otra manera.

Y para que tenga efecto, y se cumpla todo lo contenido en este Instrumento de Cession, Renuncia, y Traspaso

reserve tout ce qui a du rapport & peut estre une dépendance desdits Biens qui ont esté, on pourroient estre confisquez, & que sans ces Conditions & Restrictions je ne ferois point la présente Cession de ce Royaume, laquelle ne doit estre entendue qu'en les y comprenant expressément.

Et afin que le contenu dans le présent Instrument de Cession, Transport & Renoncement en faveur du Duc de Savoye, ses
En-

páſſo dedicho Reyno a favor del Duque de Saboya, ſus Hijos, y deſcendientes, masculinos, nacidos de conſtante Legítimo Matrimonio y dedichas dos Lineas masculinas de ſu Caſa prometo, y me obligo en fé de palabra Real, que en quanto tuere demi parte, y demis Hijos, y deſcendientes, obſervaré, y cumpliré, y procuraré la obſervancia y cumplimiento de el ſin contravenir a el en tiempo alguno, ni permitir, ni conſentir, que ſe contravenga jamás adicha Ceſſion en la forma que vá expreſſada directa, o in-

Enfans & Descendans Maſles nez en conſtant & Legitime Mariage, auſſi bien que des deux Lignes Maſculines de ſa Maiſon, ſorte ſon plein & entier effet, je promets & m'oblige, en ſoy & parole de Roy, qu'en tout ce qui dépendra de moy, & de mes Enfans & Descendans, je l'obſerveray l'accompliray, & en procureray l'obſervation, & accompliſſement, ſans contrevenir en aucun temps, ni permettre ou conſentir qu'il ſoit jamais contrevenu à ladite Ceſſion, en la forme ci deſſus exprimée, directement, ni indirectement, en tout, ou en partie, & je me deſiſte,

indirectamente en todo, ô en parte. Y me desisto, y parto de todos, ô quales quiera remedios sabidos, ô ignorados, ordinarios, ô extraordinarios, y que por derecho comun, ô Privilegio especial nos puedan pertenecer ami, y amis Hijos, y descendientes, para decir alegar, y reclamar contra lo su dicho, y todos ellos los renuncio, y especialmente el de la lesion evidente, innorme, y inordinissima, que sepueda considerar haver intervenido en esta cession, renuncia, y Traspasso. Y quiero que ninguno de los referidos remedios,

siste, & depars de tous remedes, de Droit scus ou ignorez, ordinaires ou extraordinaires & qui puissent par Droit commun ou Privilege, special, appartenir à moy ou à mes Enfans & Descendans, pour dire, alleguer ou reclamer contre ladite Cession, & que je renonce à tous, & en particulier, à celuy qui pourroit estre pris de la lésion évidente, énorme & tres-énorme qu'on pourroit alleguer y avoir dans cette Cession, Renoncement & Transport, & que je ne veux point qu'aucun desdits Remedies me puissent valoir ou aider à moy, ni à mes Enfans & Des-

cens.

dios, ni otros de cendans; en foy de
qualquiera calidad quoy j'ordonne d'ex-
que sean, me val- pedier le présent In-
gan, ni sufragen strument signé de ma
en modo alguno; Main, scélé du
ami, ni amis Hi- sçean secret de mes
jos, y Descendien- Armés, & contra
tes; en fec de lo signé par mon Se-
qual mandé despa- cretaire d'Estat. A
char el presente In- Madrid le 10. Juin
strumento, firmado 1713.

signé

MOY LE ROY.

& plus bas

Manuel de Vadillo y Velasco.

YO EL REY

Manuel de Vadillo,
y Velasco.

TRATADO DE PAX; TRAITE DE PAIX

ENTRE

ENTRE

O Muito Alto, e
Muito Poderoso
Princepe

Le très-Haut, &
très-Puissant
Prince

D. JOAO, O V. DOM JEAN V.

Pella graça de Deus
Rey de Portugal,

Par la Grace de Dieu
Roy de Portugal,

E

ET

O Muito Alto, e
Muito Poderoso
Princepe

Le très-Haut, &
très-Puissant
Prince

D. FELIPE V. D. PHILIPPES V.

Pella graça de Deus
*Rey Catholico de
Hespanha.*

Par la Grace de Dieu
*Roy Catholique
d'Espagne.*

Feito em Utrecht, a
6. de Fevereiro de
1715.

Conclu. à Utrecht.
le 6. Février
1715.

*Em nome da santis-
sima Trindade.*

Au nom de la Sain-
te Trinité.

Saibaõ todos os
presentes e fu-
turos, que achando-
se amayor parte da
Chri-

Qu'il soit notoire
à tous les pré-
sens & à ve-
nir, que la plus gran-
de

Christandade afflicta *de partie de la Chrétienté se trouvant affligée par une longue & sanglante guerre,*
com huma larga e *il a plu à Dieu de*
sanguinolenta guer- *porter les cœurs de*
ra, foi Deus scrvi- *très-Haut, & très-*
dô inclinar os ani- *Puissant Prince Dom*
mos do muito Al- *Jean V. par la grace*
to, e muito Pode- *de Dieu Roy de Por-*
roso Principe Dom *tugal, & du très-*
Joaõ o V. pella gra- *Haut; & très-Puis-*
ça de Deus Rey de *sant Prince Dôm Phi-*
Portugal, e do mui- *lipes V. par la grace*
to Alto, e muito *de Dieu Roy Catholi-*
Poderoso Principe *que d'Espagne à un*
Dom Philipe V. *sincère & ardent dé-*
pella graça de Deus *sir de contribuër au*
Rey Catholico de *repos universel, &*
Hispanha a hum *d'assurer la tranquil-*
sincero e ardente *lité de leurs sujets, en*
desejo de contribuïr *renouvellant & réta-*
para o locego uni- *blissant la Paix &*
versal, é de segurar *bonne Correspondan-*
o descanso dos seus *ce, qu'il y avoit aupara-*
Vassallos, renovan- *vant entre les Cour-*
do, e restabelecen- *onnes de Portugal &*
do a Pax, e boa Cor- *d'Espagne, pour le*
respondencia que *M m 7 quel*
havia de antes en-
tre as duas Coroas
de

de Portugal e de Hespanha. Para cujo effeito deraõ as ditas Magestades Ple-nos-poderes aõs seus Embaixadores Extraordinarios e Plenipotenciarios : A saber, sua Magestade Portugueza ao Excellentissimo Senhor Joaõ Gomes da Silva, Conde de Tarouca, Senhor das villas de Tarouca, de Lalim, Lazarim, Penalva, Galfar, e suas dependencias, Comendador de Villacova, do Conselho de sua Magestade, Mestre de Campo general dos seus Exercitos, e ao Excellentissimo Senhor Dom Luis da Cunha Comendador de Santa Maria

quel effect leurs dites Majestés ont donné leurs Pleins pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires: sçavoir sa Majesté Portugaise au très-Excellent Seigneur Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Galfar, & leurs dependances, Commandeur de Villa-Cova, du Conseil de sa Majesté, & Mestre de Camp Général de ses armées; & au très-Excellent Seigneur Dom Louis da Cunha, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de sa Majesté. Et sa Majesté Catho-

lique

ria de Almendra, e *lique au très-Excel-*
do Conselho de sua *lent Seigneur Dom*
Magestade : E sua *François Marie de*
Magestade Catholi- *Paula, Telles, Gi-*
ca ao Excellentissi- *ron, Benavides, Car-*
mo Senhor Dom *rillo & Toledo, Pon-*
Francisco Maria de *ce de Leon, Duc d'*
Paula Telles, Gi- *Offune, Comte d'Ure-*
ron, Benavides, *gna, Marquis de Pe-*
Carrilho e Toledo *gnasiel, Grand d'E-*
Ponce de Leon, *spagne de la première*
Duque de Ossuna, *Classe, Grand Cham-*
Conde de Vrenha, *bellan & Grand E-*
Marquez de Penha- *chanson de sa Maje-*
fiel, Grande de He- *sté Catholique, Grand*
spanha da primeira *Notaire du Royaume*
Classe, Camareiro *de Castille, Grand*
e Copeiro-mór de *Clavier de l'Ordre de*
sua Magestade Ca- *Calatrava, Comman-*
tholica, Notario *deur en celui-cy, &*
mayor dos Reynos *d'Usagre en celui de*
de Castella, Clavei- *St. Jaques, Géné-*
ro mayor na ordem, *ral des Armées de sa*
e Cavalaria de Ca- *Majesté, Gentilhom-*
latrava, Commen- *me de la Chambre, &*
dador della, e de *Capitaine de la pré-*
Usagre na de San- *mière Compagnie Es-*
tiago, General dos *pagnole de ses Gar-*
Reaes. *des.*

Reaes Exercitos de sua Magestade, Gentilhomm da sua Camara, e Capitão da primeira Companhia Hespanhola de suas Reaes Guardas do Corpo, os quais concorrendo na Cidade de Utrecht, lugar destinado para o Congresso, e examinando reciprocamente os Ple-nos-poderes, de que se ajuntará Cópia no fim deste Tratado, depois de implorarem a assistencia Divina conviê-raõ nos Artigos seguintes.

I.

Haverá huma Paz solida e perpetua com verdadeira e sincera amizade entre sua Magestade

Por.

des du Corps; les quels s'estant rendus à Utrecht, lieu destiné pour le Congrès, & ayant examiné reciproquement leurs Pleins-pouvoirs, dont les copies seront inserées à la fin de ce Traité; après avoir imploré l'assistance Divine, sont convenus des Articles suivants.

I.

Il y aura une Paix solide & perpetuelle, & une vraie & sincère amitié entre sa Majesté Portugaise,

Portugueza , seus se, ses Descendans, Descendentes, Successeurs & Héritiers, e Herdeiros, todos os seus & sujets d'une part, Estados e Vassallos & sa Majesté Catholique, ses Descendans, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & sujets de l'autre part; laquelle Paix sera observée fermement & inviolablement, tant par terre, que par mer, sans permettre qu'il soit Commis aucune hostilité entre les deux Nations en tel endroit, & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit contre toute attente que l'on contrevint en quelque chose au présent Traité, il demeurera toute fois dans sa vigueur, & ladite contravention sera
pre- re-

presente Tratado , reparée de bonne foy, elle ficará sempre sans delay, ny difficulté, en punissant rigoureusement les contrevenans, & en remettant tout en son premier état.

se reparará de boa fé, sem dilação, nem difficuldade ; castigando severamente os Aggressores , e repondose tudo no primeiro estado.

II.

Em consequencia desta Paz ficará em inteiro esquecimento todas as hostilidades que se commeterão até o presente , de sorte que nenhum dos Vassallos das duas Coroas tenha direito para requerer a satisfação dos danos padecidos , ou por via de Justiça , ou por outro qualquer caminho , nem pos-

são

II.

En consequence de cette Paix on mettra en entier oubli toutes les hostilités commises jusqu'à présent, on sortira qu'aucun des sujets des deux Couronnes n'ait droit de prétendre satisfaction des dommages soufferts, ny par les voyes de Justice, ny par toute autre. Ils ne pourront pas non plus alléguer reciproquement les pertes qu'ils au-

naõ allegar reciprocamente as perdas que exprimentarã na presente guerra, esquecendose de tudo o passado, como se naõ tivera havido alguma interrupção na amizade, que agora se restabelece.

III.

Haverá huma Amnistia para todas as pessoas, assim Officiaes como soldados, e quaesquer outras, que pendente esta guerra, ou com a occasião della mudaraõ de serviço, excepto aquellas que tiverem tomado partido, ou entrado no serviço de outro Princepe, que naõ for sua Magestade Portugueza,

auront faites pendant la présente guerre; mais on oubliera le passé tout comme s'il n'y avoit eũ aucune interruption en l'amitié qu'on rétablir présentement.

III.

Il y aura une Amnistie pour toutes les personnes, tant Officiers, que Soldats, & autres, qui pendant cette guerre, ou à son occasion auront changé de service, excepté pour ceux qui auront pris parti, ou qui se seront engagés au service d'un autre Prince que celui de sa Majesté Portugaise, ou de sa Majesté Catholique; & il n'y
aura

za , ou sua Mage-
stade Catholica, e
só os que tiverem
servido a sua Mage-
stade Portugueza,
e a sua Magesta-
de Catholica, serão
comprehendidos ne-
ste Artigo, como
tambem o serão no
Artigo XI. deste
Tratado.

IV.

Todos os Prisio-
neiros, e Refens de
huma e outra par-
te serão restituídos
promptamente, e
póſtos em liberda-
de sem excepção, e
sem que se peça cou-
sa alguma pello seu
troco, ou despezas
que fizeraõ; com
tanto que satisfação
as dividas particula-
res, que houverem
contrahido.

As

aura que ceux, qui
auront servi sa Ma-
jesté Portugaise, ou
sa Majesté Catholi-
que, qui seront com-
pris dans cet Arti-
cle, lesquels le seront
aussi dans l'Article
XI. de ce Traité.

IV.

Tous les Prison-
niers & Otages seront
promptement rendus,
& mis en liberté de
part & d'autre sans
exception, & sans
qu'on demande aucu-
ne chose pour leur é-
change, ny pour la
dépense, qu'ils auront
faite, pourvu qu'ils
satisfassent aux dettes
particulières, qu'ils
auront contractées.

Les

As Praças , Castellos , Cidades , Lugares , Territórios , e Campos pertencentes às duas Coroas , assim em Europa , como em qualquer outra parte do Mundo , serão restituídas inteiramente sem reserva , de sorte que as Rayas , e Limites das duas Monarquias fiquem no mesmo estado que antes da presente Guerra. Especialmente se restituirão á Coroa de Portugal o Castello de Noudar com o seu districto , a Insoa do Verdoejo , eo Territorio e Colonia do Sacramento , e á Coroa de Hespanha

Les Places, Châteaux, Villes, Villages, Territoires, & Campagnes appartenant aux deux Couronnes tant en Europe, qu'en toute autre partie du Monde, seront entièrement restituées, & sans reserve aucune, en sorte que les Limites & Confins des deux Monarchies demeureront dans le mesme état, où ils estoient avant la présente guerre; & on rendra particulièrement à la Couronne de Portugal le Château de Noudar avec son territoire, l'Isle du Verdoejo, & le Territoire & Colonie du sacrement; & à la Couronne d'Espagne les Places d'Albuquer-

Espanha as Praças de Albuquerque e de Puebla com os seus districtos no estado em que se achão presentemente, sem que sua Magestade Portugueza possa pedir á Coroa de Hespanha cousa alguma pellas novas Fortificaçoens que se lhe acrescentáraõ.

VI.

Sua Magestade Catholica não sómente restituirá o Territorio e Colonia do Sacramento, situada na margem septentrional do Rio da Prata, a sua Magestade Portugueza; mas cederá assim em seu nome, como de todos os seus Descendentes, Successores, e Herdeiros

buquerque & de Puebla, avec leurs territoires dans l'état où elles sont à présent, sans que le Roy de Portugal puisse rien demander à la Couronne d'Espagne pour les nouvelles fortifications, qu'on y a fait ajouter.

VI.

Sa Majesté Catholique ne rendra pas seulement à sa Majesté Portugaise le Territoire & Colonie du sacrement, située sur le bord Septentrional de la Rivière de la Plata, mais elle cederá aussi en son nom, & en celui de tous ses Descendans, Successeurs & Héritiers toute Action & Droit

deiros de toda a Ac-
 gaõ e Direito, que
 pretendia ter ao di-
 to Territorio e Co-
 lonia, fazendo a
 Desistencia pellos
 termos mais for-
 tes, e mais authen-
 ticos, e com to-
 das as Clausulas que
 se requerem, co-
 mo se ellas aqui
 fossem declaradas,
 para que o dito Ter-
 ritorio e Colonia
 fiquem comprehen-
 didos nos Domi-
 nios da Coroa de
 Portugal, e perten-
 cendo a sua Mage-
 stade Portugueza,
 seus Descendentes,
 Successores e Her-
 deiros como parte
 dos seus Estados,
 com todos os direi-
 tos de Soberania,
 Poder absoluto, e
 in-

*Droit qu'elle prèten-
 doit avoir sur ledit
 Territoire & Colo-
 nie, faisant ladite
 Cession dans les ter-
 mes les plus forts, &
 les plus authentiques,
 & avec toutes les clan-
 ses requises, comme
 si elles estoient insé-
 rées icy, à fin que le-
 dit Territoire & Co-
 lonie demeurent com-
 pris dans le Domai-
 ne de la Couronne de
 Portugal, & appar-
 tenans à sa Majesté
 Portugaise, ses Des-
 cendans, Successeurs,
 & Héritiers, comme
 faisant partie de ses
 Etats, avec tous les
 Droits de Souverai-
 neté, d'absolue Puis-
 sance, & d'entier
 Domaine, sans que
 sa Majesté Catholi-
 que, ses Descendans,
 Suc-*

inteiro Dominio, sem que sua Magestade Catholica, seus Descendentes, Successores, e Herdeiros intentem jamais perturbar adita posse a sua Magestade Portugueza, seus Descendentes, Successores, e Herdeiros: E em virtude desta Cessão ficará sem effeito ou vigor o Tratado Provisional, que se celebrou entre as duas Coroas aos sete dias do mez de Mayo de mil e seis centos e outenta e hum; mas sua Magestade Portugueza se obriga a não consentir, que alguma Nação de Europa, que não seja a Portugueza, se possa estabelecer

Successeurs, & Héritiers puissent jamais troubler sa Majesté Portugaise, ses Descendans, Successeurs, & Héritiers dans ladite Possession; & en vertu de cette Cession le Traité Provisionnel conclu entre les deux Couronnes le 7. May 1681. restera sans aucun effect, ni vigueur: Sa Majesté Portugaise s'engage cependant à ne point consentir qu'aucune autre Nation de l'Europe, excepté la Portugaise, puisse s'établir, ou commercer en ladite Colonie directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit; & bien plus encore elle s'engage en outre à ne point pré-

belecer , ou com-
merciar na dita Co-
lonia directa nem
indirectamente , por
qualquer pretexto
que for , e muito
menos dar mão e
ajuda aqualquer Na-
ção Estrangeira , pa-
ra que possa intro-
duzir Commercio
algum nos domi-
nios , que pertencem
á Corôa de Hes-
panha , oque tam-
bem está prohibido
aos mesmos Vassal-
los de sua Magesta-
de Portugueza.

VII.

A indaque sua
Magestade Catholi-
ca cede desde logo
a sua Magestade Por-
tugueza odito Ter-
ritorio e Colonia do
Sacramento na for-
ma do precedente

Ar-

*ter la main , ni don-
ner assistance à aucu-
ne Nation Etrangère ,
à fin qu'elle puisse in-
troduire quelque Com-
merce dans les terres
de la Domination de
la Couronne d'Espag-
ne , ce qui est pareil-
lement défendu aux
propres Sujets de sa
Majesté Portugaise.*

VII.

*Quoyque sa Ma-
jesté Catholique cède
dés à présent à sa
Majesté Portugaise le
dit Territoire & Co-
lonie du Sacrement ,
suivant la teneur de
l'Article précédent ;*

N n

Sa

Artigo ; com tudo poderá offerecer hum Equivalente pella dita Colonia, oqual seja da satisfação e agrado de sua Magestade Portugueza; e para esta offerta se limita o termo de Anno e meyo desde o dia da Ratificação deste Tratado, com declaração que se o dito Equivalente for approvado por sua Magestade Portugueza, ficará o dito Territorio e Colonia pertencendo a sua Magestade Catholica, como se o não houvera restituído e cedido. E se sua Magestade Portuguesa não aceitar o dito Equivalente, ficará possuindo

Sa dite Majesté Catholique pourra néanmoins offrir un équivalent pour la dite Colonie, qui soit au gré, & a la satisfaction de sa Majesté Portugaise; & on limite pour cet offre le terme d'un An & demi à commencer du jour de la Ratification de ce Traité, avec cette déclaration, que si le dit Equivalent vint à estre approuvé & accepté par Sa Majesté Portugaise, les susdits Territoire & Colonie appartiendront à Sa Majesté Catholique, comme si elle ne l'avoit jamais rendu, ni cédé; mais si le dit Equivalent venoit à n'estre pas accepté par Sa Majesté Portugaise, elle

juindo o referido elle *demeurera en possession du dit Territoire & Colonie, comme il est déclaré dans l'Article précédent.*

Territorio e Colonia, como no Artigo precedente se declára.

VIII.

Para a entrega reciproca das Praças assim em Europa como na America, referidas no Artigo quinto, se expedirão Ordens ás pessoas e Officiaes a quem toca; E pello que pertence à Colonia do Sacramento não sómente sua Magestade Catholica mandará em direitura as suas Ordens ao Governador de Buenos Ayres, para fazer a entrega, mas dará huma Copia dellas, ou segunda Via com tal recommendação ao

VIII.

On expediera des Ordres aux Officiers, & autres personnes, à qu'il appartiendra, pour la reddition reciproque des Places, tant en Europe, qu'en Amerique, mentionnées en l'Article V. & à l'égard de la Colonie du Sacrement Sa Majesté Catholique n'envoyera pas seulement ses Ordres en droiture au Gouverneur de Buenos Ayres, pour en faire la reddition; mais elle donnera aussi un Duplicata des dits ordres avec une recommendation si précise

sobredito Governador, que sem ~~em~~ bargo de não ter recebido as primeiras, não possa por algum pretexto, ou caso ainda não previsto, dilatarlhe a execução. E assim estas segundas Ordens, como as que respeitão a Noudar, e Insoa do Verdoejo, se trocarão com as de sua Magestade Portugueza para a entrega de Albuquerque e de Puebla, por Commissarios que concorrerão para este effeito na Raya dos dous Reynos, e no termo de quatro meses, contados do dia em que se trocarem reciprocamente as Ordens, se fará a

en-

au susdit Gouverneur, qu'il ne puisse sous aucun prétexte, ou cas même imprévu en différer l'exécution, quoy qu'il n'ait pas encore reçu les premiers. Ce Duplicata, aussi bien que les Ordres, qui regardent Noudar, & l'Isle du Verdoejo seront échangés contre ceux de Sa Majesté Portugaise pour la reddition d'Albuquerque & de Puebla par des Commissaires, qui se trouveront pour cet effect aux confins des deux Royaumes; & on fera la reddition des dites Places, tant en Europe, qu'en Amerique dans le terme de 4 mois, à commencer du jour de l'Echange reciproque des dits Ordres.

Les

entrega das Praças
tanto em Europa,
como na America.

IX.

As Praças de Albuquerque e Puebla se entregaráo no mesmo estado em que se achão, e com tantas Municoens de guerra, co mesmo numero, e calibre de Peças de Artilharia, que ellas tinhaõ quando foraõ tomadas, conforme os Inventarios que se fizeraõ, levandose para Portugal as outras Peças de Artilharia, e mais Municoens de guerra e boca, que ali se acharem. Tudo o acima dito sobre a restituicaõ das Municoens de guerra, e Peças de Artilharia,

IX.

Les Places d'Albuquerque & de Puebla seront rendues dans le même état, ou elles sont, & avec autant de Munitions de guerre, & le même nombre de Canons, & du même Calibre, qu'elles avoient lors qu'elles furent prises, suivant les Inventaires, qui en ont été faits. Les autres Canons, Munitions de guerre, & provisions debouche, qu'on y trouvera de plus, devant être transportés en Portugal. Tout ce qui vient d'être dit touchant la restitution des Munitions de guerre, & des Canons

N n 3 s'en-

lharia , se entende igualmente a respeito do Castello de Noudar , e Colonia do Sacramento.

X.

Os Moradores destas Praças , ou de quaesquer outros Lugares occupados na presente guerra, que não quizerem ali ficar , poderão retirar-se das sobreditas partes , vendendo e dispondo dos seus bens de Raiz e moveis, como lhes parecer, e lograrão os frutos pendentes, e os que houverem semeado , supposto que as Terras e Herdades passem a outros Possuidores.

XI.

Os bens confiscados

s'entend également à l'égard du Château de Noudar , & de la Colonie du Sacrement.

X.

Les Habitans des dites Places, & de tous les autres Lieux, occupés pendant la présente guerre, qui ne voudront point y demeurer, auront la liberté de se retirer, & de vendre, & disposer à leur gré de tous leurs biens meubles & immeubles; & ils jouiront de tous les fruits, qu'ils auront cultivés & semés, quoique les Terres & les Metairies soient transférées à d'autres Possesseurs.

XI.

Les Biens confisqués

dos reciprocamente *qués reciproquement à*
por causa e razão da *l'occasion de la pré-*
presente Guerra, se- *sente guerre seront re-*
ráõ restituídos aos *stitués à leurs anciens*
antigos Possuidores; *possesseurs, ou à leurs*
ou a seus herdeiros, *Héritiers: ceux-cy de-*
pagando elles *vant payer les amelio-*
as bemfeitorias u- *rations utiles, qu'on*
teis, que se lhe ti- *y aura faites; mais*
verem feito, mas *ils ne pourront jamais*
nunca poderáõ pre- *prétendre des person-*
tender das pessoas *nes, qui ont jöni jus-*
que até agora logra- *ques icy des susdits*
vaõ os ditos bens, *Biens la valeur de*
a importancia do *leur revenus depuis le*
que renderáõ desde *temps de la Confisca-*
o tempo da Confis- *tion jusqu'au jour de*
cação até odia da *la Publication de la*
Publicação da Paz; *Paix; & à fin que la*
E para que se effe- *restitution de la Pro-*
tuê a restituição da *priété des dits Biens*
Propriedade dos di- *confisqués puisse estre*
tos bens confisca- *exécutede; Les Par-*
dos, scraõ obriga- *ties interessées seront*
das as Partes inter- *obligées de se présen-*
essadas a apresentar- *ter dans le terme d'*
se dentro de hum *une année devant les*
anno diante dos *Tribunaux à qui il*
Tri- ... N n 4 ap-

Tribunaes a que pertencer, onde requererá o seu Direito, e serão julgados os ditos requerimentos dentro do termo de outro anno.

XII.

Todas as prezas que se fizeraõ de huma e outra parte pendente o curso da presente Guerra, ou por cauza della, são julgadas por boas, e não ficará a os Vassallos das duas Nações Direito, ou Acção para em algum tempo pedir que se lhe restituão; por quanto reconhecem ambas as Magestades o fundamento que houve para fazer as ditas prezas.

Para

appartiendra, où elles plaideront leurs Droits; & leurs Causes seront jugées dans le terme d'une autre Année.

XII.

Toutes les prises faites de part & d'autre pendant le cours de la présente guerre, ou à son occasion, seront jugées bonnes; & il ne restera aux sujets des deux Nations aucun Droit, ni Action, pour demander en aucun tems qu'elles leur soient rendues, attendu que les deux Majestés reconnoissent les raisons qu'il y a eu pour faire les dites prises.

Pour

Para mayor firmeza, e validade do presente Tratado se confirma de novo o outro, que se fez entre as duas Coroas em treze de Fevereiro de mil e seiscentos sessenta e oito, o qual fica valido em tudo aquillo que se não derogar no Tratado presente, e especialmente se confirma o Artigo VIII. do referido Tratado de treze de Fevereiro de mil seiscentos sessenta e oito, como se estivesse aqui incluído neste Tratado palavra por palavra, offerecendo reciprocamente sua Magestade Portugueza, e

sua

Pour une plus grande sûreté & validité du présent Traité on confirme de rechef celui, qui a esté fait entre les deux Couronnes le 13. Février 1668 le quel demeure valide en tout ce qui ne sera pas révoqué par le présent Traité; & l'on confirme particulièrement l'Article 8. du dit Traité du 13. Février 1668. comme s'il étoit inséré icy mot à mot; & leurs Majestés Portugaise & Catholique offrent reciproquement de donner leurs ordres, pour que l'on fasse une prompte, & entière justice aux Parties intéressées.

Nn 5

On

sua Magestade Catholica mandar fazer prompta, e inteira justiça ás Partes interessadas.

XIV.

Da mesma sorte se confirmação, e comprehendem no presente Tratado os quatorze artigos conteûdos no Tratado da Transacção feito entre as duas Coroas em 28. de Junho de mil settecentos e hum, os quais todos ficarão em sua força e vigor, como se aqui fossem escritos palavra por palavra.

XV.

Em virtude de tudo o estipulado na sobredita Transacção sobre o Assento para a Introducção

XIV.

On confirme de même, & l'on comprend dans le présent Traité les XIV. Article contenus dans le Traité de Transaction fait entre les deux Couronnes le 18. Juin 1701. Les quels demeureront tous dans leur force, & vigueur, comme s'ils étoient insérés icy mot à mot.

XV.

En vertu de tout ce qui a été stipulé dans la susdite Transaction de l'Assiento pour l'Introduction des

çãõ dos negros, sua Magestade Catholica deve aos Interessados no dito Assento a somma de Duzentas mil patacas de Anticipação que os Interessados emprestáraõ a sua Magestade Catholica com os Redditos de outo por cento desde o dia do emprestimo até o seu inteiro paramento; o que faz a quantia de Duzentas e noventa e seis mil patacas, contando desde sette de Julho de mil e seis centos noventa e seis até seis de Janeiro de mil sette centos e quinze; como tambem a somma de trezentos mil Cruzados, moeda Portugueza, que

des Negres, Sa Majesté Catholique doit aux Intéressés dans le dit Assiento la somme de deux cent mille écus d'Anticipation, que les Intéressés prêtèrent à Sa Majesté Catholique avec les intérêts à 8. pour cent dès le jour de l'emprunt jusqu'à l'entier remboursement, ce qui fait à compter depuis le 7. Juillet 1696. jusqu'au 6. Janvier 1715. la somme de deux cent quatrevingt dix mille écus, comme aussi la somme de trois cent mille Cruzades (monnoye Portugaise,) dont la reduction monte à cent soixante mille écus. Ces trois sommes sont reduites par le présent Traité à la seule

N n 6 *son-*

que fazem cento e sessenta mil patacas. Estas tres sommas ficaõ reduzidas pelo presente Tratado sómente á somma de seiscentas mil patacas, que sua Magestade Catholica promete pagar em tres pagamentos iguaes e consecutivos, cada hum de Duzentas mil patacas. O Primeiro pagamento se fará com a chegada a Hespanha da primeira frota, flotilha, ou galioens, que vierem depois da Troca das Ratificaçoens da presente Tratado, e este primeiro pagamento será por conta dos Redditos devidos pello Capital das

somme de six cents mille écus que Sa Majesté Catholique promet de payer en trois payemens. égaux & consecutifs, de deux cent mille écus chacun. Le premier payement se fera à l'arrivée de la première flotte, flottille, ou galions, qui arriveront en Espagne après l'échange des Ratifications du présent Traité; & ce premier payement sera imputé sur les intérêts dûs pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Le second payement à l'arrivée de la seconde flotte, flottille, ou galions; & ce sera pour le Capital des deux cents mille écus d'Anticipation. Et le troisième

Du- siéme

Duzentas mil patacas da Anticipação. O segundo pagamento se fará com a chegada da segunda frota, flotilha, ou galioens, e será o Capital das Duzentas mil patacas da Anticipação; E o terceiro pagamento farschá com a chegada da terceira frota, flotilha, ou Galioens, que será de trezentos mil Cruzados, reduzidos a cento e sessenta mil patacas, e de quarenta mil patacas de resto dos Redditos. As sommas necessarias para estes tres pagamentos se poderão levar para Portugal em Dinheiro, ou em barras de Ouro, ou Prata. Em

sième: payement se fera à l'arrivée de la troisième flotte, flottille, ou galions pour les trois cents mille Cruzades, évalués à cent soixante mille écus, & le restant des quarante mille écus d'intérêt. Les sommes nécessaires pour ces trois payemens pourront être transportées en Portugal en argent monnoyé, ou en Lingots d'Or, ou d'Argent. Moyennant quoy la somme de deux cents mille écus d'Anticipation ne portera point d'intérêt depuis le jour de la Signature du présent Traité; mais si Sa Majesté Catholique ne paye pas la dite somme à l'arrivée de la seconde flotte, flottil-

vir- N n 7 le,

virtude disto a somma das Duzentas mil patacas de Anticipação não vencerá juros depois de dia da Assinatura do presente Tratado; porem se sua Magestade Catholica não pagar adita somma com a chegada da segunda frota, flotilha, ou galioens, correrá os juros das Duzentas mil patacas de Anticipação a outro por cento desde a chegada da segunda frota, flotilha ou galioens até o inteiro pagamento da dita somma.

XVI.

Sua Magestade Portuguesa cede pello presente Tradado, e promete fazer ceder

le, ou galions, les deux cent mille écus d'Anticipation porteront intérêt à 8. pour cent depuis l'arrivée de la seconde flotte, flotille, ou galions jusqu'à l'entier payement de cette somme.

XVI.

Sa Majesté Portugaise cède par le présent Traité & promet de faire céder à Sa Ma-

der a sua Magestade Catholica todas as sommas devidas por sua Magestade Catholica em Indias de Hespanha à Companhia Portugueza do Assento da Introducção dos negros, excepto as seiscentas mil patacas de que se faz menção no Art. XV. deste Tratado. Cede tambem sua Magestade Portugueza a sua Magestade Catholica aquillo que os ditos Interessados poderião pretender da herança de D. Bernardo Francisco Marin.

XVII.

Abrirlehá geralmente o Commercio entre os Vassallos de ambas as Mage-

Majesté Catholique toutes les sommes, qui sont dûes par Sa Majesté Catholique dans les Indes d'Espagne à la Compagnie Portugaise de l'Assiento de l'Introduction des Nègres, excepté les six cents mille écus mentionnés dans l'Article XV. de ce Traité. Sa Majesté Portugaise cède encore à Sa Majesté Catholique ce que les susdits Intéressés pourroient prétendre de l'héritage de Dom Bernard François Marin.

XVII.

Le Commerce sera généralement ouvert entre les sujets des deux Majestés avec

gestades com a mesma liberdade e segurança que havia antes da presente guerra ; e em demonstração da sincera amisade que se dezeja não só restabelecer, mas ainda acrescentar entre os Vassallos das duas Coroas concede sua Magestade Portugueza á Nação Hespanhola, e sua Magestade Catholica á Nação Portugueza todas as ventagens no Commercio, e todos os Privilegios, Liberdades, e Isenções que até aqui tiver dado, ou pelo tempo adiante conceder á Nação mais favorecida, e mais privilegiada das que tem commercio

nos

la même Liberté & Seureté qu'il y avoit avant la présente guerre ; & en témoignage de la sincère amitié, qu'on souhaite non seulement de rétablir, mais d'augmenter même entre les sujets des deux Couronnes, Sa Majesté Portugaise accorde à la Nation Espagnole & Sa Majesté Catholique à la Nation Portugaise tous les avantages dans le Commerce, & tous les Privileges, Libertés, & Exemptions, qu'elles ont accordées jusques icy, ou qu'elles accorderont à l'avenir à la Nation la plus favorisée, & la plus privilégiée de toutes celles, qui trafiquent dans les Terres

da

nos Dominios de Portugal e de Hespanha , entendendo-se isto só nos Dominios de Europa, por estar unicamente reservada a Navegação e Commercio das Indias ás duas sóas nações nos seus Dominios respectivos da America , exceptuando o que ultimamente se tem estipulado no Contracto do Assento dos negros, feito entre sua Magestade Catholica, e sua Magestade Britannica.

XVIII.

E por que na boa Correspondencia que se estabelece se devem evitar os danos, que podem ser reciprocos ; E na

Con.

de la Domination de Portugal & d'Espagne; ce qui ne doit cependant être entendu qu'à l'égard des Terres situées en Europe; puisque le Commerce & la Navigation des Indes est uniquement réservé aux deux seules Nations dans les Terres de leur Domination respective en Amérique , excepté ce qui a été stipulé dernièrement dans le Contract de l'Assiento des Nègres, conclu entre Sa Majesté Catholique , & Sa Majesté Britannique.

XVIII.

Et parce que dans la bonne Correspondance qu'on établit, on doit prévenir les dommages, qui peuvent être reciproques,

vi

Concordata que se fez entre as duas Coroas no tempo d'El Rey Dom Sebastião de gloriosa memoria, declarando os casos em que os delinquentes se haviaõ de entregar de parte a parte, e a restituição dos furtos, se não podia comprehender o genero do Tabaco, que entaõ não havia, quando se fez a Concordata, e ao depois se tem introduzido de maneira, que tanto em Portugal, como em Castella são os seus Estancos de grande importancia: Sua Magestade Catholica se obriga a fazer que em nenhuma das Terras dos

vũ que dans le Concordat fait entre les deux Couronnes du tems du Roy Dom Sebastien de glorieuse mémoire ayant déclaré les cas, dans lesquels les Criminels devoient être rendus de part & d'autre, & la restitution des Vols, on n'y pouvoit pas comprendre le Tabac, qu'on ne connoissoit pas lors qu'on fit le Concordat; & quicependant est devenu après si en vogue tant en Portugal, qu'en Espagne, qu'on tire un gros revenu de ses fermes: Sa Majesté Catholique s'engage à faire qu'on ne puisse introduire dans aucune terre des Royaumes d'Espagne, ou toutes autres de sa Domination

dos Reynos e Dominios de Hespanha se possa introduzir Tabaco de Portugal, seja feito ou pizado nos ditos Reynos e Dominios, ou fóra delles, e mandará destruir todas as Fabricas que houver de Tabaco Portuguez nos ditos seus Reynos e Dominios, como as que de novo se fizerem, impondo graves penas aos culpados nestes delictos, e encarregando a sua observancia e execucao não só aos Ministros de Justiça, mas tambem aos Cabos e Officiaes de Guerra. E sua Magestade Portugueza se obriga igualmente

~~em~~ le Tabac de Portugal, soit qu'il ait été travaillé, ou broyé dans les dites Terres, ou Royaumes, ou ailleurs; & à donner ses ordres, à fin que toutes les Fabriques du Tabac Portugais, qu'on trouvera dans les Royaumes & Terres de la susdite Domination soient détruites, aussi bien que celles, qu'on y pourroit faire de nouveau, imposant de grosses peines aux contrevenans, & chargeant non seulement les Officiers de justice, mais aussi ceux de guerre de faire observer & executer ce qui vient d'estre dit cy-dessus; & Sa Majesté Portugaise s'engage pareillement à faire la même

te a fazer a mesma prohibiçaõ, e com as mesmas circunstancias que sua Magestade Catholica pello que toca ao Tabaco de Hespanha nas Terras de Portugal, e em todas as outras do seu Dominio.

XIX.

Os Navios de Guerra e Mercantes de ambas as Nações poderão reciprocamente entrar nos Portos dos Dominios das duas Corôas, onde costumavaõ entrar de antes, comtanto que nos Portos mayores se não achem ao mesmo tempo mais do que seis Navios de Guerra, e nos Portos menores mais do

me defesa, & avec les mêmes circonstances que Sa Majesté Catholique, par rapport au Tabac d'Espagne dans les Terres de Portugal, & toutes autres de sa Domination.

XIX.

Les Vaisseaux tant de Guerre, que Marchands des deux Nations pourront entrer reciproquement dans les Ports de la Domination des deux Couronnes, où ils avoient coutume d'entrer par le passé, pourvu que dans les plus grands Ports il n'y ait en même tems plus de six Vaisseaux de Guerre, & plus de trois dans les Ports qui sont moins

do que tres ; E se *moindres.* Et en cas qu'
 acafo chegar mayor *un plus grand nom-*
 numero de Navios *bre de Vaisseaux* de
 de Guerra de huma *Guerre d'une des deux*
 das duas Naçoens a *Nations arrive de-*
 qualquer Porto da *vant quelque Port de*
 outra, não poderão *l'autre, ils n'y pour-*
 entrar nelle sem li- *ront pas entrer sans*
 cença do Governador *la permission du Gouver-*
 ou do Magistrado ; e se *neur, ou du Ma-*
 constragidos de tormentas , *gistrat : si cependant*
 ou alguma urgente *contraints par le gros*
 te necessidade en- *tems, ou par quel-*
 trarem sem pedir li- *qu'autre nécessité pres-*
 cença , serão obri- *sante ils viennent à*
 gados a dar logo par- *y entrer sans en avoir*
 te da sua chegada, *demandé la permissi-*
 e se dilatarão só- *on, ils seront tenus*
 mente em quanto *de faire d'abbord part*
 lhes for permitido, *de leur arrivée ; &*
 pondo grande cui- *ils n'y demeureront qu'*
 dado em não fazer *autant de tems, qu'il*
 dano , ou prejuizo *leur sera permis, ayant*
 algum ao dito Por- *grand soin de ne faire*
 to. *aucun dommage ou*
préjudice au dit Port.

XX.

Dezejando suas
 Ma-

XX.

Leurs Majestés Por-
tugais

Magestades Portugueza e Catholica a prompta execução deste Tratado para socego dos seus Vassallos se ajustou que elle tenha toda a força e vigor immediatamente depois da Publicação da Paz, aqual Publicação se fará nos Dominios de ambas as Magestades o mais brevemente que for possível; E se depois da Suspensão de Armas se fez alguma Contravenção, se dará satisfação della reciprocamente.

XXI.

Se por algum acontecimento succeder (oque Deus não permitta) que haja interrupção de
ami-

tugaise & Catholique souhaitant le prompt accomplissement de ce Traité pour le repos de leurs sujets; on est convenu qu'il aura toute sa force & vigueur immédiatement après la Publication de la Paix, & qu'on fera la dite Publication dans les lieux de la Domination des deux Majestés le plus tost qu'il sera possible; & si depuis la suspension d'Armes il s'est fait quelque Contravention, il en sera reciproquement fait raison.

XXI.

S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'ami-
tié,

amizade ou rompimento entre as Coroas de Portugal e de Castella, nesse caso se dará aos Vassallos de ambas as Coroas o Termo de seis mezes depois do dito rompimento, para que se retirem, e vendão os seus bens e effeitos, ou os transportem aonde lhes parecer.

XXII.

E porque a Rainha da Grande Bretanha de gloriosa memoria tinha offerecido ser Garante da inteira execução deste Tratado, e da sua firmeza e duração, suas Magestades Portugueza e Catholica acceitão a sobredita Garantia em toda a sua for-

tié, ou quelque rupture entre les Couronnes de Portugal & d'Espagne: en ce cas là on accordera aux sujets des susdites deux Couronnes le Terme de six mois après la dite rupture, pour se retirer, & vendre leurs biens & effets, ou les transporter où bon leur semblera.

XXII.

Et parce que la Reine d'Angleterre de très glorieuse Mémoire avoit offert d'être Garante de l'entière execution de ce Traité, de sa validité & de sa durée, Leurs Majestés Portugaise & Catholique acceptent la susdite Garantie en toute sa force & vigueur pour tous

força e vigor para todos os presentes Artigos em geral, e cadahum em particular.

XXIII.

As mesmas Magestades Portugueza e Catholica accitarão tambem a Garantia de todos os Reys, Princepes, e Republicas; que quizerem no termo de seis mezes ser Garantes da execução do presente Tratado, com tanto que seja á satisfação de ambas as Magestades.

XXIV.

Todos os Artigos acima escritos foraõ tratados; accordados, e estipulados entre os sobreditos Embaixadores

XXIII.

Les mêmes Majestés Portugaise & Catholique accepteront aussi la Garantie de tous les autres Roys, Princes, & Républiques, qui dans le Terme de 6. mois voudront être Garants de l'Execution de ce Traité, pourvu que ce soit à la satisfaction des deux Majestés.

XXIV.

Tous les Articles écrits cy-dessus ont esté traités, accordés, & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Ple-

dores Extraordina- rios e Plenipoten- ciarios dos Senho- res Reis de Portu- gal e de Hespanha em nome de suas Magestades; E pro- metem em virtude dos seus Plenos-po- deres que os ditos Artigos em geral, e cada hum em parti- cular seraó observa- dos, cumpridos, e executados inviola- velmente pellos Sen- hores Reis seus A- mos.

XXV.

As Ratificaçoens do presente Trata- do, dadas em boa e devida forma, se trocaráô de ambas as partes dentro do termo de Cincoen- ta dias, contados do dia da Assinatu- ra,

Plenipotentiaires des Seigneurs Roys de Portugal & d'Es- pagne au nom de leurs Majestés; & ils pro- mettent en vertu de leurs Pleins-pouvoirs, que les dits Articles en général, & cha- cun en particulier se- ront inviolablement observés, accomplis, & exécutés par les Seigneurs Roys leurs Maîtres.

XXV.

Les Ratifications du présent Traité, don- nées en bonne & due forme seront échan- gées de part & d'au- tre dans le terme de cinquante jours, à com- mencer du jour de la Signature, ou plus- tost,

ra, ou mais cedo se toſt, ſi faire ſe peut.
for poſſivel.

Em fé doque, e
em virtude das Or-
dens, e Plenos-po-
deres, que nós abai-
xo aſſinados recebe-
mos de noſſos A-
mos El-Rey de Por-
tugal, e El-Rey Ca-
tholico de Heſpan-
ha, aſſinámos o pre-
ſente Tratado, e lhe
fizemos pôr o Sello
de noſſas Armas.
Feito em Utrecht a
ſeis de Fevereyro de
anno de mil e ſete-
centos e quinze.

*En foy de quoy, &
en vertu des Ordres
& Pleins-pouvoirs,
que Nous ſouſſignés
avons reçus de Nos
Maîtres le Roy de
Portugal, & le Roy
Catholique d'Eſpag-
ne, Nous avons ſigné
le préſent Traité, &
y avons fait appoſer
les ſcels de nos Ar-
mes. Fait à Utrecht,
le fixième Février,
mille ſept cent quin-
ze.*

(L. S.) Conde de
Tarouca.

(L. S.) D. Luis de
Cunha.

(L. S.) El Duque
de Oſſuna.

Artigo Separado.

Article séparé.

Pello presente Artigo Separado, que terá a mesma força, e vigor, que se fosse comprehendido no Tratado de Paz, que hoje se concluiu entre suas Magestades Portuguesa e Catholica, e que deve ser ratificado como o dito Tratado, se ajustou pellos Embaixadores Extraordinarios e Plenipotenciarios de ambas as Magestades, que o Commercio reciproco das duas Naçoens se restabeleça, e continue da mesma maneira, e com as mesmas seguranças, Liberdades, lizenças,

Par le présent Article séparé, qui aura la même force & vigueur comme s'il étoit compris dans le Traité de Paix, conclu aujourd'hui entre Leurs Majestés Portugaise & Catholique, & qui doit être ratifié comme le dit Traité, il a été convenu par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des deux Majestés, que le Commerce réciproque des deux Nations soit rétabli, & continué dans la même forme, & avec les mêmes Secretés, Libertés, Exemptions, Franchises, Droits d'en-

goens, Franquezas, Direitos de Entradas e Saidas, e todas as mais dependencias, com que se fazia antes da presente guerra, em quanto se não dispõeem outra couza, e se não declara a Forma, em que deve proseguir o Commercio entre as duas Nações.

Em fé do que, e em virtude das Ordens, e Plenos-poderes, que nos abaixo assinados recebemos de nossos Amos El-Rey de Portugal, e El-Rey Catholico de Hespanha assinámos o presente Artigo, e lhe fizemos por o Sello de nossas Armas Feito em Utrecht

trée & sortie; & toutes les autres dépendances, avec lesquelles on le faisoit avant la présente guerre, tandis qu'on n'en dispose autrement; & qu'on ne déclare pas la forme, avec laquelle doit continuer le Commerce entre les deux Nations.

En foy de quoy, & en vertu des Ordres & Plein-pouvoirs, que Nous soussignés avons reçeus de nos Maîtres le Roy de Portugal, & le Roy Catholique d'Espagne, Nous avons signé le présent Article, & y avons fait apposer les scels de nos Armes. Fait à Utrecht le sixième Février

touchant la Paix d'Utrecht. 869
trecht a seis de Fe- vrier mille sept cens
vereiro de mil e quinze.
fete centos e quin-
ze.

(L. S.) Conde de (L. S.) El Duque
Tarouca. *de Ossuna.*

(L. S.) D. Luis da
Cunha.

PLENIPOTENCIAS

D E S U A

MAGESTADE PORTUGUEZA.

JOANNES, Dei gratiâ, Rex Portugallia, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africâ Dominus Guinea, Conquisitionis, Navigationis, & Commer-
 cii Ethiopia, Arabia, Persia, Indiaque, &c. Notum, ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quòd cum nihil mihi sit antiquius, aut optabilius quàm incendium atrocis belli, quo pœnè universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus restingui, & aquâ, ac stabili pace cummutari, atque etiam in eadem studia conspirent cæteri Principes, ac Respublicæ quæ sunt in Armis; consultum fore duxi Virum designare ex primariâ hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate, ac prudentiâ plurimum considerem, qui in eum locum se conferat, de quo inter utramque partem conventum fuerit, ad colloquia, Congressusque de Pace habendos. Quæ omnia cum in Joanne Gome-
 mesio.

touchant la Paix d'Utrecht. 871
 mesio Silvio, Comite Tarouca. Consi-
 liario meo, & exercituum meorum Sub-
 præfecto reperiantur, eum his Litteris Le-
 gatum meum Extraordinarium, & primum
 Plenipotentiarium constituo, ut ad locum ha-
 bendis de Pace Congressibus modo superius
 dicto designatum proficiscatur, ibique, si-
 ve per Legatos Principis, aut Reipublica ani-
 mos Pacemque conciliantis, qui quæve ab
 utrâque belligerantium parte acceptus, aut
 accepta fuerit, siue ipse per se, nullo con-
 ciliante, possit agere, tractare, & inire
 Pacem inter me, & quemlibet Regum,
 Principum, ac Rerum publicarum ex ad-
 versâ parte belligerantium, eâque de causâ
 ei omnem potestatem plenam, ac sufficientem,
 Mandatum generale, ac speciale concedo,
 spondeoque, ac fide Regiâ promitto quacun-
 que per superius memoratum Legatum meum
 Extraordinarium, & Plenipotentiarium,
 cum Legatis, Ministrisvè supradictorum Re-
 gum, Principum, & Rerum publicarum
 pari potestate invicem instructis, convenia,
 & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, fir-
 maque habiturum, & debitâ, ac solemnî
 formâ intra constitutum tempus ratihabitu-
 rum, seduloque curaturum, ut integra exe-
 cutioni mandentur, neque passurum unquam,

ut fœdus illud ita initum in quolibet viole-
tur. In quorum omnium fidem, ac testi-
monium has Litteras fieri jussi, quæ sunt
manu meâ subscriptæ, & magno sigillo In-
signium meorum munitæ. Data Ulisipone
decimâ sextâ die mensis Junii, anno Do-
mini Millesimo Septingentesimo nono.

Didacus à Mendoça Corte-Real Subscri-
psi.

(L. S.) JOANNES REX

JOANNES, Dei gratiâ Rex Portuga-
 lia, & Algarbiorum citrà, & ultra
 Mare, in Africâ Dominus Guineæ,
 Conquisitionis, Navigationis, Commerci
 Ethiopia, Arabia, Persia, Indiaque,
 &c. Notum ac testatum facio singulis, &
 universis has meas Litteras visuris, quòd
 cum nihil mihi sit antiquius, & optabilius,
 quam incendium atrocis belli, quo penè uni-
 versus Christianus Orbis per aliquot jam an-
 nos exardescit, penitus restringi, & equâ
 ac stabili Pace commutari, atque etiam in
 ea Studia conspirent cæteri Principes, ac
 Respublicæ quæ sunt in armis; consilium
 fore duxi viros designare, quorum fide, in-
 genio, & prudentiâ plurimum considerem,
 qui

touchant la Paix d'Utrecht: 873
qui intersint Colloquiis, ac Congressibus in-
ter utramque partem de Pace habendis; qua-
omnia cum reperiantur in Ludovico da
Cunha, Consiliario meo, Palatini Senatus
Senatore, & in Sodalitio Christi Equitum
Commendatario Sancta Maria de Almen-
dra; jamque aliis Litteris meis ad idem
munus constitutus sit primarius Legatus Ex-
traordinarius, Joannes Gomesius Silvius
Comes Tarouca, Consiliarius meus, ac
meorum Exercituum Subpraefectus; prae-
sens constituo Secundum Legatum meum
Extraordinarium, & Plenipotentiarium
praefatum Ludovicum de Cunha, ut uterque
simul, vel quilibet eorum singulus, defectu,
aut impedimento alterius, in loco habendis
de Pace Congressibus destinato, sive per Le-
gatos Principis, aut Reipublica animos, Pa-
cemque conciliantis, qui, quavè ab utrâ-
que belligerantium parte acceptus, aut ac-
cepta fuerit, sive per se, nullo conciliante,
possit agere, tractare, & inire pacem inter
me, & quemlibet Regum, Principum, ac
Reipublicarum ex adversâ parte belli-
gerantium: Eâque de causâ ei omnem po-
estatem plenam, & sufficientem, manda-
um generale, & speciale concedo, spondeo-
re, & fide Regiâ promitto quacunque per
Os 5 *sape*

superius memoratos Legatos meos, & Plenipotentarios simul, vel quemlibet illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis, Ministrisvè supradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari potestate invicem instructis conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debitâ ac solemnî formâ intra constitutum tempus ratihabiturum, seduloque curaturum, ut integra executioni mandentur, neque passurum unquam, ut fœdus illud ita initum in quolibet violetur. In quorum omnium fidem, ac testimonium has Litteras fieri jussimus, quæ sunt manu meâ subscriptæ, & magno sigillo Insignium meorum munitæ. Data Ulisipone, die primo mensis Septembris (Franciscus de Salles, & Silva scripsit) anno Domini, Millesimo Septingentesimo decimo secundo. Didacus à Mendoça Corte-Real Subscripsi.

(L. S.) JOANNES REX.

• PLE-

PLENIPOTENCIA

DE SUA

MAGESTADE CATHOLICA.

Don Philipe por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las d^{os} Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdeña, de Cordova, de Corzega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Guibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Biscaya, y de Molina, &c. Por quanto por lo mucho que hemos deseado y deseamos el alivio y descanso a nuestros Vassallos en la aflicion y calamidades de una tan sangrienta y dilatada guerra, como la que hasta aqui se ha experimentado, para que terminandose los desolables efectos

Oo 6.

ctos

Etos de ella entren a gozar del reposo, esplendor y prosperidades a que anhelan, y Nos devemos procurarles. Por tanto considerando quanto se asegura este comun bien, principiandose por una Paz particular y amistad reciproca entre esta Corona y la de Portugal. Hemos tenido por conveniente nombrar con toda Authoridad, y Plenipotencia para ello a vós Don Francisco Maria de Paula Telles, Giron, Benavides, Carrillo, y Toledo, Ponze de Leon, Duque de Osuna, Primo, Conde de Ureña, Marqués de Peñafiel, Gentilhombre de nuestra Camara, Camarero y Copero Mayor, Notario mayor de nuestros Reynos de Castilla, Cavallero del orden de Calatrava, Clavero mayor de la misma Orden y Cavalleria, y Comendador de ella, y de la de Usagre en la de Sant Jago, Capitan de la primera compania Española de nuestras Reales Guardias de Corps, y a Don Isidoro Casado de Rosales, Marqués de Monteleon, Pariente, de nuestro Consejo de Indias, con el grado de nuestros Embaxadores Extraordinarios, y Plenipotenciarios, por la entera satisfacion y confianza con que nos hallamos

lamos

lamos de vuestras personas, y concurrir en ambas las apreciables circunstancias de prudencia, inteligencia, experiencias, zelo y amor a nuestro Real servicio que pide Negociado de tal importancia, afin que con los Ministros Plenipotenciarios nombrados para esse efecto por el Rey de Portugal podais tratar, concluir, y efectuar, un buen, firme, e imbiolable Tratado de Paz particular, y de reciproca conveniencia y utilidad de los Vasallos de dichas d^{os} Coronas prometiendo como prometemos por la presente en feé y palabra Real, que pasaremos y cumpliremos para siempre N^{os} y nuestros successores todo lo que estipulareis, concluireis, y efectuareis con los mencionados Ministros del Rey de Portugal para el logro de una Paz particular, como va expresado, y que lo observaremos exactamente, y haremos, que se observe sin contravenir, ni consentir que se con travenga a ello en manera alguna, directa. ô indirectamente; pues para todo ello, y lo demàs que fuere necesario os damos y concedemos todo el poder, autoridad, y facultad, que se requiere, y que lo aprovaremos y ratificaremos den-

tro del termino que reciprocamente se conveniere para ello. Declarando tambien que en el caso de ausencia ô enfermedad de alguno de vos los dichos Duque de Osuna y Marqués de Monteleon podrá el otro de vós subceder en la Tratacion y effectuacion de esse Negociado prometiendo Nôs assi mismo en feé y palabra Real de pasar por ello , aprobarlo y ratificarlo con todas las solemnidades y demas requisitos devidos , como se huvieſe sido ajustado y concluido por ambos. En testimonio de lo qual mandamos despachar , y despachamos la Presente firmada de nuestra mano , sellada con nuestro sello secreto , y refrendada de nuestro infrá scripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a 15. de Avril de mil sete cientos y treſe.

YO EL REY, &c.

D. Manuel de Vadillo y Vellasco.

TRAI.

TRAITÉ DE PAIX

ENTRE

L'EMPEREUR,

L'EMPIRE

& le Roi Tres Chrétien.

Conclu à Bade le 7. Septembre 1714.

L OUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , Salut. Comme nôtre tres-cher & bien amé Cousin le Duc de Villars , Pair & Maréchal de France, Prince de Martigues, Vicomte de Melun, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, & de la Toison d'Or , Gouverneur & nôtre Lieutenant General en nôtre Pays & Comté de Provence ; Nôtre cher & bien amé le Sr. de Vintimilles , des Comtes de Marseille, Comte du Luc, Marquis de la Marthe , nôtre Lieutenant en nôtre dit Pays & Comté de

de Provence, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint Louis, Gouverneur de Porquerolles, & nôtre Ambassadeur auprès des Cantons Suisses; Et nôtre bien amé & féal le Sr. Barberye, Seigneur de Saint Contest, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hostel, Intendant de Justice, Police, Finances, & de nos Armées dans les Trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avons donnez, auroient conclu, arrêté & signé le septième du present mois de Septembre à Bade en Ergau, avec nôtre tres cher & bien amé Cousin le Prince Eugene de Savoye, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller intime de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Emperenr des Romains, President du Conseil Aulique de Guerre, Lieutenant General & Maréchal de Camp de l'Empire; le Sieur Comte de Goetz, Conseiller d'Etat de nôtre dit Frere, Chambellan & Gouverneur de Carintie; Et le Sieur Comte de Seilern & d'Aspang, Conseiller Aulique de nôtre dit Frere, & Assesseur de la Chancellerie Secrete Aulique d'Autriche, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiai-

touchant la Paix d'Utrecht. 881
tentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé
Frere l'Empereur , pareillement munis de
ses Plein-Pouvoirs, tant en son nom, qu'en
celuy de l'Empire, conformément à la Re-
solution de la Diette dudit Empire, du vingt-
trois Avril dernier, le Traité de Paix, &
l'Article separé, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité,
Pere, Fils & Saint Esprit.

Soit notoire à tous , que par la bonté
de Dieu, la Paix ayant esté heureu-
sement rétablie à Rastatt le 6. du mois de
Mars de la presente année, entre le Se-
renissime & Tres-Puissant Prince & Seig-
neur, le Seigneur Charles VI. élu Em-
pereur des Romain^s, toujours Auguste,
Roy de Germanie, de Castille, d'Arra-
gon, de Leon, des deux Siciles, de Je-
rusalem, de Hongrie, de Bohême, de
Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de
Navarre, de Grenade, de Toledé, de
Valence, de Galice, de Majorque, de
Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de
Corse, de Murcie, de Jaën, des Al-
garbes, d'Alger, de Gibraltar, des Isles
de Canaries, des Indes, & Terre-Fer-
me

me de l'Océan, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldre, de Wirtemberg, de la Haute & Basse Silesie, de la Calabre, d'Athenes, & de Neopatrie, Prince de Suabe, de Catalogne, des Asturies, Marquis du S. Empire Romain, de Burgaw, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Ferrette, de Kybourg, de Gorice, & d'Artois, Marquis d'Oristan, Comte de Gozian, de Namur, de Rouffillon & de Cerdagne, Seigneur de la Marche Esclavone, du Port Nahon, de Biscaye, de Molina, de Salins, de Tripolis & de Malines, &c. & le Saint Empire Romain, d'une part; Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur le Seigneur Louis XIV. Roy Tres-Chrétien de France & de Navarre, de l'autre part; Il a esté convenu que ce qui avoit esté fait dans ledit lieu de Rastat sans les solemnitez requises, ou différé à un autre tems dans la vûë d'acceller davantage un Ouvrage aussi salutaire, ou ce qui devoit encore y estre ajouté,

té, seroit achevé dans un nouveau Congrès plus solennel & plus general qui se tiendroit en Suisse, en observant les usages accoustumez ; Et que par une nouvelle grace du Ciel on est presentement parvenu à cette fin : Pour cet effet les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de part & d'autre s'estant rendus à Bade en Ergaw, lieu dont on est réciproquement convenu ; Sçavoir au nom & de la part de la Sacrée Majesté Imperiale & du Saint Empire Romain, le Tres-Haut Prince & Seigneur Eugene Prince de Savoye & de Piémont, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller d'Etat intime de Sa Majesté Imperiale, President du Conseil Aulique de Guerre, Lieutenant General & Maréchal de Camp du S. Empire Romain ; Et les Tres-Illustres & Tres-Excellens Seigneurs le Sieur Pierre Comte de Goez de Carlsberg, Conseiller d'Etat, & Chambellan de Sa Majesté Imperiale & Gouverneur de la Province de Carinthie ; Et le Sieur Jean Frederic Comte de Seilern & d'Aspang, Conseiller Aulique de S. M. I. & Assesseur de la Chancellerie Secrete Aulique d'Autriche ; Et de
la

- . la part de la Sacrée Majesté Tres-Chrétienne le Tres-Haut & Tres-Excellent Seigneur Louis Hector Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, Prince de Martigues, Vicomte de Melun, General des Armées du Roy Tres-Chrétien en Allemagne, Chevalier des Ordres de Sadite Majesté & de la Toison d'Or, Gouverneur & Lieutenant General au Pais & Comté de Provence; Et les Tres-Illustres & Tres-Excellens Seigneurs le Sieur François-Charles de Vintimilles, des Comtes de Marseille, Comte du Luc, Marquis de la Marthe, Lieutenant de Roy en Provence, Commandeur de l'Ordre de S. Louis, Gouverneur des Isles de Porquerolles, & Ambassadeur de Sa Majesté Tres-Chrétienne auprès des Cantons Suisses, des Grisons, & de la République de Valais; Et le Sr. Dominique de Barberye, Chevalier Seigneur de Saint Contest, Conseiller aux Conseils du Roy Tres-Chrétien, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances, & des Armées de Sa Majesté Tres-Chrétienne dans les Trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, sur la Frontiere

tiere de Champagne, sur la Sarre & sur la Moselle: Et après avoir imploré l'assistance Divine, & dûëment fait l'échange de leurs pleins Pouvoirs reciproques, dont les Copies sont transcrites à la fin de ce Traité, ils ont confirmé, augmenté & réduit en forme solennelle les Articles de la Paix déjà faite, de la maniere qui suit.

1.

La Paix Chrétienne conclüe à Rastatt le 6. Mars de la presente année, sera & demeurera perpetuelle & universelle; Elle conciliera & augmentera l'amitié sincere, entre la sacrée Majesté Imperiale, ses Successeurs, tout le Saint Empire Romain, leurs Royaumes & Etats Hereditaires, leurs Vassaux & Sujets, d'une part; Et la Sacrée Majesté Tres-Chrétienne, ses Successeurs, Vassaux, & Sujets, de l'autre part: Elle sera gardée & cultivée sincerement, en sorte que l'un n'entreprenne rien sous quelque couleur que ce soit, à la ruine ou au préjudice de l'autre; qu'il n'accorde aucun secours sous quelque nom que ce puisse être, à ceux qui entreprendroient, ou qui voudroient tenter de lui causer quelque dommage;

mage ; & qu'il ne puisse , & ne doive recevoir , protéger ni aider en quelque maniere que ce soit , les Sujets rebelles ou desobéïssans de l'autre ; Mais au contraire que l'un & l'autre se procurent reciproquement & de bonne foy toute utilité , honneur & avantage , nonobstant toutes Promesses , Traitez , ou Alliances contraires , faits ou à faire , en quelque sorte que ce soit.

I I.

Il y aura de part & d'autre une Amnistie & un oubli perpetuel de tout ce qui a esté fait par rapport & à l'occasion de la derniere Guerre , en quelque maniere , & en quelque lieu que les hostilitéz se soient exercées de part ou d'autre ; De sorte que pour raison de ces hostilitéz , ni sous quelqu'autre pretexte ou cause que ce puisse être , on ne fasse l'un à l'autre , ni qu'on ne souffre qu'il soit fait aucun tort directement ou indirectement sous pretexte de droit ou par voye de fait au dedans , ni au dehors de l'Empire , des Royaumes , Etats & Pays Hereditaires de Sa Majesté Imperiale , & du Royaume de France ; Mais que toutes injures & violences faites de part ou d'autre

tre par écrit, par paroles, ou par actions, soient entierement abolies sans aucun égard aux personnes, ni aux choses, de maniere que tout ce que l'un pourroit prétendre sous de pareils pretextes envers l'autre, soit enseveli dans un éternel oubli.

I I I.

Les Traitez de Westphalie, de Nimegue & de Ryswick, sont la base & le fondement du present Traité de Paix : Et immédiatement après l'échange des Ratifications, ils seront pleinement executez, & inviolablement observez à l'avenir, tant à l'égard du spirituel, que du temporel, si ce n'est en ce dont on est autrement convenu par le present Traité.

Pour cet effet tout sera rétabli dans le Saint Empire Romain, & les appartenances, en l'état qui a esté prescrit par le susdit Traité de Ryswick, tant par rapport aux changemens qui ont esté faits pendant la derniere Guerre, ou avant qu'elle fût déclarée, qu'à l'égard de ce qui n'aura pas esté executé, ou qui l'aura esté imparfaitement, ou enfin qui aura esté changé après l'execution, s'il se

se trouve effectivement quelque chose en cet état.

I V.

Conformement à ce Traité & à celui de Rylwick , Sa Majesté Tres-Chrétienne rendra à l'Empereur & à la Serenissime Maison d'Autriche, le vieux Brisack etierement dans l'état où il est à present, avec les Greniers, Arsenaux, Fortifications, Remparts, Murailles, Tours, comme aussi avec les autres édifices publics & particuliers, & toutes les dépendances situées à la droite du Rhin; Tout ce qui est à la gauche de ce Fleuve, & nommément le Fort appelé le Mortier, demeurant au Roy Tres-Chrétien, le tout aux clauses & conditions portées par l'Article xx. du Traité conclu à Rylwick au mois d'Octob. 1697. entre l'Empereur Leopold de glorieuse memoire, & le Roy Tres-Chrétien.

V.

Sa Majesté Tres-Chrétienne rendra pareillement à Sa Majesté Imperiale, & à la Serenissime Maison d'Autriche, la Ville & Forteresse de Fribourg, comme aussi le Fort de Saint Pierre, le Fort appelé de l'Etoile, & tous les autres
Forts

Forts construits ou réparez là ou ailleurs dans la Forest Noire , ou dans le reste du Brisgaw , le tout en l'état où il est presentement, sans rien démolir ou déteriorer , avec les Villages de Lehem , Mertzhausen , & Kirchzarth , & avec tous leurs Droits, Archives, Papiers & Documens écrits , lesquels y ont esté trouvez lors de la dernière occupation, soit qu'ils soient encore sur les lieux , soit qu'ils ayent esté transportez ailleurs; Sauf cependant le droit diocesain, & autres droits & revenus de l'Evêché de Constance.

V I.

Le Fort de Kell construit par Sa Majesté Tres-Chrétienne , à la droite du Rhin , à l'extrémité du Pont de Strasbourg , sera de même rendu par Elle à l'Empereur , & à l'Empire en son entier, & avec tous ses droits & dépendances. Quant au Fort de la Pile, & autres construits dans le Rhin, ou dans les Isles du Rhin, près de Strasbourg , ils seront entierement rasez aux dépens du Roy Tres-Chrétien, & ne pourront jamais à l'avenir être rétablis par l'un ou par l'autre Parti. Lesquelles restitutions

& démolitions des Places & Fortifications cy-dessus énoncées , seront exécutées dans les termes portez par les Articles suivans.

La Navigation & autres usages dudit Fleuve du Rhin , demeureront également libres & ouverts aux Sujets des deux Partis , & à tous ceux qui d'ailleurs voudront y passer , naviger ou transporter des Marchandises ; Et il ne sera jamais rien fait de part ni d'autre sur ce Fleuve , ou ailleurs , qui puisse le détourner , ou rendre son cours , sa navigation , ou ses autres usages plus difficiles. A plus forte raison on n'exigera pas de nouveaux droits , impôts ou peages , on n'augmentera point les anciens , & on n'obligera point les Bâtimens d'aborder en passant à une rive plutôt qu'à l'autre , & d'y exposer leurs Marchandises & charges , ou d'y en recevoir , mais le tout sera toujours laissé à la liberté d'un chacun.

V I I.

Lesdits lieux , Villes , Châteaux & Fortereses de Brisack , Fribourg & Kell , seront rendus à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire , avec tous leurs districts ,
Juris-

Jurisdiction , appartenances & dépendances ; Comme aussi avec toute l'Artillerie , attirails & munitions de Guerre qui se sont trouvées dans lesdites Places lors de la dernière occupation , suivant ce qui paroîtra par les Inventaires qui en seront produits ; & seront pour cet effet remis de bonne foy sans aucune réserve , exception , ou retention , & sans retardement , empêchement ou prétexte à ceux qui après l'échange des ratifications du présent Traité seront établis & deputez spécialement pour cet effet par Sa Majesté Imperiale seule , ou selon la différence des lieux par Elle , & par l'Empire , & qui en auront fait apparoir aux Commandans , Gouverneurs ou Officiers François des lieux qui doivent estre évacuez ; en sorte que lesdites Villes , Citadelles , Forts & lieux avec toutes leurs prerogatives , utilités , revenus & émolumens & autres choses quelconques y comprises , retournent sous la Jurisdiction , possession actuelle , absolüe puissance & souveraineté de Sa Majesté Imperiale , de l'Empire , & de la Maison d'Autriche , ainsi qu'ils leur ont appartenu cy-devant , & qu'ils ont esté possédés depuis par Sa

Majesté Tres-Chrétienne, sans que Sa dite Majesté Très-Chrétienne, retienne ou se reserve aucun droit ou pretention sur les lieux susdits & sur leur district.

Il ne sera rien exigé non plus pour les dépenses & les frais faits aux Fortifications ou autres édifices publics ou particuliers ; la pleine & entiere restitution ne sera retardée pour quelque autre cause que ce puisse estre, & elle sera executée dans l'espace de trente jours après l'échange des ratifications du present Traité ; En sorte que les Garnisons Françoises en soient retirées sans delay, & sans molester les Citoyens & Habitans, ni leur causer aucun dommage ou peine, non plus qu'aux autres sujets de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, sous pretexte de dettes, ou de pretentions de quelque nature qu'elles puissent estre.

Il ne sera pas permis non plus aux Troupes Françoises de demeurer au delà des termes qui seront stipulez cy-après dans les lieux qui doivent estre rendus, ou dans tous autres quelconques qui n'appartiendront pas à Sa Majesté Tres-Chrétienne, d'y établir des Quartiers d'Hiver, ou d'y faire quelque sejour, mais elles

touchant la Paix d'Utrecht. 893
elles seront obligées de se retirer sans retardement dans les Etats de la Couronne de France.

V I I I.

Le Roy Tres-Chrétien fera raser à ses dépens les Fortifications construites vis-à-vis Huningue sur la rive droite & dans l'Isle du Rhin, de même que le Pont construit en cet endroit sur le Rhin, & le fonds avec les édifices seront rendus à la Maison de Bade.

Seront razez de la même maniere le Fort de Selingen, & les autres situés dans les Isles entre ledit Fort & Selingen, & le Fort-Louis, aussi-bien que la partie du Pont qui conduit dudit Fort de Selingen au Fort Louis, & le Fort bâti à la droite du Rhin, vis-à-vis ledit Fort-Louis, & ne pourront à l'avenir estre rétablis par aucune des Parties. Le fonds & les édifices seront pareillement rendus à la Maison de Bade, mais le Fort-Louis & l'Isle demeureront au pouvoir du Roy Tres-Chrétien.

Sadite Majesté Tres-Chrétienne fera raser generalement & à ses dépens tous les Forts, Retranchemens, Lignes, Redoutes, Remparts, Ponts, tant ceux
Pp 3. qui.

qui ont esté spécifiés à cette fin dans le Traité de Ryſwick, que ceux que Sa Majesté Tres-Chrétienne aura fait construire depuis ladite Paix de Ryſwick, soit le long du Rhin, dans le Rhin ou ailleurs, dans l'Empire ou dans les Terres dépendantes de l'Empire, en quelque manière que ce soit, sans qu'ils puissent estre rétablis.

I X.

Le Roy Tres-Chrétien fera pareillement évacuer le Château de Bitsch avec toutes les appartenances ; Comme aussi le Château d'Hombourg, en faisant auparavant raser les Fortifications pour n'estre plus rétablies ; En sorte néanmoins que lesdits Châteaux & les Villes qui y sont jointes, n'en reçoivent aucun dommage, mais qu'ils demeurent en leur entier.

X.

Les Places & Postes fortifiés, & tous les autres lieux généralement qui doivent estre rendus suivant le present Traité & celuy de Rastatt, & ainsi conformément à celuy de Ryſwick, dont tous & chacun des Articles sont censez être compris dans le present Traité, & seront par
con-

consequent executez de même que s'ils étoient icy inferez de mot à mot, seront remis dans l'espace de trente jours après l'échange des Ratifications de ce Traité entre les mains de ceux qui seront pour cet effet munis des Pleins-Pouvoirs de l'Empereur & de l'Empire, ou des Princes particuliers, ou autres qui doivent les posséder en vertu du susdit Traité de Ryſwick, sans qu'il y soit rien démoli des Retranchemens, & Fortifications, ni des Edifices publics ou particuliers, & sans rien détériorer de l'état où ils se trouvent presentement, il ne sera rien exigé aussi pour les dépenses faites dans lesdits lieux ou à leur occasion.

Seront pareillement rendus en même-tems tous Archives & Documens appartenans, soit à Sa Majesté Imperiale, soit aux Princes & Etats de l'Empire, soit aux Villes & Lieux que Sa Majesté Tres-Chrétienne s'engage de remettre.

X I.

Comme l'intention du Roy Tres-Chrétien est d'accomplir le plus promptement qu'il sera possible le present Traité, Sa Majesté promet que les Places & Lieux qu'Elle s'engage de faire démolir seront

détruits & razez à ses dépens en la manière dont on est convenu ; sçavoir les plus considerables , dans le terme de deux mois au plus tard , & les moins considerables , dans l'espace d'un mois , l'un & l'autre termes à compter depuis l'échange des Ratifications.

X I I.

Sa Majesté Tres-Chrétienne promet aussi à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire ; qu'Elle restituera à tous les Membres , Cliens & Vassaux de l'Empire , Ecclesiastiques & Seculiers , spécialement à Monsieur l'Electeur de Treves , à Monsieur l'Electeur Palatin , à Monsieur le Grand Maître de l'Ordre Teutonique Evêque de Wormes ; à son Venerable Ordre , à Monsieur l'Evêque de Spire , à la Maison de Wirtemberg , & en particulier à Monsieur le Duc de Montbelliard , aux deux Maisons de Bade , & généralement à tous ceux qui sont compris dans le Traité de Ryswick , quoi qu'ils ne soient pas expressément nommez icy , tous les Pays , Places , lieux & biens dont Elle se seroit mise en possession pendant le cours , & à l'occasion de la dernière Guerre , soit par la voye des

Ar-

Armes, par confiscation, ou de quelque autre maniere contraire à la Paix de Ryf-
wick, quoiqu'ils ne soient pas spécifiez
dans le present Traité: Comme aussi qu'
Elle executera pleinement & exactement
toutes les clauses & conditions dudit Trai-
té de Ryfwick auxquelles il n'aura pas
esté expressément derogé par le present
Traité, s'il y en a quelqu'une qui n'ait
pas esté executée après la conclusion de
la Paix de Ryfwick, ou qui ait souffert
quelque changement depuis l'execution.

Sa Majesté Tres-Chrétienne promet
de la même maniere d'executer au plûtôt
& de bonne foy, tous & chacun des Ar-
ticles du Traité de Ryfwick concernant
Monsieur le Duc de Lorraine, & qui sont
confirmez icy dans leur pleine force.

Reciproquement Sa Majesté Imperiale
& l'Empire promettent d'accomplir tou-
tes les conditions & clauses du Traité de
Ryfwick qui ont rapport aux restitutions
à faire en consequence de cette Paix, &
specialement celles qui regardent Mon-
sieur le Cardinal de Rohan, comme E-
vêque de Strasbourg.

X I I I.

Sa Majesté Tres-Chrétienne a recon-

Pp. 5

na

nu par le present Traité, & reconnoîtra à l'avenir la dignité Electorale conferée par l'Empereur, du consentement du S. Empire Romain, à la Maison de Brunswick Hannover.

X I V.

Reciproquement Sa Majesté Imperiale & l'Empire, voulant témoigner le désir qu'ils ont de contribuer à la satisfaction de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & d'entretenir desormais avec Elle une amitié & une concorde sincere & éternelle; Et en vertu de la Paix de Ryswick rétablie par ce present Traité, consentent que la Ville de Landau avec ses dépendances, consistant dans les Villages de Nufdorff, d'Amheim & Queickeim, avec leurs bans, ainsi que le Roy Tres-Chrétien en jouissoit avant la Guerre, demeure fortifiée à Sa Majesté Tres-Chrétienne.

X V.

Pour ce qui est de la Maison de Baviere, Sa Majesté Imperiale & l'Empire consentent, en faveur du rétablissement general de la tranquillité publique, qu'en vertu du present Traité, le Seigneur Joseph-Clement Archevêque de Cologne, & le Seigneur Maximilien-Emanuel de Ba-

Baviere, soient rétablis generally & entierement dans tous les Etats, rangs, prerogatives, regaux, biens, dignitez Electorales & autres, & dans tous les droits dont ils ont jouy ou pû jouir avant cette Guerre, & qui appartennoient mediatement ou immediatement à l'Archevêché de Cologne & aux autres Eglises nommées cy-après, ou à la Maison de Baviere.

Seront aussi rendus de bonne foy à l'un & à l'autre les Archives, Documens, Ecrits, tous les Meubles, Pierreries, Bijoux & autres effets de quelque nature qu'ils puissent être; Comme aussi toute l'Artillerie, attirails & munitions de Guerre specifiez dans les Inventaires authentiques qui seront produits de part & d'autre: A sçavoir tout ce qui depuis l'occupation de la Baviere, aura esté ôté par ordre de l'Empereur & de les Predecesseurs de glorieuse memoire, des Palais, Châteaux, Villes, Fortereffes & Lieux quelconques qui doivent estre restituez, à l'exception de l'Artillerie qui appartenoit aux Villes & Etats voisins & qui leur a esté renduë. Quant à ce qui manquera ou qui aura esté converty en une

autre forme , ou qu'il seroit difficile de rassembler, le juste prix des choses ainsi ostées & qui devroient d'ailleurs estre restituées , fera payé en argent comptant , ou bien l'on en conviendra autrement.

Et sera le Seigneur Archevêque de Cologne retabli en son Archevêché de Cologne, en les Evêchez de Ratisbonne & de Liege, & en la Prépositure de Bertholsgaden. Il prendra aussi spécialement possession de l'Evêché d'Hildesheim pour jouir de toutes les prerogatives, droits & biens qui appartiennent audit Evêché & à son Eglise, & que les Evêques ses Prédecesseurs & ladite Eglise ont possédez ou dû posséder avant la dernière Guerre, sans qu'aucune raison de procès ou prétentions formées ou qui pourront estre formées par qui que ce soit, puisse empêcher cette restitution totale ; sauf néanmoins & reservez les droits de ceux qui pourroient en avoir, lesquels il leur sera permis de poursuivre par les voyes de Justice devant les Tribunaux competens de l'Empire , après que les deux Electeurs auront esté actuellement rétablis ; sauf & reservez aussi les Privileges des Chapitres & Etats de l'Archevêché de Cologne &
des

touchant la Paix d'Utrecht. 905
des autres Eglises, établis suivant leurs
Unions, Traitez & Constitutions.

Quant à la Ville de Bonn, on est convenu qu'en tems de Paix, il ne sera mis aucune garnison dans cette Place, mais que la garde en sera confiée aux seuls Bourgeois; Et pour ce qui est du nombre de Gardes nécessaires tant pour la personne, que pour le Palais Archiepiscopal, il en sera convenu avec Sa Majesté Imperiale & l'Empire; Mais dans un tems de Guerre ou dans le danger d'une Guerre prochaine, Sa Majesté Imperiale & l'Empire pourront mettre dans cette Ville autant de Troupes que la raison de Guerre le demandera, & ce conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire.

Au moyen de cette restitution totale, lesdits deux Seigneurs freres de la Maison de Baviere, seront tenus de renoncer pour toujours à toutes pretentions, satisfactions ou dédommagemens quelconques qu'ils voudroient demander à l'Empereur, à l'Empire, & à la Maison d'Autriche, à l'occasion de la dernière Guerre; Et pour cet effet, elles doivent être regardées dès à présent, en general

& en particulier, comme abolies, & elles sont & demeureront toujours nulles & sans force, sans toutefois que par cette Renonciation il soit dérogé en aucune manière aux anciens droits & prétentions qu'ils ont pu avoir avant cette dernière Guerre, lesquels il leur sera permis de poursuivre par les voyes de Justice requës dans l'Empire; Desorte pourtant que cette restitution totale ne leur donne aucun nouveau droit contre qui que ce soit. Cesseront pareillement contre lesdits Seigneurs Joseph-Clement Archevêque de Cologne, & Maximilien-Emanuel de Baviere, & seront abolies, & dès à présent regardées comme nulles, abolies & sans force, comme elles le sont & seront en effet, toutes prétentions de satisfaction & demandes de dédommagement quelconques, formées ou qui pourroient estre formées par qui que ce puisse estre, à l'occasion de la dernière Guerre, contre la Maison de Baviere, & les susdits Archevêchez, Evêchez & Prevôté.

En vertu de cette restitution totale, les susdits Seigneurs Joseph-Clement Archevêque de Cologne & Maximilien-Emanuel.

touchant la Paix d'Utrecht. 903
manuel de Baviere , rendront obéissance
à Sa Majesté Imperiale , comme les au-
tres Electeurs & Princes de l'Empire ; ils
persevereront dans la fidelité , & ils se-
ront. tenus de demander & de recevoir le
renouvellement des Investitures de leurs
Electorats , Principautez, Fiefs, Titres
& Droits, dans la maniere & tems pre-
scrits par les Loix de l'Empire ; Et tout
ce qui est arrivé de part & d'autre pen-
dant cette Guerre , demeurera enlevé
dans un oubli éternel.

X V I.

Les Ministres , Officiers , tant Eccle-
siastiques , que Militaires , Politiques &
Civils, de quelque condition qu'ils soient,
qui auront servi en l'un ou en l'autre
Parti, même ceux qui sont Sujets & Vas-
saux de Sa Majesté Imperiale , de l'Em-
pire & de la Maison d'Autriche , aussi-
bien que tous les Domestiques quelcon-
ques de la Maison de Baviere , & du Sei-
gneur Archevêque de Cologne , seront
pareillement rétablis dans la possession de
tous les biens, Charges , Honneurs &
Dignitez , dont ils ont esté en possession
avant la Guerre , & ils jouiront de l'Am-
nistie generale de tout ce qui a esté fait à
l'oc-

L'occasion de la Guerre , sous la condition expresse que comme le fruit de cette Amnistie doit estre réciproque , elle s'étende aussi sur les Sujets, Vassaux, Ministres & Domestiques de la Maison de Baviere , & dudit Seigneur Archevêque, qui auront suivi pendant cette Guerre le Parti de Sa Majesté Imperiale , de l'Empire , & de la Maison d'Autriche , en sorte qu'ils ne puissent jamais être pour ce sujet , molestez ou inquietez en maniere quelconque.

X V I I.

Quant au tems auquel la restitution totale spécifiée dans les deux Articles précédens doit se faire, il est limité à trente jours après l'échange des Ratifications , qui est le terme marqué ci-dessus pour l'évacuation des lieux que Sa Majesté Très-Chrétienne doit rendre à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire ; En sorte que ces deux restitutions de part & d'autre , comme aussi celle de la partie des Pays-Bas, possédée presentement par la Maison de Baviere , & qu'elle est tenuë de rendre à Sa Majesté Imperiale , s'accomplissent au même tems.

XV I I I.

X V I I I.

Si la Maison de Baviere après son rétablissement total, trouvoit qu'il convint à ses interets de faire quelque échange de ses Etats avec d'autres, Sa Majesté Tres-Chrétienne n'y apportera aucun obstacle.

X I X.

Sa Majesté Tres-Chrétienne ayant remis ou fait remettre aux Etats-Generaux des Provinces-Unies pour & en faveur de la Serenissime Maison d'Autriche, tout ce que Sadite Majesté ou ses Alliez possédoient encore des Pays-Bas, communément appelez Espagnols, tels que le feu Roy d'Espagne Charles II. les a possédez, ou dû posséder en vertu de la Paix de Riswick, Sadite Majesté Tres-Chrétienne, consent que l'Empereur entre en possession desdits Pays-Bas Espagnols, pour en jouir, luy, les Heritiers & Successeurs, desormais & à toujourns, pleinement & paisiblement selon l'ordre de succession éably dans la Maison d'Autriche; sauf les Conventions que l'Empereur fera avec lesdits Etats-Generaux touchant leur Barriere & la Reddition des susdits Lieux.

Le

Le Roy de Prusse retiendra néanmoins tout ce qu'il possède actuellement du Haut-Quartier de Gueldres ; sçavoir la Ville de Gueldres , la Prefecture , le Bailliage & le Bas Bailliage de Gueldres , avec tout ce qui y appartient & en dépend : Comme aussi les Villes , Bailliages & Seigneuries de Strahlen , Wachendonck , Middelaar , Walbeck , Aertzen , Afferden & de Weel ; De même que Racy & Klein-Kevelaar avec toutes leurs Appartenances & Dépendances.

Il sera remis en outre audit Roy de Prusse l'Ammamie de Krikenbeck , avec tout ce qui y appartient & en dépend ; Comme aussi le Pays de Kessel , pareillement avec ses Apparténances & Dépendances ; & généralement tout ce que contient ladite Ammamie & ledit District , sans en rien excepter , si ce n'est seulement la Ville d'Erklens , avec ses Appartenances & Dépendances ; Enforte que le tout appartienne audit Roy , & aux Princes & Princesses ses Heritiers & Successeurs , avec tous les Droits , Prérogatives , Revenus & Avantages , de quelque espece qu'ils soient , & de quelques noms qu'ils puissent être appelez ,
en

touchant la Paix d'Utrecht. 907
en la même qualité & de la même manière que la Maison d'Autriche, & particulièrement le feu Roy d'Espagne Charles II. les a possédez; Toutefois avec les Charges & Hypoteques, la Religion Catholique, Apostolique & Romaine devant y être perpétuellement conservée en l'état où elle étoit sous ledit Roy Charles II. & les Privileges des Etats demeurans aussi dans leur entier.

X X.

Et comme outre les Provinces, Villes, Lieux & Forteresses, qui estoient possédez par le feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son décès; Le Roy Tres-Chrétien a cédé, tant pour Sa Majesté Tres-Chrétienne même, que pour les Princes ses hoirs & Successeurs nez & à naître, aux Etats-Generaux, pour & en faveur de la Maison d'Autriche, tout le droit que Sadite Majesté a eu ou pourroit avoir sur la Ville de Menin, avec toutes ses Fortifications, & avec sa Verge; comme aussi sur la Ville & Citadelle de Tournay, y compris le Tournaisis, sans s'y réserver aucun droit, ni sur aucune des Dépendances, Appartenances, Annexes, Territoires & Enclavemens;

mens; Sa Majesté Tres-Chrétienne consent que les Etats-Generaux des Provinces-Unies, rendent lesdites Villes, Lieux, Territoires, Dependances, Appartenances, Annexes & Enclavemens à Sa Majesté Imperiale, aussitôt qu'Elle en sera convenuë avec lesdits Etats-Generaux, comme il est porté par l'Article XIX. du present Traité, pour en jouir, Elle, ses Heritiers & Successeurs, pleinement, paisiblement & à toujours, ainsi que des Pays-Bas Espagnols qui appartenoient au feu Roy d'Espagne Charles II. au jour de son decès; Bien entendu toutetois que ladite Remise des Pays-Bas Espagnols, Villes, Lieux & Fortereffes cedées par le Roy Tres-Chrétien, ne pourra être faite par lesdits Etats-Generaux qu'après l'Echange des Ratifications de la Paix entre Sa Majesté Imperiale, l'Empire & Sa Majesté Tres-Chrétienne; Bien entendu aussi que Saint-Amand avec ses Dependances, & Mortagne sans Dépendances, demeureront à Sadite Majesté Tres-Chrétienne, à condition neanmoins qu'il ne sera permis en nulle maniere de faire audit Mortagne aucunes Fortifications, Ecluses ou Levées, de quel-

touchant la Paix d'Utrecht. 909
quelque nature qu'elles puissent être.

X X I.

Pareillement le Roy Tres-Chrétien confirme en faveur de l'Empereur, & de la Maison d'Autriche, la cession que Sa Majesté Tres-Chrétienne a faite aux Etats-Generaux des Provinces-Unies, de la même maniere & pour la même fin, tant pour Elle-même, que pour les Princes ses heritiers & successeurs nez & à naître, de tous ses droits sur Furnes & le Furnanbacht, y compris les huit Paroisses & le Fort de la Kenoque, sur les Villes de Loo, & de Dixmude, avec leurs dépendances, sur la Ville d'Ypres avec sa Châtellenie, Rouffelaer, compris & avec les autres dépendances qui seront désormais Poperingue, Warnton, Commines, Warwick, entant que ces trois dernieres Places sont situées sur la rive de la Lys du costé d'Ypres, & sur tout ce qui dépend des lieux cy-dessus exprimez; Desquels droits ainsi cedez à l'Empereur, & à ses heritiers & successeurs, Sa Majesté Tres-Chrétienne ne se reserve aucun sur lesdites Villes, Lieux Forts & Pais, ni sur aucune de leurs appartenances, dépendances, annexes ou en-

enclavemens ; Consentant que les États-Generaux les remettent tous à la Maison d'Autriche , pour en jouir irrevocablement & à toujours , aussitôt après qu'ils seront convenus avec Sa Majesté Impériale , par rapport à leur Barriere , & que les Ratifications de la Paix entre l'Empereur , l'Empire , & Sa Majesté Tres-Chrétienne auront été échangées.

X X I I.

La Navigation de la Lys, depuis l'embouchure de la Deule en remontant, sera libre ; & il ne sera pas permis d'y établir aucun Peage , ni autre imposition quelconque.

X X I I I.

Tout ce dont on est convenu dans l'Article II. de ce Traité sur l'Amnistie en general, doit estre censé spécialement repeté icy ; Et en consequence on mettra reciproquement en oubly tous les torts, injures, & offenses qui auront été de part ou d'autre commises de fait ou de parole , en quelque maniere que ce soit pendant le cours de la derniere guerre , par les Sujets des Pais-Bas Espagnols, & des Villes & Lieux restituez ou cedez, & par les autres Sujets de Sa Majesté
Tres-

Tres-Chrétienne, en sorte que pour cette raison personne ne puisse ou doive estre recherché ni inquieté en quelque maniere que ce puisse estre.

X X I V.

En vertu de cette Paix les Sujets de Sa Majesté Très Chrétienne & ceux desdits Pais-Bas Espagnols & des Lieux cedez par Sadite Majesté Très-Chrétienne, pourront, en gardant les Loix, Coûtumes & Usages des Paix & Lieux, aller, venir, demeurer, retourner, traiter & negocier ensemble, comme bons Marchands, même vendre, échanger, alienner ou autrement disposer des biens & effets meubles & immeubles qu'ils ont ou auront dans les Pays l'un de l'autre; & toutes personnes, Sujets ou autres, pourront les acheter sans qu'ils ayent besoin d'aucun autre privilege ou permission que le present Traité. Il sera de même également libre aux Sujets des Lieux & Pays reciproquement cedez, ou restituez; Comme aussi à tous les Sujets desdits Pays-Bas Espagnols, de transférer leur habitation en tel lieu qu'ils voudront dans l'espace d'un an, avec la pleine faculté de vendre à qui il leur plaira, leurs

leurs effets, biens meubles & immeubles, ou d'en disposer autrement, soit avant soit après leur Société, sans qu'ils puissent en être empêchez directement ni indirectement.

Enfin tous les Reglemens établis par les precedens Traités & par les Ordonnances ou Edits Royaux, & qui ont été jusqu'à present reçûs par un usage suivi de part & d'autre pour l'abolition reciproque du droit d'Aubaine à l'égard des Sujets de France & de ceux des Pays-Bas, seront tenus pour confirmez, & seront perpetuellement observez, comme s'ils étoient ici expressement rapportez.

X X V.

Les mêmes Vassaux & Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautéz, Universitez & Colleges, feront aussi reciproquement rétablis en quelque lieu que ce soit, dans les honneurs, dignitez & benefices dont ils jouissoient avant la Guerre; comme aussi dans tous & chacuns leurs Droits, Biens Meubles & Immeubles, Cens ou Rentes, saisis ou occupez à l'occasion & pendant la durée de la derniere Guerre; Et de même dans les Droits, Actions & Suc-

Successions à eux venus pendant ladite Guerre ; **Bien** entendu toutefois qu'ils ne pourront rien demander pour raison des fruits ou revenus percûs & échûs pendant la dernière Guerre jusqu'au jour de la Publication du Traité de Rastatt ; Le tout nonobstant toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Sentences données par contumace, les Parties non ouïes, qui seront nulles & re-nuës pour non avenues & non prononcées, avec une liberté pleine & entière à toutes lesdites personnes de retourner dans leur Patrie & dans les Pays d'où elles se sont retirées à l'occasion de la Guerre, pour jouir en personne ou par Procureur de leurs Biens & Revenus, conformément aux Loix & Coutumes dedit Pays, Lieux & Etats.

Ces Restitutions s'étendront aussi à ceux qui pendant la dernière Guerre ou à son occasion, auront embrassé & suivi le parti de l'une ou de l'autre des Parties contractantes; Néanmoins les autres Arrêts, Sentences & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conseils & autres Cours Supérieures ou Inférieures, auxquels il n'est pas expressement dérogé par le pre-

sent Traité, auront lieu, & sortiront leur plein & entier effet; Et ceux qui en vertu desdits Arrêts, Sentences & Jugemens se trouveront en possession de quelques Terres, Seigneuries & autres biens, y seront maintenus, sans préjudice toutefois des Droits de ceux qui se croiront levez par lesdits Arrêts, Sentences & Jugemens, lesquels pourront se pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges competens.

X X V I.

A l'égard des Rentes ou Cens affectez sur la Generalité de quelques Provinces des Pais-Bas, dont partie se trouvera désormais possédée par Sa Majesté Impériale, & partie par Sa Majesté Tres-Chrétienne, ou autres, il a été convenu que chaque partie payera la cote-part desdits Cens ou Rentes; & que pour les regler & pour terminer aussi tous les autres differends ou difficultez qui sont déjà meus, ou qui pourroient se mouvoir par rapport aux lieux qui doivent estre possedez de part & d'autre dans les Pais-Bas, ou par rapport aux limites desdits lieux, ou encore pour quelque chose que ce soit qui regarde l'exécution du present Traité

té de Paix, l'on enverra de part & d'autre, dans l'espace de deux mois après la conclusion de ce Traité, des Commissaires dans la Ville dont on conviendra, qui apporteront toute la diligence possible pour parvenir au plutôt à cette fin.

X X V I I.

Comme dans les Païs, Villes, & Lieux des Païs-Bas, que le Roy Tres-Chrétien cede à l'Empereur, plusieurs Benefices Ecclesiastiques ont été conferez par Sa Majesté Tres-Chrétienne à des Personnes capables, lesdits Benefices seront laissez à ceux qui les possèdent présentement; Et de même tout ce qui concerne la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, y sera maintenu sans aucun changement dans l'état où il étoit avant la Guerre. Pareillement les Magistrats ne pourront estre que Catholiques, & les choses demeureront à leur égard comme par le passé.

Specialement les Evêques, Chapitres & Monasteres, l'Ordre de Malte, & généralement tout le Clergé, seront maintenus dans toutes les Eglises, libertez, immunitiez, droits, prérogatives & honneurs, dont ils ont été en possession sous

les precedens Rois Catholiques Romains ; Et s'ils en avoient été privez pour quelque raison que ce fût, ils y seront rétablis. Enfin tous & chacun dudit Clergé, possédant quelques Biens Ecclesiastiques, Commanderies, Canoncats, Personats, Prevostez & autres Benefices quelconques, y demeureront, ne pourront être dépossédez, & jouiront des revenus en provenans, avec la faculté de les administrer, & d'en jouir comme avant la dernière Guerre.

Les Pensionnaires jouiront pareillement, comme ils ont joui par le passé, des Pensions à eux assignées sur les Benefices, soit qu'elles ayent été créées en Cour de Rome, soit qu'elles ayent été obtenues par des Brevets expediez avant la dernière Guerre, en sorte qu'ils ne puissent en être privez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

X X V I I I.

Les Communautez & Habitans de toutes les Villes, Lieux & Pays que Sa Majesté Tres-Chrétienne cede dans les Pays-Bas par le present Traité, seront conservez & maintenus dans la possession de tous les Privileges, Prerogatives, Coû-

Coûtures, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices hereditaires, avec tous les Honneurs, Gages, Emolumens & Exemptions dont ils ont joui sous la Domination de Sa Majesté Tres-Chrétienne : Ce qui doit toutefois s'entendre seulement des Communautés & Habitans des Lieux, Villes & Pays que Sadite Majesté a possédés immédiatement après la conclusion du Traité de Ryswick, & non des Lieux, Villes & Pays que le feu Roy d'Espagne Charles II. possédoit au tems de son décès : Et les Communautés & Habitans desdits Lieux, Villes & Pays demeureront en possession des Privileges, Prérogatives, Coûtures, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices hereditaires, ainsi qu'ils les possédoient lors de la mort dudit feu Roy d'Espagne.

X X I X.

Pareillement si hors des Lieux des Pays-Bas, cede par Sa Majesté Tres-Chrétienne, sur lesquels il a été statué cy-dessus par l'Article XXVII. quelques Benefices Ecclesiastiques, mediats ou immediats, ont été durant la dernière Guerre

conservez par l'une ou par l'autre des parties dans les Terres ou Lieux qui lui étoient alors soumis , à des personnes capables , selon la règle de leur première Institution , & Statuts legitimes , généraux ou particuliers , faits à leurs Sujets , ou par quelque autre disposition & provision faite par le Pape , ou encore de quelque autre manière canonique , lesdits Benefices Ecclesiastiques seront laissez aux présens possesseurs , de même que ceux qui ont été conferez de cette manière , avant la dernière Guerre , dans les Lieux qui doivent être rendus par la présente Paix ; En sorte qu'ils ne puissent ou doivent jamais être troublez ou empêchez par qui que ce soit , dans la possession & legitime administration d'iceux , ni dans la perception des fruits , ni être à leur occasion , ou pour quelque autre raison passée ou présente , appelez en Justice , inquiétez ou molestez en quelque manière que ce puisse être , à condition néanmoins qu'ils s'acquittent de ce à quoy ils sont tenus à raison desdits Benefices.

X X X.

Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté
Tres-

Tres-Chrétienne ne pourront pour aucun sujet interrompre desormais la Paix établie par le present Traité, reprendre les armes, & commettre sous quelque pretexte que ce soit aucun Acte d'hostilité; mais au contraire, Elles travailleront de toutes leurs forces, de bonne foy, & comme amis veritables, à affermir de plus en plus cette amitié mutuelle & bonne intelligence, si necessaire pour le bien de la Chrétienté. Et d'autant que le Roy Tres-Chrétien sincerement réconcilié avec Sa Majesté Imperiale, ne veut lui causer aucun trouble ni préjudice quelconque, Sa Majesté Tres-Chrétienne promet & s'engage de laisser jouir Sa Majesté Imperiale tranquillement & paisiblement de tous les Etats, & Lieux qu'Elle occupe actuellement en Italie, & qui ont été cy-devant possédez par les Rois de la Maison d'Autriche; Sçavoir du Royaume de Naples ainsi que Sa Majesté Imperiale le possède; du Duché de Milan, ainsi que Sa Majesté Imperiale le possède aussi actuellement; de l'Isle & Royaume de Sardaigne, comme aussi des Ports & Lieux situez sur les Costes de Toscane que Sadite Majesté Imperiale

possede actuellement, & qui ont été possédez cy-devant par les Rois d'Espagne de la Maison d'Autriche, ensemble de tous les droits attachez aux susdits Etats d'Italie possédez par Sa Majesté Imperiale, & que les Rois d'Espagne ont exercé depuis Philippe Premier jusqu'au Roy dernier decédé.

Sa Majesté Tres-Chrétienne promet aussi en parole de Roy de ne jamais troubler ni inquiéter l'Empereur & la Maison d'Autriche, dans cette possession directement ni indirectement, sous quelque pretexte ou par quelque voïë que ce puisse être, ni de s'opposer en aucune maniere à la possession que Sa Majesté Imperiale & la Maison d'Autriche a, ou pourra acquerir à l'avenir, soit par Négotiation, Traité ou autre voye legitime & paisible, enforte toutefois que la Neutralité d'Italie n'en soit point troublée.

Sa Majesté Imperiale promet reciproquement, & engage sa parole Imperiale de ne point troubler ladite Neutralité & le repos d'Italie; Et par conséquent d'employer la voye des Armes pour quelque cause ou à quelque occasion que ce soit, mais au contraire d'accomplir ponctuellement

lement les engagements pris par le Traité de Neutralité conclu à Utrecht le 14. Mars de l'année 1713. lequel Traité sera censé comme repeté icy, & sera exactement observé par Sa Majesté Imperiale, pourvû que l'observation en soit reciproque de l'autre part, & que Sa Majesté Imperiale n'y soit point attaquée; Et à cette fin Sadite Majesté Imperiale laissera jouir tranquillement tous les Princes d'Italie, des Etats qu'ils possèdent actuellement; Bien entendu toutefois que c'est sous la condition necessaire que cet engagement ne puisse nuire ou préjudicier en quelque maniere que ce soit, aux droits de personne quelconque.

X. X. X. I.

Pour faire mieux goûter aux Princes & Etats d'Italie les fruits de la Paix entre l'Empereur & le Roy Tres-Chrétien, non seulement la Neutralité y sera exactement observée, comme il est porté par l'Article précédent; mais il sera aussi rendu bonne & prompte justice par Sa Majesté Imperiale aux Princes & Vasseaux de l'Empire, pour les autres Pays & Lieux d'Italie qui n'ont point été possedez par les Rois d'Espagne de la Mai-

son d'Autriche , & sur lesquels lesdits Princes pourroient avoir quelque legitime prétention ou action ; ſçavoir au Duc de Guastalle , à Pico de la Mirandole , & au Prince de Castiglione ; Enforte pourtant que cela ne puisse préjudicier à la Paix & à la Neutralité de l'Italie , ni donner occasion à une nouvelle Guerre.

X X X I I.

Comme Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Tres-Chrétienne n'ont rien plus à cœur que de rétablir au plutôt la tranquillité publique , & que pour parvenir plus promptement à une fin aussi salutaire , & qui doit l'emporter sur toute autre considération , Elles avoient prescrit un terme fixe pour la conclusion du present Traité , connoissant presentement que ce terme ne peut suffir pour examiner , & pour applanir ce qui a été d'un commun consentement renvoyé au present Congrez par l'Article XXXII. du Traité de Rastatt , on est convenu en outre que tous ceux qui sont nommez dans ledit Article , pourront , chacun en son lieu , produire leurs Titres , Raisons & Droits devant Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Tres-Chrétienne ; lesquelles
pro

promettent de nouveau d'y avoir l'égard que la Justice demandera. Toutefois ce délai ne pourra , & ne devra apporter aucun retardement ni changement à l'entière execution de la Paix , ni causer aucun préjudice aux Droits de qui que ce soit.

X X X I I I.

Comme en vertu du Traité de Rastatt toutes sortes d'hostilitez & de violences ont dû entièrement cesser du tems de la signature dudit Traité, comme aussi toutes contributions & levées d'argent & de fourages , du jour de l'échange des Ratifications du même Traité, aussi-bien que tout autre genre d'Impositions faites à l'occasion de la dernière Guerre, tant de la part de Sa Majesté Imperiale, que de celle de Sa Majesté Tres-Chrétienne; non seulement elles cesseront toutes à l'avenir; & il ne sera rien exigé pour quelque cause ou prétexte que ce puisse être, mais aussi toutes levées d'argent, de fourages ou d'autre nature quelconque faites sous quelque prétexte que ce puisse être sur les Sujets d'une & d'autre part, depuis le jour de l'échange des Ratifications du Traité de Rastatt, con-

tre la teneur expresse de l'Article XXXV. du même Traité, seront toutes restituées de bonne foy, & sans délai, à ceux qui en fourniront des preuves suffisantes; & les ôtages donnez ou emmenez à occasion ou pour quelque autre cause que ce soit, seront promptement rendus sans rien payer, avec la liberté de retourner chez eux; mais ce qui restera dû des Contributions de part ou d'autre jusqu'au tems fixé par le Traité de Rastatt, sera payé dans l'espace de trois-mois à compter du jour de l'échange des Ratifications du present Traité; En sorte néanmoins que pendant ce tems il ne soit pas permis d'user de la voye d'exécution contre les Debiteurs qui resteront en arriere, pourvû qu'ils ayent donné caution suffisante pour ledit payement.

Les Prisonniers tant de Guerre que d'Etat, faits pendant la dernière Guerre, qui se trouveront n'avoir pas encore été remis en liberté ou qui seront repe-
tez, seront renvoyez au plutôt de part & d'autre, sans rançon, & il leur sera libre de se retirer où ils voudront.

Pareillement si contre toute esperance, quelques-unes des Troupes qui, en
vertu

touchant la Paix d'Utrecht. 925
vertu dudit Article XXXV. ont dû de
part & d'autre être retirées du Plat-Pays
quinze jours après l'Echange des Ratifi-
cations du Traité de Rastatt, & rentrer
dans leur propre Pays, n'en étoient pas
sorties, elles en feront retirées incessam-
ment, & sans autre délai, afin que tous
& chacuns des Habitans de part & d'au-
tre puissent jouir effectivement, & dau-
tant plutôt des fruits de la Paix & du Re-
pos; Et comme Sa Majesté Imperiale &
l'Empire ont dû aussi retirer leurs Trou-
pes du Plat-Pays de l'Archavêché de Co-
logne & de la Bavière, s'il en restoit
encore quelques-unes, ils les feront re-
tirer au plutôt. Au reste la restitution
de ces Provinces & Lieux demeure fixée
au tems & dans la forme prescrite par les
Articles 15. 16. 17. & 18.

X X X I V.

Aussitôt après la Signature du présent
Traité de Paix, le Commerce défendu
durant la Guerre entre les Sujets de Sa
Majesté Imperiale & de l'Empire, &
ceux de Sa Majesté Tres-Chrétienne &
du Royaume de France, sera rétably avec
la même liberté qu'il l'étoit avant la Gu-
erre; Et jouiront tous & chacuns, &

tien, aux noms de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire & de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & pour une plus grande force & vigueur de toutes & chacunes des choses contenues au present Traité, l'ont signé de leurs mains, y ont apposé les cachets de leurs armes, & ont promis d'en fournir les Ratifications competentes dans la forme dont l'on est convenu, & dans le terme cy-dessus marqué, & nulle protestation ou contradiction ne fera reçüe, & ne pourra valoir contre le present Traité. Fait à Bade en Ergaw le septième jour de Septembre l'an de grace mil sept cens quatorze.

(L. S.) *Eugenius a Sabaudia.* (L. S.) *Le Marechal Duc de Villars.*

(L. S.) *J. Petrus Comes de Goes.* (L. S.) *Le Comte du Luc.*

(L. S.) *Joh. Frid. C. a Seilern.* (L. S.) *De Barberie de Saint Contest.*

A R T. S E P A R É.

Comme quelques-uns des Titres que Sa Majesté Imperiale employe, soit dans ses pleins Pouvoirs, soit dans le préambule

Bule du Traité qui doit être aujourd'huy signé, ne peuvent être reconnus par Sa Majesté Tres-Chrétienne, il a été convenu par cet Article séparé, signé avant ledit Traité, que les qualitez prises ou obmises de part & d'autre dans ce Traité ou dans celui de Rastatt, ne seront jamais censées donner aucun droit, ou porter aucun préjudice à l'une ou à l'autre des Parties contractantes : Et le present Article aura la même force que s'il étoit inferé de mot à mot dans le Traité de Paix. Fait à Bade en Ergaw le septième jour de Septembre l'an de grace mil sept cens quatorze.

(L. S.) *Eugenius a* (L. S.) *Le Marefchal*
Sabaudia. *Duc de Villars.*

(L. S.) *J. Petrus* (L. S.) *Le Comte du*
Comes de Goes. *Luc.*

(L. S.) *Joh. Frid.* (L. S.) *De Barberie*
C. a Seilern. *de Saint Conest.*

NOUS ayant agréable les susdits Traité de Paix & Article séparé en tous & chacuns les points & articles qui y sont contenus & déclarez; Avons iceux, tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Suc-

Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; Et par ces Présentes signées de nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun nos Biens présens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement, ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Présentes. **DONNE'** à Fontainebleau le trentième Septembre, l'an de grace mil sept cens quatorze, & de nôtre Regne le soixante-douzième. Signé **LOUIS**. Et plus bas; Par le Roy, **COLBERT**. Scellé du grand Sceau de cite jaune, sur lacs de soye bleuë tresséz d'or, le Sceau enfermé dans une boëte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillion Royal soutenu par deux Anges.

PLEIN POUVOIR DU ROY
Tres-Chrétien.

L OUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. La Paix ayant esté heureusement concludë entre Nous & nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains, & l'Empire, & le Traité en ayant esté signé à Rastatt le 6. du mois de Mars dernier en nôtre nom, par nôtre tres-cher & bien-aimé Cousin le Duc de Villars, Pair & Maréchal de France, General de nos Armées en Allemagne, Chevalier de nos Ordres, Gouverneur & nôtre Lieutenant General en nôtre Pais & Comté de Provence, & au nom de nôtre dit Frere, par le Prince Eugene de Savoye, Voulant accomplir de nôtre part tous les Articles de ce même Traité: Et désirant d'achever incessamment ce qui reste encore à regler avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, Nous confiant entierement en la capacité, experience, zele & fidelité pour nôtre service de nôtre dit Cousin le Maréchal de Villars, & reconnoissant les mêmes qualitez de nôtre

tre

tre cher & bien-ami le Sieur Comte du Luc, Commandeur de nôtre Ordre Militaire de Saint-Louis, nôtre Lieutenant en nôtre dit Pais & Comté de Provence, & nôtre Ambassadeur auprès des Cantons Suisses, & nôtre bien-ami & feal le Sieur Barberie de Saint-Contest, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de notre Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances dans les Evêchez de Metz, Toul & Verdun. Pour CES CAUSES, & autres bonnes considérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & député, & par ces Présentes signées de nôtre main, com-mettons, ordonnons & députons nôtre-dit Cousin le Maréchal Duc de Villars, & lesdits Sieurs Comte du Luc & de Saint Contest; leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, de conferer, négotier & traiter dans la Ville de Bade en Ergaw, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires munis de Pouvoirs en bonne forme, de la part de nôtre dit Frere & des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire,

ar-

arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles & Conventions que nosdits Plenipotentiaires aviseront bon être; Voulant qu'en cas de l'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelque autre cause legitime, les deux autres ayent le même pouvoir de conferer, negotier, traiter, arrester, conclure & signer tels Traitez, Articles & Conventions qui conviendront au bien de la Paix que Nous nous proposons; Et qu'un seul en l'absence des deux autres, par maladie, ou par autre raison valable, ait le même pouvoir que tous trois ensemble; En sorte qu'ils agissent en tout ce qui regardera l'Empire, avec la même autorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites Présentes; PROMETTANT en foy & parole de Roy, d'avoir agréable & tenir ferme & stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieur Maréchal Duc de Villars, Comte du Luc, & de Saint-Contest, deux d'entre eux, ou même un seul dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront

fin.

stipulé, promis & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être ; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le temps dont il sera convenu par le Traité à faire : CAR tel est nôtre plaisir. EN TEMOIN de quoy, Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Présentes. DONNE' à Marly le quinzième jour d'Avril l'an de grace mil sept cens quatorze, & de nôtre Regne le soixante-onzième. Signé LOUIS. Et sur le replis : Par le Roy, COLBERT. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

PLENIPOTENTIA CÆSAREA.

NOS CAROLUS VI. Divinâ favente
Clementiâ, electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germania, Castellæ, Arragonia, Legionis, utriusque Sicilia, Hierusalem, Hungaria, Bohemia, Dalmatie, Croatia, Sclavonia, Navarra, Granata, Toleti, Valentia, Gallicia, Majoricarum, Seville, Sardinia,
Coro

Corduba, Corsica, Murcia, Giennis, Algarbia, Algezira, Gibraltaris, Insularum Canariae & Indiarum, ac Terra-Firma, Maris Oceani, Archidux Austria, Dux Burgundia, Brabantia, Mediolani, Styria, Carukia, Carniola, Limburgia, Lucemburgia, Geldria, Wirtembergia, Superioris & Inferioris Silesia, Calabria, Athenarum, & Neopatria, Princeps Suevia, Catalonia & Asturia, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgovia, Moravia, Superioris & Inferioris Lusatia, Comes Habsburgi, Flandria, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritia & Arthesia, Marchio Oristani, Comes Goziani, Namurci, Rossionis & Ceritania, Dominus Marchie Sclavonica, Portus Naonis, Biscaia, Molina, Salinarum, Tripolis & Mechlinia, &c. Notum testatumque facimus, quod cum Pace Nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Ludovicum Francia Regem Christianissimum, die sextâ Martii anni currentis Rastadii conclusâ, statutum fuerit, modò dicta Pacis conditiones, & qua porro eò pertinent, accedente Sacro Romano Imperio, & observato Lingua Latina, caterorumque requisitorum Imperialium usu in Tractatum solem-
nem

nem redigendas, eumque in finem Congressum in Helvetia instituendum esse, atque adeò postea de Civitate Bada in Ergovia utrinque convenerit, & nunc etiam a Nobis Sacri Romani Imperii Electores, Principes & Ordines decenter requisiverint, ut nostra quam missuri essemus, Legationi, suam pariter vicem illic obeundam demandaremus; Nos tanti operis perfectionem enixè cupientes, plenèque confisi fide, rerum usu & prudentiâ Illustrissimi Eugenii Principis Sabaudia & Pedemontium, Aurei Velleris Equitis, Casarei nostri Consiliaris Status, Consilii Audico-Bellici Praesidis, Locumtenentis Generalis, Sacri Imperis Campi Mareschalli, Consanguinei & Principis nostri Carissimi, necnon Illustrium & Magnificorum fidelium nobis dilectorum, Petri Comitis de Goess in Carlsperg, Aëtualis nostri Casarii Consiliaris Arcani Cameraarii; uti & Joannis Friderici Comitis à Seilern & Aspang Consiliaris Aulici, & Cancellaria nostra Austriaca Assessoris; Eos nominaverimus, elegerimus & constituerimus, quemadmodum Praesentibus nominamus, elegimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios, commit-
tentes iisdem, ut de rebus omnibus, quae ad
pre-

prædictum Tractatum spectant, cum Serenissimi & Potentissimi Franciæ Regis Christianissimi Legatis & Plenipotentariis, sufficienti mandato munitis, conferant & conveniant; Dantes quoque plenam & absolutam potestatem, cum omni auctoritate & mandato ad id necessariis, supra nominatis Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis nostris, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli, & seorsim duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis præfatum solemnem Tractatum pro nobis & Imperio nostroque & ejusdem nomine, ineundi & signandi omnia quoque instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, consificiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta, Conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad memoratum Tractatum pertineant, faciendi æquè liberè & amplè, ac ipsi præsentès id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod Præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit: PROMITTENTES præterea & declarantes verbo nostro Imperiali & Regio, Imper-

R r

riusque

rique nomine acceptum & gratum, firmum quoque & ratum nos habituros, quodcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim, vel binos, ex illis tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, conclusum, signatum, extraditum & commutatum fuerit: Ac denique nomine, quo supra Nos obstringentes hisce Presentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solemni formâ, intraque tempus, prout convenerit, in quorum fidem roburque Prasentes manu nostrâ subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Quæ dabantur in Civitate nostrâ Vienna, die vigesimâ sextâ mensis Aprilis, anno Domini millesimo septingentesimo decimo quarto, Regnorum nostrorum Romani tertio, Hispanicorum undecimo, Hungarici & Bohemici verò quarto. Signatum, CAROLUS. Inferius, UL. FRID. CAR. COM. DE SCHONBORN. Ad Mandatum Sacra Casarea Majestatis proprium, PETRUS-JOSEPHUS DOLBERG.

CONCLUSUM OU RESOLUTION
de la Diette de l'Empire, du 23. Avril
1714. traduit de l'Allemand.

SON ALTESSE Monsieur le Prince Maximilien-Charles de Lowenstein-Wertheim, Plenipotentiaire & principal Commissaire de l'Empereur nôtre très-benin Seigneur en la presente Diette generale de l'Empire, ayant remis, dicté & mis, suivant l'ordre convenable, en deliberation le 9. Avril de la presente année, les Decrets de Commissions Imperiales du 24. & du 31. Mars precedent, & les Pieces y jointes : On a vû clairement par leur contenu, par l'exposition de ce qui s'est passé pendant la négociation de la Paix signée à Rastatt le 6. Mars dernier, ratifiée par Sa Majesté Imperiale, & par plusieurs autres considerations, que Sadite Majesté Imperiale desire de sçavoir des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, quelle resolution ils veulent prendre dans cette conjoncture, s'ils donneront à Sadite Majesté Imperiale un Plein-Pouvoir de la part de l'Empire pour la négociation de la Paix generale à la-

quelle on va travailler , où s'ils prendront la résolution d'y envoyer la Députation qui a été formée en 1709. Surquoi les trois Colleges de l'Empire ont jugé plus à propos , & ont unanimement résolu de faire d'abord de la part de l'Empire , des remerciemens tres-humbles à Sa Majesté Imperiale , des soins paternels qu'elle ne cesse de prendre pour le salut de l'Empire , de reconnoître que nous devons à sa magnanimité & à sa constance, la conservation de nôtre chere Patrie , dans son Etat , dans son élévation & dans sa liberté , & de la supplier ensuite , en lui donnant pour cet effet les pouvoirs suffisans , comme ils lui sont donnez par le present Acte , de traiter au Congres solemnel qui se tiendra incessamment , & de conclure de la part & au nom de l'Empire , la Paix , sur le plan des conditions dont il a été convenu à Rastatt le 6. Mars dernier , entre Elle & la Couronne de France ; De faire aussi d'ailleurs , & d'avoir attention à tout ce qu'il sera possible d'obtenir de plus , pour le bonheur de l'Empire en general , & pour la consolation & la sûreté de chacun de ses Etats en particulier.

Les

touchant la Paix d'Utrecht. 941

Les Electeurs , Princes & Etats de l'Empire ont une respectueuse & ferme confiance , que Sa Majesté Imperiale ne laissera de la part rien à desirer pour cet effet. Sur ce les Conseillers , Envoyez & Députez des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire , presens , se recommandent en la maniere la plus convenable à Sadite Altesse Monsieur le Commissaire principal de l'Empereur. Signé à Augsbourg le 23. Avril 1714.

(L. S.) *La Chancellerie Electorale de Mayence.*

RATIFICATIO CÆSAREA:

NOS CAROLUS VI. Divina favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germania, Castella, Arragonia, Legionis, utriusque Sicilia, Hierusalem, Hungaria, Bohemia, Dalmatiæ, Croatia, Sclavonia, Navarra, Granata, Toleti, Valentia, Gallitiæ, Majoricarum, Sevitia, Sardinia, Corduba, Corsica, Murcia, Giennis, Algarbia, Algezira, Gibraltaris. Insularum Canaria, & Indiarum, ac Terra Firma, Maris
Rr 3 Oceani,

Oceani, Archidux Austria, Dux Burgundia, Brabantia, Mediolani, Stiria, Carinthia, Carniola, Limburgia, Lucemburgia, Geldria, Wirtembergia, Superioris & Inferioris Silesia, Calabria, Athenarum, & Neopatria, Princeps Suevia, Catalonia, & Asturia, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgovia, Moravia, Superioris & Inferioris Lusatia, Comes Habsburgi, Flandria, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Gortia, & Arthesia, Marchio Oristhani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis, & Ceritania, Dominus Marchia Sclavonica, Portus Naonis, Biscaia, Molina, Salinarum, Tripolis, & Mechlinia, &c.

Notam facimus omnibus & singulis presentes Litteras inspecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restringendum quod ante annos aliquot exarsit grave bellum, primum quidem Pax nos & Sacrum Romanum Imperium inter, & Serenissimum ac potentissimum Principem Dominum Ludovicum Francia Regem Christianissimum Rastadii iuncta, deinde verò solemnior Congressus Bada-Ergovia institutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus

per-

touchant la Paix d'Utrecht. 943
per Legatos Extraordinarios & Plenipoten-
tarios ab utrâque parte ad id destinatos,
generale Pacis instrumentum confectum sit
formâ, modo, & tenore sequenti.

Ici est transcrit le Traité.

CUM IGITUR hac omnia & singula per
nostros Legatos, & Plenipotentarios suprâ-
memoratos, Mandato nostro, prout hic ver-
bo tenus inserta & descripta leguntur, ge-
sta, peracta & conventa sint, Nos eadem
omnia & singula præhabita maturâ & dili-
genti consideratione ex certa nostra scientiâ
approbamus, ratificamus, & confirmamus,
rataque & firma esse & fore virtute præ-
sentium declaramus, simulque verbo Impe-
riali & Regio promittimus pro Nobis nostris-
que Successoribus, & Imperio Romano, (cu-
jus Status Ratisbona per Deputatos congregati
memoratum Pactis instrumentum in omnibus
& singulis Articulis vigore conclusi die no-
nâ mensis hujus facti, & ad manus nostras
transmissi, approbarunt, & ratificarunt);
nos omnes & singulos suprâ descriptos Arti-
culos, & quidquid totâ hac Pacis conven-
tione continetur, firmiter, constanter ac in-
violabiliter servaturos, atque executioni

Rr 4.

man-

mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios nullo unquam tempore contraveniendos, aut ut per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium testimonium & fidem, sigillum nostrum Casareum majus huic diplomati manu nostra subscripto, appendi fecimus. DATUM in Arce nostra Regiâ Posonii die decimâ quintâ Octobris anno millesimo septingentesimo decimo-quarto; Regnorum nostrorum Romani quarto, Hispanicorum duodecimo, Hungarici & Bohemici verò pariter quarto.

(L. S.) CAROLUS.

(L. S.) UL. F. COMTE DE SCHOMBORN.

*Ad Mandatum Sacra Casarea
Majestatis proprium,*

(L. S.) PETRUS JOSEPHUS D'OLBERG.

CONCLUSUM OU RESOLUTION
de la Diette de l'Empire, du 9. Octobre 1714. traduit de l'Allemand.

ON represente en la maniere convenable par la Presente, au nom des.
Ele-

Electeurs, Princes & Etats de l'Empire
Son Altesse Monseigneur le Prince Ma-
ximilien Charles de Lowestein Wert-
heim, Plenipotentiaire & Commissaire
principal de Sa Majesté Imperiale nostre
tres-benign Seigneur en la presente Diet-
e Generale de l'Empire, que l'on a ap-
pris amplement par le Decret de la Com-
mission Imperiale communiqué le deu-
xième de ce mois, & par le Traité de
Paix qui y étoit joint, que ladite Paix
avoit été conclue & signée à Bade en Er-
gaw le septième jour du mois de Septem-
bre dernier, entre Sa Majesté Imperiale
& le Saint Empire Romain d'une part,
& la Couronne de France d'autre part,
en conformité de la negotiation de Paix
de Rastatt, & en vertu du Pouvoir don-
né par le Saint Empire Romain; Et que
comme Sadite Majesté Imperiale deman-
de tres-benignement à la presente Diet-
e de l'Empire une prompte deliberation
touchant la Ratification de ladite Paix,
l'on a proposé; examiné & deliberé meu-
vement & dans les formes, l'importance
de l'affaire, suivant les circonstances, &
que l'on a jugé & conclu, que ladite
Paix signée le septième jour du mois de

Septembre dernier à Bade en Ergaw, entre Sa Majesté Imperiale & le Saint Empire Romain d'une part, & la Couronne de France d'autre part, doit être ratifiée & confirmée de la part de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, ainsi qu'on la ratifie & confirme par la Presente dans tous les trois Colleges de l'Empire. Ainsi remerciant tres humblement Sa Majesté Imperiale, des soins paternels qu'Elle a fait connoître & qu'Elle a pris en cette occasion, on la prie respectueusement par la Presente de la part de l'Empire, de vouloir bien ratifier & confirmer ladite Paix en son nom & en celui du Saint Empire, dans le temps limité. Sur ce, les Conseillers, Envoyez & Deputez des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, presens, se recommandent à Sadite Altesse Monsieur le Commissaire principal de l'Empereur. Signé à Ratisbonne le neuvième jour d'Octobre 1714.

(L. S.) *La Chancellerie Electorale de Mayence.*

Le fousigné Secretaire d'Ambassade de Sa Majesté Imperiale, certifie que cet-

touchant la Paix d'Utrecht. 247
te Copie est conforme en tout à l'Original
envoyé à la Cour Imperiale. Fait à
Bade en Ergaw le 28. Octobre 1714.
Scellé & signé

C. De Penterridter d'Adelhausen.

*Certificat de l'Echange des Ratifica-
tions du Traité.*

NOUS souffignez Secretaires d'Am-
bassade de Sa Majesté Imperiale &
de Sa Majesté Tres-Chrétienne, certi-
fions que les Ratifications de la Paix so-
lemnelle conclüe en ce Lieu le 7. Sep-
tembre de la presenté année, revêtûes de
toutes leurs formes par Sa Majesté Impe-
riale en son nom & en celui de l'Empire
Romain d'une part, & par Sa Majesté
Tres-Chrétienne d'autre part, ont été
échangées par Nous en forme solennelle
à Bade en Ergaw le 28. jour du mois
d'Octobre de l'année 1714. En foy de
quoy nous avons Signé ces Presentes.

(L. S.) C. F. Penterridter d'Adelhausen.

(L. S.) Le Porte du Theil.

**ORDONNANCE POUR LA PUBLI-
CATION de la Paix.****D. E. P A R L E R O Y.**

ON fait à sçavoir à tous, qu'une bonne, ferme, stable & solide Paix, avec une reconciliation entiere & sincere a esté faite & accordée, entre Tres-Haut; Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre nôtre Souverain Seigneur; Et Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Charles Empereur; Et les Seigneurs Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, leurs Vassaux, Sujets & Serviteurs en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, & Seigneuries de leur obeïssance; Que la-dite Paix est generale entre eux & leurs-dits Vassaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle il leur est permis d'aller, venir, retourner & sejourner en tous les Lieux desdits Royaumes, Etats & Pays, negocier & faire commerce de Marchandises, entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres, & ce
en

en toute liberté, franchise & seureté, tant par Terre que par Mer, & sur les Rivières, & autres Eaux, & tout ainsi qu'il a esté & dû estre fait en tems de bonne, sincere & amiable Paix, telle que celle qu'il a plû à la Divine bonté de donner audit Seigneur Roy, & ausdits Seigneurs Empereur, Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, & à leurs Peuples & Sujets: Et pour les y maintenir il est tres-expressement défendu à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter, ou innover aucune chose au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'estre punis severement comme infracteurs de Paix, & perturbateurs de repos public: Et afin que personne ne puisse en prétendre cause d'ignorance, la Presente sera lue, publiée, & affichée où besoin sera: Fait à Marly le quatrième Novembre 1714. Signé LOUIS. Et plus bas, COLBERT. Et scellé du petit Scel secret.

M E M O I R E

*Presentée le 30. Juin 1713. à L. H. P.
par Mr. Du Bois d'Inchy, Envo-
yé à la Haye de la part du Prin-
ce & Comte de Solre.*

Hauts & Puissans Seigneurs,

C'est ici la troisième fois que le Prince & Comte de Solre se donne l'honneur de s'adresser à V. H. P. par le ministère du Souffigné, pour la conservation de ses Droits sur une partie des Biens délaissés par le feu Roi de la Grande-Bretagne Guillaume III. de glorieuse mémoire. Ces Droits, *Hauts & Puissans Seigneurs*, sont de deux sortes : Les uns regardent la Maison d'Egmond Buren parvenus à Philipès Guillaume Prince d'Orange, du Chef de sa Mere Anne d'Egmond Comtesse de Buren; mais qui après la mort de ce Prince *ab intestat*, & sans Enfants, ont dû retourner au côté & ligne d'où ils étoient venus : Les autres regardent le Comté de Meurs, & lui appartiennent du Chef de Vincent Comte de

touchant la Paix d'Utrecht. 951
de Meurs , duquel il descend en droite
ligne.

Les Droits du Prince & Comte de Solre sur les Biens provenus de la Maison d'Egmond-Buren , furent très-humblement notifiez à V. H. P. au mois d'Avril 1703. par le Souffigné , & recommandez de nouveau par le même à leur favorable Résolution au mois de Decembre 1705.

Le Souffigné requit alors très-humblement V. H. P. 1. de ne donner les mains à aucun Accommodement au préjudice dudit Prince de Solre , & sans sa participation : 2. de donner les ordres nécessaires à ce que lesdits Biens fussent séparés des autres Biens de la Succession : 3. de continuer à les garder & retenir sous leur Administration & regie , en qualité d'Exécuteurs Testamentaires , sans s'en défaire en faveur de Personne , jusqu'à ce que la juste Prétention dudit Comte & Prince de Solre eût été terminée par voye de Justice ou d'Accommodement.

Il vous demande encore aujourd'hui les mêmes choses , *Hauts & Puissans Seigneurs* , & il espere d'autant plus de les obtenir , que la Litispendance instituée
ci.

ei devant au sujet desdits Biens *causa reſtati vel inteſtati* par devant la Chancelerie de *Bruxelles* , ſe trouve maintenant transportée & continuée à la *Haye* par devant le Noble Conſeil de Brabant qui y eſt établi ſous vôtre Haute Domination ; en quoi ledit Prince de Solre a voulu donner une preuve du profond reſpect qu'il porte à V. H. P. & de la parfaite confiance qu'il prend dans la juſtice , la ſageſſe & l'équité dudit Noble Conſeil.

Quant à la Prétention ſur le Comté de Meurs , comme la Guerre qui a duré juſqu'au mois d'Avril dernier entre S. M. Très-Chrétienne & V. H. P. & qui dure encore avec l'Empereur & l'Empire , ne favorife pas les Procédures Judiciaires , le Comte & Prince de Solre ſe contenta d'une priſe de poſſeſſion faite de ſa part audit Comté de Meurs , dans toutes les formes requiſes , le 8. Juillet 1702. Mais ayant appris depuis quelques mois , que le feu Roi de Pruſſe , de glorieuſe memoire , avoit trouvé bon , de ſ'en rendre maître , & d'en faire ſortir la Garniſon que V. H. P. y tenoient , ſans égard à leur qualité d'Exécuteurs Teſtamentaires ; ledit Prince & Comte de Solre ſ'eſt crû obligé ,

touchant la Paix d'Utrecht. 253

gé , pour la conservation de ses Droits, de Protester solennellement contre cette voye de fait , & contre toutes les suites & conséquences qu'elle pourroit avoir ; comme aussi de renvoyer ici le Souffigné, avec ordre de présenter très-humblement à V. H. P. une Copie de ladite Protestation : De quoi, *Hauts & Puissans Seigneurs* , il vous demande la permission de s'aquitter par le présent Memoire , auquel il joint une Copie de ladite Protestation , personnellement faite & passée à *Paris* le 9. du présent mois & an , par devant les Notaires Remy & le Monié ; supliant de plus V. H. P. de la recevoir en leur qualité d'Exécuteurs Testamentaires ; & d'y avoir égard comme à une Réserve expresse des justes Droits du Comte & Prince de Solre sur le Comté de Meurs. A la *Huye* le 30. Juin 1713.

Signé,

Du Bois d'Inschy.

*Les deux Articles séparés du Traité de
Paix & de Commerce entre le Roi d'E-
spagne & les Etats Generaux,
inseré dans le Tôme 5.*

Premier Article séparé.

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant remis entre les mains des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique, le Compte des Dettes & Prétentions des Colléges de l'Amirauté dans les Provinces-Unies, à la Charge de la Couronne d'Espagne, résultantes de plusieurs Equipages faits par lesdits Colléges pour la Couronne, dans les années 1675. 1676. 1677. & 1678. lesquelles Dettes & Prétentions (déduction faite de ce qui en avoit été payé) monteroient encore à 4. Millions 100. mille 352. florins monnoye de Hollande, outre les interêts de cette somme, depuis le 1. Janvier 1682. jusques au paiement entier & effectif, comme aussi la liquidation, qui en a été faite en partie à *Bruxelles*.

touchant la Paix d'Utrecht. 955
xelles le 25. Novembre 1681. avec le Prin-
ce de Parme, pour lors Gouverneur des
Païs-Bas Espagnols ; & ayant demandé
& fortement insisté pour le payement des-
dites Dettes, & nous Ambassadeurs &
Plénipotentiaires de Sa Majesté Catholi-
que ne nous trouvant point autorisez à
ajuster cette affaire, nous promettons de
remettre lesdits Papiers à Sa Majesté Ca-
tholique, afin qu'elle rende la justice aux
Colléges de l'Amirauté, comme il sera
de raison.

En foi dequoi nous Ambassadeurs Ex-
traordinaire du Roi Catholique, & des
Seigneurs Etats Generaux avons signé le
présent Article & y avons fait apposer les
Cachets de nos Armes. *A Utrecht. ce 26.
Juin 1714.*

Signé,

M. Duc d'Osuna.

B. v. Dussen:

*El Marque de Mon-
telson.*

*C. v. Gheel van Span-
broek.*

*F. A. Baron de Ree-
de de Renswoude.*

*Graef van Kniphuys-
sen.*

Second.

Second Article séparé.

Comme les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, en qualité d'Exécuteurs du Testament de S. M. le feu Roi de la Grande-Bretagne, de très-glorieuse Memoire, ont fait donner un Memoire en Latin aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de S. M. Catholique, par nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires desdits Seigneurs Etats Generaux, contenant ledit Memoire, ce que Leurs Hautes Puissances soutiennent appartenir légitimement à la Succession de feuë S. M. le Roi de la Grande-Bretagne, à la charge de la Couronne d'Espagne, suivant le Traité de Transaction passé & conclu le 26. Decembre 1687. entre feuë S. M. Catholique, de glorieuse Memoire, d'une part, & Sadedite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, alors Prince d'Orange, de l'autre : consistant en 3. Rentes distinctes; savoir, une de 80. mille livres annuelle; une de 20. mille livres annuelle; ces 2. hypothequées sur les Doüanes de la *Mense* & de
l'*Es-*

d'Escant, & qui n'ont point été payées depuis l'année 1696. & une de 50. mille livres annuelle, qui n'a pas été non plus payée, comme dessus: outre un restant de 37. mille 492. livres pour l'année 1695. & encore une somme de 120. mille Ecus, payable une fois, qui devoit avoir été payée un mois après la Ratification du susdit Traité. Et que les Seigneurs Etats Generaux, après avoir donné ladite Représentation, ont encore fait donner, par nous leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, une Copie du susdit Traité de Transaction, & des autres qui y sont relatifs; afin que les susdits arrerages, & la susdite somme de 120. mille Ecus, avec les intérêts qui en sont dûs, du jour du retardement, soient payez promptement à ladite Succession Royale par S. M. Catholique ou de sa part; & que l'on continuë le payement desdites Rentes respectives, savoir le payement absolu de celle desdits 50. mille livres, de celle de 80. mille livres & de celle de 20. mille livres, en cas que les présens ou futurs Possesseurs des Fonds Hypothequez & engagez, vinssent, en quelque tems que ce soit, à manquer au paye-

payement desdites deux dernières Rentes ci-dessus mentionnées.

Et comme d'un côté, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux avons insisté, que ces payemens fussent promis par S. M. Catholique ou en son nom, & que cette promesse fût comprise & inserée dans un Article séparé du présent Traité de Paix; mais que de l'autre, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. Catholique avons allegué de n'avoir point de pouvoir à cet égard, & que l'on a jugé le plus convenable de ne point retarder pour cela la conclusion du Traité de Paix; on est tombé d'accord de part & d'autre, qu'il sera réservé à ladite Suecession Royale, de poursuivre la satisfaction des Prétentions susdites, de la maniere que les interessez à ladite Suecession le trouveront convenable & à propos: sauf aussi les raisons que S. M. Catholique pourroit alleguer au contraire.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le présent Article & y
avons

touchant la Paix d'Utrecht. 959
avons fait apposer les Cachets de nos Ar-
mes. A Utrecht ce 26. Juin 1714.

Signé,

<i>M. Duc d'Ossuna.</i>	<i>B. v. Dussen.</i>
<i>El Marque de Mon-</i>	<i>C. v. Gheel van Span-</i>
<i>teleon.</i>	<i>broek.</i>
	<i>F. A. Baron de Ree-</i>
	<i>de de Renswoude.</i>
	<i>Graef van Kniphuys-</i>
	<i>sen.</i>

DEDUCTION DES DROITS

De la Serenissime Maison

D'HESSSE RHINFELS

Au sujet de la Forteresse de ce nom.

On s'est étonné de voir que dans les
Articles Preliminaires de la Paix,
qui se traite aujourd'hui avec la France,
il soit fait mention de nôtre Residence
& Forteresse de Rhinfels, & qu'on la
veuille mettre entre les mains de nôtre
Cousin

Cousin Mons. le Lantgrave Regent de Hesse Cassel , jusques à ce qu'il en soit autrement disposé & convenu. Ce qui n'a été qu'un sujet d'étonnement aux autres , nous a frappé d'une douleur d'autant plus vive , qu'il y a moins de fondement , & qu'il ne paroît pas même , qu'il y ait le moindre motif de revoquer en doute nôtre droit d'avoir & de tenir une garnison de nos propres Troupes dans la Forteresse de Rhinfels & nôtre souveraineté dans tout le Comté inférieur de Catznellebogen : Droit que nous avons si cherement acquis , dont nous sommes en possession par les Pactes & les Conventions les plus inébranlables de nôtre Maison ; qui nous a été si expressément confirmé par sa Sacrée Majesté Imperiale , & par tout l'Empire Romain , dont nous avons si paisiblement jouy jusqu'à present , que nous avons conservé avec tant de soin , qui a été si solidement établi par la Paix de Ryswick , & si clairement reconnu & irrevocablement cédé & promis par Instrument autorisé & souscrit de la main même de Monsieur le Lantgrave susdit. Nous avons vivement ressenti , qu'on veuille
nous



nous enlever ce droit sans aucune faute de nôtre part, sans aucune guerre precedente, sans aucun proces, qui nous ait été suscité là dessus, sans aucune sentence de Juge qui nous en ait privé, sans aucune convention ou Traité de Paix; & en fin aucun effet de force superieure. Nôtre droit est une chose si claire & connue qu'elle ne peut être ignorée de personne, qui ait pris la moindre information de cette affaire dans la lecture, quoy que passagere des Actes Publics, des Rec  s de l'Empire, des Traitez de Paix & des Reversales du même Monf. le Landgrave, sur lesquels il se trouve évidemment fondé.

Neanmoins afin que tout le monde puisse apprendre en peu de mots le fond de cette affaire & l'état de ce different, il faut sçavoir, que l'an 1654. le $\frac{1}{11}$ Janvier, en suite des Exhortations du tres Auguste Empereur Ferdinand III. de tres glorieuse memoire, & par la mediation de l'Eminentissime Seigneur Jean Philippe Archevêque de Mayance, Prince tres sage & éclairé & entierement porté pour le bien de nôtre tres chere Patrie, Electeur

& Archichancelier du S. Empire , & par les soins & interposition des Conseillers intimes de S. M. Imperiale députés à cette negotiation , & pendant le temps d'une Diète tenue à Ratisbone, où les Princes de l'Empire se trouvoient presents, il fut fait une tres ferme Transaction entre Monf. le Langrave de Hesse Cassel & le Langrave Ernest nôtre Pere , inserée cette même année dans le Recès de l'Empire , approuvée & confirmée par sa Sacrée Majesté Imperiale & les Etats de l'Empire ; en sorte qu'elle devint une Sanction Pragmatique & un Statut perpetuel, un Pacte de famille de nôtre Serenissime Maison de Hesse Cassel , qui serviroit à l'avenir de Regle , selon laquelle les parties interessées , leurs Descendants mâles, Heritiers & Successeurs ; de même que leurs Etats , Vassaux , & Sujets seroient jugez , particulièrement dans tous & chacun les Tribunaux de l'Empire , sans pouvoir pretexter aucun Droit ou couleur de Droit pour éluder cette Convention ou y contrevénir, sous peine d'encourir l'indignation la plus grieve de l'Empereur & de l'Empire , & de payer 500. Marcs d'or pur, ainsi qu'il est

touchant la Paix d'Utrecht. 953
est plus amplement deduit dans le Reces
de l'Empire, dont on trouvera ici jointe
une copie, ou Extrait. *Num. I.*

Par cette Transaction on ajuge au Prince
Erneste Lantgrave de Hesse, ses He-
ritiers & Successeurs dans le Comté de
Catznellebogen (sans faire ici mention
de la quatrieme partie de la Hesse) divers
droits Souverains & entre autres par le
3. paragraphe *Num. II.* Le droit de met-
tre garnison dans l'une & dans l'autre
Forteresse savoir de Rhinfels & de Catz-
nellebogen, vulgairement apellée Catz,
& en tout autre lieu propre à cela, avec
toutes les suites & appartenances de ce
droit cédé à nôtre Famille de Hesse Rhin-
fels, privativement à tout autre. Droit exer-
cé dès ce temps là continuellement &
paisiblement, sans aucune opposition ou
obstacle ; les Sujets du Comté Inferieur
de Catznellebogen, fournissant à l'entre-
tien de la Garnison, pour la seureté &
bien public de l'Empire & celle de nô-
tre Maison de Hesse, qui a dépencé de
ses propres moyens plusieurs tonnes d'or,
pour rendre les Fortifications de ces pla-
ces plus amples & plus solides.

Il arriva il y a environ 20. ans. que

l'Empire & particulièrement les pais autour du Rhin se trouvant en danger, en sorte que chacun étoit en peine de ce que pourroit devenir la Forteresse de Rhinfels, nôtre Seigneur & Pere touché du même soin & connoissant parfaitement le droit réservé dans le paragraphe 3. dont on a fait mention, *Num. II.* aux Langraves de Hesse-Cassel, qui regneroient dans la suite des temps, lors qu'il s'agiroit du salut de l'Empire, des Cercles & particulièrement de la Province de Hesse, demanda à nôtre Cousin le Langrave de Hesse Cassel, (ce qui ne devoit néanmoins donner aucune atteinte au droit de Garnison, qui nous a été si expressement réservé) & reçut de bonneyoy des troupes auxiliaires, qui demeurèrent à la solde particuliere du même Mons. le Langrave, & les introduisit dans sa Forteresse de Rhinfels, de la maniere amplement expliquée dans le contract, qui fut fait à cette occasion, & dans les Reversales expédiées sur cela le 30. de Juin 1683. *Num. III.* par lesquelles il paroît que le s^uld. Langrave stipula expressement & sur sa parole de Prince, que la reception de ses troupes ne pourroit jamais estre d'aucun pré-

Touchant la Paix d'Utrecht. 955

ou dommage au droit, qui nous
par la convention passée à
aucontraire il étoit lais-
à disposition & bon-
de recevoir dans ses
troupes Auxiliaires, qui
envoyées, de leur donner le
leur confier la garde des lieux,
loger hors des Fortifications
Ville de S. Goar, ou dans le plat
de les soumettre au commandement
solu & à la juridiction de celui, qu'il
voudroit nommer pour les commander,
de les obliger au serment de fidélité en
leur faisant lever la main, & en cas de
Siege de leur accorder une chambre pour
y faire l'exercice de leur religion. &c. &c.

Les choses demeurèrent en cet Etat jus-
qu'à ce que la Forteresse de Rhinfels é-
tant investie par les François apres que le
Siege en fut abandonné, nos troupes fu-
rent contraintes de sortir de la place, &
les Auxiliaires d'Hesse-Cassel furent lais-
sées seules en garnison. Ce procédé at-
tenté contre la teneur claire & expresse
de la Convention arrêtée sous l'autorité
de l'Empereur & de l'Empire, étant re-
connu comme injuste par tout le monde

fut réparé l'an 1697. par la Paix de Risswick, où nous fumes rétablis dans nos premiers droits par l'Article 45. *Num. IV.* de ce Traité, la Forteresse fut gardée en nôtre nom premierement par des Troupes de Mayance & de Trèves, & en suite par des Troupes Imperiales, lesquelles ayant été transférées à Philisbourg, celles de Hesse Cassel y furent de nouveau reçues selon le bon plaisir & disposition de l'Empereur, mais avec une reservation expresse des pactes & conventions antecedentes, & à condition qu'elles n'y seroient qu'autant que dureroient les attaques de l'ennemi, qu'elles n'attenteroient rien contre l'exercice de la Religion, contre nos droits & la perception de nos revenus; & qu'elles observeroient les pactes anciens approuvez & confirmez, qu'elles ne les changeroient, ou violeroient en aucune maniere, qu'elle se retireroient apres la guerre, & laisseroient la place à nôtre entiere disposition. L'Empereur Leopold donna des lettres de ratification & d'assurance de ce nouveau Traité, datées de Vienne du 14. de Mars de l'an 1703. desquelles on a ici joint une copie. *Num. V.*

Etant

Etant donc clair & évident par le narré des circonstances du Fait que l'on doit nous restituer au plustôt comme au vray Seigneur & possesseur legitime , (la guerre étant finie) nôtre Forteresse de Rhin-fels , la Ville de S. Goar , le Chateau de Catznellebogen avec toutes leurs appartenances sans en retenir quoy que ce soit, & sans aucune compensation de frais : qu'on en doit retirer la garnison d'Hesse Cassel , on ne sçauroit penser que Mons. le Langrave de Hesse Cassel, soit intentionné de mettre nos droits en controverse contre & apres les expresses conventions qui ont été faites à ce sujet, & cette restitution ou retablissement n'étant d'aucun préjudice à l'Empire ou à la Cause commune. Outre que jusqu'à present il n'y a eû ni guerre , ni proces formé pour ou contre cette restitution , il ne paroît aucunement raisonnable , quand il y en auroit , de porter cette cause à un Tribunal étranger, ou de tirer cette negotiation domestique , qui n'a aucune liaison avec le sujet de la guerre presente, à un Congres où l'on travaille à un Traité de Paix Generale.

Ainsi nous avons tout lieu d'esperer,

que cette affaire se terminera à nôtre satisfaction & c'est ce qui nous porte, dans la confiance que notre cause est tres juste à implorer l'assistance de tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire Romain, leurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires & les prier tous en General & chacun en particulier, de vouloir bien nous être favorables dans une demande evidemment juste, & de ne pas souffrir que nous soyons plus troublez dans la possession & l'usage d'un droit reconnu & établi sur des conventions solennelles, approuvées & confirmées par Sa Majesté Imperiale & par tout l'Empire & qu'on nous retienne plus long temps nos Fortereses de Rhinfels & de Catznellebogen avec toutes leurs appartenances, ou qu'on attente à l'avenir, sous quelque pretexte que ce soit, aucune chose à nôtre prejudice.

Nôtre confiance est d'autant mieux fondée, que ce que nous demandons, est plus conforme à la justice, que nôtre droit est plus evident & plus clair, & que l'equité des Princes que nous reclamons est plus connue. C'est pourquoy nous esperons fermement, qu'ils
ne

ne voudront jamais souffrir que nous qui n'avons jamais commis aucune chose contre le bien public, qui avons supporté dans nôtre Etat, & avons fidelement acquité toutes les charges communes, sans aucune faute de nôtre part, sans accusation ou sentence de Juge & contre tout droit nous soyons sacrifiez comme victimes de la guerre, & que ce qui nous appartient de droit, nous soit enlevé, non pas par l'ennemy, mais ce qui nous seroit plus sensible, par les Amis & les parents, desquels nous devrions plustôt esperer toute sorte de secours & de protection : & que nous soyons chassés de nôtre possession & privez d'un bien, qui nous est si legitimement acquis, par l'exemple d'un abandon tout a fait inouï.

I. A D D I T I O N

*Extrait ou Clause concernant les §. 188.
& 189. du dernier Recès de l'Empire de l'an 1654.*

Apres que dans le dernier Traité de Paix conclue à Osnabrug & à Munster en Westphalie on eut fait du commun consentement des Electeurs & des
Ss 5 Etats

Etats de l'Empire, avec beaucoup de maturité & pour une plus grande seureté du même Empire, la Transaction par laquelle le Droit de Primogeniture, introduit dans la Maison de Hesse Casel & Darmstat & confirmé par nous & nos predecesseurs, devoit demeurer ferme & stable & être inviolablement observé, s'étant encor élevé entre ces Princes, depuis cette Paix & pendant la tenue de la presente Diete de l'Empire, de nouveaux differents qui ont été debattus & accordez, specialement dans la branche des Princes de Hesse Casel entre le Langrave Guillaume, Frederic & Ernest & les Freres Langraves de Hesse Princes d'Hirsfeld respectivement cousins, à l'occasion du Droit mentionné de primogeniture & du Gouvernement appartenant au seul aîné, & d'autres importantes prétentions, lesquelles pour éviter les dangers & prejudices, qu'il y avoit lieu de craindre, nous avons assoupis de nôtre autorité, par la mediation de l'Eminentissime Electeur de Mayance & les soins de nos Conseillers intimes & Commisaires au present Congres de l'Empire, l'une & l'autre partie ayant consenti de transiger

ger à l'amiable & de les terminer entièrement. Il a été en outre convenu que cette Transaction arrêtée & conclue avec tant de peine seroit confirmée en tous ses Articles dans le present Recès de l'Empire, afin qu'elle ait la force de Pragmatique Sanction & de Loy publique entre les Contractants & leurs Heritiers.

C'est pourquoy la dite Transaction a en la forme & de la maniere qu'elle a été ici conclue & arrêtée le $\frac{1}{11}$ Janvier de l'année courante 1654. été confirmée & affermie en toutes ses clauses ; en sorte qu'elle doit être inviolablement observée comme une Pragmatique Sanction, un Statut perpetuel & un Pacte de Famille dans la Maison de Hesse tant par les parties intereslées, leurs Successeurs masculins & Heritiers des Fiefs, que par leurs Vassaux & sujets, par tout, & particulierement dans les Tribunaux & Judicatures de l'Empire ; Et il est deffendu à tous, en Jugement & hors de Jugement, d'attenter au contraire sous peine d'encourir la plus grande indignation de nous & de l'Empire, & de payer 500. Marcs d'or pur.

II. A D D I T I O N

*Extrait ou Clause concernant la Transaction
faite l'an 1654. dans la Maison d'Hes-
se Cassel & confirmée dans le Recès
de l'Empire de la maniere
qui été dite c'y dessus.*

Outre ceci , & en 3. lieu , le Langrave
Erneste & ses Heritiers & Succes-
seurs auront privativement à tout autre
le droit de mettre garnison de leurs pro-
pres troupes dans les deux Forteresses de
Rhinfels & du nouveau Catznellebogen
autrement dit Catz & en d'autres lieux
du Comté Inferieur de Catznellebogen
ou deja fortifiez ou que le Langrave Er-
neste jugera à propos de fortifier , avec
pouvoir d'y mettre & de disposer de tou-
te sorte de munitions de Guerre, Artil-
lerie & Armes , qui y sont ou qui y
pourront être , sans qu'on en puisse rien
ôter ou diminuer ; Toutefois avec cette
reserve qu'on accorde au Langrave Guil-
laume & à ses Successeurs Princes Re-
gents le droit d'ouverture ou d'entrée
(ceci cependant sans aucun prejudice du
droit

droit de garnison appartenant au Prince Erneste) non seulement dans lefd. Fortereses, & dans les autres Villes & Maisons aux cas jugez necesaires & inevitables pour la seureté de l'Empire, mais encor que lefd. Fortereses puissent & doivent être gardées par l'admission de ses propres Troupes, obligeant Mons. le Langrave Erneste ses Heritiers & Successeurs à les y recevoir pour le bien & seureté de la Maison d'Hesse & de l'Empire, sans que ce droit puisse être communiqué à aucune autre Puissance étrangere sous quelque pretexte que ce soit. Et comme c'est dans les temps de Guerre que ces Fortereses demandent une garnison plus nombreuse & plus forte que pendant le temps de la Paix, Monsieur le Langrave & ses Successeurs au Gouvernement n'empêcheront point que Mons. le Langrave Erneste & ses Heritiers & Successeurs dans le Gouvernement n'employent leurs sujets Arméz dans la deffence du Bas Comté de Catzenellebogen, en sorte neantmoins qu'ils ne s'en servent pas contre le Prince Regent & qu'ils lui donnent connoissance du sujet d'en user de la sorte, & que lui même

tiennent en vigueur des Pactes ne nôtre Famille, nous luy avons offert toute nôtre assistance pour la seureté necessaire & luy avons promis de luy fournir à nos frais une Compagnie d'Infanterie de cent hommes, Commandée par un Capitaine que nous saurons lui être agreable, avec un certain nombre de Canoniers, Ouvriers en feux d'artifices & Mineurs, afin qu'il soit en état de faire, en cas d'attaque, une plus longue resistance par le moyen de nos Soldats unis aux siens. Mais afin que son Esprit soit delivré de toute sorte de soubçon ou de crainte que sous pretexte de cette assistance nous soyons pour lui causer du préjudice, nous promettons par celle-ci en foy & parole de Prince que si le susdit nôtre tres cher Cousin Mons. le Langrave Erneste juge qu'il soit ainsi à propos ou même necessaire dans les temps dangereux, il fera dans son entiere liberté & à son choix d'employer ces Soldats ou Gens de Guerre que nous envoyons dans le Comté de Catznellebogen, & de s'en servir pour la deffence de sa Residence, & Forteresse de Rhinfels; declarant que cela ne pourra en aucune maniere directe ou indirecte

directe porter préjudice à ce qui est contenu dans la Transaction faite le $\frac{1}{11}$ Janvier de l'année 1654. & confirmée par sa Sacrée Majesté Imperiale & par tout l'Empire, & que ce qui est exprimé dans la même Transaction touchant l'ouverture réservée au Prince Regent ne pourra être expliqué ou entendu à son préjudice ou à celui du Droit de Garnison qui lui appartient. Nous promettons en outre & asseurons de la maniere la plus forte qui soit possible que nous laissons à l'entiere disposition & bon plaisir de nostre tres cher Cousin le Langrave Ernest, ci dessus nommé, d'accepter les Troupes que nous avons envoyé uniquement pour sa deffence & autant qu'il le jugera à propos, de les pourvoir de logement selon sa commodité, & comme il luy semblera le mieux, de regler les Fonctions & le service militaire qu'elles devront faire, de les tenir hors de la Forteresse, de les envoyer à la Ville ou à la Compagne & dans les Villages, en nous donnant aussi tôt part de ses dispositions : Et que cependant, pendant le temps que ces Troupes Auxiliaires avec leurs Officiers de-

meu.

meureront dans la Forteresse ou dehors dans le Comté de Catznellebogen elles seront & devront être soumises au commandement & juridiction absolue de Mons^r. le Langrave Erneſte & du Commandant qu'il aura établi, ce dont elles seront informées avant qu'elles ſoyent reçues dans la Forteresse par une personne que nous députerons, & elles promettont obeyſſance au Commandant que le Langrave nôtre Couſin leur donnera en levant la main dans la forme accoutumée du ſerment militaire. Elles payeront exactement tout ce qu'on leur donnera pour leur ſubſiſtance, & en cas de Siege elles ſeront contentes d'une Chambre pour l'exercice de leur Religion: Et ſe ſoumettront en tout, pendant tout le temps qu'elles demeureront au ſecours de Mons^r. le Langrave Erneſte, à ſes commandements, & à celui de ceux qu'il aura député pour les commander, de même que ſes propres Officiers & Soldats. Et c'eſt pour une plus grande ſeureté de tout ce que deſſus que nous avons ſouſcrit librement & de deſſein premedité, de nôtre propre main cette Declaration & ces lettres Reversales, & les
avons.

touchant la Paix d'Utrecht. 979.
avons munies de nôtre sceau. Donné à
Cassel le 30. de Juin 1683.

C H A R L E S.

lien du sceau.

V. A D D I T I O N

*Extrait des lettres de secreté accordées le 14.
Mars 1703. par l'Empereur Leopold.
de Glorieuſe memoire au Lan-
grave Guillaume de Hesse.*

L E O P O L D.

Après l'énumération des Titres. On nous
a raporté ce que vôtre Dilection.
nous a écrit au ſujet de la Garniſon de
Hesse Caſſel qu'on a mis dans vôtre For-
teresse de Rhinfels, & particulièrement au
ſujet de l'exercice de la Religion Catho-
lique, de la jouiſſance aſſeurée des fruits
& revenus de vôtre Domaine, & du
temps que vous ſera rendue vôtre dite
Fortereſſe. Nous ne voulons point ce-
ler à vôtre Dilection pour le ſoulagement
& la tranquillité de ſon eſprit que les
Troupes de Hesse Caſſel n'ayant été mi-
les

ses dans ce lieu pour aucune autre fin que celle de le garder durant cette Guerre, & de le deffendre contre la violence des Ennemis, ou n'a eû aucune vûe ou pensée que cette Garnison empêchât en aucune maniere l'exercice de vôtre Religion, & aportât le moindre préjudice aux droits ou diminution aux revenus de vôtre Dilection & qu'ainsi on a entendu de laisser l'une & l'autre dans leur premier état sans y apporter le moindre changement ; & que l'intention est que, la guerre étant finie, les Troupes qui sont maintenant à Rhinfels en soyent retirées au plustôt, & la place restituée à vôtre Dilection. Donné à Vienne le 14. Mars 1703.

L E O P O L D

Le Comte de Caunitz

Par Commandement exprès de sa
Sacrée Majesté

C. J. CONSBRUCH

M. E.

M E M O I R E

*Présenté aux Puissances Protestantes qui ont
envoyé leurs Plénipotentiaires au Congrès
d'Utrecht, par Mr. le Marquis de Mi-
remont envoyé de la part de Sa Majesté
Britannique, pour y appuyer les intérêts
des Eglises Réformées de France.*

L'intérêt que toutes les Puissances Pro-
testantes de l'Europe, doivent pren-
dre dans le rétablissement des Eglises Ré-
formées de France, est si utile, & se
montre de tant de côtez à l'esprit, qu'il
seroit inutile d'en produire ici les raisons.
Ceux à qui ce Mémoire doit être pré-
senté, sont trop habiles, & trop péné-
trans, pour les ignorer; & ce seroit fai-
re tort à l'étendue de leurs lumières, que
de s'imaginer qu'ils n'y aient pas sou-
vent réfléchi. On ne sauroit non plus,
sans faire tort à leur piété, les soupçon-
ner de n'être pas sensibles aux maux de
l'Eglise, & de n'être pas vivement tou-
chez du déplorable état, où la supression
totale des exercices de nôtre Religion en
France, a mis un Million de Familles.
On

On supplie très-humblement lesdites *Puissances Protestantes*, de lire, & d'examiner dans de pieuses dispositions, le présent Mémoire, pour s'appliquer ensuite, selon toute leur sagesse & leur piété, à le rendre aussi-efficace auprès des Ministres de Sa Majesté T. C. qu'il est à souhaiter qu'il le soit.

Tout le Monde fait combien il fut autrefois donné d'Edits, d'Arrêts, & de Déclarations sur les affaires de nôtre Religion en France, jusqu'à ce qu'enfin le Roi Henri le Grand, donna au mois d'Avril 1598. dans la Ville de *Nantes*, un Edit, sous les noms *Augustes d'Edit perpétuel & irrévocable*, par lequel il mit le dernier Seau à l'exercice public de nôtre Religion, avec tous les Droits, Privilèges, Immunités, & Avantages nécessaires, pour mettre cet exercice à l'abri des insultes & des vexations que nos Eglises avoient eu jusqu'alors à essuyer de la part du Clergé, & du Peuple de l'Eglise Romaine.

1. Cet Edit fut donné en pleine Paix, & dans un tems où ce grand Roi n'étoit occupé, comme bon Pere de son Peuple, qu'à procurer à ses Sujets de l'une
&

touchant la Paix d'Utrecht. 983
& de l'autre Religion, les moyens de
vivre entr'eux dans une douce & ferme
union : C'est la déclaration qu'il en fait
lui-même à la tête de son Edit, *pour*
être, dit-il, le fondement de leur union &
concorde, tranquillité & repos.

2. Ce ne fut point par surprise qu'il
fut donné; le Roi déclare, *que cette af-*
faire étant d'une très-grande importance,
& digne d'une très-bonne considération,
il avoit pris & examiné les Cahiers, dres-
sez sur ce sujet par les Catholiques Ro-
maines, & par ceux de la Religion, que
pour ces causes, il avoit pris l'avis des Prin-
ces du Sang, des autres Princes, & Offi-
ciers de la Couronne, & des autres grands
& notables Personnages de son Conseil d'E-
tat, &c.

3. Cet Edit fut donné sur les remon-
trances & les prières également des deux
partis, les Catholiques Romains & les
Réformez; chacun de ces partis se plai-
gnant l'un de l'autre, sur le sujet des
exercices de leur Religion: *Après avoir*
pris, dit-il, les Cahiers des plaintes de nos
Sujets Catholiques, nous avons permis à nos
Sujets de la Religion P. R. de s'assembler
par Députés, pour dresser les leurs.

4. Cct

4. Cet Edit fut ensuite enrégistré dans tous les Parlemens du Royaume , avec ordre aux Parlemens d'en jurer l'observation.

5. Le Roi établit des Commissaires dans toutes les Provinces , pour y examiner les cas particuliers , & sur chacun faire exécuter son Edit.

Jamais il n'a été rendu d'Edit dans le Monde , où toutes les formalitez , & les clauses nécessaires , pour le rendre ferme , *perpétuel & irrévocable* , ayant été si exactement observées.

Après la mort tragique de Henri le Grand, Louis XIII. son Fils , & son Successeur à la Couronne , donna au mois de Mars 1610. une Déclaration portant, qu'encore que cet Edit fût *perpétuel & irrévocable* , & qu'ainsi il n'eût pas besoin d'être confirmé par une nouvelle Déclaration , il déclare pourtant , qu'il veut qu'il soit *inviolablement gardé* , & il en jura lui-même à son Sacre , en la maniere ordinaire, la Confirmation. Il renouvella la même Déclaration en 1614. étant parvenu alors en Majorité ; & ensuite il envoya des Commisaires dans tout son Royaume , pour l'Execution dudit Edit.

Le

Le Roi aujourd'hui regnant, confirma, & jura de même à son Sacre, ce fameux Edit, & il établit en 1661., comme avoient fait les Rois ses Prédecesseurs, des Commissaires pour examiner s'il y avoit été contrevenu en quelques Lieux.

Lors même qu'il a donné des Déclarations, ou envoyé tous les ans des Commissaires pour assister de sa part à nos Synodes, dans toutes les Provinces de son Royaume, ç'a toujours été en se référant à l'Edit de *Nantes*, dont il nous assuroit vouloir nous faire jouir. Ce sont tous des faits incontestables.

Nos Eglises ont donc eu leur Etablissement, non seulement sur l'Edit de *Nantes*, *perpetuel & irrévocable*, selon les propres termes du Roi Henri, mais aussi sur les Edits, Déclarations, & Paroles Royales cent & cent fois données des Rois Louis XIII. & Louis XIV. aujourd'hui regnant, jusqu'à ce qu'au mois d'Octobre 1685. sadite Majesté supprima & revoqua tous les Edits précédens, & interdit dans tout son Royaume tout Exercice de nôtre Religion.

Il ne se plaint point dans le dernier Edit du mois d'Octobre 1685., que nous

T t

y ayons

y ayons donné lieu par aucune mauvaise conduite à son égard. Dieu voulut ainsi par sa bonne Providence que nôtre Innocence ne fût point flétrie par l'Acte même, qui nous dépouille de tous nos Privilèges, & de tout ce que nous avons de plus cher au monde.

C'est sur un faux exposé que l'on fit au Roi, que la plus grande partie de ceux de nôtre Religion l'avoient abandonnée, & étoient rentrez dans le sein de l'Eglise Romaine. Tout le monde fait le contraire, & personne aussi ne peut ignorer la maniere dont se firent les prétendues Conversions, soit avant, soit après l'Edit d'Octobre.

Mais quand il auroit été vrai, comme nos ennemis voulurent le persuader à Sa Majesté, que la plus grande partie des nôtres avoient abandonné nôtre Religion; cela ne pouvoit point préjudicier au droit des Eglises elles-mêmes, & des autres particuliers qui les composoient.

Nous ne pouvons donc aujourd'hui, sans nous rendre coupables devant Dieu & devant les Hommes, & sans manquer au plus important de nos devoirs, nous empêcher de supplier très-humblement toutes

tes les Puissances Protestantes , & les Seigneurs leurs Plenipotentiaires , dans la conjoncture présente ; d'employer tout ce qu'ils ont de Lumieres , de Zele & de Charité , pour tâcher d'obtenir à nos Eglises de France , les Exercices de leur Religion , conformément à l'Edit de *Nantes* , & à tant d'autres Edits , Déclarations & Paroles Royales , données en conséquence de cet Edit. C'est là nôtre Titre ; & y renoncer , quand ce ne seroit même que tacitement , ce seroit se priver soi-même du droit le plus réel & le plus solide que nous puissions avoir de solliciter nôtre rétablissement.

On espère aussi de la Charité de ces mêmes Puissances , qu'Elles ne manqueront pas de relever , autant que la chose de mérite , ce renouvellement de persécutions , que l'on fait en France contre nos Freres , dans le tems même qu'on est assemblé en cette *Ville d'Utrecht* , pour établir la Paix entre la France , & tant d'Estats Protestans qui sont interessez dans cette Guerre.

On les supplie encore très-humblement , d'avoir à cœur en particulier la délivrance des Prisonniers & des Galériens , dont

tout le crime est leur Religion.

Enfin on s'attend, que leur Charité & leur compassion s'étendra sur ce grand nombre de Familles, qui dans les Pais-Bas François, se sont déclarées être de nôtre Religion, lors que Dieu bénissant nos Armes, a fait tomber ces Pais entre nos mains.

Il peut être que toutes les Puissances Protestantes, ne se trouvent pas également capables de concourir au bien de nos Eglises de France: mais Elles permettront qu'on leur représente avec tout le respect qui leur est dû, que ce n'est pas ici une affaire que l'on doive rejeter l'un sur l'autre; que leur conscience les y engage tous *solidairement*, chacun selon son pouvoir, & selon la situation où il a plû à la Divine Providence de les mettre. Celui qui a le plus reçu de crédit, & de pouvoir, en rendra un plus grand compte à celui qui les lui a donnez; & celui aussi qui en a moins, ne le doit céder en zèle, en application, en efforts, à aucun autre.

L E M E M O I R E

Que le Marquis de Rochegude a présentée au Duc de Buckingham, Président du Conseil, en faveur des Protestans de France.

Je croirois manquer au respect que je dois aux Puissances qui m'ont chargé de Lettres pour la Reine, en faveur des Confesseurs dans les Prisons & sur les Galères de France, si je ne faisois voir que l'on veut injustement faire passer pour Criminels & Scelerats, ceux-là même que ces Puissances nomment *leurs Freres*, de bons & loüables Chrétiens, en un mot Confesseurs de la Foi.

Tout le monde sait que la Persécution contre les Protestans de France, a donné lieu au Bannissemens, aux Prisons, aux Galères, aux Tortures, & aux plus grands Tourmens que l'on ait jamais inventez. Faut il des preuves là-dessus ? Plus de 200. Mille Témoins dehors & dans le Royaume, rendent témoignage à cette verité. Qu'on demande aux Protestans réfugiés, pourquoi ils ont quitté leur Patrie, Biens, Emplois & Parens ? C'est, diront.

T t 3

diront ils , pour éviter la Persécution, pour obéir à Dieu , qui commande : *Si l'on vous persécute en un lieu, fuyez dans un autre.* Voilà les Crimes des Confesseurs. Les uns ont été arrêtez en fuyant, les autres pour avoir prié Dieu ensemble ; quelques-uns pour avoir été à *Orange* entendre prêcher la Parole de Dieu , d'autres pour avoir servi de Guides à ceux qui sortoient du Royaume ; tous enfin pour la seule cause de Religion, comme on le voit dans la Liste generale. Cela se voit encore mieux par leur persévérance à souffrir depuis plus de 25. ans dans les Cachots & dans les Galères, plutôt que d'abjurer la Religion , comme on les y sollicité tous les jours, en leur promettant Liberté, Biens, Honneurs, & la puissante Protection du Roi. Promet-on de si grands avantages à des Scelerats ? Ne seroit-ce pas autoriser le Sceleratisme ? Mais voici le comble de l'injustice : Ne pouvant les corrompre par Promesses, ni par Tourmens , on veut ternir leur memoire, en les faisant passer pour Criminels, sous ce vain prétexte de Contravention aux Ordes du Roi, qui veut que tout le monde aille à la Messe. Il y a donc bien des

des Criminels sur ce pié-là : Je le suis, comme bien d'autres que le Roi a fait croupir pendant quelques années dans les Prisons & dans les Cachots , & qu'il a mis enfin en liberté, de son propre mouvement , ou plutôt par la disposition supérieure du Roi des Rois , qui tient en sa main le cœur des Rois , & qui les encline comme il lui plaît. Il n'a pas fait la même grace à bien d'autres , qui ont succombé sous le poids de la tentation , qui gémissent dans ce Royaume-là sous l'oppression du Papisme : Ceux-là témoignent encore contre l'injustice , & contre la violence qu'on leur fait. Ils demandent de Professer leur Religion , & de Fortir du Royaume : Est-il rien de plus juste ? Est-il rien qui doive interesser davantage les Puissances Protestantes qui sont sensibles aux maux de l'Eglise souffrante ? La liberté des premiers seroit imparfaite , si l'on ne délivre ceux-ci , Sans cela , les Galères seront toujours remplies de Reformez, sous prétexte de Contravention. Voici la Contravention : N'aller point à la Messe , empêcher ses Enfans d'y aller , les refuser à un Prêtre pour les baptiser & pour les instruire , vouloir enfin servir

Dieu selon les mouvemens de sa Conscience ; en voila assez pour mériter Prisons & Galères ; c'est une Rebellion. Autrefois c'étoit opiniâtreté , obstination : Aujourd'hui c'est un soulèvement , un Crime de Leze Majesté. C'étoit le crime des premiers Chrétiens , de Jesus-Christ lui-même ; on l'accusoit d'être contraire au Roi , aux Loix , à l'Etat. Heureuse conformité ! C'est aussi plus particulièrement le crime des gens des Cévennes , condamnez aux Galères. On fait que s'ils ont pris les Armes, c'est pour se défendre d'aller à la Messe : Ils ont été éprouvez là-dessus , encouragez & apuyez : ~~Et en cela ils méritent~~ encore mieux que l'on s'intéresse pour eux. Les Puissances Protestantes demandent unanimement leur liberté : Sa Majesté n'a point fait de difference entr'eux ; Elle s'intéresse également pour tous les Confesseurs , & nous espérons qu'Elle voudra bien procurer leur liberté , & celle d'une infinité de pauvres Ames gemissant sous le joug du Papisme , qui font , comme nous , des vœux ardens pour la prospérité de Sa Majesté , pour le bien de ses Royaumes , & pour

touchant la Paix d'Utrecht. 993
pour la conservation de sa Personne Sa-
crée.

Signé,

ROCHEGUE.

*La Protestation du Chevalier de St. Geor-
ge, qui a été envoyée sous une simple
envelope à tous les Ministres qui
sont en cette Ville,*

J A Q U E S R.

JAQUES III.; par la Grace de Dieu,
Roi de la Grande-Bretagne, de Fran-
ce & d'Irlande, Défenseur de la Foi,
A tous Rois, Princes, Républiques, &c.
Comme après une Guerre si longue & si
fatale à toute la Chrétienté, tout paroît
disposé de part & d'autre à traiter de la
Paix & à la conclurre incessamment, sans
avoir aucun égard à nos Interêts; Nous
avons jugé convenable & nécessaire, de
pourvoir par cette solennelle Protesta-
tion, à la sûreté de nôtre Droit indubi-
table, contre tout ce qui pourroit gene-
ralement être fait à sa diminution, & à
nôtre préjudice.

Nôtre intention n'est pas de faire un

Tt 5.

amplé

ample détail de la suite des Injustices ci-devant commises contre Nous, parce que s'étant passées à la vûe de tout le Monde, elles sont trop connues pour avoir besoin d'être rapellées. D'ailleurs, nous ne pouvons croire qu'il y ait des gens qui doutent de la Justice de nôtre Cause.

Et certes, Nous ne sommes pas seulement touchés de l'état de nos affaires : l'Amour que nous avons pour les Citoyens nos Sujets étant incapable de changer, fait encore que Nous ne pouvons voir sans une très-vive douleur, que jusqu'à présent on n'a épargné ni leur sang ni leurs biens, pour soutenir l'extrême Injure qui nous a été faite; & qu'ils sont enfin réduits à ce point, que si la Paix se conclut sans nous, il faut de nécessité qu'ils deviennent la proie des Etrangers, & qu'enfin ils soient assujettis à leur Domination.

Et comme nous apprenons que les Princes Alliez n'ont aucun égard pour nôtre Droit, Nous nous estimons très-particulièrement obliger, tant envers Nous-mêmes, qu'envers nôtre Posterité & nos Sujets, d'empêcher autant qu'il est en nôtre pouvoir, que nôtre silence ne puisse
se

se passer pour un consentement tacite à ce qui pourra être conclu au préjudice de Nous & des Héritiers légitimes de nos Royaumes.

C'est pourquoi, Nous protestons solennellement, & en la meilleure forme que faire se peut, contre tout ce qui pourra être généralement statué ou stipulé à notre préjudice, comme étant nul de plein droit, par le défaut d'Autorité légitime.

Nous Protestons aussi & Déclarons, que les défauts de cette Protestation (s'il s'en rencontre quelques uns dans la forme) ne pourront nuire ou préjudicier, ni à Nous ni à nos Héritiers légitimes, non plus qu'à nos Royaumes ou à nos Sujets. Et par ces Présentes scellées de notre Grand Seau, Nous nous réservons tous nos Droits & Actions en leur entier, & nous Déclarons qu'elles demeurent & demeureront sauves & entières.

Nous Protestons enfin devant Dieu, que nous serons exemts de toute faute ou blâme, & qu'on ne pourra rejeter sur Nous la Cause des malheurs, que les injustices, qu'on nous a faites ou qu'on nous fera ci-après, pourront attirer sur

nos Royaumes & sur toute la Chrétienté.
Donné à Saint. Germain le 25. Avril,
l'An de Nôtre Seigneur 1712., & de
Nôtre Regne le Onzième.

J. R.

Par le Roi de sa propre Main.

M E M O I R E.

*Pour Monsieur le Duc , & Madame la
Duchesse de Luyne , au sujet des Sou-
verainetez de Neufchatel. & de
Vallengin en Suisse.*

Par un Jugement rendu à Neufchatel
le trois Novembre 1707. dont la
nullité dans la forme , & l'injustice dans
le fonds , sont également faciles à prou-
ver , l'investiture des Souverainetez de
Neufchatel & de Valengin a esté don-
née à Frederick I. Roi de Prusse, au pre-
judice de Madame la Duchesse de Luy-
ne , a laquelle ces Souverainetez apar-
tiennent preferablement à luy , & à tous
autres Pretendants , comme on espere le
faire voir dans ce Memoire.

On le divisera en deux Parties.

Dans la premiere , on fera connoître ,

I. Que

R. Que ce jugement est nul dans la forme ; & en second lieu qu'il est injuste dans le fonds.

Dans la seconde partie, on prouvera, que Madame la Duchesse de Luynes seule a droit aux Souverainetez de Neuchâtel & de Valengin.

Avant que d'entrer dans la preuve de ces propositions, il est necessaire d'observer dans le fait, que le Comté de Neuchâtel faisoit autrefois partie du Royaume de la petite Bourgogne, autrement appelée la Bourgogne Transjuranne.

On ne peut justifier par des preuves démonstratives la maniere dont il en fut separé ; mais il y a toute aparence que le Comté, ou Gouverneur de ce Comté, s'en rendit maître après la mort de Rodolphe le Faincant, dernier Roy de Bourgogne, environ l'an 1030. Le temoignage de Golin, dans ses Memoires de la Republique Sequanoise, ne laisse pas lieu d'en douter.

Ce qui est bien certain, c'est qu'il est prouvé par un titre authentique de 1214. inseré dans le Coutumier de Neuchâtel, que ce Comté estoit alors possédé en pleine Souveraineté.

Il est vray qu'en 1288. l'Empereur Rodolphe de Habsbourg, estant venu avec une puissante armée camper devant Berne, proche de Neufchatel, Rolin de Neufchatel, qui estoit lors mineur, jugea a propos de luy remettre cette Souveraineté; Que l'Empereur la donna en même temps a Jean de Chalon qui l'accompagnoit, & qui possédoit des terres considerables dans le voisinage de Neufchatel; Qu'enfin Jean de Chalon la rendit aussitôt au même Rolin de Neufchatel, a condition de relever de luy.

Sans vouloir aprofondir ce mystere, ny demêler, si Rolin de Neufchatel fut forcé par l'Empereur, a remettre sa Souveraineté, sous de pareilles Conditions; ou si cette demission étoit volontaire de la part de Rolin, pour s'acquérir la Protection de l'Empereur, & de Jean de Chalon, qui luy pouvoit être necessaire dans la conjoncture des guerres qui étoient alors allumées dans la Suisse, ce qui a beaucoup plus de vraysemblance; il est certain que Rolin, devenu majeur, d'accord avec Jean de Chalon son Seigneur Supérieur, infera une Clause importante dans l'Acte de foy & hommage qu'il

qu'il luy rendit en 1311. qui porte expressement, que Rolin de Neufchatel ne dependra du Seigneur de Chalon, qu'autant qu'il voudra, & qu'il aura besoin de la protection; En voicy les termes (*Et est a sçavoir que mesd. Sire & ses hoirs, moy & mes hoirs doivent aider contre tous hommes, tandis que je ou mes heritiers voirions ster a droit, & prendre par luy, ou par ses hoirs &c.*)

En effet on voit par un autre acte de 1357. que Louis de Neufchatel, fils de Rolin, ne porta la foy & hommage a Jean de Chalon, lecond du nom qu'a cette condition expresse; Elle est pareillement rapellée dans les Investitures suivantes.

Ce Louis de Neufchatel ne laissa que deux filles; Isabelle, & Varenne.

Elles partagerent entre elles le Comté de Neufchatel; Isabelle, comme ainée, eût Neufchatel, & Varenne le Landeron, qui en faisoit partie.

Varenne épousa Egon Comte de Fribourg: De ce mariage naquirent deux Enfants; Conrard & Anne de Fribourg.

Isabelle, qui n'avoit point d'Enfants, donna

donna a son Neveu Conrard de Fribourg la partie de Neufchatel qui luy apartenoit.

Il porta la foy & hommage de ce Comté en 1407. a Jean de Chalon 3. du nom sous la même condition des hommages de 1311. & de 1357.

Conrard de Fribourg eût un fils, nommé Jean, qu'il maria avec Marie de Chalon en 1416. & luy donna, en faveur de ce Mariage, le Comté de Neufchatel; mais ce Jean de Fribourg ne laissa point de Posterité.

Sa Tante Anne de Fribourg, Sœur de Conrard, fut mariée a Rodolphe de Hocberg 1. du nom.

Ils eurent un fils, nommé Guillaume, qui laissa aussi un fils appelé Rodolphe de Hocberg 2. du nom.

Jean de Fribourg, qui avoit épousé Marie de Chalon, dont il n'avoit point eu d'Enfants, donna le Comté de Neufchatel a ce Rodolphe de Hocberg, second du nom, qui estoit son Cousin du 2. au 3. degré, descendants tous deux de Varenne de Neufchatel, petite fille de Rolin de Neufchatel.

Rodolphe se presenta, pour faire la foy.

touchant la Paix d'Utrecht. 1501
foy & hommage du Comté de Neufchatel a Louis de Chalon , qui refusa de le recevoir en foy , pretendait que ce Comté luy appartenoit a titre de reversion , par le deceds de Jean de Fribourg sans Enfants.

Ce refus injuste donna lieu a un procès a l'Officialité de Besançon ; Il y intervint Sentence Contradictoire en 1458 : confirmée en Cour de Rome , qui maintint Rodolphe de Hocberg en la possession de Neufchatel.

Nonobstant une Decision si authentique , Louis de Chalon persista tousjours dans son Refus , de recevoir Rodolphe de Hocberg a la foy & hommage :

Rodolphe fut donc forcé , pour ainsi dire , de rentrer dans l'indépendance que Rolin de Neufchatel 170 ans auparavant s'estoit crû obligé d'abandonner. De ce jour là , il fut retabli dans la pleine Souveraineté , dont Rolin & ses Predecesseurs avoient jouy.

Ce Rodolphe de Hocberg épousa en 1465. Margueritte de Vienne , fille de Guillaume de Vienne , & d'Alix de Chalon.

Philippe de Hocberg fut le fruit de ce
ma-

mariage : Il épousa Marie de Savoye, dont il eût une fille unique, nommée Jeanne de Hocberg.

Elle fut mariée a Louis d'Orleans, Duc de Longueville, a qui elle aporta en mariage le Comté de Neufchatel en pleine Souveraineté.

La Maison d'Orleans-Longueville a tousjours jouy de la Souveraineté de Neufchatel, pendant prés de deux siècles, sans aucun trouble de la part des Princes de la Maison de Chalon, ni de ceux qui se sont mis en possession des biens de cette Maison.

M. l'Abbé d'Orleans, dernier malle de la Maison d'Orleans Longueville, étant decédé au commencement de l'année 1694. Madame la Duchesse de Nemours, sa Sœur Unique, fut reconnüe Souveraine de Neufchatel par les Etats en la maniere accoutumée.

Elle n'eust de traverse, dans cette occasion, que celle qui luy fut suscitée de la part de feu Mr. le Prince de Conty, qui pretendoit a cette Souveraineté, en vertu d'un Testament de Mr. l'Abbé d'Orleans; mais sa pretention fut condamnée, par un jugement solennel des
Etats.

touchant la Paix d'Utrecht. 1003
Etats de Neufchatel du 18. Mars 1694.
fondé sur les raisons qui seront cy après
expliquées , & Madame la Duchesse de
Nemours maintenüe en la possession de
ce Comté , dont elle étoit devenuë Pro-
priétaire par le deceds de Mr. l'Abbé
d'Orleans son Frere.

Comme Madame la Duchesse de Ne-
mours n'avoit point d'Enfants, elle crût
qu'il étoit de l'intérest de ses Sujets de
Neufchatel de se donner un Successeur
de son vivant: Elle jetta les yeux sur Mr.
le Chevalier de Soissons, & se depouilla
en sa faveur de la propriété de Neufcha-
tel & Valengin par la donation entre vifs
qu'elle luy en fit , le 18. Fevrier 1694.
s'en reservant seulement l'usufruit sa vie
durant.

Cette Donation fut renouvelée & con-
firmée , en tant que de besoin , par le
Contrat de mariage de Mr. le Chevalier
de Soissons, (appelé, depuis cette Do-
nation, Prince de Neufchatel) avec Ma-
demoiselle de Luxembourg, Fille du Ma-
rechal Duc de Luxembourg.

Par ce Contrat de mariage, les Com-
tés de Neufchatel & de Valengin sont
substitués aux Enfants mâles ou femel-
les,

les, qui naistroient de ce mariage, & a leurs Descendants; l'ordre de Primogeniture tousjours observé.

Mr. le Prince de Neufchatel est decédé en 1703. il n'a laissé que deux Filles, dont la Cadette est morte au mois d'Aoust 1711. agée de neuf ans seulement,

Par le deceds de Mr. le Prince de Neufchatel, sa Fille aînée, qui est Madame la Duchesse de Luynes, a esté saisie de la propriété de Neufchatel, au moyen de la Substitution aposée dans le Contract de mariage de Mr. le Prince de Neufchatel son Pere, & par la mort de Madame la Duchesse de Nemours, arrivée au mois de Juin 1707. l'usufruit a estre reuny & consolidé a la propriété de ces Souverainetez.

Madame la Duchesse de Luynes avoit tout sujet de croire qu'elle ne trouveroit aucun obstacle a son Investiture: Elle en a neantmoins rencontré trois également destituez de fondement. Le premier de la part de feu Mr. le Prince de Conty; Messieurs les Heritiers de Madame de Nemours ont formé le second; Et le troisieme luy a esté suscité par le feu Roy de Prusse, qui se prevalant de la conjonctu-

re des temps & de la guerre allumée dans toute l'Europe , se fit mettre en possession des Comtez de Neufchatel & Valengin , par un Jugement aussi injuste dans le fonds , qu'il est irregulier dans la forme. Ce sont les deux Propositions qui composent la premiere partie de ce Memoire , & dont on va rapporter la preuve ; après que l'on aura fait voir en peu de mots , que Mr. le Prince de Conty n'a aucun droit legitime sur Neufchatel , & que Messieurs les Heritiers du sang de Madame de Nemours n'y peuvent aussi rien pretendre , Madame de Nemours en ayant disposé valablement , par un titre incontestable , en faveur de Madame la Duchesse de Luynes.

Lors du deceds de Mr. l'Abbé d'Orleans , arrivé au commencement de l'année 1694. feu Mr. le Prince de Conty demanda l'Investiture du Comté de Neufchatel , en vertu d'un Testament de Mr. l'Abbé d'Orleans de l'année 1668. par lequel il laissoit ses effets mobiliers , & quelques immeubles situez en France , a Mr. le Comte de St. Pol son Frere , & luy substituoit Mr. le Prince de Conty ; mais ce Testament ne contenoit aucune dispo-

disposition de Neufchatel en sa faveur : Il ne faisoit pas mesme mention de cette Souveraineté.

D'ailleurs il estoit nul par la demence nottoire & publique de Mr. l'Abbé d'Orleans ; nul par le predeceds de Mr. le Comte de St. Pol, son Frere, qu'il avoit, comme on vient de le remarquer, institué son heritier, & a qui il avoit substitué Mr. le Prince de Conty, parceque la caducité de l'Institution aneantissoit la Substitution. Ce Testament estoit caduc en particulier, par raport a Neufchatel, pour n'y avoir pas esté présenté & lû, dans les quarante jours du deceds de Mr. l'Abbé d'Orleans, suivant une loy fatale du Pays, qui exclud tous Pretendants, qui ne se sont pas presentez dans ce temps prefix, munis des titres de leurs demandes & pretentions. Enfin il estoit révoqué par un autre postérieur de l'année 1671.

La mesme main avoit fait signer ces deux Testaments : Le premier, dans un temps que l'on croyoit le pouvoir faire sans injustice ; Et le second, parceque l'on reconnoissoit clairement, que l'Equité, ni la Conscience ne permettoient
pas

touchant la Paix d'Utrecht. 1007
pas que le premier subsistât.

Aussi la pretention de M. le Prince de Conty fut-elle condamnée à Neuchâtel, & Madame la Duchesse de Nemours maintenue dans cette Souveraineté, par un Jugement solennel des trois Etats du 18. Mars 1694.

M. le Prince de Conty fut plus heureux en France. Il prétendit que M. l'Abbé d'Orleans estoit en demence en 1671. lors du second Testament.

Madame la Duchesse de Nemours n'avoit qu'à soutenir, que M. l'Abbé d'Orleans estoit dans le même estat en 1668. qu'il estoit en 1671. Les preuves estoient semblables en l'un & l'autre temps. Si celui de 1671. avoit esté déclaré nul, celui de 1668. l'auroit esté pareillement, & Madame de Nemours eust esté mise en possession des biens, en qualité d'héritière du sang. Ce fust l'avis de son Conseil, mais ce ne fût pas sa volonté; soit par menagement pour la mémoire de M. l'Abbé d'Orleans son Frere, ou par d'autres considerations dont il est difficile de penetrer les motifs.

Quoy qu'il en soit les Juges se virent obligés, faute par Madame de Nemours
d'avoir

d'avoir pris ce party , de laisser subsister le premier Testament que l'on n'attaquoit pas , & d'adjuger en consequence a Mr. le Prince de Conty les effets mobiliers , & une partie des Immeubles scituez en France qui luy avoient esté substituez.

Mais l'Arrest , qui est du treize Decembre 1698. ne statue rien sur Neufchatel , dont il n'estoit pas question , & dont M. le Prince de Conty avoit esté debouté plus de quatre ans auparavant , par un Jugement solennel des trois Etats de Neufchatel ; l'Arrest mesme estoit tellement limité aux biens de France , qu'il est rendu sur des Deffenses , & sur une Procedure faite en 1694. a laquelle M. le Prince de Conty avoit acquiescé , pour renfermer la contestation , sur laquelle le Parlement avoit a prononcer , aux seuls biens scituez dans le Royaume de France , avec exclusion formelle des biens hors du Royaume , & nommement des Souverainetez de Neufchatel & de Valengin en Suisse : Les Actes & Deffenses des 23. 24. & 30. Avril 1694. y sont precis , & enlevoient a Mr. le Prince de Conty tout pretexte de se prevaloir

touchant la Paix d'Utrecht. 1009
valoir de cet Arrest pour Neuchatel.

Cependant ce succes en France reveilla M. le Prince de Conty, & luy fit faire en suite deux nouvelles tentatives, dont aucune ne luy reussit. Elles ne servirent qu'a faire confirmer deux fois le premier Jugement de 1694. & a produire par là trois condamnations contre luy.

Enfin Mr. le Prince de Conty fit encore une quatrieme tentative, au deceds de Madame la Duchesse de Nemours arrivé en 1707. mais, comme par sa mort, Mr. le Prince de Conty n'acqueroit aucun nouveau droit, on ne peut pas douter que cette derniere tentative n'ait le même sort que les trois precedentes.

A l'égard de Mrs. les Heritiers du Sang de Madame de Nemours, qui ont formé un second obstacle a l'Investiture de Madame la Duchesse de Luynes, leur pretention se trouvera absolument detruite, s'il est prouvé, que la Donation faite, par Madame la Duchesse de Nemours, a Madame la Duchesse de Luynes, des Comtez de Neuchatel & Valengin, est bonne & valable.

C'est ce que l'on espere établir d'une maniere invincible, après que l'on aura
V r prouvé

prouvé que le Roy de Prusse , qui a formé le troisieme obstacle a l'Investiture de Madame la Duchesse de Luynes , est celui de tous qui auroit le moins de droit sur les Souverainetez de Neufchatel , & Valengin , comme on va l'expliquer dans la premiere Partie de ce Memoire.

PREMIERE PARTIE

Contenant deux Propositions , l'une que le Jugement du trois Novembre 1707. est nul dans la forme , l'autre qu'il est injuste dans le fonds.

PREMIERE PROPOSITION

Le Jugement du 3. Novembre 1707. est nul dans la forme.

Pour connoitre en quoy consiste la nullité de ce Jugement , il faut observer , que l'ordre étably de tout tems a Neufchatel , lorsqu'il s'agit , en Ligne Collaterale , de donner l'Investiture de cette Souveraineté , ou de decider entre differents Pretendants , auquel d'entre eux elle doit estre adjugée est , que les États soient convoquez par le Gouverneur , & en

touchant la Paix d'Utrecht. 1011
en son absence par celuy qui le représente. Ces Etats sont composez de douze Personnes ; sçavoir quatre du premier Ordre , qui se prennent entre les Conseillers d'Etat & les Vassaux de la Souveraineté ; quatre du second Ordre , qui sont les Chatelains des Chastellenies de Thielle, de Boudry, du Landron, & de Vauxtravers ; & quatre Bourgeois Deputez du Conseil de la Ville de Neufchatel, qui sont ordinairement les quatre Ministres.

Ces douze Juges ainsi assemblez au jour des six semaines, après le deceds du Souverain , examinent & discutent les titres, & les droits des Pretendants, deliberent , & jugent ensuite a la pluralité des voix. Chacun a le droit d'opiner librement en son honneur & en sa conscience , de donner ses Sufrages suivant ses lumieres , mesme de revenir a l'avis des autres Opinants, s'il le trouve mieux fondé que celuy qu'il avoit d'abord adopté ; c'est la regle qui se pratique dans tous les Tribunaux de l'Europe , lorsqu'il s'agit de juger sur quelque droit qui est en contestation , c'est aussi celle qui avoit esté observée dans tous les temps a Neufchatel.

V v 2 Ce.

Cependant, comme cette regle ne convenoit pas aux vuës & aux interets des Partisans du Roy de Prusse , ils engagèrent les Bourgeois du Conseil de la Ville de Neufchatel , a assujétir les quatre de leur Corps qu'ils deutoient pour assister aux Etats , de juger absolument d'une maniere uniforme , & de régler leurs opinions sur les Qrdres qui leur en seroient donnés par ce mesme Conseil. Il en fût passé une Deliberation, a l'exécution de laquelle les quatre Ministraux se soumirent par serment , l'Acte de leur Nomination porte expressement cette condition. Leur foy fut donc engagée , par avance , & par serment, au Roy de Prusse ; ils n'avoient donc pas la liberté de leurs Suffrages , & assemblez pour juger avec les huit autres, ils étoient forcez de decider necessairement en faveur du Roy de Prusse , & de sacrifier leurs lumieres personnelles , & les mouvements interieurs de leur Conscience, a la volonté de ceux qui les avoient nommez deputez.

Ce qui forme un Jugement , c'est le concours des Opinans , c'est la liberté entiere dans leurs Suffrages: Cette liber-

té a esté absolument detruite en cette occasion. Il n'y a point de nullité plus essentielle dans un Jugement, que celle qui vient de l'engagement des Juges a l'une des Parties : Icy le tiers des Juges estoit engagé d'avance, par serment, & par écrit, au Roy de Prusse ; & ce n'est qu'aux depens de la Justice qu'ils ont esté fideles a ceux qui les avoient deputés.

On pouroit proposer icy encore d'autres moyens dans la forme contre ce pretendu Jugement du 3. Novembre 1707. ; mais celuy qui vient d'estre étably prouve d'une maniere si convainquante, la nullité de ce Jugement, rendu par des Juges dont la foy estoit engagée, que les autres moyens deviennent absolument inutiles.

SECONDE PROPOSITION

De la premiere Partie

Le Jugement du 3. Novembre 1707. est injuste par raport au fonds.

Il est fondé sur un droit de Reversion, que l'on suppose, par ce Jugement

avoir esté ouuert , par le deceds de Jean de Fribourg sans Enfants en 1457. au profit de Louis de Chalon , dont le Roy de Prusse a prétendu avoir les droïts.

Ainsi, pour faire connoître l'injustice de ce Jugement, il suffira d'établir trois Propositions. La premiere, que ce pretendu droit de Reversion en faveur de la maison de Chalon est illusoire: La seconde, que quand on le suposeroit veritable, il n'y auroit point eu d'ouverture en 1457: Et la troisieme, que quand il y en auroit eu, ce droit seroit presentement prescrit & aneanty.

P R I M O.

Le droit de Reversion du Comté de Neufchatel, en faveur de la maison de Chalon, est illusoire.

Le titre, sur lequel le Roy de Prusse a fondé cette Reversion, est, comme il a esté remarqué dans le fait, un Acte de 1288. par lequel, Rolin de Neufchatel reprend ce Comté de Jean de Chalon, premier du nom, a la charge de relever de luy, & de luy en porter la foy & hommage.

Mais il a esté observé, que ce Rolin de

touchant la Paix d'Utrecht. 1015
de Neufchatel , qui étoit alors mineur ,
ayant esté en quelque maniere obligé , par
les conjonctures des temps , de remettre
son Fief a l'Empereur Rodolphe , & de
le reprendre en même temps de Jean de
Chalon , a qui l'Empereur l'avoit donné,
Rolin devenu majeur luy rendit homma-
ge par acte du mois de Juin 1311. qui
porte expressement, qu'il ne dependroit de
Jean de Chalon, qu'autant qu'il voudroit,
& qu'il auroit besoin de sa protection.
Cette clause, dont les termes sont rapor-
tez dans le fait de ce Memoire , est deci-
sive, & aneantit absolument tout droit &
toute idée de Reversion.

Louis de Neufchatel , fils de Rolin,
ne porta la foy & hommage en 1357.
qu'à cette condition expresse : Elle est
encore rapellée dans les Actes de foy &
hommage qui ont suivi.

Il n'est point fait mention dans ces
titres primordiaux , ni dans les suivans,
d'aucune clause de Reversion ; elle ne se
supplée point.

La Reversion presuppose une premiere
concession du Fief, qu'on pretend y être
sujet ; elle a pour principe la pure libera-
lité du Seigneur dominant ; ce doit être

Feudum concessum : Et c'est icy le propre bien de Rolin qu'on luy rend ; il ne reçoit rien de la maison de Chalon, & l'on ne peut regarder, tout au plus, le droit que cette maison s'étoit acquise sur celle de Neufchatel, que comme une simple Alliance contractée entre ces deux maisons, qui assuroit la prééminence à l'une, & le secours à l'autre ; & même, pour autant de temps, que le Comte de Neufchatel croiroit avoir besoin de ce secours, & de la protection des Seigneurs de la maison de Chalon.

Aussi voit-on, que par le Contrat de mariage de Jean de Fribourg, avec Marie de Chalon, de l'année 1416. Conrad de Fribourg, son Pere, luy donne le Comté de Neufchatel, pour en jouir, faire & disposer, par luy, ses hoirs, & ayants cause en pleine propriété ; sans que Jean de Chalon, qui stipuloit pour Marie de Chalon sa fille, fasse aucune protestation, ni aucune réserve, pour conserver ce prétendu droit de Reversion.

Il est vrai que le Roy de Prusse a prétendu, que Neufchatel étoit un Fief de l'Empire, sujet aux Constitutions Impériales, qui admettent la Reversion.

Mais.

Mais , outre qu'il y a plusieurs Fiefs dans l'Empire qui n'y sont pas sujets, c'est que par les hommages de 1311. & 1357. il est prouvé, que Neufchatel se gouvernoit suivant la Coutume de Bourgogne , qui ne parle point du droit de Reversion, & ou il est même inconnu.

Il objectoit encore , que par un Acte de 1406. il étoit expressement stipulé, entre autres choses, qu'en cas que Conrad de Fribourg , Comte de Neufchatel , decedât sans enfants , les Conseillers , Bourgeois , & Communauté de Neufchatel reconnoitroient Jean de Chalon , quatre du nom , & ses hoirs pour Seigneurs du Comté de Neufchatel.

Mais cet Acte est nul par luy même , il a esté détruit par des Actes posterieurs, la nullité en a même esté jugée, & il n'a jamais eu d'exécution.

En premier lieu , il est nul par luy même ; parceque c'est un Acte passé par seize Bourgeois seulement n'ayant ni caractère, ni autorité, ni pouvoir de traiter pour leur Souverain , & pour tout l'Etat ; n'estant autorisez par aucun Corps, ni Communauté des Villes qui en faisoient partie ; Acte passé en l'absence, &

a l'instig. de Conrad de Fribourg, leur Souverain, alors occupé a la Guerre des Croisades, quoy qu'il y eust le principal interêt, & fait par intrigue & par surprise, pour le depouiller du droit & du pouvoir legitime qu'il avoit de disposer de Neufchatel comme il le jugeroit a propos, & comme de son propre Patrimoine.

En second lieu, il a esté détruit par des Actes posterieurs, même de l'année suivante; Conrad de Fribourg ayant, a son retour du voyage d'Outremer, en 1407. rendu a Jean de Chalon la foy & hommage, non pas conformément a l'Acte de 1406, mais relativement aux Actes de foy & hommage precedens qui reprirent leur premiere force. Le Contract de mariage de 1416. dont il vient d'être parlé, passé en presence du même Jean de Chalon, qui y stipuloit les droits de Marie de Chalon sa fille, Acte qui contient la Donation de Neufchatel par Conrad a Jean son fils, *pour en jouir, faire & disposer par luy ses heirs & ayants cause en pleine propriété*, fournit une nouvelle preuve, que cet Acte de 1406. a esté absolument détruit.

En troisieme lieu , la nullité en a esté jugée en 1457. en faveur de Rodolphe de Hochberg , contre Louis de Chalon , qui produisoit cet Acte de 1406. devant l'Official de Besançon & l'Auditeur nommé par le Pape , qui adjugerent Neufchatel a Rodolphe de Hochberg , & condamnerent Louis de Chalon , sans avoir aucun égard a cet Acte vicieux , & nul dans son principe.

Enfin cet Acte , pendant plus de trois siècles , n'a eu aucune execution , non-obstant le deceds de Jean de Fribourg fils de Conrard sans Enfants. Une si longue possession suffiroit seule pour l'aneantir , independamment des autres moyens qui viennent d'être proposez.

S E C U N D O.

Il n'y auroit point eu d'ouverture au droit de Reversion en 1457, quand Neufchatel y auroit esté sujet.

Pour en estre persuadé , il suffit de se rapeller deux faits certains entre les Parties.

Premierement, que Neufchatel n'étoit point un Fief purement masculin , que les filles & leurs descendants y étoient paeril-

pareillement appellées , ainsi qu'il est justifié par les adveus. de 1311. & 1357.

En second lieu , que Rodolphe de Hochberg , a qui Neufchatel a passé en 1457. (temps auquel on pretend que la Reversion a esté ouverte) descendoit en ligne directe par femmes de Rolin de Neufchatel , comme arriere petit fils de Varenne de Neufchatel , qui étoit petite fille de Rolin.

Si Jean de Fribourg , par la mort duquel on suppose qu'il y a eu ouverture au droit de Reversion, eust laissé des Enfants mâles ou femelles, Neufchatel seroit resté à sa Posterité ; mais n'ayant point eu d'Enfants , ce Comté a passé à Rodolphe de Hochberg , tant à cause de la donation entre vifs que Jean de Fribourg lui en avoit faite , que comme descendant de Rolin de Neufchatel , par Varenne de Neufchatel ; comme il vient d'estre expliqué ; ainsi Neufchatel , ne passant point à une famille estrangere , nulle ouverture , aux termes même des reprises de Fief , à aucun droit de Reversion.

T E R T I O.

Quand il y auroit eu ouverture au droit de Reversion en 1457, ce droit enst esté prescrit & aneanty en 1707, temps auquel, pour la premiere fois, le Roy de Prusse a paru pour reclamer la Souveraineté de Neufchatel...

La prescription est une espece d'alienation; ainsi ce qui est alienable peut estre acquis a titre de prescription. Elle met en seureté les Etats, elle affermit leur liberté, elle aneantit les anciennes pretentions, qui ne serviroient qu'à troubler le repos des hommes; enfin elle explique en faveur des Possesseurs le silence des Propriétaires, & elle fait presumer, que le droit qui n'a pas esté exercé n'étoit pas legitime.

Il est d'ailleurs plus important, de maintenir la possession des Souverains, que celle des Particuliers. La tranquillité de l'Etat depend de la possession libre du Prince; l'interest des Peuples & des Puissances ne demande pas, que l'on recherche, dans les tenebres de l'Antiquité
les

Ce même Rodolphe, qui avoit secoué le joug de la maison de Chalon, fut reconnu Souverain de Neufchatel par les Cantons de Berne & de Soleure, qui renouvelèrent avec luy les anciennes Combourgeoisies au mois d'Avril 1458.

Il fut compris au nombre des Alliez du Canton de Berne, & comme Souverain, dans le Traité de Trêve fait a Solcure en 1475. & dans une autre Trêve conclüe en 1478.

Depuis ce temps jusqu'au Traité de Vervins, les Comtes Souverains de Neufchatel, ou en leur nom, ou compris implicitement dans le titre d'Alliez des Louables Cantons, ont cent Actes publics, & solennels, de la reconnoissance qui a esté faite de leur Souveraineté, dont ils étoient dans une possession paisible & publique.

L'Acte de Remise qui fut faite par les Cantons en 1529. de la Comté de Neufchatel, *pour en jouir en pleine Souveraineté*, comme ils l'avoient possédée eux mêmes depuis 1512. en fournit une nouvelle preuve.

Les Titres du Different celebre survenu en 1552. entre la Reine d'Ecosse & Lcor

touchant la Paix d'Utrecht. 1025

Econor d'Orleans , & le Duc de Nemours , ou Mrs. du Berne intervinrent comme Alliez du Souverain de Neufchatel , & le Roy Henry II. comme Mediateur de ce Different , sont encore si decisifs , pour determiner le titre de Souveraineté , & d'Independance absoluë des Comtes de Neufchatel , qu'on n'a pas cru les devoir obmettre icy.

Mais une circonstance infiniment importante , c'est que ni dans le Traité de Paix de 1493. entre Charles VIII. & Maximilien Roy des Romains , ni dans les Traités de Cambray de 1508. & de 1529. Jean. de Chalon , dont le premier étoit dans les interets de la France , l'autre absolument devoüé a l'Empereur , n'ont jamais fait ni plaintes , ni protestations , ni reclamé en aucune maniere , pour raison de la pretenduë Reversion ; quoy qu'il y eust differents articles pour les droits des Particuliers , & que par le dernier de ces Traitez , Philbert eust esté rétably dans la Principauté d'Orange.

Par le Traité de Vervins de 1598. le Comté de Neufchatel fut reconnu pour ~~Souveraineté~~ , sans que Guillaume de Nassau,

violable dans le droit public, qui est le droit des Souverains.

On ne parle point icy des Titres passez a Neufchatel, des Actes & Traitez intervenus entre les Comtes Souverains de Neufchatel, les quatre Cantons Alliez de cette Souveraineté en particulier, & tout le corps Helvetique en general; parceque le nombre en est présqu'infiny, & que la longue & paisible possession les fait assez presumer.

Il n'est donc pas permis de douter, que la prescription n'eust esté acquise contre la maison de Chalon; mais a combien plus forte raison le seroit elle contre la maison de Nassau? Celle cy auroit elle acquis des droits sur Neufchatel, pour s'être mis, par autorité, & sans titre valable, en possession des biens de la maison de Chalon?

Les Princes de Longueville, qui avoient un droit legitime sur les biens de cette maison, a cause d'Alix de Chalon, en vertu des Testaments de Jean de Chalon IV. du nom, & de Marie Desbaux Prince & Princesse d'Orange, se sont toujours plaint de cette Usurpation. Le fonds de ce procez a esté jugé au profit de

touchant la Paix d'Utrecht. 1029
de la maison de Longueville par différents Arrêts; mais l'exécution en a esté surcuse, & les poursuites interrompuës, par autorité & par le malheur des Guerres.

Mais outre la Prescription, qui seroit infailible, comme on vient de le montrer, il y a même une Loy fondamentale de la Souveraineté de Neufchatel, qui aneantiroit encore la pretention du Roy de Prusse.

Cette Loy inviolablement observée dans tous les temps à Neufchatel, porte que, tout pretendant à cette Souveraineté, à quelque titre que ce soit, est tenu de comparoître sans citation, de demander l'Investiture, & de justifier de ses droits & de ses titres dans les quarante jours du deceds du dernier Possesseur; autrement qu'il fait son droit nul: Ce sont les termes de la Loy.

L'exclusion est si fatale, que l'on ne peut faire revivre la pretention, lors d'une autre vacance, quoy qu'arrivée peu après la dernière Investiture ou l'on ne s'est pas présenté.

Cette Loy n'est point faite par le Prince, independamment de ses Sujets; c'est une Loy établie par le concours de tous
les

les Peuples; une de ces Loix fondamentales de la Souveraineté, qui assure l'Etat du Souverain & de ses Sujets: C'est par cette Loy que l'Etat n'est pas privé long temps de Souverain: Elle previent le desordre qui n'est que trop ordinaire dans un long Interregne.

Il s'agit dont de sçavoir, si depuis le deceds de Jean de Fribourg arrivé en 1457. qui est l'Epoque donnée au prétendu droit de Reversion, les Princes de la maison de Chalon, & ceux de la maison de Nassau, ont comparu a toutes les mutations qui sont arrivées jusqu'en 1707. que le Roy de Prusse s'est présenté pour la premiere fois.

L'on ne voit pas que pendant cet intervalle de temps, qui est de deux Siecles & demy, aucun Prince de ces deux Maisons ait comparu. Ce qui est certain, c'est que par tous les Jugemens qui sont intervenus, les Princes des Maisons de Hochberg & de Longueville ont toujours esté maintenus dans la Souveraineté de Neufchatel sans opposition, même sans protestation de la part de ceux de Chalon & de Nassau. S'ils avoient eu quelque droit, ils en seroient donc dechus par
cette

touchant la Paix d'Utrecht. 1031
cette Loy, autant de fois qu'il a esté prononcé sur l'Investiture de la Souveraineté. Tous ces Jugemens sont autant de Barrières contre la pretention du Roy de Prusse, & de ceux qu'il pretend représenter, qui auroient esté dechus de leur droit dès le premier de ces Jugemens, comme le dernier, rendu en 1694. en faveur de Madame la Duchesse de Nemours, eut esté seul suffisant pour exclure le Roy de Prusse, faute d'avoir comparu, d'avoir formé ses demandes & représenté ses titres.

Après avoir fait voir par des preuves si convaincantes & si decisives, que la pretention du Roy de Prusse sur Neufchatel, sous pretexte d'un pretendu droit de Reversion, est illusoire, & sans aucun fondement, l'on va montrer, en peu de mots qu'a l'égard de Valengin, il n'y a pas même d'aparence de droit, ni la moindre couleur pour autoriser le Jugement du 3. Novembre 1707., qui en a investy le Roy de Prusse, aussi bien que de Neufchatel.

Il ne fondoit sa demande, comme on vient de le remarquer, que sur un pretendu droit de Reversion, qu'il disoit avoir,

voir esté ouvert en 1457, par le decret de Jean de Fribourg sans Enfants, en faveur de Louis de Chalon, dont il a pretendu exercer les droits.

Quand ce droit auroit pû avoir quelque aparence de fondement pour Neufchatel, pouvoit il estre d'aucune consideration, par raport a Valengin?

Le Comté de Valengin n'a esté acquis du Comte de Montbeliard, qu'en 1592. par Marie de Bourbon, en qualité de Mere & Tutrice de ses Enfants mineurs, moyennant soixante & dix mil Ecus d'or, outre les sommes qui estoient dûes a cette Princesse, & pour lesquelles ce Comté luy avoit esté engagé avant son acquisition.

Il n'a jamais esté reuny au Comté de Neufchatel: Celuy de Valengin est une Souveraineté separée, qui a ses Etats particuliers, il est renfermé dans un Territoire, qui a presque autant d'étendue que le Comté de Neufchatel.

Quand même la reunion auroit esté faite, ce qui n'est pas, il faudroit que cet Acte de reunion portât une clause expresse, que le cas de la Reversion du Comté de Neufchatel arrivant. Valengin a-
par-

parttiendrait à celui au profit duquel la Reversion auroit lieu; autrement la Reversion ne pouvoit avoir d'effet, que pour les choses marquées dans l'Acte d'Infeodation, qui contiendrait clause de Reversion; ou dans quelque autre Acte postérieur qui l'ordonneroit ainsi.

Cette clause de Reversion de Valengin, en faveur de la Maison de Châlon, n'est point comprise dans l'Acte de 1288. ni dans ceux de 1311. & de 1357, qui sont les premières Investitures de Neufchatel; elle ne l'est pas non plus dans aucun autre subsequent; il auroit même falu, en quelque maniere, avoir l'esprit de prescience, pour l'employer dans aucun des titres dont on s'est servi pour faire valoir le droit de la Maison de Châlon, puisque l'acquisition de Valengin n'a esté faite que 300. ans après l'Acte de 1288, & plus de soixante ans après que le nom de Châlon a esté entièrement éteint.

Ainsi la Réversion, par rapport à Valengin, n'étoit pas un moyen proposable; cependant cette Souveraineté a suivi le sort de celle de Neufchatel, & a esté confondue dans le prétendu Jugement de

1707, par les mêmes moyens que le Roy de Prusse avoit établis pour le Comté de Neufchatel.

Apré tant de raisons si decisives , il faut conclure que ce Jugement est nul dans la forme , comme ayant esté rendu par des Juges, dont plusieurs avoient engagé leur foy par serment , & par écrit, au Roy de Prusse , par le ministere de ses Agents ; & injuste dans le fonds , pour luy avoir donné l'Investiture des Souverainetez de Neufchatel & de Valengin, auxquelles il n'avoit aucun droit.

Mais c'est trop s'arrester sur une pretention purement illusoire, qui n'a trouvé des Partisans , des defenseurs , & le succès qu'on s'en étoit proposé , que dans une fatalité de conjonctures , & un enchainement de circonstances malheureuses, qui sont trop publiques pour qu'il soit necessaire de les rapporter icy.

Il est temps de passer à l'établissement de la seconde Partie de ce Memoire , & de prouver, que Madame la Duchesse de Luynes seule a droit aux Souverainetez de Neufchatel & de Valengin.

SECONDE PARTIE

*Madame la Duchesse de Luynes seule ,
a droit aux Souverainetez de Neuf-
chatel & de Valengin.*

Son Droit a pour fondement une Donation entre vifs , faite par Madame la Duchesse de Nemours le 18. Fevrier 1694. des Principautez Souveraines de Neufchatel & de Valengin en faveur de Mr. le Prince de Neufchatel son Pere : Donation confirmée par le Contract de Mariage du Donataire avec Mademoiselle de Luxembourg , fille du Marechal de Luxembourg , du six Octobre de la même année.

Ces deux Actes sont revêtus de toutes les formes & ils ne peuvent souffrir de Contredit à cet égard. Reste donc à examiner , s'ils sont plus susceptibles d'atteinte , dans leur disposition des Comtez de Neufchatel & Valengin , en faveur de Mr. le Prince de Neufchatel.

Pour lever tout sujet de doute sur cette question , il suffira de justifier , que ces Souverainetez sont alienables ; car cette premiere proposition étant prouvée,

il est sans difficulté, que Madame la Duchesse de Nemours en a pû disposer comme de les autres biens.

La liberté d'aliéner est un droit acquis par la nature ; la prééminence de la Souveraineté n'empêche pas cette liberté. En general, il n'y a point de loy qui declare les Souverainetez inalienables, quoyque plusieurs ne soient pas susceptibles d'alienation ; c'est ce qui s'explique en peu de mots.

Il y a trois sortes d'Etats Souverains : Les uns sont Successifs, d'autres Electifs, d'autres enfin Hereditaires & Patrimoniaux.

Les Etats Successifs sont acquis par le seul droit du sang, par un fideicommiss legal, graduel, & perpetuel : Les Princes qui jouissent de ces Etats n'en sont, en quelque façon, qu'usufruitiers, aussi les Souverainetez de cette espee sont elles appellées usufructuaires.

Les Etats Electifs sont deferez par le choix des Peuples, & l'on n'en peut disposer sans leur consentement.

Enfin il y en a qui sont Hereditaires & Patrimoniaux & ces derniers sont alienables : Les Peuples reçoivent le Souverain

touchant la Paix d'Utrecht. 1037
rain de la main de son Predecesseur.

Les marques les plus certaines & les plus decisives , qu'un Etat Souverain est Hereditaire & Patrimonial , & par consequent sujet à l'alienabilité ; c'est quand on trouve , qu'effectivement , cet Etat a esté , en differents tems , vendu , donné engagé , hypothéqué , partagé , demembré , administré par des Tuteurs au lieu de Regents pendant les Minoritez. C'est ce qui s'est pratiqué à Neufchatel dans tous les tems , comme on va l'établir avec beaucoup de precision.

En 1214. Ulric & Bertold , en qualité de Souverains de Neufchatel , accorderent conjointement des Franchises & Libertez aux Bourgeois de Neufchatel.

Dans les Lettres , qui en furent expédiées , ils y sont qualifiez Cossaigneurs de Neufchatel : C'étoit l'Oncle & le Neveu , qui jouissoient par indivis de cette Souveraineté.

On peut d'ailleurs observer sur les Lettres de concession de ces franchises & libertez , que Neufchatel étoit possédé en Souveraineté , plus de soixante dix ans , auparavant que Rolin eut jugé à propos , pour acquérir la protection de l'Empe-

reur Rodolphe & de la Maison de Châlon, de reconnoître Jean de Châlon pour Suzerain.

Par un autre Acte, en forme de Sentence Arbitrale, de 1278. Rodolphe de Neufchatel étant decédé, & ayant laissé six Enfants, quatre Garçons & deux filles, ils se raporterent à Thiery de Montbeliard pour leur partage : Il donna le Comté de Neufchatel à Amedée, comme fils aîné; mais il en demembra plusieurs Domaines pour le partage de les Freres & Sœurs.

Neufchatel étoit donc dès ce temps là partageable, & par conséquent hereditaire-Patrimonial.

En 1337. Rolin de Neufchatel disposa du Comté de Neufchatel entre les deux Enfants, -Louis, & Margueritte; il donna à Louis le Comté de Neufchatel, & à Margueritte, Sœur de Louis, la Ville de Boudry, la Mairie de Boudrevilliers, & Montcillon, qui faisoient partie de ce Comté, pour sa part dans la succession.

Il n'est point fait mention dans ces Actes, que ce qui est donné aux Cadets & aux filles soit donné à titre d'Apanage,

g^e.

touchant la Paix d'Utrecht. 1039
gé , & à charge de Reversion ; mais au contraire il est dit que c'est pour leur partage. Ces Actes prouvent donc , que Neufchatel a esté, dès les premiers temps, regardé comme un bien Patrimonial, divisible, & par consequent alienable.

La même chose se trouve avoir esté partiquée dans la suite des temps.

En 1373. après la mort de Louis de Neufchatel , le Comté fut partagé entre Isabelle & Varenne de Neufchatel ses deux filles : Le Comté resta à l'aînée, & le Landeron , qui en faisoit partie , en fut demembré pour la Cadette.

Isabelle de Neufchatel en 1394. donna à Conrard de Fribourg son neveu, ce qu'elle possédoit du Comté de Neufchatel.

Par le Contract de mariage de Jean de Fribourg, de l'année 1416, Conrard de Fribourg son Pere luy donna le Comté de Neufchatel, *pour en jouir par luy, comme de son propre heritage, pour luy, ses heritiers, & qui de luy auroient cause perpétuellement.* Et ce qu'il y a de plus, c'est que ce Contract est passé avec Jean de Châlon IV. du nom, Pere de Marie, comme il a esté cy devant observé.

Ces titres assurent encore à Neufchatel la qualité d'un Etat Souverain , non seulement Patrimonial, mais encore nommément , transmissible aux ayants cause. Or il n'y a point d'ayant cause , à qui cette clause puisse être apliquée plus naturellement , qu'au donataire entre vifs, quelque étranger qu'il puisse être à la famille.

En 1476. Rodolphe de Hochberg, en mariant son fils Philippes avec Marie de Savoye, donna à cette Princesse soixante douze mil Ecus d'or , au payement desquels il affecte & hypoteque le Comté de Neufchatel.

En 1517. Jeanne de Hochberg leur fille vendit l'Abbaye de St. Jean, qui faisoit partie du Comté de Neufchatel, à Mrs. du Canton de Berne , qui depuis en ont fait un Baillage , qu'ils possèdent en toute Souveraineté.

La Même Jeanne de Hochberg , qui étoit entrée dans la Maison de Longueville, par son mariage avec Louis d'Orleans, Duc de Longueville , donna à Louis , & à François d'Orleans ses Enfants, le Comté de Neufchatel, par Donation entre vifs de l'année 1519. Donation.

touchant la Paix d'Utrecht. 1041
tion , qui fut non seulement auctorisée
par le Roy François I. , mais qui servit
même de fondement au Jugement rendu
en 1584. par les Cantons, pour annuler
une vente qui avoit esté faite , au preju-
dice de cette Donation.

Les Cantons Suisses s'étant emparez
du Comté de Neufchâtel , sur la même
Jeanne de Hochberg , & François pre-
mier leur ayant écrit en 1528. pour les
engager à rendre ce Comté , qu'il qua-
lifie par sa Lettre *le vray & ancien Heri-
tage & Patrimoine de Jeanne*, onze Can-
tons solennellement assemblez en ordon-
nerent la restitution , & par l'Acte qui
en fut passé le 30. Juin 1529. il est mar-
qué expressement, que c'est pour le posse-
der, dominer, en jouir & user, elle & ses
Enfants & Hoirs, pour en ordonner, &
disposer à son plaisir, avec pleine puissance,
& tous droits, fruits, appartenances & de-
pendances, de la même maniere qu'ils l'a-
voient tenu & dominé jusqu'alors. Rien ne
demonstre mieux la Patrimonialité, & la
liberté absolüe de disposer, que les ter-
mes, *pour en ordonner & disposer à son*
plaisir, avec pleine puissance.

Par un autre Acte, du 8. May 1537,

Xx 5

Jean-

Jeanne de Hochberg & ses Enfants confirment les franchises de Neufchatel , & dechargent leurs sujets du droit d'aydes , au cas que le Comté de Neufchatel passât en d'autres mains , soit par *vendition* , *Echange* , *Permutation* , ou autrement en *quelque maniere que ce soit* , se reservant la somme de cinq cent livres , au lieu de ce Droit tant qu'eux ou leurs descendants possederont Neufchatel.

En 1551. Le Comté de Neufchatel fut hypothéqué spécialement par Leonor d'Orleans , & Jacques de Savoye , Heritiers presomptifs de François d'Orleans, Comte de Neufchatel , pour une somme de cinquante mil Ecus , que le Canton de Soleure prêtoit au Roy Henry second.

En 1552. intervint un Jugement solennel, aux Audiencés générales de Neufchatel , par lequel , après une contestation celebre sur la divisibilité ou indivisibilité de cette Souveraineté , & sur le fondement , tant de l'ancien partage qui avoit esté fait , après la mort de Louis Comte de Neufchatel , que de la coutume , de tout temps observée & gardée dans le Pays , la moitié du Comté de
Neuf-

Neufchatel est adjugée au Duc de Nemours , fils de Charlotte d'Orleans , & l'autre moitié à Leonor d'Orleans , tous deux parents en égal degré de François d'Orleans , Comte de Neufchatel , de la succession duquel il s'agissoit.

Il y a plusieurs Actes de 1556. qui justifient , que Leonor d'Orleans , & le Duc de Nemours , jouissoient l'un & l'autre , chacun de la moitié de Neufchatel , conformément au Jugement de 1552.

Par Acte du 15. Aoust 1557. le Duc de Nemours , par la mediation de Mrs. de Berne , vendit sa moitié du Comté de Neufchatel à Leonor d'Orleans , qui étoit déjà propriétaire de l'autre moitié.

En 1558. Jacqueline de Rohan emprunta de Messieurs de Berne , au nom de Leonor d'Orleans , son fils mineur , & lors prisonnier de guerre , une somme de trente mil Ecus , au payement de laquelle elle hypotequa Neufchatel.

En la même année 1558. cette Princesse vendit , en qualité de Tutrice de Leonor d'Orleans son fils , l'Abbaye de Fontaine André & le Prieuré de Vaux-travers , avec faculté perpetuelle de Reme-
re , la vente fut ratifiée dans la même

année par Leonor d'Orleans.

En 1564. il acquit de Guerard de Vatteville, & de ses Freres, la Seigneurie de Colombier, & autres Fiefs, pour la somme de soixante mil Ecus d'or, & pour seureté du payement il leur hypotequa le Comté de Neufchatel.

En 1566. le même Leonor d'Orleans accorda, aux Bourgeois Forains de Neufchatel, la même exemption d'aydes, qu'aux Bourgeois internes de la Ville de Neufchatel, en payant seulement une somme de 500. livres qu'il se retenoit au lieu de ce droit; mais, comme on avoit obmis d'y ajouter la clause d'exemption en cas d'alienation du Comté, il donna de nouvelles Lettres en 1567. pour leur accorder cette decharge comme aux Bourgeois internes. Ces Lettres portent: *Au cas qu'aujourd'huy ou demain, le Comté de Neufchatel fut alienné, ou transporté par son Excellence, ses Hoirs ou Successeurs: ce sont les propres termes.*

En 1592. le Comté de Neufchatel fut encore hypotequé au Comte de Montbéliard, pour la somme de soixante dix mil Ecus d'or, prix de l'acquisition faite par Marie de Bourbon, Tutrice de Henry d'Or-

touchant la Paix d'Utrecht. 1645.
d'Orleans, du Comté de Valengin.

Par un Traité fait en 1632, entre le Roy Louis XIII., & le Duc de Savoye, ce Duc cedit Pignerol, & d'autres terres, pour une certaine somme laquelle seroit employée à l'acquisition de Neufchatel & de Valengin; ce projet n'eust point d'exécution, parceque le Duc de Longueville ne voulut point vendre.

Enfin, pendant la minorité des Comtes de Neufchatel, ce Comté n'a jamais esté administré par des Regents, comme il se pratique dans les Etats successifs; mais par les Tuteurs des Mineurs, ainsi qu'il est d'usage dans les Souverainetez Patrimoniales. Marie de Lorraine, & Claude de Guise, en 1543; Jacqueline de Rohan, en 1552; Marie de Bourbon, en 1573; Catherine de Gonzagues, en 1595; & dans ces derniers tems, Madame de Longueville, Madame de Nemours, & M. le Prince, ont tous esté successivement Tuteurs & Tutrices des Comtes de Neufchatel pendant leur minorité, & ils en ont administré les biens & revenus en cette qualité.

Par tous les titres qui viennent d'être rapportez, & par une infinité d'autres qu'il
Xx 7 seroit.

feroit trop long de deduire & d'expliquer dans un Memoire aussi sommaire, il paroît donc évident , à n'en pouvoir douter , que les Comtez de Neufchatel & de Valengin sont veritablement biens Patrimoniaux , sujets par consequent , comme ils l'ont esté en effet , à être partagez , vendus , donnez , hypotequez , demembrez , & administrez par des Tuteurs dans les temps de minorité , ce qui forme tous les caracteres essentiels des biens Hereditaires & Patrimoniaux sujets à alienation.

Ces caracteres de Patrimonialité & d'Alienabilité ne sont point particuliers , aux Souverainetez de Neufchatel & de Valengin ; plusieurs autres Souverainetez contiguës sont de même nature ; la vente du Pays de Vaux à Pierre de Savoye , dans le 13. siecle ; celle du Comté de Geneve , en 1401 ; l'echange du Bugey contre le Marquisat de Saluces en 1607 , en fournissent des exemples autentiques.

Les Donations du Dauphiné , du Comté de Provence , des Principautez Souveraines de Monaco , de Dombes , & de plusieurs autres sont encore autant de preuves que les Souverainetez Hereditaires

touchant la Paix d'Utrecht.. 1047
res Patrimoniales sont susceptibles d'alienation.

S'il est donc vray de dire , que les Comtez de Neufchatel & de Valengin ont toujours esté sujettes aux Engagements , aux Ventes , aux Donations ; si les Souverains de Neufchatel ont accordé des Privilèges & des Exemptions à leurs sujets , qui ont alteré le fonds , & les droits de Souveraineté ; si les Etats de Neufchatel ont déclaré , par des Jugemens solennels, cette Souveraineté Patrimoniale & sujette à alienation, si tout le Corps Helvetique en general, les Cantons alliez en particulier , & toutes les puissances de l'Europe l'ont aussi reconnu, suivant les preuves qu'on vient d'en rapporter, peut on douter que Madame la Duchesse de Nemours ait eu la liberté de disposer de Neufchatel & de Valengin, & que l'ayant fait , par une Donation entre vifs, revetue de toutes les formes, confirmée par un Contract de mariage, titre de tous les titres le plus solennel, & le moins susceptible d'atteinte, Madame la Duchesse de Luynes, en faveur de qui cette Donation a esté faite , ait seule le veritable droit sur ces Souverainetez, à l'ex-

seroit trop long de deduire & quer dans un Memoire aussi il paroît donc évident , à douter , que les Comtez & de Valengin sont Patrimoniaux , sujets comme ils l'ont été , tages , vendus , membres , & teurs dans le forme tous biens Héréditaires à alien

achant la Paix d'Utrecht. 1713
 & niales sont susceptibles d'ali-

Gr. lequel les Etats de Neuchâtel & de Valengin n'avoient eu aucun égard ; enfin Mrs. les Heritiers du sang en étoient aussi exclus , par la Donation entre vifs , que Madame la Duchesse de Nemours , usant de son droit , avoit faite au profit de Madame la Duchesse de Luynes.

C'est donc , avec grande raison , que M. le Duc & Madame la Duchesse de Luynes réclament aujourd'hui , & font leurs Protestations contre le prétendu Jugement du trois Novembre 1707 , qui les dépouille des Comtez de Neuchâtel & de Valengin , dont Madame la Duchesse de Luynes est seule légitime propriétaire.

touchant la Paix d'Utrecht. 1049
etaire , pour les donner au Roy de
le , qui n'y a certainement aucun
ce qui les obligé d'en appeller à
jonctures de tems plus favorables.

*la Réponse faite au Memoire
Congrés d'Utrecht par Mr. de
et des Interets de S. A. S.
c. de la Mirandole,
e le 3. Tome des
es de ce Congrès.*

*Quaecunque dixeris verbum, tale audies.
Homerus Iliad.*

L'oppression , sous la quelle Mr. le Duc
de la Mirandole & toute sa maison
gemissent, est si grande, que tout le monde
étant d'opinion, que Mr. le Duc de Mode-
ne y a contribué en plus d'une maniere , il
n'est pas surprenant que ce Prince tâche
de justifier, ou du moins d'excuser la con-
duite qu'il a tenuë dans l'acquisition de
la Mirandole ; acquisition qui a été com-
me le sceau des malheurs & de la ruine
de l'Illustre maison Pico ; mais autant
que la reussite de cette entreprise est de-
sira-

*Utrecht.
1049
les*

à l'exclusion de tous les autres Pretendants.

C'est en vain qu'on luy oposeroit les trois obstacles formez à son Investiture par le Roy de Prusse , par M. le Prince de Conty , & par Mrs. les Heritiers du sang , qui ne peuvent être d'aucune consideration ; puisque l'on vient de faire voir par ce Memoire , que le Roy de Prusse ne fondoit sa demande que sur un pretendu droit de Reversion purement illusoire ; que M. le Prince de Conty n'établissoit sa pretention que sur un Testament caduc , & auquel les Etats de Neufchatel n'avoient eu aucun égard ; enfin que Mrs. les Heritiers du sang en étoient aussi exclus , par la Donation entre vifs , que Madame la Duchesse de Nemours , usant de son droit , avoit faite au profit de Madame la Duchesse de Luynes.

C'est donc , avec grande raison , que M. le Duc & Madame la Duchesse de Luynes reclament aujourd'huy , & font leurs Protestations contre le pretendu Jugement du trois Novembre 1707 , qui les depouille des Comtez de Neufchatel & de Valengin , dont Madame la Duchesse de Luynes est seule legitime propriétaire.

touchant la Paix d'Utrecht. 1051
d'un secret de l'ame & de la Volonté, &
l'on est obligé de s'en tenir à la déclara-
tion, que l'on en fait dans un pur esprit
de vérité.

Pour donc ne point douter de la veri-
té de ce qu'on a allegué d'important, on
n'a qu'à recourir, comme à une caution
authentique & seure, au jugement, qu'en
a porté le Public. Il est bien vrai que
l'Auteur s'efforce d'affoiblir un pareil te-
moignage en jettant un voile, ou plû-
tôt une espee de fard sur une telle veri-
té; mais le succès d'une semblable entre-
prise depend des reflexions qu'on va fai-
re l'une après l'autre sur chaque point de
son ouvrage.

Il est inutile de répondre au blâme,
dont il s'efforce de charger l'Auteur du
memoire du Duc de la Mirandole, qui
est d'avoir accusé d'injustice le Conseil
Imperial Aulique. Ceux qui le compo-
sent sont trop éclairés pour n'avoir pas
méprisé la fausse reflexion de cet Auteur,
qui n'a pas sçu distinguer l'injustice de
la procédure d'avec l'injustice du juge.
Celle-là par une apparence d'équité peut
engager le juge à donner une sentence
injuste, *decipimur specie recti*. C'est ainsi
que

que l'on a tâché de tromper cet Auguste Corps, pour obtenir les fins, ou l'on est parvenu, de dépouiller le Duc de la Mirandole du patrimoine, que ses Ayeux lui ont transmis.

Nôtre Adversaire a en effet été contraint de manifester lui même, que le terme d'injustice ne se peut rapporter qu'à la procédure, & à ses Auteurs : Il s'attache à ce sujet principalement, de montrer l'injustice, dont on charge (dit-il) le Duc de Modene.

Il prétend qu'il pouroit en être quitte à cet égard en se tenant simplement sur la negative, sur ce qu'on ne spécifie aucune des manieres, dont on pretend qu'il aie contribué à la ruine de la Maison Pico.

Il auroit dû reflechir qu'un tel detail étoit peu convenable au respect, qui est dû à quelques personnes, qu'il n'auroit pas été prudent de nommer, & il n'étoit pas d'ailleurs necessaire ; car toutes les manieres de la Cour de Modene à cet égard sont assez notoires. On sçait les correspondances de ses Ministres, à la Cour de Vienne, avec ceux qui fabriquerent le procez contre le Duc de la Miran-

randole: on n'ignore pas leurs pratiques, ni les protections qu'ils se sont menagées, & qu'ils ont cultivées avec tant de soins: On sçait les effets qui ont suivi leurs menées: le refus des brieves delais, que le Duc de la Mirandole demandoit pour se justifier: Une sentence precipitée, formée dans des assemblées convoquées & tenuës en des jours feriés contre l'usage, & les regles ordinaires: les fausses suppositions, dont un Ministre de Modene chargea à Vienne un des Princes de la Mirandole, qui s'y trouvoit pour appuyer les Droits de sa Maison: Chacun sçait les extremitez ou il s'y trouva réduit, & les peines qu'il eut à se justifier, & à se tirer d'embaras. Il ne suffit pas d'opposer des negatives à des faits si notoires.

Il paroît en effet bien persuadé dans la suite, qu'il est necessaire d'avancer quelque chose de positif. Il rapporte à cet effet des Griefs, que le Duc de Modene pretend d'avoir contre la Maison Pico, pour inferer de là, qu'en aiant receû des injures, il a pû s'en ressentir & travailler à la ruine du Duc de la Mirandole en recherchant l'acquisition de son Etat, & de tous les biens. Si

Si telle est l'intention de l'Auteur il justifie le Duc de Modene par un motif de Vengeance , qui est doublement illícite. Il l'est parceque le Duc de la Mirandole ne dependant point du Duc de Modene, celui-cy n'a pû agir contre lui par voie de châtiment , qui suppose une supériorité & une juridiction. Il est aussi illícite parcequ'il n'a receû aucune injure de la part du Duc de la Mirandole, & que supposé même qu'il en eût receû , elles n'ont pas été telles qu'il en eût pû chercher la reparation par la voie de la Guerre.

En effet elles se reduisent, ces injures prétendûes à ces deux Chefs. (1.) Que dans le tems cotté par l'Auteur quelques meubles de la Maison de Modene sont passés dans la Maison Pico. (2.) Qu'il est entré dans cette même maison certaines sommes levées sur les finances de l'Etat de Modene ; & pour donner à ces faits quelques couleurs , qui les rendent favorables à la Cause, que soutient l'Auteur , il dit quant aux meubles, que le Duc & les Princes de la Mirandole s'en saisirent , & quant aux sommes , qu'ils se les firent assigner sur les dites finances.

Tou-

Toutes ces circonstances sont fausses. Ce fut un officier François, qui offrit seulement quelques Chevaux au Duc de la Mirandole, & qui l'obligea à les accepter, ce qu'il ne fit qu'après toutes les résistances que la convenance exigeoit, je dis plus, qu'après en avoir obtenu l'agrément du Duc de Modene, qui se trouvoit pour lors à Rome. Que si le Duc de la Mirandole, se trouvant dans de facheuses extremitez, obtint de la France une modique pension, il n'eut pas pour celà intention de la prendre sur les finances de Modene. Son unique but fut de se tirer de l'indigence, ce qu'ayant obtenu il fut à bout de tous ses desseins; & si la pension luy fut payée, il agit en cette rencontre comme auroit agi tout homme sage en semblable cas. Il ne s'informa pas de quel fond provenoit ce secours, & si les Ministres de France le prenoient sur les revenus de Modene: C'est un fait qui les regarde, & non le Duc de la Mirandole.

Mais sans prejudice de la verité, supposons que ces circonstances avancées par l'Auteur soient veritables. Qu'est-ce que ce Duc a demandé, ou accepté? ce sont des choses

choses qui étant passées par le Droit de la guerre au pouvoir des François , n'appartenoient plus au Duc de Modene ; au moins il n'en jouissoit plus. Celà étant, pour ne donner aucune atteinte aux droits les plus communs de l'humanité, le moins qu'il deût faire c'étoit de consentir, & d'être bien aise que ces choses servissent au soulagement d'un Prince infortuné & son proche parent.

Dans un cas pareil le Duc de Modene auroit dû s'en priver luy même de son propre mouvement , s'il en eût été possesseur , & les faire servir au secours de son Parent.

En effet quiconque écoute un peu cette tendresse, que les liens du sang inspirent, cette charité qui est le vrai caractère du christianisme , cette compassion, qu'on ne peut refuser aux malheureux sans dureté , & cette generosité qui sied si bien aux Princes, ne peut en pareilles occasions s'exempter d'être liberal & bienfaisant.

Qu'on juge sur ces principes des prétendues injure , que la Maison d'Este a receûes de la Maison Pico. Tout ce qu'en pouroient penser de plus defavantageux
les

touchant la Paix d'Utrecht. 1057

les plus délicates, seroit qu'elles consistent dans une faute bien mince contre les loix les plus scrupuleuses de la plus exacte bien-séance ; mais tout homme judicieux réfléchirà toujours , qu'on ne tire jamais équitablement vengeance des vices opposés à l'exercice des vertus , à la pratique desquelles on ne peut pas être forcé.

A tout événement, il faut peser ici la proportion , qui doit se rencontrer entre l'injure & la vengeance , d'autant que celle-cy n'est juste qu'autant qu'elle est licite. Or quand même les considérations , qu'on a faites jusques ici , ne seroient censées d'aucun poids , qu'on me dise le rapport d'égalité qu'il y a entre ce qu'a fait le Duc de la Mirandole , & ce qu'a fait le Duc de Modene ? Le premier a receû quelques meubles, demandé une pension , qui luy a été accordée, & en a été payé au moien des Revenus, que la France exigeoit de l'Etat de Modene. Le second étoit-il pour celà en droit de travailler à l'acquisition de la Mirandole, & à la ruine totale de la Maison Pico ? Ruine accompagnée d'autant de honte, que de misere, & dont cette illustre famille seroit hors d'espoir de ja-
Y y mais

mais se relever sans la confiance qu'elle a dans la Religion & la justice de S. M. Imperiale.

Si l'Auteur eût fait ces reflexions, il est à presumer, que suivant l'exemple du Duc de Modene, lequel (au dire de cet Ecrivain.) ne s'est jamais plaint de ces injures prétendues, il n'en auroit pas fait mention luy même; car elles ne peuvent en aucune maniere justifier la conduite de S. A. S. tout comm'elles ne peuvent pas condamner celle du Duc de la Mirandole.

Ce que j'ay avancé plus d'une fois me semble toujours plus vrai, Je le repete donc encore, Par la vente de la Mirandole on a mis la dernière main à l'abîme de misere, qu'on a creusé à la Maison Pico, & dans lequel on l'a à la fin précipitée: si elle perd toute esperance de se relever, ce sera uniquement ce *Contrat*, qui sera le sceau de ses malheurs. Et quel autre obstacle pourroit retarder les *Traité*s necessaires pour le rétablissement de cette maison, que celui d'un *Contrat* si fatal? Que fera M. le Duc de Modene luy même quand il sera question de ce rétablissement: abandonnera-t-il son ac-
qui-

touchant la Paix d'Utrecht. 1059
fiction, ou plutôt ne fera t-il pas tous
efforts pour la soutenir? Qu'on avouë
ne la Verité, & qu'on concluë, que si
te vente a été la principale cause de la
ne des Princes de la Mirandole, le
ic de Modene, qui a concourû comme
tie à cette même vente, est aussi l'Au-
r principal des affreuses miseres, où
Princes sont plongés.

L'Auteur de l'ecrit, qui fait mainte-
nt l'objet de mes reflexions, ne pour-
t il pas, avec toute justice & toute Ve-
é, porter le même jugement, de quicon-
e ce seroit emparé, par de semblables
ies des Etats de Modene, dans le tems,
e le Duc de ce nom fut contraint de
abandonner, pendant les revolutions
la derniere guerre?

Cet Auteur répond qu'il faut faire at-
tion aux circonstances, dans lesquel-
se trouvoit Mr. le Duc de Modene,
and il donna les mains à l'achat de la
irandole; car il ne pensa à cet achat
l'apres l'Edit de subastation, que le
onseil Aulique fit afficher dans Milan:
ailleurs il avoit penetré (dit-il) que la
ur de Vienne offroit l'Etat & les au-
s biens de la Maison Pico à un au-

tre Prince d'Italie, & qu'un autre les recherchoit ; il étoit donc de son intérêt d'obtenir la préférence sur tous les deux, & enfin ce ne fut point le Duc de Modene, qui le premier suggera, & persuada ce Contract, mais bien les Ministres des Puissances Maritimes, empressées de trouver l'argent nécessaire pour faire agir cette année-là les Troupes alliées en Italie.

Voilà le bouclier de nôtre Achille : il est à propos de l'éprouver, & d'en reconnoître la trempe. Nous doutons en premier lieu si le Duc de Modene n'a pensé à l'acquisition de la Mirandole, qu'après la Publication des Edits susmentionnés ; puisque long tems auparavant divers sujets de l'Etat de la Mirandole avoient présenté à l'Empereur des mémoires tendants à obtenir de S. M. I. que le Duc de Modene fût leur souverain, & l'on a été persuadé par plusieurs raisons, que c'étoit le Duc de Modene luy même, qui les avoit engagé à faire une pareille demande. Nous doutons en second lieu, s'il est vrai qu'un autre Prince d'Italie ait pensé à l'achat, dont il est question ; nous sçavons au contraire, que la Cour de Vienne

touchant la Paix d'Utrecht. 1061
ne l'a fit offrir à un Prince , qui ne jugea pas à propos de s'en prevaloir.

Mais supposé que ces doutes soient mal fondés, s'en suit-il de là que le Duc de Modene ne soit pas tres proche Parent du Duc de la Mirandole, & de toute la Maison Pico? & que bien loin d'avoir pû, selon les loix de l'Equité & de la bienſeance concourir à sa ruine, il n'eût pas dû au contraire soutenir cette maison, & la secourir dans les facheuses circonstances, ou elle se trouvoit? Nous avons remarqué que les loix de la société humaine ne permettent point, tant qu'elles subsistent, de causer du dommage au prochain, & que ces mêmes loix ordonnent au contraire de procurer ses avantages. Qu'auroit exigé, suivant ces loix, le Duc de Modene de celui de la Mirandole, si le premier se fût trouvé dans l'état ou s'est trouvé le second? auroit-il reçu les excuses, qu'il voudroit lui faire accepter presentement? La publication des Edits, dont nous avons déjà parlé, furent le premier mobile des pensées, qui vinrent au Duc de Modene touchant l'acquisition de la Mirandole. Je veux que cela soit ainsi; mais je dis en même temps, qu'il

suffit , que la bienséance & l'équité aient été violées au prejudice de la Maison Pico , pour que cette même maison ait un juste sujet de s'en plaindre. Qui en effet , a jamais prétendu s'excuser d'une faute , d'un delit , pour n'y avoir pensé , que quelque tems avant que de le commettre ? Quelqu'occasion qu'ait eû le Duc de Modene d'être tenté d'acquiescer la Mirandole , il auroit dû incontinent vaincre cette tentation ; Il devoit imiter les autres Puissances , qui n'hésiterent point a rejeter cette offre (au dire même d'une de celles à qui elle fut faite) ces Puissances n'étoient pas néanmoins unies à la Maison Pico par les liens d'une étroite Parenté , comme l'est le Duc de Modene. Ce Prince a donc mieux aimé abandonner à des étrangers la gloire d'être genereux & tendre , que de ne pas accroître ses Etats des ruines d'un Prince , qui étoit son proche Parent. S. A. sçavoit , ou s'il ne le sçavoit pas , il devoit l'apprendre , toute la suite des accidens , qui avoient poussé la Maison Pico sur les bords du precipice , & des là il devoit faire remarquer aux Ministres des Puissances Maritimes , quand elles luy proposerent

ferent le Contract en question, que toute l'Europe étoit de sentiment que le Duc de la Mirandole avoit été fort grevé par les procédures du Conseil Imperial Autrique : Il devoit représenter à ces Ministres, que ce Prince étant mineur, & sous la tutelle de sa Tante, il n'étoit pas obligé de sçavoir dans un âge si tendre ce qui se passoit, qu'il n'étoit pas capable de manquer contre l'Empire jusques à mériter les rigueurs extremes, dont on a usé envers luy & d'être traité en rebelle : qu'il n'étoit pas capable de connoître les consequences de ce qu'il faisoit : qu'il fut engagé à toutes les démarches qu'il fit par le Conseil de personnes qui luy représenterent, qu'il falloit céder à la crainte, à la force, & à la nécessité : que d'ailleurs ces mêmes démarches, n'étant pas accompagnées du Consentement de la dite Tutrice, ne le pouvoient pas charger ; & que par conséquent la sentence fulminée contre cet Enfant étoit nulle & injuste.

Il devoit faire remarquer à ces mêmes Ministres, que le Duc de la Mirandole avoit produit toutes ces raisons à Vienne : qu'il avoit exposé de plus que sa

condamnation étoit irreguliere & nulle par le défaut des Citations legitimes , & des autres formalitez requises par le Droit Divin , naturel , & humain : qu'ensuite le Duc de la Mirandole avoit fait instance , d'être oui , & admis à se defendre ; que pendant toutes ces instances il n'étoit pas permis de rien innover : que toutes ces raisons devoient faire impression à un chacun , & non seulement à luy Duc de Modene proche Parent de la Maison Pico , & empêcher l'acceptation du Contrat proposé. Que si le Duc de Modene s'étoit aperceû , que ces representations fussent receuës autant favorablement , qu'elles le devoient être , il devoit se servir des insinuations les plus efficaces & les appuier de tout son Credit , & des sublimes protections , dont il jouit à la Cour de Vienne , aussi bien que des artifices , que chacun sçait qu'il a employé : pour un effet tout contraire ; il devoit s'en servir (dis-je) pour détourner les Alliés de la pensée d'alliener la Mirandole. Ces Alliés sont remplis de raison , d'équité & de charité , & attendû la maniere dont leurs Ministres ont fait connoître au Congrez d'Utrecht , qu'on
defa-

touchant la Paix d'Utrecht. 1685
désapprouvoit la conduite , que l'on à tenuë à l'égard du Duc de la Mirandole, il est vrai semblable, qu'ils auroient acquiescé aux repugnances que celui de Modene auroit temoigné au susdit Contract, & qu'ils auroient recherché d'autres moïens pour subvenir aux besoins de l'Armée, sans s'arrêter à une voie contraire à la justice & à l'humanité même.

Mais le Duc de Monene n'a envisagé dans toute cette negotiation que son intérêt propre , & que l'occasion qui se presentoit d'aggrandir ses Etats. Cette consideration l'a emporté sur toutes les autres , & ne luy a pas permis de reflechir ny au peu de seureté d'une acquisition injuste , ny a ce qu'en diroit le monde , qui l'a effectivement désapprouvée.

Si peu-être l'Auteur de l'Ecrit que nous examinons pretendoit que les circonstances, qu'il a rapportées, & sur lesquelles nous venons de reflechir missent le Duc de Modene dans une necessité qui l'autorisât à surmonter tous les egards, que nous avons touchés, sans se rendre en aucune maniere coupable, c'est ce que nous pourrions nier dans la plus exacte verité. En effet quel danger auroit-il

courû , soit dans la personne , soit dans ses biens , quand au cas de la Vente de la Mirandole il auroit laissé la preference à un autre Prince ? Est-ce que parmy ceux , qui étoient sur les rangs , il y en avoit quelqu'un , qui par l'acquisition de cet Etat voulût ou pût se mettre en posture d'envahir le Modenois ? Cette prétendue nécessité se réduit donc à profiter de la conjoncture qui se presentoit de s'aggrandir , & ce n'étoit par conséquent qu'une nécessité de bienséance ou de convenance ; nécessité qui est si foible & si legere , qu'elle ne peut jamais entrer en paralelle avec celle , qui se tire de la considération de l'honnête , ou du droit que l'on a de se conserver. Elle ne peut donc pas servir de fondement à des exceptions , ny contre les loix positives , ny contre les loix même de l'honnête , si tant est qu'on puisse jamais alleguer des exceptions contre ces dernieres.

Nous pourrions encore ajouter d'autres reflexions aux precedentes , pour mettre au jour toute la foiblesse de l'auteur , qui écrit en faveur du Duc de Modene au sujet de l'acquisition de la Mirandole ; mais il paroît , que celles , que nous
avons

touchant la Paix d'Utrecht. 1067
avons faites jusques icy, doivent suffire,
& qu'il n'est pas necessaire que nous nous
arrêtions aux autres circonstances qu'il
rapporte, & qui n'étant que des depen-
dances de celles, que nous avons exami-
nées, se sentent par consequent de l'in-
fection de leurs racines.

L'Ecrivain de Modene alleguera sans
doute le pretendu consentement des E-
lecteurs à la Vente, dont on conteste la
Validité; mais supposé l'injustice de la
sentence, tout acte fait en consequence
d'icelle est pareillement injuste. Cecy est
dit dans la supposition que le College
Electoral ait veritablement donné son con-
sentement, circonstance, dont jusques
à present il ne conste point, & dont nô-
tre adversaire est tenu de faire conster s'il
en pretend tirer quelque'avantage; autre-
ment on aura toujours raison de le nier
à l'avenir, comme on l'a toujours nié par
le passé. C'est une chose de fait, & par
consequent on ne la doit pas presuppo-
ser, mais on la doit prouver. Je veux
qu'on la prouve, apres quoy il y aura
encore bien des reflexions à faire. Il faut
voir par quel moïen, & sur quel fon-
dement on a tiré & obtenu ce consente-

Y y 6

ment

ment du College Electoral , & s'il n'y aura point lieu de le combattre comme obtenu par obreption & par subreption.

Passons à present à l'Article des biens situés dans le Territoire de Corregio, desquels la Maison Pico a été pareillement dépouillée.

Nous asseurons tout de nouveau & sur ce même Article, que quoique ces biens ne soient tombés ny dans les mains, ny dans le Fife du Duc de Modene, la conduite, qu'il a tenuë à cet égard n'en est pas pour celà plus conforme aux loix de l'Equité, & à celles de la bienséance. Il est vrai qu'il ne s'agit purement icy que de l'exécution d'une sentence prononcée dans un autre Tribunal, & en faveur d'un tiers: Il est vrai encore que le Preteur de Corregio, Magistrat du Duc de Modene, n'a eu d'autre part dans cette dernière affaire, que celle qu'y pouvoit avoir un juge requis pour l'exécution; c'est de quoy nous sommes aussi-bien informés que l'Apologiste de Modene; mais nous sçavons de plus, que tout juge requis est obligé, ou tout au moins qu'il est en son pouvoir de reconnoitre les actes, sur lesquels est fondé la sentence, qu'il

qu'il est requis d'exécuter, & d'en prendre une connoissance, quoique extrajudicielle afin d'en sursoir l'exécution, s'il la decouvre ou nulle ou injuste, ou d'y proceder en cas qu'il la trouve juste & valide. C'est dequoy je souhaite que mon Adversaire soit informé, & je le prie ensuite de me dire si le Duc de Modene ne devoit pas faire prendre par son juge des precautions si equitables en faveur de celuy de la Mirandole son proche Parent, lequel pour lors étoit encore pupil, hors de portée de soutenir ses interets, & d'alleguer les raisons qui luy auroient pû conserver ces restes de Biens, dont on l'a aussi depouillé. Par le moyen de ces precautions je suis persuadé, qu'on auroit trouvé quelque fondement de douter de la justice de la sentence, & de justes & forts motifs d'en sursoir l'exécution: on auroit vû que le Comte Bellincini n'avoit aucune raison de demander la revision d'une sentence prononcée depuis 50. ans, & par conséquent passée en chose jugée contre la feuë Lelie Vanninis sa Mere, justement condamnée à la privation des biens, pour avoir abandonné sa patrie sans la permission des Ducs.

de la Mirandole , & contre les justes statuts de cet Etat , d'autant que les Princes ont un droit legitime de defendre à leurs sujets l'abbandon du Pais , ou de la Ville ou ils vivent. On auroit aussi vû , que quand même la susdite Lelie , ou le susdit Comte Bellincini , auroit du rentrer dans les biens confisqués (ce qui soit dit sans prejudice de la Verité) il devoit en prouver l'identité, ce qu'il a pourtant obmis; Que si pour quelque raison, qui m'est inconnuë on eût pû leur assigner quelques autres biens des fonds de la Maison Pico , ces biens ne devoient pas excéder ceux qui avoient été confisqués, au lieu que ceux qu'ils ont obtenu les excèdent au double: En effet les biens confisqués n'ont jamais rendu plus de 60. Pistoles de revenu annuel , au lieu qu'un seul des trois qu'a obtenû le Comte Bellincini en rend 75. L'on auroit enfin reconnu que toutes ces raisons, & plusieurs autres d'un grand poids ont été alleguées contre les pretensions par la Chambre de la Mirandole , & que quoique tres veritables, on n'y a cependant pas eû egard; circonstance , qui rendant insubsistante la sentence prononcée malgré leur verité, la

la justice vouloit qu'on ne procedât point à l'exécution. Or si le Magistrat de Corregge, qui est dependant du Duc de Modene, n'a pas voulu se prevalloir en faveur de la Maison Pico, ou de l'obligation, ou du pouvoir qu'il avoit d'examiner les fondemens de la sentence, les Princes de la Mirandole ne sont-ils pas en droit de dire, que le Duc de Modene a encore concourû à leur ruine au sujet de cet Article? On me dira que cecy arriva d'eux ans avant la Vente de la Mirandole. J'admets cette verité; mais qu'on me dise en même tems quel avantage on en peut tirer contre moy? Tout ce qu'on obtiendra sera de faire connoître, que ce n'est pas seulement dès la publication des Edits du Conseil Imp. Aulique pour la subastation de la Mirandole que le Duc de Modene pensa à procurer la ruine de la Maison Pico; mais que deux ans auparavant il en vit & souffrit les commencemens, quoiqu'il fût en son pouvoir de s'y opposer.

L'Apologiste de ce Prince est à la fin de ses defenses, & j'en suis à celle de mes reflexions, qui sont de pures verités, & des verités substantielles de la
pre-

présente dispute. Que cet Ecrivain triomphe à son aise de la meprise, qu'il prétend que j'ai faite, en appelant le Duc de Modene Oncle & non Cousin de celui de la Mirandole ; cette gloire cèdera bien tôt au juste reproche, qu'on lui peut faire de son peu d'expérience des traitemens reciproques entre les Souverains, qui sont unis par les liens du sang. La malignité avec laquelle il s'efforce d'envenimer les remontrances, & les justes plaintes d'un innocent Pupil, luy repand un nuage devant les yeux, & l'empêche de voir, que quand le Duc de la Mirandole appelle Oncle celui de Modene, il luy donne une marque de respect selon l'usage établi dans les Cours, & qu'il ignore apparemment ; sans celà il ne taxeroit pas temerairement d'erreur un trait de politesse & de civilité, qu'on sçait bien ne faire pas deshonneur à la Maison d'Este, d'autant plus que cette expression est conforme à celle, dont use S. M. Catholique envers Mr. le Duc d'Orléans, comme on le peut voir dans les lettres de renonciations du premier au Roiaume de France, inserées dans les actes de la paix d'Utrecht. Je ne rapporte pas
plus.

plusieurs autres exemples de ce qui se pratique entre les Princes, dont les plus jeunes appellent souvent par honneur du nom d'Oncle les plus âgés, quoiqu'ils ne soient que leurs Cousins.

Voilà la force, voilà le poids des motifs par lesquels on pretend abbatre les raisons, que nous avons deduites dans nôtre Memoire présenté au Congrez d'Utrecht, & empecher qu'on y ajoute la foy, qui est deuë à leur verité. Que les lecteurs equitables prennent la peine d'examiner la force de ce que nous alleguons, & de ce qu'a allegué nôtre adversaire, nous ne doutons point qu'ils ne connoissent evidemment, que nous n'avons rien dissimulé, ny alteré pour rendre le Duc de Modene odieux, ou pour luy attirer l'envie du public par des expressions recherchées, ainsy que cet écrivain tâche malicieusement de l'insinuer; mais qu'au contraire tout ce qu'on a avancé audit Congrez en faveur du Duc de la Mirandole on ne l'a pas fondé sur le mensonge, mais sur la droite raison, & qu'on n'a eû d'autre but que de mettre au jour l'innocence d'un Prince infortuné : de faire voir l'injustice de la sentence prononcée.

cée contre luy avec trop de precipitation par le Conseil Imp. Aulique : Que le Duc de Modene a eû plus d'égard à son propre interest dans une telle conjoncture, qu'à ce qu'exigeoient de luy l'équité, & les sacrés liens du sang, & d'exciter dans l'ame de S. M. Imp. des mouvemens de Clemence, & d'une juste compassion. Nous n'avons pas eû besoin pour cet effet d'expressions recherchées, les loix Divines, les loix Civiles, le droit de la nature nous ont d'un côté fourni de fortes raisons, & nous n'avons eû qu'à jeter les yeux sur l'estat déplorable, où se trouve l'Illustre Maison Pico, l'une des plus anciennes & des plus renommées de l'Europe, pour trouver naturellement ce qui pouvoit toucher le public en sa faveur, tout comme il nous a suffi d'enviesager la conduite du Chef de la Maison d'Este dans l'acquisition de la Mirandole, & de la toucher en passant, pour que le public, qui en avoit déjà reconnu l'irregularité, en ait un peu été scandalisé, chose que nous ne pouvions pas éviter de faire ; mais ce n'est pas nous, qui sommes les Auteurs de ce scandale, on le doit attribuer aux menées, & au coup qui

touchant la Paix d'Utrecht. 1713
qui l'ont causé. Nous avons donc lieu
d'espérer, que le public nous rendra ju-
stice, & que Cesar se laissant fléchir par
la justice de nôtre cause, par cette de
bonnairété, & par cette miséricorde, qui
rend les Grands Princes semblables à la
Divinité, il remettra les choses dans l'é-
tat ou il est tant à souhaiter qu'elles soient,
& s'attirera par là les vœux d'une maison
désolée, & les applaudissemens de toute
l'Europe & de la posterité la plus re-
culée.

T R A I T É
D E
B A R R I E R E,

*entre sa Majesté Imperiale & Catholique
Charles VI., sa Majesté de la Grande-
Bretagne & les Etats Generaux.*

Fait & conclu à Anvers le 15 Novembre 1715.

Comme il a plu au tout Puissant de rendre de-
puis quelque temps la Paix à l'Europe, & que
rien n'est plus desirable & necessaire, que
de rétablir & assurer par tout, autant que se peut,
la seureté & la tranquillité commune & publique, &
que leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Ge-
neraux

neraux des Provinces Unies se sont engagées de remettre les Pais-Bas à sa Majesté Imperiale & Catholique Charles VI., selon qu'il a esté stipulé & arrêté par le Traité, fait à la Haye le septième de Septembre mille sept cent un entre sa Majesté Imperiale Leopold, de glorieuse memoire, sa Majesté Britannique Guillaume III., aussi de glorieuse memoire & lesdits Etats Generaux, que les dites Puissances conviendroient ensemble sur ce qui regarderoit leurs interêts reciproques, particulièrement par rapport à la maniere, dont on pourroit établir la seureté des Pais-Bas, pour servir de Barrière a la Grande Bretagne, & aux Provinces Unies, & par rapport au Commerce des habitans des dits Pais-Bas, de la Grande Bretagne, & de ceux des Provinces Unies; & qu'a present sa Majesté Imperiale & Catholique Charles VI., à qui les dits Pais-Bas seront remis par ce Traité, sa Majesté Britannique George, tous deux aujourd'huy regnants, & tous deux Heritiers & Successeurs legitimes des dits Empereur & Roy, & les Seign. Etats Generaux des Provinces Unies, agissants en cela par les mesmes principes d'amitié, & dans la mesme intention de procurer & d'établir la dite seureté mutuelle, & d'affermir de plus en plus une étroite union, ont nommé, commis & établi pour cette fin pour leurs Ministres Plenipotentiaires, sçavoir, sa Majesté Imp. & Catholique le Sieur Joseph Lothaire, Comte de Kinigsegg, son Chambellan, Conseiller de Guerre & Lieutenant General de ses armées, sa Majesté Britannique le Sieur Guillaume Cadogan, Ecuyer, son Envoyé extraordinaire auprès de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, Deputé au Parlement de la Grande Bretagne, Maître de la Garderobe, Lieutenant General de ses armées & Collonel du second Regiment de ses Gardes; & les Etats Generaux les Sieurs Bruno vander Dussen, ancien Bour-

touchant la Paix d'Utrecht. 1077

Bourguemaître, Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schielandt, Dyckgraef de Crimpenerwaerdt, Adolph Henry Comte de Rechteren, Seigneur d'Almelo & Vriesveen, &c. Président des Seigneurs Etats de la Province d'Overijssel, Drossard du Quartier de Zalland, Scato de Gockinga, Sénateur de la Ville de Groningue; & Adrien de Botsele, Seigneur de Geldermalsen, &c. Sénateur de la Ville de Flissingue; les trois premiers Deputez a l'assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces d'Hollande & Westfrise, d'Overijssel & de Groningue & Ommelanden; & le quatrième, Deputé au Conseil d'Etat des Provinces Unies, lesquels étant assemblés dans la Ville d'Anvers, qui d'un commun consentement avoit esté nommé pour le lieu du Congrès, & ayant échangé leurs pleinpouvoirs, dont les copies sont inserées à la fin de ce Traité, après plusieurs conferences, sont convenus pour & au nom de sa Majesté Imperiale & Catholique, de sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, de la maniere comme il s'ensuit.

Article I.

Les Etats Generaux des Provinces Unies remettront a sa Majesté Imperiale & Catholique, en vertu de la grande Alliance de l'année mille sept cent un, & des engagements, dans lesquels ils sont entré du depuis, immédiatement après l'échange des Ratifications du present Traité, toutes les Provinces & Villes des Pais-Bas & Dependances, tant celles, qui ont esté possédées par le feu Roy d'Espagne Charles II., de glorieuse memoire, que celles, qui viennent d'estre cedées par feu sa Majesté le Roy Tres-Chrestien, aussi de glorieuse memoire, lesquelles Provinces & Villes ensemble tant celles, que l'on remettra par ce present Traité, que celles, qui ont déjà esté remises, ne seront desormais,

& ne composeront en tout, ou en partie, qu'un seul, & indivisible, inalienable & incommutable Domaine, qui sera inseparable des Estats de la Maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouir sa Majesté Imperiale & Catholique, ses Successeurs & Heritiers, en pleine irrevocable Souveraineté & propriété, scavoir, à l'égard des premieres Provinces, comme en a joui, ou du jouir le feu Roy Charles II., de glorieuse memoire, conformément au Traité de Ryfswik, & à l'égard des autres Provinces, de la maniere & aux conditions, qu'Elles ont esté cedées & remises aux dits Seigneurs Estats Generaux par le feu Roy Tres Chrestien, de glorieuse memoire, en faveur de la tresauguste Maison d'Autriche, & sans autres charges, ou hypothecations, constituées de la part des Estats Generaux & à leur profit.

Art. II.

Sa Majesté Imperiale & Catholique promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse ou Territoire desdits Pais-Bas, ne pourra estre cedé, transferé, donné ou échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princesse de la Maison & Lignée de France, ni autre, qui ne sera pas Successeur, Heritier & Possesseur des Etats de la Maison d'Autriche en Allemagne, soit par donation, vente, échange, Contrat de mariage, heredité, succession Testamentaire, ou *ab intestato*, ni sous quelque autre titre ou pretexte, que ce puisse estre; de sorte qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse, ni Territoire desdits Pais-Bas ne pourra jamais estre soumis à aucun autre Prince, qu'aux seuls Successeurs desdits Etats de la Maison d'Autriche, à la reserve de ce qui déjà a esté cedé au Roy de Prusse, et de ce qui sera cedé par le present Traité auxdits Seigneurs Estats Generaux.

Art. III.

Comme la seureté des Pais-Bas Antrichiens dependra principalement du nombre des Troupes qu'on
pourra

pourra avoir dans lesdits Pais, et dans les Places, qui formeront la Barriere, qui a esté promise aux Seigneurs Estats Generaux par la Grande Alliance; sa Majesté Imperiale et Catholique, et leurs Hautes Puissances, sont convenus, d'y entretenir chacun à leurs propres fraix toujourns un Corps de trente mille, à trente cinq mille hommes; desquels sa Majesté Imperiale et Catholique donnera trois cinquièmes, et les Estats Generaux deux cinquièmes: Bien entendu, que si sa Majesté Imperiale et Catholique diminue son contingent, il sera au pouvoir desdits Estats Generaux de diminuer le leur à proportion.

Et lors qu'il y aura apparence de Guerre, ou d'attaque, on augmentera ledit Corps jufques à quarante mille hommes, suivant la mesme proportion; et en cas de guerre effective, on conviendra ulterieurement des forces, qui se trouveront necessaires.

La repartition desdites Troupes en temps de Paix, pour autant qu'elle concerne les Places commises à la Garde des Troupes de leurs Hautes Puissances, sera faite par elles seules; & la repartition du reste par le Gouverneur General des Pais-Bas, en se donnant part reciproquement des dispositions, qu'ils auront faites.

Art. IV.

Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde aux Estats Generaux garnison privative de leurs Troupes dans les Villes & Chateaux de Namur & de Tournay, & dans les Villes de Menin, Furnes, Warneton, Ypres & le Fort de Knocque; & s'engagent les Estats Generaux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui bien qu'à leur solde, pourroient estre d'un Prince, ou d'une Nation, qui soit en guerre, ou suspecte, d'estre dans des engagements contraires aux interêts de sa Majesté Imperiale & Catholique.

Art. V.

On est convenu, qu'il y aura dans la Ville de Den-
dermon-

dermonde Garnison commune, qui sera composée pour le present d'un Battaillon de Troupes Imperiales, & d'un Battaillon de celles des Estats Generaux, & que si dans la suite il pourroit estre necessaire d'augmenter ladite garnison, cette augmentation se fera également des Troupes de part & d'autre, & de commun concert.

Le Gouverneur sera mis de la part de sa Majesté Imperiale & Catholique, lequel aussi bien que les subalternes, prêteront serment aux Estats Generaux, de ne jamais rien faire, ni permettre dans la dite Ville, qui puisse estre prejudiciable à leur service, par rapport à la conservation de la Ville, & de la Garnison, & il sera obligé par ledit serment de donner libre passage à leurs Troupes, toutes & quante fois ils le souhaiteront, pourvu qu'il en soit requis preallablement, & que ce ne soit que pour un nombre modique à la fois : Le tout selon le formulaire, dont on est convenu, & qui sera inseré à la fin de ce Traité.

Art. VI.

Sa Majesté Imperiale & Catholique consent aussi, que dans les Places, ci-dessus accordées aux Estats Generaux, pour y tenir leurs Garnisons privatives, ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandans & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront à propos, à condition, qu'ils ne seront pas à charge de sa Majesté Imperiale & Catholique, ny aux Villes & Provinces, si ce n'est pour le logement convenable & les emoluments, provenans des Fortifications, & que ce ne soient pas des Personnes, qui pourroient estre desagrees, ou suspectes à sa Majesté pour des raisons particulieres à alleguer.

Art. VII.

Lesquels Gouverneurs, Commandans & Officiers, seront entierement & privativement dependans & soumis aux seuls ordres & à la seule judicature des Estats Generaux, pour tout ce qui regarde la defence, garde,

garde, seureté & toute autre affaire militaire de leurs Places, mais seront obligez lesdits Gouverneurs, aussi bien que leurs subalternes, à prestet serment à sa Majesté Imperiale & Catholique, de garder lesdites Places fidèlement à la Souveraineté de la Maison d'Autriche, & de ne se point ingerer dans aucune autre affaire, selon le formulaire, dont on est convenu, & qui est inseré à la fin de ce Traité.

Art. VIII.

. Les Generaux se rendront reciproquement, tant dans les Villes, où il y aura Garnison de sa Majesté Imperiale & Catholique, que dans celles, qui sont confiées à la garde des Troupes de leurs Hautes Puissances, les honneurs accoutumés selon leur caractère, & la maniere de chaque service, & au cas que le Gouverneur General des Pais Bas vint dans les places commises à la garde des Troupes des Etats Generaux, on luy rendra les honneurs, qu'il est accoutumé de recevoir dans les places des Garnisons de sa Majesté Imperiale & Catholique, & pourra mesme y donner la parole: Le tout sans prejudice de l'Article fixieme.

Et les Gouverneurs, & en leur absence les Commandants, donneront part audit Gouverneur General des dispositions par eux faites pour la seureté & garde des places confiées à leurs soins, & ils auront des egards convenables pour les changements, que ledit Gouverneur General pourroit juger y devoir estre faits.

Art. IX.

Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde l'exercice de la religion aux Troupes des Etats Generaux, par tout où elles se trouveront en Garnison, mais cela dans des endroits particuliers convenables, & proportionés au nombte de la Garnison, que les Magistrats assigneront & entretiendront dans chaque Ville & place, ou il n'y en a pas déjà d'assignées, & aux quels

endroits on ne pourra donner aucune marque extérieure de l'Eglise; & on enjoindra severement de part & d'autre aux Officiers politiques & militaires, comme aussi aux Ecclesiastiques, & à tous autres qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale & de contestation, qui pourroient naître sur le sujet de la religion, & quand il naîtra quelque dispute, ou difficulté, on les applanira à l'amiable de part & d'autre.

Et quant à la Religion, par rapport aux Habitans des Pais-Bas Autrichiens, toutes choses resteront & demeureront, sur le même pied, qu'elles étoient pendant la Regne du Roy Charles second, de glor. mem.

Art. X.

Toutes les Munitions de guerre, Artillerie, Armes des Estats Generaux, comme aussi les Materiaux pour les Fortifications, les Grains en temps de disette, les Vivres pour mettre en Magasin, lors qu'il y aura apparence de guerre, & de plus les Draps & Fournitures pour l'Habillement des Soldats, que l'on verifera devoir estre employé à cet usage, passeront librement, & sans payer aucuns droits ou peages, au moyen des Passeports, qui seront demandés & accordés sur la specification signée: à condition neantmoins, qu'au premier Bureau de sa Majesté Imperiale & Catholique, où les dites Provisions, Materiaux, Armes, & Munitions entreront, qu'à l'endroit où elles devront estre déchargées, les Bateaux & autres Voitures pourront estre dûement visités, pour empêcher qu'on n'y mêle d'autres Marchandises, & pour éviter toute fraude & abus, contre lesquels il sera libre de prendre telles precautions, que la suite du temps & l'experience feront juger nécessaires, sans qu'il soit permis aux Gouverneurs & leurs subalternes, d'empêcher en quoy que ce soit, l'effet de cet Article.

Art. XI.

Les Estats Generaux pourront changer leurs Garnisons.

aisons & les dispositions des Troupes dans les Villes & Places commises à leur garde privative, selon qu'ils le trouveront à propos, sans qu'on puisse empêcher ou arrêter le passage des Troupes, qu'ils y enverront de temps à autre, ou celles qu'ils en tireront, sous quelque prétexte que ce puisse être ; Pourront mesme lesdites Troupes, quand le cas le requerreroit, passer par toutes les Villes de Brabant & de Flandre, & par tout le plat Pays, faire des Ponts tant sur le Canal entre Bruges & Gand, que sur tous les autres Canaux, & sur toutes les Rivières, qu'elles trouveront dans leurs routes ; à condition néanmoins, que ce seront des Troupes d'un Prince, ou d'une Nation, non en guerre avec sa Majesté Imperiale & Catholique, ni suspecte d'aucun engagement ou liaison, contraires à ses interets, comme il est dit ci-dessus en l'Article quatrième, & que préalablement il en sera donné connoissance & requisition faite au Gouverneur General des Pays-Bas, avec lequel on reglera les routes & les autres besoins par lequelqu'un, qui en aura la commission de leurs Hautes Puissances.

On observera le reglement fait par les États Generaux sur le passage des Troupes, comme il est observé dans leurs propres Pays.

Et les États Generaux tâcheront de faire lesdits changemens de garnison, ainsi que les dispositions nécessaires pour cela, de la maniere qu'elles soient, le moins qu'il se pourra, à charge & incommodité des Habitans.

Art. XII.

Comme la seureté commune demande en temps de guerre, ou dans un imminent danger de guerre, que les États Generaux envoient leurs Troupes dans les Places, qui se trouveront les plus exposées au peril d'estre attaquées, ou d'estre surprises, il est convenu entre sa Majesté Imperiale & Catholique & les États

Generaux, que leurs Troupes seront recues dans les dites Places, autant qu'il sera necessaire pour leur defence, quand le cas viendra evidemment à exister, bien entendu, que cela se fasse d'accord & de concert avec le Gouverneur General des Pais-Bas.

Art. XIII.

Les Estats Generaux pourront à leurs fraix & depens faire fortifier les susdites Villes & Places, soit par des nouveaux ouvrages, ou en faisant reparer les vieux, les entretenir, & generalement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront necessaire pour la seureté & defence des dites Villes & Places, à la reserve, qu'ils ne pourront pas faire construire de nouvelles Fortifications, sans en avoir donné conssissance preallable au Gouverneur General des Pais-Bas, & avoir entendu son avis & ses considerations là dessus, & sans qu'on pourra les porter à la charge de sa Majesté Imperiale & Catholique, ou du Pais, qu'avec consentement de sa Majesté.

Art. XIV.

Pour la seureté de communication entre les Provinces Unies & les Villes & places de la Barriere, sa Majesté Imperiale & Catholique aura soin, de faire en sorte, que les Lettres & Messagers, tant ordinaires, qu'extraordinaires, pourront passer librement, pour aller & venir dans les Villes & places de la Barriere, & par celles des autres Pais, à condition, que lesdits Messagers ne se chargeront pas de Lettres ou de paquets des Marchands, ou autres particuliers, lesquels, tant pour les places de la Barriere, que pour tout autre part, devront estre remis aux Bureaux de poste de sa Majesté Imperiale & Catholique.

Art. XV.

Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins & provisions de guerre, que leurs Hautes Puissances ont dans les Villes & Places, qu'Elles remettent à sa Majesté
Impe.

Imperiale & Catholique, il leur sera permis, de les faire transporter, sans aucun empeschement, & sans payer aucuns droits, ou peages, tant celles, qu'Elles y ont fait conduire Elles mesmes, que l'Artillerie, marquée de leurs armes, perduë dans la derniere guerre, & leur appartenant d'ailleurs, qu'Elles auront trouvé dans les dites places, à moins, que sa Maj. Imp. & Catholiques ne souhaite de prendre la dite artillerie & munitions de guerre pour son compte, & ne convienne du prix avec leurs Hautes Puissances, avant la reddition des places.

Et quant à l'artillerie & munitions, qui sont presentement dans les places, commises à la garde des Troupes des Estats Generaux, elles seront laissées à leur garde & direction, suivant les inventaires, qui en seront dressés & signés de part & d'autre, avant l'échange des ratifications du present Traité, sans qu'il sera permis de les faire transporter ailleurs, que d'un commun consentement; & restera la propriété à sa Majesté Imperiale & Catholique, pour autant qu'il s'en est trouvé dans lescdites places au temps de leur cession ou reddition.

Art. XVI.

En cas que les Provinces des Pais Bas Autrichiens fussent attaquées, & qu'il arrivast (ce qu'à Dieu ne plaise) que les Armées des ennemis entraissent dans le Brabant, pour y agir & faire le siege de quelque place dans ladite Province ou quelqu'une de celles, qui en font la Barriere, il sera permis à leurs Hautes Puissances, de faire occuper & prendre poste par leurs Troupes dans les Villes & endroits sur le Demer, depuis l'Escaut jusques à la Meuse; comm'aussy d'y faire des retranchements, des lignes, & des inondations, pour empêcher les progres ulterieurs des ennemis, autant que la raison de guerre le pourra demander: Pourvû que le tout se fasse de concert avec le Gouverneur General des Pais-Bas.

Art. XVII.

Comme il conſte par l'expérience de la guerre paſſée, que pour mettre en ſeureté les Frontières des Eſtats Generaux en Flandre, il falloir y laiſſer pluſieurs corps de Troupes ſi conſiderables, que l'Armée ſe trouvoit beaucoup affoiblie par là : Pour prevenir cet inconvénient, & pour mieux aſſurer leſdites Frontières à l'avenir, ſa Majeſté Imperiale & Catholique cede aux Eſtats Generaux tels Forts & autant de territoire de la Flandre Autrichienne, limitrofe de leurs dites Frontières, qu'on aura beſoin pour faire les inondations neceſſaires, & pour les bien couvrir depuis l'Eſcaut juſques à la Mer, dans les endroits, où elles ne ſont pas déjà ſuffiſamment aſſurées, & où elles reſcauroient l'eſtre, par des inondations ſur les ſeules Terres déjà appartenantes aux Eſtats Generaux.

Pour cette fin ſa Majeſté Imperiale & Catholique agréee et approuve, que pour l'avenir les limites des Eſtats Generaux en Flandre commenceront à la Mer entre Blankenbergh et Heyſt, à l'endroit où il n'y a point de Dunes, moyennant qu'ils n'y feront pas bâtir, ny ne permettront pas qu'on batiffe des villages, ou des Maisons auprès du dit poſte, ny ne ſouffriront point aucun eſtabliſſement de pêcheurs, ou d'y faire des Ecluſes à la Mer.

Et promettent de plus leurs Hautes Puiffances, que ſi Elles trouvent bon de faire conſtruire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles limites, Elles auront ſoin de ne pas diminuer la force de la Digue, et non ſeulement ſe chargeront des fraix extraordinaires qui pourroient eſtre cauſés à l'occaſion des dites Fortifications, mais meſme dedommageront les habitans de la Flandre Autrichienne de toutes les pertes, qu'ils pourroient ſouffrir, au cas que la Mer vint à faire des inondations par les Fortifications ſuſdites.

On tirera du poſte ſuſnommé une ligne droite ſur
le

touchant la Paix d'Utrecht. 1687

le Gotewegje, d'où la ligne continuera vers Heyst: De Heyst elle ira sur le Driehoek & Swartefluy: De là sur le Fort de Saint Donas, lequel sa Majesté Impériale & Catholique cede en propriété & Souveraineté à leurs Hautes Puissances (moyennant que les portes des escluses audit Fort seront & resteront ôtées en tems de paix) & cede pareillement le terrain, situé au nord de la ligne ci dessus marquée.

Du Fort de Saint Donas les nouvelles limites des Estats Generaux s'etendront jusques au Fort de Saint Job, d'ou on regagnera les anciennes près de la Ville de Middelbourg; lesquelles limites on suivra le long de 'Zydlingsdyck jusques à l'endroit ou le Eckelose watergagh & le waterloop se rencontrent à une Ecluse.

Ensuite de quoi on suivra le Graaf- Jans-Dyck, jusques au Village de Bouchoute (aux interessés des escluses, du quel on permet de les remettre, ou elles ont esté ci-devant) & dudit Bouchoute on continuera la ligne droite, pour regagner les anciennes limites des Estats Generaux.

Sa Majesté Impériale & Catholique cede aussi en pleine & entiere Souveraineté aux Estats Generaux le territoire situé au nord de ladite ligne.

Et comme pour leur entiere seureté il est necessaire, que l'inondation soit continuée de Bouchouté jusques au Canal de Zas de Gand, le long de Graaf- Jans-Dyck, il sera permis en tems de guerre à leurs Hautes Puissances d'occuper & faire fortifier toutes les escluses, qui se trouveront dans le Graaf- Jans-Dyck & Zydlingsdyck.

A l'egard de la Ville de Zas de Gand, les limites seront étenduës jusques à la distance de deux mille pas geometriques, pourvû qu'il n'y ait point de Villages compris dans cette etendue.

Et pour la conservation du Bas Escaut & la communication entre le Brabant & le Flandre des Estats Ge-

neraux, sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine & entiere propriété & Souveraineté aux Etats Generaux le Village & Polder de Doet, comme aussi les Polders de Saint Anne & Ketenisse.

Et comme en tems de guerre il sera besoin pour plus de seureté, de former des inondations par les ecluses entre les Forts de la Marie, & de la Perle, sa Majesté Imperiale & Catholique remettra, aussi-tôt que la Barriere sera attaquée, ou la guerre commencée, la garde du Fort de la Perle à leurs Hautes Puissances & celle des ecluses: Bien entendu, que la guerre venant à cesser, Elles remettront ces ecluses, et ledit Fort de Perle, à sa Majesté Imperiale & Catholique, comme aussi celles, qu'elles auront occupées dans le Graaf-Jans-Dyk & Zydlingsdyk.

Les Etats Generaux ne pourront faire aucune inondation en tems de paix, & se croyant obligés d'en former en tems de guerre, ils en donneront connoissance preallable au Gouverneur General des Pais Bas, & en concerteront avec les Generaux Commandants les Armées au Pais-Bas. Promettants de plus, que si à l'occasion de la cession de quelques ecluses (dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en tems de paix) ils vinssent à souffrir quelque domage ou prejudice, tant par les Commandants, que par d'autres Officiers militaires, que non seulement les Etats Generaux y remedieront incessamment, mais aussi qu'ils dedommageront les interessés.

Et puisque par cette nouvelle situation des limites il faudra changer les Bureaux, pour prevenir les fraudes, à quoi sa Majesté Imperiale & Catholique & leurs Hautes Puissances sont également interessées, on conviendra des lieux pour l'establissement desdits Bureaux, & des precautions ulterieures, qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet article, qu'une juste evaluation

luation sera faite avant la ratification du present Traité des revenus, que le Souverain tire des Terres, qui se trouveront cedées à leurs Hautes Puissances par cet article, comme aussi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois, sur le pied qu'ils ont esté accordés depuis trente ans en deça, à estre deduits & defalquez sur le subside annuel de cinq cens mille écus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenue dans les lieux ci dessus cedés, en tout sur le pied qu'elle y est exercée actuellement, et qu'elle l'a esté du tems du Roi Charles II., de glorieuse memoire, et seront de même conservés et maintenus tous les privileges des Habitans.

Le Fort de Rodenhuyzen sera rasé, et les differents touchant le Canal de Bruges seront remis à la decision d'Arbitres neutres, à choisir de part & d'autre. Bien entendu, que par la cession du Fort de Saint Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'aurent pas plus de droit sur le dit Canal, qu'avant cette cession.

Art. XVIII.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede à leurs Hautes Puissances les Estats Generaux à perpetuité en pleine Souveraineté & propriété dans le Haut Quartier de Gueldre, la Ville de Venlo avec sa Banlieuë, & le Fort de Saint Michel; de plus, le Fort de Stevenswaart avec son Territoire ou Banlieuë, comme aussi autant de Terrain, qu'il faut, pour augmenter leurs Fortifications en deça de la Meuse; Et promet la dite Majesté de ne faire jamais batir, ni permettre qu'un autre batisse aucune Fortification, de quelque nom que ce soit, à la distance d'une demi lieuë de la dite Forteresse.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede de plus aux Estats Generaux l'Ammanie de Montfort, consistant (à l'exception des Villages de Svalant & Elme, qu'Elle se reserve) dans les petites Villes de Noustad, &

& d'Echt, avec les Villages suivans, scavoir, Ohe & Lack, Roosteren, Braght, Besel, Belfen, Vlodorp, Postert, Bergh, Lin & Montfort, pour estre possédés par les dits Estats Generaux de la maniere que les a possédés & en a joui sa Majesté le Roy Charles II., de glorieuse memoire, avec les Prefectures, Bourgs, Fiefs, Terres, Fonds, Cens, Rentes, Revenus, Peages, de quelque nature qu'ils soient, Subsidés, Contributions & Collectes, droits Feodaux, Dominaux & autres quelconques, appartenants aux dits lieux cedés cy dessus : Le tout pourtant sans prejudice, & sauf tous les droits, qui pourront competer à sa Majesté le Roy de Prusse ; Et ce nonobstant toutes exceptions, pretensions, ou contradictions, faites ou à faire, pour troubler les Estats Gener. dans la paisible possession des lieux cedés par le present Article. Tous Pactes, Conventions, ou Dispositions contraires au present Article estant censés nuls & de nulle valeur : Bien entendu, que cette cession se fait avec cette clause expresse, que les Statuts, anciennes courumes, & generalement tous les privileges, civils & ecclesiastiques, tant a l'egard des Magistrats & des Particuliers, que des Eglises, Conventions, Monastères, Ecoles, Seminaires, Hospitaux, & autres lieux publics, avec toutes leurs Appartenances & Dependances, de mesme que le droit Diocesain de l'Evesque de Roermonde, & generalement tout ce qui regarde les droits, libertés, immunités, fonctions, usages, ceremonies & l'exercice de la Religion Catholique, seront conservés & subsisteront, sans y porter changement ou innovation, ny directement ny indirectement, dans tous les lieux cy dessus cedés, de la maniere, que du tems du Roy Charles II., de glorieuse memoire, & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement, en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet ; Et ne pourront estre donnés les charges de Magistrature & telles autres de police, qu'à des Personnes, qui soient de la Religion Catholique.

● *touchant la Paix d'Utrecht.* 1091

Le droit de collations de benefices, qui a esté jusques ici au Souverain, appartiendra dorénavant à l'Evesque de Roermonde, à condition que lesdits benefices ne pourront estre donnez, qu'à des Personnes, qui ne seront pas desagreables aux Estats Generaux, pour des raisons particulieres à alleguer. ●

Il est aussi stipulé, que les Estats Generaux ne pretendront pas d'avoir acquis par la cession de la Ville d'Echt, aucun droit de judicature, ou d'appel, par rapport au Chapitre de Thorn, ou autres Terres de l'Empire, & il sera libre à sa Majesté Imperiale & Catholique de nommer tel endroit qu'il conviendra pour la dite judicature ou appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut Quartier, qui vient d'estre cedée, ne pourront plus porter leurs proces en cas d'appel à la Cour de Roermonde, il sera libre à leurs Hautes Puissances d'establiir une Cour d'appel pour leurs sujets dans tel lieu de la Province, qu'Elles trouveront convenir.

On est convenu de plus, que les droits d'entrée & de sortie, qui se levent tout le long de la Meuse, ne pourront estre haussez, ny baissiez, en tout ou en partie; que d'un commun consentement, des quels droits sa Majesté Imperiale & Catholique tirera à son profit ceux, qui se levent à Ruremonde, & à Navaigne, & les Seigneurs Estats Generaux ceux, qui se levent à Venlo.

Et comme lesdits droits sur la Meuse en general, comme aussi ceux sur l'Escaut subsidiairement sont affectez au payement de deux rentes distinctes sçavoir une de quatre vingt mille, & une de vingt mille florins par an, en vertu de la transaction, passée et conclüe le vingt sixième de Decembre mille six cent quatre vingt sept avec Feue sa Majesté de la Grande Bretagne Guillaume III. on est convenu, que leurs Hautes Puissances à cause de la cession susmentionnée subviendront à sa Majesté Imperiale et Catholique dans le Payement desdi-

desdites rentes et autres debtes, qui pourront y estre hypothéquées, annuellement et à proportion du produit des droits d'entrée et de sortie, qu'Elles recevront, le tout suivant les constitutions mesmes desdites rentes.

Et quant aux debtes et charges contractées et constituées sur la Generalité du Haut Quartier, les Etats Generaux concourront dans le payement d'iceux pour leur quote part, selon la proportion portée par le matricule de tout le dit Haut Quartier.

Tous les Documens & Papiers, qui concernent le Haut Quartier de Gueldre, resteront comme cy devant dans les Archives à Ruremonde, mais on est convenu, qu'il en sera formé un Inventaire ou Registre, à l'intervention des Commissaires de sa Majesté Imperiale & Catholique, de sa Majesté Prussienne, & des Seigneurs Etats Generaux, & Copie authentique sera donnée dudit Inventaire à chacune des trois Puissances, pour avoir toujours libre acces à tous les Papiers & Documens, dont Elles pourroient avoir besoin pour la partie qu'Elles possèdent dans ledit Haut Quartier de Gueldre, & dont Copie authentique leur sera delivrée à la premiere requisition.

Art. XIX.

En consideration des grands fraix & depences extraordinaires, aux quelles les Etats Generaux sont indispensablement obligez, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes, qu'ils se sont engagés par le present Traité d'en tenir dans les Villes cy-dessus nommées, que pour subvenir aux grosses charges, absolument necessaires pour l'entretien & reparation des fortifications des dites places, & pour les pourvoir de Munitions de guerre & de bouche, sa Majesté Imperiale & Catholique s'engage & promet, de faire payer annuellement aux Etats Generaux la somme de cinq cens mille écus, ou douze cent cinquante mille florins, Monnoye de

ye d'Hollande, par dessus le revenu de la partie du Haut Quartier de Gueldre, cédé en propriété par sa Majesté Imperiale & Catholique aux Etats Generaux par le dix huitième Art. du present Traité, comm' aussi par dessus les fraix pour le Logement des Troupes, selon le Reglement fait en l'année mille six cent quatre vingt dix huit, de maniere que l'on en conviendra en detail; la quelle somme de cinq cent mille écus, ou douze cent cinquante mille florins, Monnoye d'Hollande, sera assurée & hypothéquée, comme elle est assurée & hypothéquée par cet Article, generalement sur tous les revenus des Pais bas Autrichiens, y compris les Pais cédés par la France, & specialement sur les revenus les plus clairs & liquides des Provinces de Brabant, & de Flandre, & sur ceux du Pais, Villes & Chatellenies & dependances, cedées par la France, selon qu'on est convenu plus specifiquement par un Article separé, tant pour l'hypothèque, que pour les moyens et termes de les percevoir.

Et commencera ledit paiement du subsidie de cinq cent mille écus ou 1250000. florins, monnoye d'Hollande, du jour de la signature du present Traité, sur quoy seront deduits au *pro rata* du tems les revenus des Villes, Châtellenies et dependances, cedées par la France, echus depuis ledit jour, jusqu'au jour, que lesdits Pais seront remis a sa Majesté Imperiale et Catholique pour autant que les Etats Generaux les auront reçu.

Art. XX.

Sa Majesté Imperiale et Catholique confirme et ratifie par cet Article les Capitulations, accordées aux Provinces et Villes des Pais Bas, cy devant appelez Espagnols, du tems de leur reduction sous l'obeissance de sa dite Majesté, ainsi que l'administration generale dudit Pais, y exercée par la Grande Bretagne et les Etats Generaux des Provinces Unies, ayant représenté

desdites rentes et autres debtes, qui
hypothéquées, annuellement et
duit des droits d'entrée et d
vront, le tout suivant les c
tes rentes.

Et quant aux debtes
stutees sur la Gener
Generaux concor
pour leur quote
matricule de

Tous les

Haut Qu

dans le

qu'il

V

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

est

ont re-
mis au
ensuite du
té données,
de la part des

egale, de Justi-
e aussi l'admini-
rovinces, des Col-
utez au Plat Pais, de
ines de Justice, & au-

ternes : Lesquels Actes de

ce & Finance, subsisteront & for-

& entier effet, selon la teneur desdits

es Sentences rendues : Le tout de la mesme

ere, comme s'ils avoient esté faits par le Souve-

legitime du Pais, & sous son Gouvernement.

Art. XXI.

Tout ce qui est compris dans l'article precedent sera
aussi observé, ratifié & maintenu de la part de sa Ma-
jesté Imperiale & Catholique, a l'égard du Haut Quar-
tier de Gueldre, & des Pais conquis sur la France (dont
le Roy Charles II. de glorieuse memoire n'estoit pas
en possession à son decès) pour toutes les dispositions,
faites au nom & de la part des Estats Generaux des
Provinces Unies.

Et pour ce qui est des benefices & dignitez Eccle-
siastiques, ceux qui en ont esté pourvus, & qui se trou-
vent en possession, ne pourront estre depossédez, &
ceux qui ne sont pas encore en possession, y seront ad-
mis, sans qu'on puisse s'y opposer, que par les voyes,
& dans l'ordre de la Justice, selon les loix & coutu-
mes du Pais.

Art. XXII.

Sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit &
promet de satisfaire les Obligations, qui ont esté pas-
sées de la part de sa Majesté Catholique Charles II., de
glo-

touchant la Paix d'Utrecht. 1095

glorieuse Memoire , pour les levées d'Argent , que Leurs Hautes Puissances ont fait negotier pour sadite Majesté , dont la Liste est jointe au bas de cet Article : Et comme on n'a point encore remis aux Estats Generaux les Obligations des Estats des Pais-Bas Espagnols pour la somme de deux cent mille florins par an , à fournir par eux pour le payement des interets & pour rembourlement d'un capital de quatorze cent mille florins , levé à interest en l'an mille six cent quatre vingt dix huit , pour estre employé aux necessitez des Frontieres de dits Pais-Bas Espagnols , & de quatre années d'interest , portant la somme de deux cent vingt & quatre mille florins , dont ledit capital de quatorze cent mille florins est augmenté : Lesquelles Obligations ledit Roy Charles II. , de glorieuse memoire , avoit promis , de faire tenir , sans que cela s'est fait : Sa Majesté Imperiale & Catholique promet par cette de faire passer les Obligations par les Estats des Provinces dudit Pais-Bas , & de les faire delivrer incessamment après aux dits Estats Generaux , conformément à la teneur de la dite Obligation de sa Majesté Catholique du trentième de May mille six cent quatre vingt dix huit , à la premiere convocation des Estats , ou au plus tard dans le terme de deux mois après l'échange des ratifications de ce Traité.

Memoire des negotiations faites a la requisition de sa Majesté Catholique Charles II. , de glorieuse memoire.

La premiere negotiation a esté d'un million cinq cent soixante & quinze mille florins , sur les droits d'entrée & sortie de la Marie , à cinq pour cent , faite par Acte du treizième de Decembre mille six cent quatre vingt dix . . . 1575000. . .
La

- La seconde a esté de cinq cent vingt & cinq mille florins , à cinq pour cent , sur le mesme fonds , levée par Acte du vingt & un de Mars mille six cens quatre vingt & onze . . . 525000 . 0 . 0
- La troizième a esté de cinq cent soixante & sept mille florins , à cinq pour cent , sur les Revenus du Haut Quartier de Gueldre , faite par Acte du quinze de Janvier mille si cens quatre vingt & douze . . . 567000 . 0 . 0
- La quatrième & cinquième negociations de cinq cent mille & de deux cent mille florins , ont esté faites conformement à deux Actes du quatre & du vingt & deux de May mille six cens quatre vingt & treize , sur les droits d'entrée & sortie de la Marie à six pour cent . . . 700000 . 0 . 0
- La sixième a esté de six cent soixante & cinq mille florins , sur le mesme fonds , a cinq pour cent , levée par Acte du onze Avril mille six cent quatre vingt & quinze . . . 665000 . 0 . 0
- La septième a esté d'un million quatre cent quarante mille florins , sur le mesme fond , a cinq pour cent , levée par Acte du vingt & quatre de Novembre mille six cent quatre vingt & quinze . . . 1440000 . 0 . 0
- La huitième , neuvième & dixième somme de quatre cent mille , d'un cent mille , & de trois cent mille florins , ont esté levées par Actes du dix de Decembre mille six cens quatre vingt & quinze , du douze de

de Septembre mille six cens quatre vingt & seize, & du six de Mars mille six cens quatre vingt & dix sept, à cinq pour cent, sur les revenus de la Province de Namur, & subsidiairement sur les revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg, portant ensemble ●

800000 - 0 - 0

L'onzième somme de cinq cent mille florins a esté levée par Acte du trente d'Avril mille six cens quatre vingt & seize à six pour cent sur les Revenus de la Prevôté de Mons ●

500000 - 0 - 0

La douzième somme d'un million quatre cens mille florins, à quatre pour cent, a esté levée sur les subsides des Provinces des Pais bas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les Revenus de la Marie. Item deux cent vingt & quatre mille florins, pour quatre années d'interets du capital, conformément à la teneur de l'Obligation du trente de May mille six cens quatre vingt dix huit, portant ainsi la somme totale d'un million, six cent vingt & quatre mille florins ●

1624000 - 0 - 0

Art. XXIII.

Pareillement sa Majesté Imperiale & Catholique reconnoit, approuve, & confirme toutes les levées d'argent (dont la Liste est jointe au bas de cet Article) qu'on a esté obligé de faire pour le payement de plusieurs necessités indispensables, pour la conservation des,

des Pais-bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de sa Majesté Imperiale & Catholique, pendant le Gouvernement provisionel de la Grande Bretagne & des Etats Generaux des Provinces Unies, & faits par Leurs Hautes Puissances, de concert avec sa Majesté de la Grande Bretagne, promettant sa Majesté Imperiale & Catholique d'y satisfaire, & de faire dûment enregistrer lesdites negotiations dans les Chambres des Finances & des Comptes, & d'en faire delivrer Acte en forme à Leurs Hautes Puissances, & de faire payer le Capital & les interets hors des fonds & hypotheques, tant principales que subsidiaires, affectées pour cette fin : sans que sa Majesté Imperiale & Catholique pourra apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Generaux, aucun changement à la direction, ou à l'administration des hypotheques, sur lesquelles les negociations ont esté faites, mais qu'Elle les laissera à Leurs Hautes Puissances, conformément à la teneur des obligations; & si ces fonds n'estoient point suffisants, ce qu'il y manquera sera supplée par les Etats des Provinces desdits Pais-bas Autrichiens.

Memoire des negotiations faites pendant le Gouvernement provisionel de sa Majesté Brittanique, & de Leurs Hautes Puissances aux Pais bas.

En 1707. ont esté levées 300. mille florins à 5. pour 100. sur la Posterie, & destinés à estre envoyés au Roy à Barcelonne. Encore 400000. mille florins, à cinq pour cent, sur les droits d'entrée & sortie en Flandre, destinés à des necessités aux Pais-bas. Les interets desdits 400. mille florins ont été assignez sur la Posterie

700000

Au mois de Fevrier de l'année 1709 ont été

té

Touchant la Paix d'Utrecht. 1099

Yé levez 250. mille florins à 5. pour 100. sur les droits de la Marie, pour l'entretien des Troupes Imperiales & Palatines 250000

An mois de Mai 1709. a été levée une somme de 500. mille florins à 5. pour 100. aux mêmes conditions, sur le même fonds & au même usage. 500000

Au mois d'Août a été encore levée une somme de 1000000. florins à 5. pour 100., aux mêmes conditions, sur le même fonds & au même usage. 1000000

En 1710. a été negociée une somme de 300. mille florins à 6. pour 100. sur le revenu de la Posterie, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales & Palatines au service de S. M. I. & C. 300000

Item, sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, une somme de 400. mille florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales à 6 pour 100., savoir 5. pour 100. à trouver sur les Droits en Flandre, & 1. pour 100. sur les Revenus de la Marie. 400000

Item, sur le même Fonds & à 6. pour 100., savoir 5. pour 100. à trouver sur les Droits d'entrée & sortie en Flandre, & 1. pour 100. sur les Revenus de la Marie, une somme de 300. mille florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales. 300000

Item, sur le même Fonds, & à 6. pour 100., savoir 5. pour 100. à trouver sur les Droits d'entrée & sortie en Flandre, & 1. pour 100. sur les Revenus de la Marie, une somme de 342. mille six cens vingt-cinq florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales. 342625

Item sur les Revenus de la Marie à 5.
Aaa pour

pour 100., une somme de 300. mille florins pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

300000

Au mois de Mars 1711. a été levée une somme de 300. mille florins à 6. pour 100. sur les Revenus de la Posterie, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales.

360000

En Decembre 1712. a été negocié sur la Marie, 228. mille trois cens trente florins à 5. pour 100., pour pourvoir aux necessitez et aux Fortifications de Mons, Sr. Guislain et Ath.

228330

Faisant les susdites levées ensemble la somme de 4618950. florins. L'emploi de laquelle aussi-bien que la somme de 550. mille florins que les Receveurs des Droits d'entrée & de sortie en Flandre ont fourni en Lettres de Change aux Etats Generaux en l'an 1710., de 100. mille florins qu'ils ont reçu du Receveur des Medianates, & de 105. mille florins, *Salvo errore calculi*, qu'ils ont reçu de la 3. Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié aux Ministres Plenipotentiaires de S. M. I. & C. de la maniere que cela est expliqué plus particulierement par la déclaration mise au bas de l'état des Negociations & Argent fourni, & de l'emploi desdits deniers, signé ce même jour.

Art. XXIV.

On procédera si-tôt qu'on pourra à la liquidation du payement fait des interêts & du Capital des emprunts mentionnez dans les deux Articles precedens, dans laquelle liquidation ne sera porté à la charge de L. H. P., que tout ce qu'il se trouvera payé effectivement & réellement en vertu desdites Obligations, et sans que de la part de S. M. I. et C. on puisse faire contre le payement desdits interêts quelque difficulté ou prétention de rabat ou diminution, à cause de non pos-

touchant la Paix d'Utrecht. 1101

possession des Hypothèques, Confiscation en tems de Guerre, dépravation des Hypothèques à cause de diminution des Droits d'entrée et sortis, ou autre cause ou prétexte quelconque.

Et sans qu'à cause de cette liquidation on puisse de la part de S. M. I. et C. discontinuer le payement, pour le recouvrement des intérêts et termes de remboursement, dans lequel il sera continué, conformément aux Conditions portées par les Obligations, jusques à ce qu'il constera que tous les emprunts et intérêts d'iceux seront entierement acquitez et remboursez: apres quoi les Hypotheques seront dûement déchargées et restituées.

Art. XXV.

De plus, est ratifié et confirmé par le present Article, le Contract pour le Pain, Chariots et Fourage des Troupes Imperiales et Palatines, fait par les Ministres des deux Puissances à Bruxelles, ou par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement des Pais Bas, sur la réquisition desdits Ministres; et sont pareillement confirmez et ratifiez tous les payemens déjà faits à ce sujet par le Conseil des Finances, et les ordres donnez par ledit Conseil, pour assigner le restant de ce qui est dû pour lesdits Pain, Fourage et Chariots, sur les Droits d'encrescence des quatre especes, ensuite des requisitions du Conseil d'Etat; sans que lefdits Droits d'encrescence puissent être divertis à d'autres usages, sous quelque prétexte que ce puisse être, avant que les Entrepreneurs qui ont livré ledit Pain, Fourage & Chariots, soient entierement satisfaits, selon la teneur de leur Contract ensuite des Requisitions des Ministres les deux Puissances, & des Ordres du Conseil d'Etat, & de celui des Finances.

Art. XXVI.

Pour ce qui regarde le Commerce, on est convenu
de les Navires, Marchandises & Denrées venant de la

Grande-Bretagne & des Provinces-Unies, & entrant dans les Pais-Bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandises & Denrées, sortant desdits Pais-Bas vers la Grande-Bretagne & les Provinces-Unies, ne payeront les Droits d'Entrée & de Sortie, que sur le même pié qu'on les leve à present, & particulièrement tels qu'ils ont été réglez avant la signature du présent Traité, selon la requisition faite au Conseil d'Etat à Bruxelles par les Ministres des deux Puissances en date du 6. Novembre; & qu'ainsi le tout restera, continuëra & subsistera generalement sur ledit pié, sans qu'on y puisse faire aucun changement, innovation, diminution ou augmentation, sous quelque prétexte que ce puisse être, jusqu'à-ce que S. M. I. & C., S. M. B. & les Seigneurs Etats Generaux en conviendront autrement, par un Traité de Commerce à faire le plutôt qu'il se pourra: demeurant au reste le Commerce & tout ce qui en dépend, entre les Sujets de S. M. I. & C. dans les Pais-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie, sur le pié établi & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munster le 30. Janvier 1648., entre S. M. le Roi Philippe IV. de G. M., & lesdits Seigneurs Etats Generaux, concernant le Commerce, lesquels Articles viennent d'être confirmez par le présent Traité.

Art. XXVII.

Que les Fortifications & tous les Ouvrages de la Citadelle de Liege, de même que celles du Château de Huy, aussi avec tous les Forts & Ouvrages, seront razez & démolis, sans qu'ils puissent être jamais rebâtis ou rétablis: bien entendu, que la dite démolition se fera aux depens des Etats & du Pais de Liege, à qui les Materiaux resteront pour être vendus & transportez ailleurs; le tout aux ordres & sous la direction des Etats Generaux, qui enverront pour cette fin des personnes capables pour avoir la direction desdites démolitions,

aux

touchant la Paix d'Utrecht. 1103

aux quelles on commencera de travailler immédiatement après la signature du present Traité, & que l'on achevera dans 3. mois, ou plutôt s'il se peut, & que cependant les Garnisons des Etats Generaux ne sortiront pas desdites Places, avant que la demolition soit achevée.

Art. XXVIII.

Et pour plus grande sureté & exécution du present Traité, promet & s'engage S. M. B. de le confirmer & de le garantir dans tous les Points & Articles, comme Elle le confirme & le garantit par celui ci.

XXIX.

Le present Traité sera ratifié & approuvé par S. M. I. & C., par S. M. B., & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies; & les Lettres de Ratification seront delivrées dans le terme de 6. semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi dequoi nous Ministres Plemptentiaires de S. M. I. & C., de S. M. B., & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces présentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Anvers le 15. Novembre 1715.

Etoit signé;

L. C. de Kinigsegg. W. Cadogan. B. v. Dussen.
(LS) (LS) (LS)

Le Comte de Rechteren.
(LS)

S. L. Gockinga.
(LS)

Adr. van Borsselle
tot Gelder-Malsen.
(LS)

*Formulaire du Serment pour le Gouverneur
de Dendermonde.*

Je N. N. établi Gouverneur par S. M. I. & C. à Dendermonde, promets & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il se fasse quelque chose dans ladite Ville, qui puisse être prejudiciable au service de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par rapport à la conservation de la Ville & de la Garnison, & que je donnerai libre passage à leurs Troupes, toutes & quantes fois qu'ils le souhaiteront, moyennant une requisition préalable, & que lesdites Troupes ne passent, que pour un nombre modique à la fois, le tout conformément à l'Article V. du Traité de la Barrière, dont Copie m'a été communiquée, Ainsi Dieu me soit en aide.

*Formulaire du Serment pour les Gouverneurs
des Places.*

N. N. je jure & promets de garder fidèlement à la Souveraineté & propriété de S. M. I. & C., qui m'a été confiée, & de ne la pas remettre jamais à aucune autre Puissance, & que je ne mêlerai pas directement ou indirectement, ni ne souffrirai pas, que qui que se soit, sous mon Commandement, se mêle d'aucune affaire concernant le Gouvernement Politique, Religion, & choses Ecclesiastiques, Justice & Finances, ni même en quoi que ce soit, contre les Droits, Privileges & immunités des Habitans, tant Ecclesiastiques que Laïques, ou aucune autre affaire n'ayant pas relation directe à la conservation de la Place, qui m'a été confiée & pour le maintien de la Garnison commise à mes soins; mais que je laisserai tout cela à S. M. I. & C. comme legitime Souverain, ou aux Etats & Magistrats, tant Ecclesiastiques que Laïques, pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux. Promet-

mettant au contraire de les assister de main forte, toutes & quantefois que j'en serai requis, pour le maintien des ordres politiques & la conservation de la tranquillité contre tous ceux qui voudroient s'y opposer : bien entendu, qu'il me sera permis d'exécuter les ordres que les Etats Généraux me donneront conformément & en exécution du Traité entre S. M. I. & C. & L. H. P. Ainsi Dieu me soit en aide.

**Pleinpouvoir du Ministre Plenipotentiaire de sa
Majesté Imperiale & Catholique.**

Nos Carolus VI. Divina favente clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germania, Hispaniarum, Hungaria & Bobemia Rex, &c. Archidux Austria, Dux Burgundia, Brabantia, Styria, Carinthia, Carniola & Wurtembergæ, Comes Flandria, Habsburgi, Tirolis & Goritia, &c. &c. &c. Postquam solennia Pacis, qua Nos inter ac Serenissimum Potentissimumque Principem, Dominum Ludovicum XIV., Franciæ Regem Christianissimum, Radstadii nupero mense Martio inita fuit, Badena Helvetiorum, Deo propitiante jam jam ad finem properant, resque eo jam loci sit, ut qui Nobis superest cum Ordinibus Generalibus Fæderati Belgii securitatis, seu Limitaneus Tractatus vulgo Barriere dictus cum iis quantocius instituat, atque utrinque amicabiliter transigatur; Hinc est, quod in fide, prudentia, ac rerum usu Nostri Camerarii, Consilarii Bellici, ac Generalis Campi Sub-Mareballi, Illustris ac Magnifici Josephi Lotharii, Comitis a Kiningsegg, Nostri ac Sacri Romani Imperii dilecti fidelis, confisi, eundem plena ad hunc actum potestate hisce muniverimus, dantes ei omnimodam facultatem, Nostro nomine cum Deputatis præfatorum Statuum Generalium, pari mandato instructis, loco ad hunc Tractatum utrinque placito super dictis Limitibus agendi, tractandi & transigendi: Verbo Cæsareo, Regique spondentes; Nos ea omnia & singula, qua is ita egerit, conveneris

atque tranſegerit, firma, rata, gratiaque eſſe habituros, non ſecus ac ſi Nos ipſi præſentes ea coram egiſſemus ac tranſegiſſemus. In fidem quorum præſente propria manu ſubſcripſimus, Noſtroque Caſareo Regio Sigillo communi-ri juſſimus. Datum in Noſtra Civitate Vienna, die ſexta Auguſti anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto: Regnorum Noſtrorum Romani tertio, Hiſpanici undecimo, Hungarici vero & Bobemici quarto. Signatum, Carolus Inſra, Joan Frid. C. a Seileſn. Ad Mandatum Sacra- Caſarea Majeſtatis proprium, Signatum, Joannes Geor- gius Buol.

Pleinpouvoir du Miniſtre Plenipotentiaire de
ſa Majeſté Britannique.

Georgius Dei gratia Magna Britannia, Francia & Hibernia Rex, Fidei deſenſor &c. omnibus & ſingulis, ad quos præſentes liſera pervenerint, ſalutem. Cum tractatu inter nuperam Sororem & Conſanguineam Noſtram chariſſimam, Annam, Magna Britannia, Francia & Hibernia Reginam, & Celſos ac Præpotentes Do- minos Ordines Generales fæderatarum Belſii Provincia- rum Ultrajecti ad Rhenum die ^{decimo nono} _{trigeſimo} menſis Ja- nuarii, anno milleſimo ſeptingenteſimo ^{duodecimo} _{decimo tertio} inito, conventum concordatumque ſit de Obice vulgo Bar- riere dictorum Dominorum Ordinum Generalium in Pro- vinciiſ Hiſpano-Belgicis conſtituendo, & de commerci- ratione in præſatis Provinciis deſcribenda cum Caſarea & Catholica ſua Majeſtate earundem poſſeſſionem initura ſit, Nos tamen e re Noſtra Regnorumque Noſtrarum eſſe exi- ſtimavimus, quam Amicorum Noſtrorum communium commodis pluſimum attinere, Virum quendam idoneum & ejusmodi negotio undiquaque parem nominare qui ad Conventum Antverpia celebrandum Noſtro nomine ſe-
con-

conferat, atque ibidem & Obicis antedicta & commercii rationes sedulo procuret, sciatis igitur, quod Nos, fide prudentia, ac rerum tractandarum usu Fidelis & Dilacti Nobis Gulielmi Cadogan, Armigeri, Nostri apud Celsissimos & Potentissimos Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Ablegati extraordinarii, in Comitibus Parliamenti Nostri Magna Brittannia Senatoris, Vestium NostRARUM Regiarum Magistri, & in exercitiis Nostris locum tenentis Generalis, ac secunda NostRA cohortis Prætorie Præsæcti, penitus confisi, eundem nominavimus, constituimus, fecimus & ordinavimus, sicut per præsentem manu NostRâ Regiâ signatus nominavimus, constituimus, facimus & ordinamus NostRum verum certum & indubitatum Commissarium, Procuratorem & Plenipotentiarium, dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam facultatem, potestatem & auctoritatem, nec non mandatum generale pariter ac speciale pro Nobis, & Nostro nomine, cum Ministris Casarea & Catholica sua Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii aliorumque Principum & Statuum quorumcunque Ministris, sufficienti pariter potestate munitis, Antverpia vel alio quovis loco congregiendi tractandi, consulendi, renovandi & concludendi ejusmodi fœdera & conventiones, nec non Articulos sive secretos sive separatos, & alia omnia, quæ ad finem prædictum feliciter obtinendum maxime faciunt, quæque ita ab ipso renovata, conclusa & conventa fuerint, Nostro nomine signandi mutuoque tradendi recipiendique, & reliqua quacunque factu necessaria præstandi, perficiendique tam amplo modo & forma, ac Nos ipsi si interessemus, facere & præstare possemus, spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos ex quæ a dicto Nostro Commissario, Procuratore & Plenipotentiario renovari & concludi contigerint rata, grata & accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquam ut vel in toto vel in parte a quopiam violentur aut contraveniantur. In quorum omnium majorem fidem &

robur, Magnam Nostram Magna Britannia Sigillum
 presentibus manu Nostra Regia signatis, apponi iussimus.
 Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi undecimo die
 Octobris anno Domini millesimo septingentesimo decimo
 quarto. Regniq[ue] Nostri primo. Signatum, Georgius
 Rex.

Plenipouvoir des Ministres Plenipotentiaires des
 Etats Generaux des Provinces Unies.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum,
 omnibus & singulis quorum interest, aut quomodo-
 libet interesse poterit, salutem. Quum hoc rerum statu
 nihil nobis optabilius sit, quam ut quantocius inter Sa-
 cram Suam Casaream Majestatem & Nos convenire
 queat de omnibus iis, quæ ad constituendum Obicem, valgo
 Barriere, in Provinciis Hispano Belgicis pro securitate no-
 stra necessaria sunt, proinde confisi prudentia, experientia
 & fidei Dominorum Brunonis vander Dussen, Consularis
 ac Senatoris nec non Consiliarii ac Syndici Civitatis Cou-
 dana, Concilii quod agro Schielandia præest Assessoris &
 Agri Crimpenfis Dyk grævis; Adolphi Henrici Comitis de
 Rechteren, Domini Almeloæ, Summi Prætoris Sallandia
 in Transisulania; Scatonis de Gockinga, Senatoris Civita-
 tis Groningensis; & Adriani de Borsselle, Domini in Gel-
 dermalse, Senatoris Civitatis Vlissingana, tribus priori-
 bus in consensu Nostro ex Provinciis Hollandia & West-
 frisia, Transisulania, & Groninga ac Ommelandorum,
 Quarto in Concilio Status è Zelandia Deputatis, eosdem
 nominavimus, elegimus & constituimus, quemadmodum
 hoc ipso nominamus, eligimus & constituimus, veros &
 indubitatos Plenipotentarios Nostros hunc in finem, ut
 cum illo vel illis, qui ex parte sacra Casarea sua Majestatis
 pari cum potestate constitutus sit, vel constituti sint; agant,
 tractent & concludant, quacunque ad constituendum di-
 ctum Obicem cum omnibus eo spectantibus hinc inde neces-
 sariis vel utilia censuerint: Dantes & concedentes ad hoc
 ipsum

ipsam iisdem Plenipotentariis Nostriis, omnibus conjunctim, vel aliquibus, etiam uni illorum seorsim, reliquis absentibus vel aliter impeditis, plenam & omnimodam potestatem nec non mandatum generale pariter ac speciale, ut hac in causa agere, concludere, instrumenta necessaria conficere, signare & subscribere, denique omnia facere queant, quorum nobis ipsis agendi potestas foret, si presentes essemus, quantumvis mandato magis speciali opus esse videretur: Promittentes insuper bona fide Nos accepta, rata & grata habituros, quacunque hi antea nominati Plenipotentarii Nostri, omnes conjunctim vel aliqui ac etiam unus eorum seorsim, reliquis absentibus, vel aliter impeditis, vi presentium egerint & concluderint, Nosque ratihabitionis tabulas solemni forma super illis expedituros & extradituros. In quorum fidem hasce sigillo Nostro Majori muniri, per Confessus Nostri Praesidem signari, & per Graphiarium Nostrium subscribi jussimus. Haga Comitum die vigesimo octavo Septembris, Anno millesimo septingentesimo quarto decimo. Signatum, A. Velters. Infra ad mandatum alte memoratorum Dominorum Ordinum Generalium. Signatum, F. Fagel.

Article Separé.

Comme dans l'Article 19. du Traité de la Barrière pour les Etats Generaux des Provinces Unies dans les Pais-Bas Autrichiens, conclu ce jourd'huy 15. de Novembre 1715. entre sa Majesté Imperiale & Catholique, sa Majesté Britannique, & les dits Seigneurs Etats Generaux, on est convenu de s'expliquer plus specifiquement, par un Article separé au sujet des Hypothèques & des moyens de percevoir le subside y mentionné; sa Majesté Imperiale & Catholique, pour assurer & faciliter d'autant plus le paiement dudit subside de 500000. écus, ou 1250000. florins, monoye d'Hollande par an, accordé & stipulé par le dit Article, assigne specialement sur les Pais, les Villes, Châtelainies & De-

pendances, cedées par la France, annuellement la somme de 610000. florins, monoye d'Hollande, selon la repartition suivante, à savoir :

Sur la Ville de Tournay,	55000
Sur la Chatellenie de Tournay, dit le Tournes,	25000
Sur la Ville & Verge de Menin,	90000
Et sur la partie de la Flandre Occidentale, qui a été cedée par la France, à repartir sur les Villes, Chatelénies & Dependances, suivant le Transport de Flandre,	440000
Et le restant, sur les subsides de la Province de Brabant un tiers, faisant la somme de	213333 $\frac{1}{3}$
Et sur ceux de la Province de Flandre deux tiers; faisant la somme de	426666 $\frac{2}{3}$
faisant les dites sommes respectives ensemble la susdite somme totale de 500000. écus, ou 1250000. monoye d'Hollande.	

La portion de la Province de Brabant est assignée sur le contingent des sept Quartiers d'Anvers; & des autres districts de Brabant dans les subsides de cette Province, & la portion de la Province de Flandre sur le contingent du Pais de Waes, y compris Beveren, du Pais d'Oudenbourg, du Francq de Bruges, du Pais d'Alost, & de la Ville & Pais de Dendermonde, dans le subsidie de cette Province.

Et pour assurer d'autant plus le payement regulier des susdites sommes respectives, sa Majesté Imperiale & Catholique promet & s'engage, que le payement se fera de trois en trois mois, à commencer du jour de la signature du present Traité, à payer à l'échéance du Terme, & au défaut dudit Payement à la fin des 3 mois.

Ordonne S. M. I. & C., dès à présent; & par ce Traité, aux Etats des Provinces & Departemens, & les Receveurs.

touchant la Paix d'Utrecht. III

ceveurs des Subfides tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ses Droits & Domaines, hors desquels le paiement se doit faire conformément à la Répartition ci-dessus, qu'en vertu de cet Article, & sur une Copie d'icelui, ils auront à payer incessamment à chaque échéance, & sans délai, au Receveur General desdits Etats Generaux, ou à ses ordres, les sommes ci-dessus marquées, & sans attendre autre ordre ou Assignations, ce présent Article leur devant servir d'ordre & d'Assignation dès à présent, & pour lors, & ledit paiement leur sera passé en compte à la charge de S. M. I. & C. comme s'ils l'avoient fait à Elle-même.

Faute de quoi, ou bien en cas que lesdits Etats n'accordassent pas avec la promptitude nécessaire les Subfides, pourront les Etats Generaux procéder aux moyens de contrainte & d'exécution, & même par voye de fait contre les Receveurs, Etats & Domaines desdites Provinces & Departemens, lesquels S. M. I. & C. y soumet en vertu de cet Article; le tout sans préjudice du Droit de L. H. P. sur les autres Revenus du Souverain par dessus le Subfide des Provinces, comme sont les Droits d'Entrée & de Sortie, Impôts, Tailles, Péages & autres Domaines.

De plus, on est convenu, que le paiement dudit Subfide ne pourra être retardé, moins refusé, sous prétexte de Compensations, Liquidations ou autres prétentions de quelque nom ou nature qu'elles puissent être. Et aura cet Article séparé la même force que ledit Traité de la Barrière, & tout comme s'il y étoit inséré de mot à mot, & sera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foi de quoi, nous Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale & Catholique, de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le présent Article, & y avons fait a-

aposer les Cachets de nos Armes. A Anvers ce 13.
de Novembre 1715.

Etoit signe,

E. C. de Kinigsegg. W. Cadogan. B. v. Dussen.

(LS)

(LS)

(LS)

Le Comte de Rechteren

(LS)

S. L. Gschinga.

(LS)

*Adr. van Borsselle
tot Gelder-Malsen.*

(LS)

s'Ensuit la Ratification de Sa Majesté Imperiale
& Catholique, sur le Traité de Barriere.

Nos Carolus sextus, Divina Favente Clementia elo-
sus Romanorum Imperator, semper Augustus,
ac Germania, Hispaniarum, Hungaria, Bohemia, Dal-
matia, Croatia, Slavoniaque Rex, Archidux Austria,
Dux Burgundia, Brabantia, Styria, Carinthia, Car-
niolia, Limburgi, Luxemburgi, Geldria ac superioris
& inferioris Silesia, & Wurtembergae, Princeps, Swe-
via, Marchio Sacri Romani Imperii Burgovia, Mora-
via superioris & inferioris Lusasia, Comes Habsburgi,
Flandria, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritia & Na-
murci, Landgravius Alsasia, Dominus Marchia, Sla-
vonia, Portus Naanis & Salinarum, &c. Notum testa-
tumque facimus, quorum interest universis & singulis,
cum facta superiori anno, Bada Helvetiorum, cum Gal-
lia pace, subinde Nobis cum Serenissimo ac Potentissimo
Magna Brittanica Rege: Nec non Ordinibus Generali-
bus Foederatis Belgii convenerit, ut, qua ex foedere anno
millesimo septingentesimo primo, die septima Septembris
Hags.

touchant la Paix d'Utrecht. 1113

Haga Comitibus inito adhuc maturo praestanda superesse videbantur, in eo, quem Antwerpiam indicare placuit, Congressu per Ministros plena undequaque potestate munitos quantocitius conficerentur: in primis vero ea loca, Urbes ac Munimenta Belgii Nostri, quae Provinciis ac Ditionibus praefatorum Ordinum Generalium securitatis, Tutaminis ac Propugnaculi loco, vulgo Barriere, post hac essent, designarentur, ceteraque quae ad rem pertinent, componerentur, id quod Divino favente Numine amicis praecipue officiis dicti Serenissimi Magna Brittannia Regis, sub die decima quinta Novembris, nuper inter eosdem Ministros Plenipotentiariorum, quorum nomina subiecta conspiciuntur, in hac tandem verba, & Articulus definitum, transactum fuit.

Fiat insertio.

*Quod Nos, quae inter praefatos cum Nostros, tum Regium Britannicum, Ordinumque Generalium Ministros Plenipotentiariorum virtute habiti mandati ita ut supra acta, conclusa, atque transacta fuere, rata grataque habuerimus, prout ea omnia & singula vigore praesentium, approbamus & ratificamus, verbo Caesareo Regio & Archiducali spondentes, Nos ea, quae Nos tangunt, firmiter ac religiose impleturos & observaturos, ac à Nostri pariter observari curaturos, neque ut iis contraveniatur, passuros esse, certo confisos, Sac. Rom. Imperis Electoris, Principes ac Status perpensis rite rerum momentis, iis, quae supra Art. 27. super aequatione Munimentorum Arsis Leodensis prout & Castellorum ac Munimentorum Urbisque Huyensis, concordi praesens temporum ratio coegit, consensu suo baud gravatim accessuros esse. In quorum fidem praesentes, propria manu subscriptione, ap-
preffoque Nostro Caesareo Regio Sigillo communivimus. Viennae the vigesima prima mensis Decembris anno millesimo septingentesimo decimo quinto, Regnarum Nostro-
rum.*

rum Romani quinto, Hispaniarum decimo tertio, Hungarici vero & Bobemici itidem quinto.

Signatum,

CAROLUS.

Subsignatum,

Philippus Lud. C. a Sinzendorf, (L. S.)

Subscriptum,

Ad mandatum Sacrae Caesaræ & Catholicae Majestatis proprium.

Signatum,

JOANNES GEORGIUS BUOL.

s'Ensuit la Ratiñication de Sa Majesté de la Grande Bretagne, sur le Traité de Barriere.

Georgius, Dei gratia, Magna Brittannia, Francia, & Hibernia Rex, Fidei Defensor, &c. omnibus & singulis, ad quos presentes Literæ pervenerint salutem. Quandoquidem Ministri Plenipotentiarum, tam ex nostra parte, quam Caesaræ & Catholicae suæ Majestatis, & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Antwerpia congressi, & Mandatis atque auctoritate sufficienti muniti Tractatum quendam die decimo quinto presentis mensis Novembris concluderint, signaverintque, forma & verbis quæ sequuntur.

Fiat insertio.

Nos visæ & perpenso Tractatu Supra scripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, & ratum, firmumque habuimus, sicut per presentes, pro Nobis, Hæredibus, Successoribus Nostriis eundem approbamus, & ratum, firmumque habemus, spondentes, & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula, quæ in ea

con-

touchant la Paix d'Utrecht. III 5

continentur, sanctè atque inviolabiliter præstituros. Et observaturos, neque passuros unquam (quantum in nobis, ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo. ia contrarium eatur. In quorum maiorem fidem Et robur, hisce presentibus manu nostra Regia signatis, magnam Nostrum Magna Brittannia Sigillum appendi iussimus. Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi die trigesimo mensis Novembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quinto, regniue Nostri secundo.

Signatum erat,

GEORGIUS R.

s'Ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays bas; sur le Traité de Barriere.

Les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas, à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Ayant vû & examiné le Traité conclu & signé à Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715., par les Ministres Plenipotentiaires de sa Majesté Imperiale & Catholtque; de sa Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, & de Nous, sur la maniere dont les Pais-bas Antrichiens serviront cy après de Barriere, à la Grande-Bretagne, & à nostre Etat, ainsi que ce Traité suit icy inseré de mot à mot.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable tout ce que Nos Deputés & Ministres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & signé ce Traité, l'avons agréée, approuvons & ratifions par ces presentes, & promettant sincerement & de bonne foy, de le garder observer & executer, en tout, & en chacun de ses Articles, sans aller au contraire en quelque maniere que ce soit, directement ou indirectement. En foy de quoy Nous avons fait attacher à ces presentes nostre grand sceau;

les

les avons fait signer par le President de nostre assemblée, & sousigner par nostre Greffier. A la Haye le 14. Janvier 1716. Estolt paraphé, *W. vander Does*, vt. Sur le plicq'estolt écrit, par ordonnance des susdits Seigneurs Estats Generaux. Estoit signé, *F. Fagel*. Et sellé du grand Seau de cire rouge.

s'Ensuit la Ratification de Sa Majesté Imperiale & Catholique, sur l'Article separé du Traité de Barriere.

Nos *Carolus sextus Divina favente Clementia, electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germania, Hispaniarum, Hungaria, Bohemia, Dalmatia, Croatia, Slavoniaque Rex, Archidux Austria, Dux Burgundia, Brabantia, Styria, Carinthia, Carniolia, Limburgi, Lucemburgi, Geldria, ac superioris & inferioris Silesia, & Wurtembergae, Princeps Suevia, Marchio sacri Romani Imperii Burgovia, Moravia, superioris & inferioris Lusatia, Comes Habsburgi, Flandria, Tyrolis, Terretis, Kyburgi, Goritia & Namurci, Landgravius Alsatia, Dominus Marchia Slavonia, Pertus Naonis & Salinarum, &c. &c.* Netum testatumque facimus, quorum interest universis & singulis, postquam gravissimis de causis, quod Art. 19. hujus Tractatus de praestando praesidiario Statuum Generalium militi annuo subsidio quingentorum millium Imperialium generalioribus verbis sancitum fuit, per articulum separatum amplius explicare, dictumque subsidium in singulas Belgii Nostri Provincias per classes distribuere, ac de eo cavere sequenti modo placuerit.

Fiat insertio.

Quod Nos articulum huncce separatum, ejusque contenta perinde, ac ipsum Tractatum approbaverimus, proinde eundem hisce pari fide ac Religione observaturos ac à Nostreis adimpleri curaturos spondemus. In quorum
robur

touchant la Paix d'Utrecht. 1117

rebus presentes ipsi subscripsimus, ac Sigilli Nostri Caesarico-Regii appensione muniri iussimus. Datum Vienna die vigesima prima Decembris anno millesimo septingentesimo decimo quinto Regnorum Nostrorum Romani quinzta, Hispaniarum decima tertio, Hungarici vero & Bohemici itidem quinto. (Signatum) Carolus (subscriptum) Philippus Lud. C. a Sinzendorf. (Subscriptum) ad mandatum Sacra Caesarica & Catholica Majestatis proprium (signatum) Joannes Georgius Buol.

s'Ensuit la Ratification de la Majesté de la Grande Bretagne, sur l'Article séparé du Traité de Barriere.

G*eorgius, Dei gratia, Magna Brittannia Franciae & Hibernia Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos presentes literae pervenerint salutem. Quandoquidem Articulus quidam separatus ad Tractatum de Obice vulgo Barriere constituendo Antwerpia decimo quinto die mensis Novembris praesentis conclusum pertinens eodem in loco, eodemque die per eosdem Ministros Plenipotentiarios sufficienti auctoritate undique munitos signatus fuerit, forma & verbis, quae sequuntur.*

Fiat insertio.

Nos viso, perpensaque Article separato supra scripto, eundem in omnibus & singulis ejus clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per praesentes, pro nobis, heredibus & successoribus nostris, eandem approbamus ac ratum, firmumque habemus, spondentes & in Regio verba promittentes, Nos omnia & singula, quae in praedicto Article separato continentur, sincere & bona fide observaturos, ac quantum in Nobis est, observari curaturos, in quorum maiorem fidem, & robur hisce praesentibus manu nostra Regia signatis magnum nostrum Magna-Brittanniae, sigillum apponi iussimus.

Qua

Qua dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi, die trigesimo mensis Novembris anno Domini millesimo septingentesimo decimo quinto, Regniq[ue] nostri secundo.

Signatum

GEORGIUS R.

s'Ensuit la Ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-bas, sur sur l'Article separé du Traité de Barriere.

Les Estats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas a tous ceux qui ces presentes verront, salut. Ayant vû & examiné l'Article separé du Traité conclu & signé a Anvers, le quinze du mois de Novembre 1715, par les Ministres Plenipotentiaires de sa Majesté Imperiale & Catholique: de sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, & de Nous, sur la maniere dont les Pais-bas Autrichiens serviront cy après de Barriere, à la Grande Bretagne, & à nostre Estat, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayaut pour agreable tout ce que nos Deputés & Ministres Plenipotentiaires ont fait, lors qu'ils ont conclu & signé cet Article separé, l'avons agréée, approuvé & ratifié; l'aggreons, approuvons & ratifions par ces presentes, promettant sincerement & de bonne foy, de le garder observer & executer, sans aller au contraire en quelque maniere que ce soit, directement ni indirectement. En foy de quoy nous avons fait attacher à ces presentes nostre grand sceau, les avons fait signer par le President de nostre assemblée, & sousigner par nostre Greffier. A la Haye le 14. Janvier 1716. Estoit paraphé, *W. vander Does*, vt. Sur le plicq estoit escrit, par ordonnance des susdits Seigneurs Estats Generaux. Estoit signé, *F. Fagel*. Et icellé du grand Sean de Cire rouge.

Etat de l'Emploi des deniers provenus des Négociations faites sur divers Fonds des Pais-Bas durant le Gouvernement provisionel des deux Puissances Maritimes, distinctement mentionnées dans la Liste jointe au bas de l'Article 23. du Traité de la Barrière, signé le 15. de Novembre 1715., montant à une somme de quatre millions six-cens dix-huit mille neuf cens cinquante-cinq florins, comme aussi des cinq cent cinquante mille florins, fournis en Lettres de Change par les Receveurs des Droits d'entrée & sortie de Flandres; de plus, cent mille florins fournis par le Receveur des Medianates, & finalement de cent cinq mille florins fournis par le troisiéme Membre du Conseil de Flandre, faisant en tout ensemble une somme de savoir,

Monnoye de Hollande.

Remise par Leurs Hautes Puissances l'année 1709., au Roi Catholique Charles III. hors les deniers levez sur la Posterie des Pais-Bas Espagnols, la somme de trois cens mille florins.

300000

Pour la livraison du Fourage faite aux Troupes de Sa dite Majesté, selon le compte, deux millions septante huit mille neuf cens & seize florins six sols six deniers.

2078916 - 6 - 6

La livraison de Pain, compris les Chariots de vivres, selon le compte, deux millions, deux cens quatre-vingt-sept mille sept cens septante six florins quatorze sols six deniers.

2287776 - 14 - 6

Item des autres payemens extraordinaires.

ordinaires mis en Compte par Mrs.
les Etats Generaux, soixante neuf
mille cinq cens quatrevingt trois flo-
rins quinze sols.

69583 - 15.0

Argent payé à la Caisse de Guerre
pour les portions de Pain & de Fou-
rage pendant le Quartier d'hiver,
depuis le 1. Janvier 1709. jusques
au mois d'Avril 1711., selon le
Compte six cens cinquante-sept
mille huit cens quatrevingt-neuf
florins seize sols.

657889 - 16.0

Des fraix pour les Hôpitaux &
autres dépenses extraordinaires, se-
lon le Compte, trente deux mille
trois cens trente six florins un sol six
deniers.

32336 - 1.6

Dépenses pour les Munitions &
Fortifications dans les Villes de Mons,
St. Guislain & autres, cent cinquante-
huit mille six cent trente-neuf flo-
rins six sols six deniers.

158639 - 6.6

Somme

5585142 - 0.0

Le Souffigné Ministre Plenipotentiaire de S. M. I.
& C., declare d'avoir vû & examiné l'Etat ci-dessus,
& de l'accepter & de l'approuver, comme je l'accepte
& approuve, pour & au nom de Sadite Majesté, avec les
conditions suivantes.

Que premierement, sera défalqué de l'impôt total
une Somme de 24485 fl., payez pour des Chariots,
dont les Châtellenies ennemies ont été en défaut, & qui
par ainsi ne viennent point à charge de S. M. I. & C.

Que *secundo*, on produira les Quitances Originales
de 7373 fl., qui manquent sur une Somme totale de

21532

touchant la Paix d'Utrecht. 1121

21535. fl. 12. s. 6. d., ou au défaut d'icelles d'autres pieces justificatives.

Que *tertio*, on produira de même les Quitances, ou à leur défaut des justifications, sur une Somme de 37927. fl. 16. s., sur laquelle Castiglio a donné une Copie de Quitance suspecte.

Que *Quarto*, on produira encore les Quitances originales, ou à leur défaut des justifications authentiques, sur une Somme de 14636. fl. 14. s., sur lesquelles ledit Castiglio n'a produit pour preuve de livraison qu'une Attestation de Monsieur Armstrong.

Que *quinto*, on produira de même les Quitances originales, ou à leur défaut les justifications qui manquent, pour une Somme de 2818. fl. 14. s. & demi sur une Somme totale de 17237. fl. 6. d.

Que *sexto*, on éclaircira mieux les deux Comptes pour *Ostende*, portant la Somme de 16425. fl. 1. s. 3. d., pour averer ce qui en doit rester à la charge de Sa Majesté Imperiale & Catholique,

Et qu'enfin, on enseignera les Munitions de guerre selon le Compte spécifié qu'on en a présenté. A *Anvers* ce. 15. Nov. 1715.

Signé,

L. C. de KINIGSEGG.

Comme en ajustant l'Article pour la démolition les Fortifications de la Citadelle de *Liege* & du Château de *Huy*, les Soussignez Ministres Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux ont insisté, que de la part de l'Empereur on voulût donner les assurances, que le Prince & Etats de *Liege* se désisteroient de la prétension qu'ils ont portée à la Diète de l'Empire, contre le Fort que les Etats Generaux ont fait construire sur le *Petersberg* devant *Mastricht*, & aussi que l'on puisse convenir sur leurs prétensions au sujet de *Bonn*, soit en faisant démolir les Fortifications, ou bien en s'accordant sur la Garnison que l'on y pourroit mettre pour la

la sûreté commune, Mr. le Comte de Kinigsegg, Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique, s'étant excusé d'y entrer dès-à-present faute d'ordre, pour lequel il auroit écrit en sa Cour: Et que d'ailleurs ces deux points ayant tant de raport avec le susdit Article; & étant de tant d'importance pour les intérêts des Etats Generaux, que lesdits Plenipotentiaires ne sauroient s'en désister, ayant des ordres exprès là dessus; ils se trouvent obligez de déclarer, comme ils déclarent par cette, qu'ils n'ont consenti au contenu dudit Article que dans la persuasion & dans l'attente qu'avant l'Echange des Ratifications, il sera donné de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique, pleine & entiere assurance, qu'il sera satisfait aux prétensions de Leurs Hautes-Puissances sur ces deux Points. Fait & délivré à Monsieur le Comte de Kinigsegg, à Anvers ce 15. Novembre 1715.

Signé,

B. V. DUSSEN,
Comte de RECHTEREN,
GOCKINGA,



Adr. van BORSSELEN; tot Geldermalsen.

F I N.